

Initiatives : 13 pages d'offres d'emploi

Le Monde

15, rue Falgoutre, 75001 Paris Cedex 15



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15203 7 F

MERCREDI 15 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Jeu risqué entre Israël et l'OLP

JOUR ordinaire, lundi 13 décembre, dans les territoires occupés, singulièrement dans le bande de Gaza et à Jéricho, où l'Histoire devait enfin prendre un cours nouveau avec l'annonce d'un retrait israélien et d'une autonomie, si longtemps promis et si durement négociés. Rendez-vous menqué avec la paix pour toutes sortes de bonnes et de mauvaises raisons. Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, parle de « crise grave » et Yasser Arafat, le chef de l'OLP, de « problème sérieux ».

Le délai de dix jours que se sont donné les deux hommes suffira-t-il à lever tous les obstacles qui se dressent sur le chemin de la réconciliation entre Juifs et Palestiniens ? Dans cette course de fond, ce sont les derniers mètres qui comptent. La déclaration de principes qu'ont signée, le 13 septembre, à Washington, Israël et l'OLP, est une chose, sa mise en œuvre sur le terrain en est une autre. La bonne volonté se heurte aux intérêts des deux bords, à des intérêts plus ou moins bien compris, voire à des calculs de dernière minute.

AU nom d'une sécurité « sacrée », qu'Israël n'a cessé d'invoquer tout au long de son histoire, M. Rabin a répété aux impatients qu'il n'avait « aucune intention de faire la moindre concession » et qu'en définitive, pour réussir à négocier un bon arrangement, le temps ne comptait pas. A tort probablement, car la contrainte d'un calendrier, comme le montrent les négociations sur le GATT, a ses mérites.

Le déséquilibre des forces est tel, aujourd'hui, entre Israël et l'OLP, que M. Rabin peut s'offrir le luxe de négocier à son rythme, sans pratiquer la « politique du chronomètre ». Il n'ignore pas, en effet, le désordre et l'état d'impréparation qui règnent dans le camp palestinien, où l'autoritarisme de M. Arafat est de plus en plus mal supporté par les siens. Reste à savoir s'il est de bonne stratégie d'affaiblir davantage son adversaire, surtout lorsque l'on sait qu'il est, malgré tout, irremplaçable. Les Israéliens ne se sont-ils pas résignés à négocier avec l'OLP de crainte d'avoir de plus en plus affaire à un bien pire ennemi : les islamistes ?

A l'évidence, cet enlisement du processus de paix fait le jeu de tous ceux qui, a priori, mettaient en doute la bonne foi de l'Etat juif et continuent de croire à la nécessité de poursuivre l'intifada. Plus grave : l'assise d'une tragédie qui dure depuis quarante-cinq ans, la population palestinienne, qui avait, dans sa majorité, repris espoir, constate, avec colère, qu'une fois encore les promesses ne sont pas au bout des discours, que les jours d'après ressemblent tristement aux jours d'avant.

A pratiquer cette « diplomatie de bord du gouffre », la dynamique de paix risque de se briser. Lundi 13 décembre, dans le poudrière de Gaza, les soldats israéliens faisaient toujours front aux lanceurs de pierres...
Lire nos informations page 3

M0147 - 1215 0 - 7.30 F



L'avenir du commerce international et la défense de l'identité culturelle

L'accord entre Américains et Européens sur le GATT exclut le secteur de l'audiovisuel

Sept ans après le début du Cycle de l'Uruguay, en septembre 1986 à Punta-del-Este, l'Union européenne et les Etats-Unis ont annoncé, mardi 14 décembre en fin de matinée, être parvenus à un accord global sur les négociations commerciales au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). « Nous avons tranché le nœud gordien et atteint un accord complet », a affirmé Mickey Kantor, le négociateur américain, au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue à Genève, siège du GATT, en compagnie de Sir Leon Brittan, le négociateur européen.

Cependant, tous les sujets de friction entre les Douze et les Etats-Unis n'ont pas été réglés. L'audiovisuel a ainsi été exclu de l'accord.

« Nos divergences demeurent, nous continuerons à discuter », a précisé à ce sujet M. Kantor. Les négociations pourraient se poursuivre sur d'autres dossiers importants au-delà de la date butoir du 15 décembre. Ainsi Leon Brittan a confirmé l'existence d'un « accord limité » sur les subventions à l'aéronautique civile entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Il a ajouté qu'il y avait eu très peu de progrès sur les services

maritimes. Le négociateur américain a annoncé, en revanche, que les Etats-Unis ont obtenu une exemption de la clause de la nation la plus favorisée sur la question des services financiers pendant les six premiers mois d'application de l'Uruguay Round (1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1995). Cette clause oblige un Etat membre du GATT à traiter de la même façon tous ses partenaires.

Le projet d'accord devrait être présenté, mercredi 15 décembre, au conseil des ministres des affaires étrangères des Douze réuni à Bruxelles. Le compromis global doit

aussi être accepté par toutes les parties contractantes au GATT. « Nous aurons encore à travailler avec la centaine d'autres pays participant aux négociations pour assurer le meilleur accord possible », a souligné Leon Brittan.

A Paris, dans les milieux gouvernementaux, on se félicite que l'audiovisuel ait été exclu de l'accord. Le débat promis par M. Balladur aura lieu à l'Assemblée nationale mercredi 15 décembre, a confirmé l'Hôtel Matignon.

Lire nos informations pages 20 et 21

Vers la révision de la loi Falloux

Après la publication, lundi 13 décembre, du rapport de Georges Vedel sur la situation de l'enseignement privé, le gouvernement s'est décidé à forcer le pas. Il devait demander au Sénat, mardi 14 décembre, de reprendre le jour même l'examen de la proposition de loi visant à réformer le système de financement des établissements privés par les collectivités locales établie par la loi Falloux. La discussion de ce texte, adopté par l'Assemblée nationale, avait été interrompue au Sénat, le 30 juin, au terme de la session de printemps.

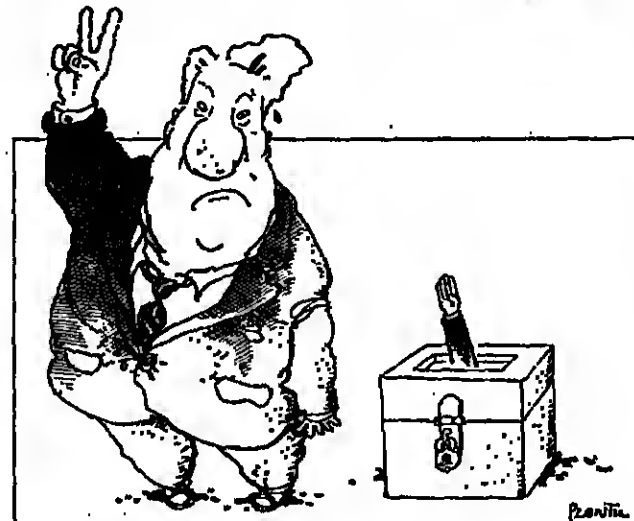
page 9

Le succès de l'extrême droite se confirme en Russie

L'ampleur du succès électoral en Russie du parti d'extrême droite de Vladimir Jirinovski s'est confirmée mardi 14 décembre, avec l'annonce de résultats portant sur 77 des 89 « sujets » de la Fédération de Russie. La liste de M. Jirinovski remporte 24 % des suffrages. Le bloc élitiste, Chok de la Russie, arrive loin derrière avec 15 % des voix, suivi par le Parti communiste, qui en obtient 11 %. Cinq autres partis dépassant les 5 % nécessaires pour être représentés au Parlement : Femmes de Russie, le Parti agraire, proches des communistes, et trois blocs « démocratiques », mais plus ou moins oppositionnels, ceux de MM. Ievinevski, Chakhrat et Travine.

Ces résultats ne concernent cependant que la moitié des sièges d'une des deux chambres de l'Assemblée, où les autres députés, élus au scrutin majoritaire, devraient être souvent des responsables régionaux. Mais déjà des étonnements, comme Egor Galdar, tête de file de Chok de la Russie, appellent à former une « coalition antifasciste » avec les communistes. A l'étranger, les premières réactions de soulagement à l'annonce de l'adoption de la Constitution se font plus inquiètes, tandis que dans les Républiques de l'ex-URSS, c'est la consternation.

page 4



Le dénuement de la Sécurité sociale

Pour remédier à un déficit chronique, le gouvernement pourrait augmenter la TVA

Malgré les mesures de redressement décidées par Edouard Balladur, lors de son arrivée à la tête du gouvernement, la Sécurité sociale enregistre un déficit de 100 milliards de francs pour les années 1993 et 1994. Ce chiffre, rendu public mardi 14 décembre par la Commission des comptes de la Sécurité sociale, ne marque pas seulement un seuil. Il pourrait également engendrer des changements importants dans le financement comme dans le mode de régulation du système français de protection sociale.

La hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), la baisse des remboursements d'assurance-maladie ou le relèvement du forfait hospitalier auront permis de « contraindre » à 57 milliards de francs un déficit qui, sinon, aurait atteint 78 milliards en 1993. Néanmoins, ces décisions n'auront pas pesé très lourd face aux conséquences du ralentissement de la croissance. Pour 1994, il ne faut pas s'attendre à une réelle amélioration. Le déficit sera de 43 milliards, à condition que les recettes augmentent de plus d'un point et que le rythme de croissance des dépenses baisse de plus de quatre points.

D'une certaine manière, cette situation, beaucoup plus grave qu'il ne l'imaginait, ramène le premier ministre à la case départ. Avec la CSG, le plan de 30 mil-

liards de francs d'économies sur les dépenses de santé et la réforme des retraites de base (dont le rendement financier sera pratiquement nul l'an prochain), Edouard Balladur a déjà pratiquement abattu toutes ses cartes. Il a même eu recours à un outil inédit en faisant reprendre par l'Etat les 110 milliards de « dettes » accumulées par la « Sécu ». Désormais, s'il veut redonner un peu d'air à la Sécurité sociale, il n'a d'autre choix que de jouer sur les recettes ou de laisser les choses en l'état et se contenter de corriger à la marge un déficit devenu abyssal grâce au budget de l'Etat, dont le déficit atteint pourtant un seuil critique.

Edouard Balladur s'étant fermement engagé à ne pas augmenter une deuxième fois la CSG, il n'est guère surprenant que surgisse aujourd'hui le débat sur la « TVA sociale ». Il s'agirait d'augmenter le taux de la TVA afin de soulager les régimes sociaux ou de financer les exonérations de cotisations. Une telle mesure, assurément pas populaire, serait moins impopulaire que la CSG et pèserait sur les importations, tout en s'inscrivant dans une démarche déjà engagée par plusieurs de nos voisins européens. A l'opposé, elle pénaliserait la consommation des ménages, déjà anémiée, alourdirait l'indice des prix et serait inégalitaire en frappant indistincte-

ment les ménages. En tout état de cause, et même si le gouvernement ne se résout pas explicitement aux régimes sociaux (les derniers pourraient éventuellement se voir rétroceder la taxe sur le tabac), il est clair qu'une telle taxe constituerait une augmentation, même déguisée, des prélèvements obligatoires. Dans les prochaines semaines, le gouvernement devra trancher.

Derrière la controverse sur la « TVA sociale » se dissimule un autre débat sur le mode de financement de la protection sociale. Simone Veil, ministre des affaires sociales, s'inquiète des conséquences des allègements de charges sur les comptes de la « Sécu ». Si la prise en charge par le budget des cotisations d'allocations familiales (40 milliards en 1998) est acquise, le projet de loi quinquennale sur l'emploi ne prévoit pas de compenser les exonérations relatives aux emplois à temps partiel ou aux contrats d'insertion professionnelle. Au total, la Commission des comptes évalue le manque à gagner imposé à la Sécurité sociale à près de 28 milliards en trois ans (7,7 milliards de francs en 1993, 9,2 milliards en 1994 et de 11,3 milliards en 1994).

JÉAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 20

(Publicité)

Pour l'Homme

ROGER & GALLET
PARIS

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Pays-Bas, 9 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

BOSNIE

L'injonction de Buchenwald

La guerre en ex-Yougoslavie bafoue toutes les lois de la guerre et réintroduit ce que l'Europe née d'Auschwitz et de Buchenwald avait fait le serment de ne plus jamais tolérer sur son sol.

par Alain Finkielkraut

DANS un opuscula intitulé *Sur l'expression courante*, il se peut que ce soit juste une théorie, mais en pratique, cela ne vaut rien. Emmanuel Kant écrit que le drame de l'histoire humaine doit reculer un sans pour que l'on s'y intéresse durablement. Faut-il d'ailleurs, de direction visible, les acteurs continuent de se passionner car, dit Kant, ils sont fous, c'est-à-dire prisonniers de leurs visions partielles, mais le spectateur même le mieux intentionné, lui, se lasse inévitablement : « Il en a assez d'un acte ou de l'autre dès qu'il a des raisons d'admettre que la pièce qui n'en finit jamais est la même indéfiniment. »

La spectacula du conflit en Croatie et en Bosnie-Herzégovine sont aujourd'hui très exactement dans l'état décrit par Kant.

La lassitude du spectateur

Depuis que la guerre s'est dégradée à bas en mêlée indistincte et interminable, depuis que tout le monde se bat contre tout le monde — les Serbes contre les Croates et les Musulmans, les Croates contre les Musulmans, les Musulmans contre les Croates, les Serbes avec les Croates contre les Musulmans, les Musulmans contre les Croates avec un armement gracieusement fourni par les Serbes — et depuis que les agrammes recourent dans les combats qui les opposent aux méthodes de leur agresseur, l'opinion éclairée baisse les bras.

Elle n'est pas aujourd'hui plus misanthrope ou moins cosmopolite qu'hier. Simplement, la confusion généralisée et le rago-tage de l'horreur ont eu raison

de sa curiosité. « Contempler un temps cette tragédie, dit encore Kant, est peut-être émouvant et instructif. Mais il faut bien qu'en fin le rideau tombe. » Et malgré l'entrée de Sarajevo dans un deuxième hiver sans chauffage, sans eau et sans armes pour riposter aux bombardements serbes, le rideau est en train de tomber.

Aussi forts, an d'autres termes, que soit notre tentation de dénoncer une fois encore la féroce modernité et cette violence de l'actualité qui fait de tous les spectateurs du monde des sujets à la fois émus et inconscients, compétissants et oubliés, débordants de sentimentalité et totalement insensibles, nous ne pouvons, dans le cas présent, en rester à cette explication. Kant nous contraint de donner statut à la lassitude actuelle du spectateur.

Maître le même Kant, dans la même œuvre, nous permet de ne pas laisser le dernier mot à cette démobilisation. Tirant de son constat la conclusion que l'histoire humaine doit avoir un sens, il découvre ce que Hegel appellera plus tard le travail du négatif : « La misère, écrit-il, qui naît des guerres incessantes, dans lesquelles les États recherchent l'abolissement et la soumission des autres, doit finalement les émaner, même contre leur volonté à en venir à une constitution cosmopolite : ou bien si un tel état de paix universelle (...) est d'un autre côté encore plus dangereux pour la liberté, puis-que'il conduit au plus terrible despotisme, cette misère n'en doit pas moins les contraindre à une condition qui, pour n'être pas une république cosmopolite sous un chef, est cependant une condition juridique de fédération, selon un droit des gens concerté en commun. »

Ce scénario imaginé par Kant en 1793 s'est réalisé en Europe à partir de 1945 : le lendemain de la capitulation nazie, l'Europe s'est engagée dans la construction non de l'Etat fédéré (*Volksstaat*) mais bien, selon la prévision de Kant, de la Fédération

d'Etats (*Völkerbund*) pour éviter de la fois l'instauration du despotisme et le retour de la guerre. Et c'est ce modèle d'alliance ou sa variante scandinave que les Républiques de Slovénie et de Croatie ont essayé sans succès d'opposer à la brutale mainmise de la Serbie sur la fédération yougoslave.

Lors du référendum organisé en Croatie le 19 mai 1991, soit après le massacre par des séparatistes serbes d'une dizaine de policiers croates à Borovo Selo (et après que leurs cadavres préalablement découpés et recomposés différemment aient été renvoyés dans des colis su miniaturisés de la défense croate), les électeurs ont répondu massivement oui à une proposition ainsi libellée : « La Croatie en tant que pays souverain et indépendant garantissant l'autonomie culturelle et tous les droits civils aux Serbes et aux membres des autres nationalités vivant en Croatie, peut avec d'autres républiques se joindre à une confédération d'Etats souverains. » Le référendum a été choisi par la guerre. Non la guerre civile comme on l'a dit négligemment et comme on le réassesse machinalement, mais une guerre contre les populations civiles « prises comme ennemies en tant que telles et attaquées avec les moyens militaires qui seraient adéquats contre une autre armée » (Véronique Nahoum-Graps).

La peur de la puissance allemande

Cette guerre bafouait toutes les lois de la guerre et réintroduit en Europe cela même que Buchenwald avait fait le serment de ne plus jamais tolérer sur son sol. A cet égard, les assassinats du *Nie Wieder* (« Plus jamais ça ») ont été en disant que les *avres* « annuies » de l'Europe n'étaient pas les agrammes mais les sécessions, car ils choisissent la voie du morcellement contre celle de la fédération et la régression tribale contre la progression de l'humanité vers un « droit des gens concerté en

commun ». Ainsi s'est notamment exprimé le président de la République française. Confronté, en très mauvais héritiers de Kant, l'exigence cosmopolitique avec la mépris des nations, beaucoup d'intellectuels lui ont ambotté le pas. Mais ce serait faire injure à la culture de François Mitterrand et à son intelligence que de l'accuser, lui, de croire à ce qu'il disait. N'affirmait-il pas tout récemment à Andorra que l'existence des petits Etats indépendants était « l'une des richesses de l'Europe » ?

Ca n'est pas la peur de l'annexion qui a conduit la France et l'Angleterre à laisser le plus longtemps possible les mains libres à la Serbie, c'est la peur de la puissance allemande. Mieux vaut, estimait-on dans nos chancelleries, une grande Serbie construite les armes à la main qu'une Allemagne étendant encore sa zone mark et sa sphère d'influence mitteleuropéenne à la faveur du démantèlement de la Yougoslavie. Une Allemagne affaiblie pour une Europe affirmée : tel fut le calcul de nos dirigeants.

L'actuelle Union européenne était censée prendre acte de l'échec définitif de la politique de l'équilibre des puissances dont Kant disait déjà, dans le même opuscula, qu'elle ressemblait à « la maison de Swift qu'un architecte avait si parfaitement construite selon toutes les lois de l'équilibre qu'elle s'écroula dès qu'un moineau vint s'y poser ». En fait, cette politique n'a pas été répudiée par l'Europe de Maastricht, elle s'est perpétuée en son sein. Résultat : l'Europe qui ne s'est pas donnée les moyens de punir la conquête, est en train de l'avaliser. La force fait le droit et comme là où le seule loi qui règne est la loi du crime, tout le monde devient criminel, nous assistons aujourd'hui au spectacle d'écroulement de la condamnation des agrammes par l'agresseur. Certes, la métaphore épidémique ne doit pas être conduite jusqu'à la disqualification des politiciens musulmans ou

surtout croates. Tout en proclamant son attachement à une Bosnie des citoyens, le parti du président Izetbegovic mobilisait, lors du recensement de 1991, la population musulmane autour du slogan « De notre nombre dépendent nos intérêts », slogan difficilement compatible avec la définition classique de la citoyenneté. Quant au président Tudjman, il éprouvait sans doute une réelle inquiétude pour le sort de la minorité croate dans un Etat à majorité musulmane, mais les mobiles déterminants de son hostilité envers la cause bosniaque sont ailleurs : il a cru, en réaliste candide, que l'acceptation des conquêtes serbes en Bosnie lui vaudrait la restitution des territoires occupés de Croatie. Il a donc joué, d'entrée de jeu, la carte du partage et ce choix ne pouvait que mener à la constitution par la violence de trois territoires ethniquement purs en Bosnie.

Le réalisme et la force brute

Les responsabilités locales sont donc scabieuses, à tous les sens du mot et la destruction du pont de Mostar par les forces du HVO est un attentat contre la beauté du monde aussi criminel que les bombardements agrames de Dubrovnik. Il reste que les uns n'auraient pas été tentés de rassembler la faune ni les autres armées à s'emparer de la Bosnie centrale et à vouloir se frayer par la force un débouché sur l'Adriatique si l'Europe n'avait elle-même indiqué le chemin en faisant clairement savoir aux belligérents qu'elle ne défendait pas l'intégrité de la Bosnie, en dépit de sa reconnaissance internationale, et que chacun recouvrait autant de territoires qu'il peut en conquérir.

Cette Europe dénonce maintenant un jeu dont elle a fixé les règles. Elle impute à leur délit une libération qui est, en fait, une jurisprudence et elle réussit ainsi le prodige de justifier par ses conséquences mêmes la politique d'abandon qu'elle a suivie depuis le début de la guerre.

« Vous voyez bien, laisse-t-elle entendre à une opinion désorientée et fatiguée par l'imbroglie bosniaque, que les Balkans ne valent pas les os d'un seul grand européen ! »

Cependant, si les assiégeants de Sarajevo se voient offrir un deuxième hiver de siège et si l'Allemagne et la France (désormais réconciliées autour de la théorie et de la pratique de l'apaisement) réussissent à convaincre la communauté internationale de lever l'embargo sur la Serbie moyennant la restitution de 3 % de ses conquêtes, cela voudrait dire que dans l'Europe du *Nie Wieder* et à l'abri de la commémoration du génocide, les réalistes qu'on ne voulait plus jamais revoir imposent à nouveau les régnés sans partage de son esprit de concession aux arguments de la force brute.

On ne peut imaginer plus parfaite imposture ni démant plus cinglant au pari kantien sur le sens de l'histoire humaine. Face à ce spectacle-là, pourtant, la lassitude nous est interdite. Car nous ne sommes pas spectateurs, nous sommes européens, c'est-à-dire impliqués dans les décisions des Douze, et dans leur actuelle tentative « de la dernière chance » de faire plier les agresseurs pour mettre fin à la guerre.

C'est la raison pour laquelle, évacué Merck Edelman à Vitas Landsbergis, j'ai participé le 14 novembre à la réunion pour le Bosnie qui a eu lieu dans le camp de Buchenwald à l'initiative d'une organisation humanitaire allemande : l'Association pour les peuples menacés.

Certes, il ne s'est pas passé la même chose à Sarajevo qu'à Buchenwald. Mais les différences n'excusent rien car Buchenwald n'est pas seulement un lieu de mémoire, c'est une injonction. Il faut le répéter inlassablement même si les chances d'être entendu s'amoindrissent chaque jour, l'obéissance à cette injonction est pour l'Europe une question de vie ou de mort spirituelle.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Petites phrases

répulsion suggérée par l'adjectif immonde, autour duquel tourne toute la phrase. Chose ou être, ce qui compte c'est que le danger paraît inévitable, répugnant, peu rationnel. Il se pourrait que les images du ventre et de la fécondité, plutôt positives pour le grand nombre, aient été choisies par Brecht pour ce qu'elles inspirent, à sa sensibilité puritaine, de dégoût et de malaise inquiet.

Brecht l'a dit et redit : en comparant la bande de Hitler à un gang de tueurs comme les subtil Chicago et comme les glorieux du cinéma d'or, il veut avant tout briser la respectabilité du régime frénétique que s'est acquiescé la III^e Reich, notamment aux Etats-Unis, où l'auteur vient de s'exiler. Il s'agit d'expliquer l'ascension du chancelier de Berlin à un pays libéral, en la transposant dans un milieu de pègre dont les mécanismes lui sont familiers.

Il reste qu'aux yeux du mandiste Brecht la ventre fécond figure principalement, sinon exclusivement, le capitalisme. Jus- qu'à sa mort à Berlin-Est, l'été 1956, qui est celui des chers russes à Budapest, il n'écrivait rien qui laisse entendre que le communisme peut produire, aussi, la barbarie. En réduisant le nazisme à un phénomène de gangstérisme minable et en éludant les processus instinctifs qui ont conduit une grande majorité des Allemands à y adhérer, l'auteur a pris le risque de sembler négliger la responsabilité des peuples et de couvrir un autre gang, le stalinien (vingt millions de morts, hors guerre, selon les dernières estimations). C'est ce que ne lui ont pas pardonné les « nouveaux philosophes », entre autres Laurent Dipert (*La Machine à tuer*, Grasset, 1978) et Guy Scarpetta (*Brecht ou le soldat mort*, Grasset 1979).

Une énigme demeure, pour les historiens de la vie intellectuelle : comment des esprits elus et non infodés, comme Bernard Dort ou Roland Barthes, n'ont pas vu, ou voulu voir, ce qu'avait de limité, d'hémiploïque, la perception politique de Brecht ? Les militants com-

munistes étaient dans leur rôle, en se cherchant un catéchisme : je me souviens, invité par eux, vers 1960, à un « libra débat », et comparaisant, quelque part dans le Quartier latin, devant un tribunal du plus pur stalinien, la charité commandée d'oublier la composition, pour avoir hasardé que la *Mère*, d'après Gorki, sentait un peu « le cours du soir ». On comprend aussi l'obnubilation de Dort, qui était celle d'un commentateur assommé. Mais l'incalculable, l'hérétique Barthes !

Le tome I des *Œuvres complètes* établies par Eric Marty (1942-1965. Seuil, 1993) permet de mieux comprendre la véritable illumination qu'a connue l'auteur de *Mythologies* en découvrant *Mère Courage* par le *Berliner Ensemble*, en 1954, au point de rejeter avec scepticisme tout spectacle ne relevant pas du théâtre réputé épique et distancié. Ce dernier présente pour lui l'avantage de se rendre palpable, de jouer sur le sens, donc d'exercer sa verve descriptive et son talent de sémiologue (voir les commentaires des photos de Pic autour de *Mère Courage*). Il faut également à voir, plus que la littérature, un besoin de violence insoupçonné et un mépris du bourgeois, au sens flaubertien autant que marxiste.

Barthes n'est pas seul de sa génération à bouffer du bourgeois un peu sommairement et à en montrer nostalgique d'un système ayant répondu à presque tout : ce fut le péché mignon de Sartre. Le paradoxe est qu'il aura préparé ses cadets à se méfier de ses propres inclinations et à se contenter d'analyses parcelaires. Qu'aurait-il pensé, en nos temps de outrage communiste et de désurgence nazie, en voyant Badoe figé en haut de sa tribune de fou, puis rendu à son ingénuité boudeuse pour dénoncer, de vous à moi, la persistance des pèrifs ?

Loin de contredire le message de Brecht, l'Histoire s'est chargée de le pérenniser et de l'approfondir. A Moscou, à Bucarest, à Sarajevo, comme dans les quartiers turcs d'Allemagne ou dans les gradins de nos stades où s'assomment les crânes rasés, le ventre encore fécond n'est pas l'autre, ni un système : c'est chacun de nous.

Le Monde des DÉBATS

Le Monde

ABONNEZ-VOUS
1 AN 11 NUMÉROS 270 F

OUI, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 301 08 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

Expire à fin / /

☐ Carte Amex n°

Expire à fin / /

Date et signature obligatoires :

Le Monde des débats. Service abonnements.
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex
sur MINITEL 3615. LE MONDE code ABO
pour l'étranger, nous consulter au +9-60-32-90
pour les abonnements en nombre au +9-60-32-68

INTERNATIONAL

Le report du retrait israélien

M. Rabin refuse toute concession sur les questions de sécurité

JÉRUSALEM

de notre correspondant

■ ISRAËL FAIT PRESSION SUR L'OLP. Après le report du début du retrait israélien de Gaza et Jéricho, des heurts ont opposé, lundi 13 décembre, l'armée à des manifestants dans les territoires occupés. Parallèlement, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, déclarait qu'aucune date du calendrier de la déclaration de principes signée à Washington la 13 septembre n'était immuable. En revanche, le chef de l'OLP, Yasser Arafat soulignait, devant le Parlement européen à Strasbourg, la nécessité d'une application « minutieuse » d'un calendrier « chargé ».

■ LE SAINT-SIÈGE ET JÉRUSALEM. Le Vatican a Israël sur le point de signer aussi une « déclaration de principes », visant à garantir la situation des établissements catholiques à Jérusalem et dans les territoires occupés. L'intérêt principal de ce document est qu'il ouvre la voie à une normalisation des relations diplomatiques.

Le processus de paix israélo-palestinien est bel et bien entré dans une « crise grave » après l'échec de la rencontre au Caire entre le premier ministre israélien et le chef de l'OLP. Pour ceux de ses ministres qui pouvaient encore en douter, Itzhak Rabin, lors de la réunion extraordinaire du gouvernement, lundi 13 décembre, a mis les points sur les « i ». Et plus tard, dans un entretien télévisé, le chef de l'exécutif israélien est allé plus loin et plus fort.

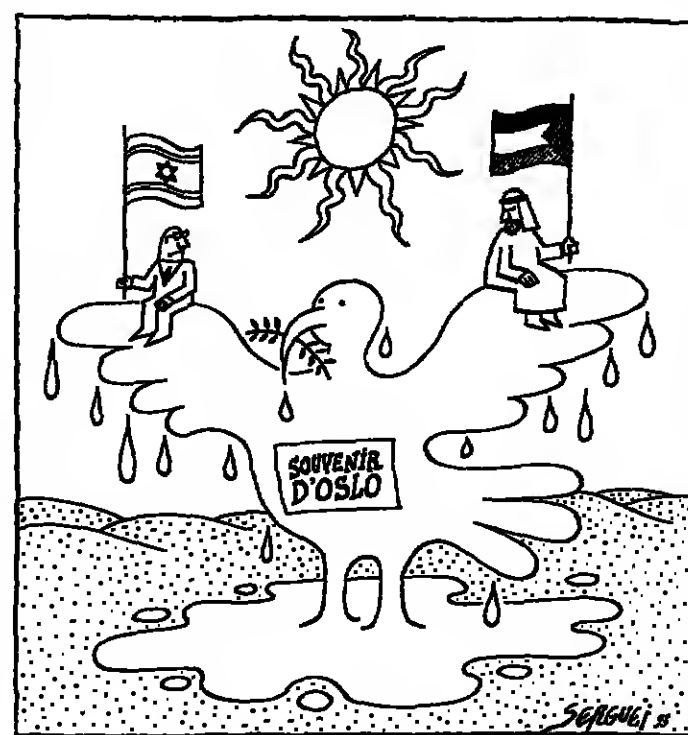
« Je n'ai aucune intention, et je suis sûr que c'est aussi la position du gouvernement, de faire la moindre concession sur les questions de sécurité. J'ajoute que, pour ce qui me concerne, aucune date n'est sacrée. Ni le 13 décembre (qui devait voir la mise en œuvre du retrait militaire de Gaza et de Jéricho), ni le 13 avril », date à laquelle ledit retrait doit être terminé, selon la déclaration de principes signée en

septembre. Aucune date, pas même celle du 23 décembre — fixée au Caire avec Yasser Arafat pour une nouvelle rencontre au sommet en Égypte —, pour Itzhak Rabin, n'est « sacrée », contrairement à ce qu'affirmait jusqu'à dimanche avec tant d'assurance le chef de l'OLP. « La crédibilité du président, remarquait avec tristesse Haydar Abdel Chafi, ancien chef des négociateurs palestiniens à Madrid puis à Washington, n'a souffert. Il a trop promis. »

Trop promis et pas encore compris, puisque, apparemment, le chef de l'OLP, grand adepte de la méthode Coué, croit encore devoir s'avancer publiquement, en pensant, cette fois, qu'un accord est possible avant Noël. M. Rabin, qui a, semble-t-il, décidé de ne plus jouer le jeu, en tout cas pas celui-ci, a été cruel : « Celui qui croit, a-t-il insisté lundi, qu'un accord sera conclu entre nous dans les dix jours ne sait pas de quoi il est question. Peut-être pourra-t-on à la limite parvenir à un accord sur les principes (de sécurité) dans les dix jours, mais il sera de toute façon nécessaire, ensuite, d'en formuler les détails. »

Dans les territoires occupés, où les populations ont appris depuis longtemps à serrer les dents et à patienter, le délai a provoqué des mouvements divers, les leaders du Fatah essayant de croire et de faire croire qu'après tout « dix jours ce n'est pas trop long », tandis que les adversaires du processus de paix se frottaient les mains sur le thème : « On nous avait bien dit que ça ne marcherait pas, vive l'intifada ! » Heureusement, jusqu'ici, les mouvements de foule n'ont pas été plus violents qu'à l'ordinaire. L'amerlume est grande mais le fatalisme est aussi largement répandu.

Au total, le scepticisme qui entourait l'ensemble du processus « depuis quelques semaines », et aussi peut-être la présence extrêmement renforcée des soldats un peu partout dans les ter-



ritoires, ont permis, jusqu'à présent, d'éviter le pire. Certes, il y a eu, à Gaza, en grève générale, des manifestations et des jets de pierres, auxquels l'armée, comme à l'accoutumée, a riposté par des tirs tendus. Mais avec une dizaine de blessés par balles, le bilan de la journée, c'est triste à dire, n'est pas exceptionnel. Trois Palestiniens ont par ailleurs été tués au cours de deux accrochages séparés.

Le premier, un kamikaze intégriste du Jihad islamique, est mort dans l'explosion du véhicule bourré d'explosifs qu'il destinait aux soldats (le Monde du 14 décembre). Les deux autres, Ashraf as-Sindi, vingt-trois ans, qui était l'un des chefs locaux du Jihad, et Mohamed Moammar, vingt ans, affilié aux Aigles Rouges (la branche armée du FPLP de Georges Habbache), ont

été tués à Rafah, où ils avaient été repérés par des commandos d'une unité spéciale israélienne opérant en civil.

La déception était aussi palpable dans les rues de Jéricho, où une manifestation de moins de cent personnes a défilé entre les boutiques fermées, aux cris de « nous voulons la paix ! ». La petite ville, qui ne s'est jamais beaucoup distinguée dans la lutte active contre l'occupation israélienne, est largement dominée par le Fatah.

Tirer profit de la faiblesse de Yasser Arafat ?

En signe de mécontentement, le petit bureau local de l'organisation, installé dans une ancienne boutique de photographie, portait simplement lundi cette inscription manuscrite : « Israël ne veut pas la paix, le bureau est fermé. » Israël veut-il la paix ? « Oui, peut-être, mais à ses propres conditions », dit-on à la Maison d'Orient, siège temporaire de l'autorité palestinienne à Jérusalem-Est. « Je ne comprends pas. Que s'est-il passé ? », demandait lundi Shimon Pérès à Hanane Achraoui, l'ancienne porte-parole des négociateurs

palestiniens, avec laquelle le chef de la diplomatie israélienne venait de partager un studio de télévision étrangère. « Les ambiguïtés de la déclaration » de principes... a répondu M^{me} Achraoui.

En fait, aussi bien à Jérusalem que dans les territoires, l'idée se répand, depuis quelques heures, que l'échec du sommet du Caire n'était pas imprévu. « Itzhak Rabin n'a voulu tirer le profit tactique maximum de l'actuelle position de faiblesse de Yasser Arafat », écrivaient lundi matin certains journaux israéliens. « Thus cet état était inévitablement planifié », estime le très sérieux Haaretz. Selon le quotidien, des compromis sont possibles sur un contrôle partagé des points de passages frontaliers entre les territoires, l'Égypte et la Jordanie.

« Contrairement à Shimon Pérès qui recommandait de donner un coup de main à Arafat pour assurer sa position et renforcer le processus de paix, Itzhak Rabin a délibérément choisi l'approche opposée, de manière à obtenir le maximum sur les questions liées à la sécurité », poursuit le journal. Et il ajoute : « Il s'agissait aussi de casser une fois pour toutes la politique du chronomètre suivie par Arafat et qui consistait à convertir chaque date-butoir de la Déclaration de principes en journée sacrée. »

Si telle a bien été la tactique adoptée au Caire, le pari est presque gagné. Mais il est dangereux. En refusant ce que lui a proposé son interlocuteur palestinien, à savoir de faire au moins quelques gestes symboliques pour le 13 décembre en attendant de se mettre d'accord sur le reste, M. Rabin joue sans doute avec le feu.

Déjà, selon un sondage publié lundi par le Yediot Aharonot, premier quotidien du pays, la proportion d'Israéliens juifs qui soutiennent encore le processus de paix n'est plus que de 48 %. Il y a trois mois, le même institut de sondage les avait évalués à 57 %. Dans son intervention télévisée de lundi, M. Rabin a évoqué, à propos de Yasser Arafat, « la diplomatie de bord du gouffre » à laquelle celui-ci se livrerait. Si tel est le cas, le chef de l'OLP n'est apparemment plus seul à y recourir.

PATRICE CLAUDE

Au Parlement de Strasbourg

M. Arafat insiste auprès des Européens sur la nécessité d'une aide économique

Visiblement déçu par le report du début du retrait de l'armée israélienne de Gaza et Jéricho, Yasser Arafat a lancé, lundi 13 décembre, à la tribune du Parlement européen à Strasbourg, un appel pour une « application minutieuse de l'accord de paix israélo-palestinien et de son calendrier très chargé ».

« Nous sommes déterminés à œuvrer de façon infatigable pour réunir toutes les conditions nécessaires » à une telle application, a dit M. Arafat. « Nous attendons la même chose d'Israël. » Toute hésitation priverait l'accord de sa dynamique et de sa crédibilité, a-t-il ajouté, déplorant que « l'assistance au processus de développement économique des territoires occupés n'ait pas été plus rapide ».

Le même jour, la Commission européenne à Bruxelles a décidé l'octroi d'une aide humanitaire d'urgence de 6,7 millions de dollars aux populations des territoires occupés. De leur côté, les Pays-Bas, où M. Arafat avait effectué, dans la matinée, une brève visite avant de se rendre à Strasbourg, ont annoncé l'octroi de quelque 24 millions de dollars d'aide et de prêts bonifiés au développement des territoires. — (AFP, Reuters)

IRAK

Les Kurdes sont victimes de plusieurs conflits régionaux

Alors que l'aviation turque bombarde par intermittence, depuis la fin novembre, des cibles dans le Kurdistan irakien, deux attentats, qui pourraient avoir été commis à l'instigation du régime de Bagdad, ont visé, lundi 13 décembre, des locaux d'organisations humanitaires, à Soulaïmaniya, faisant plusieurs victimes.

Les avions turcs ont attaqué, lundi 13 décembre, des bases du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le nord de l'Irak, a indiqué un responsable turc à l'agence Reuters. Le raid a été mené à la suite d'une attaque des séparatistes kurdes de Turquie, la veille, contre un poste militaire à Uzumlu, dans la province de Hakkari. Le 29 novembre déjà, l'aviation turque avait effectué des raids dans le nord de l'Irak, contre des rebelles kurdes qui « s'apprêtaient à perpétrer des crimes » sur le territoire turc, selon la version officielle d'Ankara.

Le Kurdistan irakien est ainsi devenu l'abîme de fixation des conflits qui opposent les régimes turc et iranien à leurs minorités kurdes. Il est vrai que, placé sous le parapluie aérien de la coalition occidentale anti-irakienne depuis avril 1991, il est le refuge d'un certain nombre de combattants de ces minorités.

Cela autorise-t-il pour autant, sans susciter d'autre réaction occidentale que verbale — et encore du bout des lèvres ! — les bombardements aériens et terrestres auxquels se livrent les iraniens et les Turcs ? Car quoi qu'en disent les porte-parole de Téhéran ou d'Ankara, ces pilonnages ne sont pas vraiment « chirurgicaux » : ce sont des civils kurdes irakiens qui sont tués ou blessés. C'est également le souveraineté du territoire irakien qui

est ainsi bafouée. Le 29 novembre déjà, le représentant du « gouvernement » kurde irakien à Paris, Mohamed Ismail, s'était indigné des « allégations » turques au sujet de la présence du PKK en territoire irakien. « Il y a environ deux semaines, et en la présence d'un observateur turc, les Kurdes irakiens ont entrepris un véritable nettoyage de l'ensemble du Kurdistan, de Zakho jusqu'à la frontière iranienne. Cela nous a permis de constater qu'il n'y avait aucun camp d'entraînement, ni aucune présence militaire de combattants du PKK », nous avait déclaré M. Ismail.

Selon lui, le « gouvernement » kurde irakien respecte à la lettre l'accord conclu avec la Turquie à l'automne 1992, à la suite de la vaste offensive turque en territoire irakien contre le PKK. Et cet accord avait mis fin à la présence militaire de ce dernier dans le Kurdistan irakien.

Mais M. Ismail demeure perplexe. Sauf à admettre, dit-il, qu'il existe au sein du gouvernement et des forces armées turques des fractions qui sont hostiles à de bonnes relations entre Ankara et les Kurdes d'Irak, comment comprendre, en effet, que la Turquie envoie d'une part une assistance humanitaire à ces derniers — 13 millions de dollars ont été consacrés à cette fin — et pilonne d'autre part des localités du Kurdistan.

Car, affirme notre interlocuteur, ce sont bien des agglomérations civiles qui ont été victimes des raids aériens turcs, le 29 novembre. L'un a visé la localité de Barzan — à une cinquantaine de kilomètres de la frontière turque — au moment même où les deux principaux dirigeants kurdes irakiens, Massoud Barzani et Jalal Talbani, tenaient une réunion à Silopi, avec des responsables militaires turcs. Les raids turcs, précise-t-il, ont tué quatre civils et blessé six autres.

Les Kurdes irakiens s'inquiètent au demeurant de la consultation périodique instaurée entre Ankara, Téhéran et Damas sur la situation dans le Kurdistan irakien dont la « liberté » relative risque de donner des idées à leurs propres minorités kurdes.

Indifférence des Occidentaux

Sans faire de concessions à la thèse du « complot », il existe en effet une certaine similitude entre le comportement de la Turquie et celui de l'Iran. Depuis la mi-novembre, indique M. Ismail, il n'y a plus eu de bombardements iraniens sur le Kurdistan irakien. Mais tout laisse à penser que ce n'est qu'un répit, car depuis les printemps dérivés, l'armée iranienne a régulièrement pilonné ce secteur, sous le prétexte qu'il abrite une base des rebelles kurdes irakiens.

Selon des témoignages recueillis l'été dernier par une commission d'enquête de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FILDH) et de la Fondation Franco-Libertés, les iraniens utilisent l'aviation et l'artillerie à longue portée. En juillet dernier il y a même eu une incursion de l'armée en territoire irakien. « Nous rapportons tous les incidents au commandement militaire de la coalition occidentale à Zakho. Les Occidentaux nous affirment qu'ils font pression par les voies diplomatiques », indique M. Ismail. Ces pressions ne paraissent pas très efficaces.

Les Kurdes irakiens sont d'autant plus amers que les bombardements iraniens et turcs ne finit que compliquer une situation déjà très difficile. A l'instar du reste de la population irakienne, les Kurdes demeurent en effet soumis à l'embargo imposé par la communauté internationale à l'Irak, mais qui se double d'un embargo arbitraire pratiqué par

le gouvernement irakien lui-même, qui contrôle la distribution de l'assistance alimentaire.

Sans publier les attentats que les Kurdes irakiens imputent aussi bien à Bagdad qu'à Téhéran, selon les circonstances. Lundi 13 décembre encore, selon un communiqué de l'organisation humanitaire Handicap International, une charge de 10 à 20 kilos d'explosif, placée à l'intérieur du centre d'appareillage tenu par Handicap à Souleimaniya, a détruit totalement les locaux et fait au moins une vingtaine de victimes parmi les patients. Le même jour, un attentat à l'explosif a visé les bureaux de l'organisation australienne CARE dans la même ville, blessant grièvement deux employés.

Handicap international, qui n'identifie pas les auteurs de ces attentats, indique néanmoins, que, selon un communiqué du contingent de l'ONU en Irak, des combats auraient opposé le même jour « des partis politiques rivaux » qui seraient manipulés « en sous-main par l'Irak ou l'Iran ».

« Alors que les Kurdes ont été à l'origine d'une résolution — du Conseil de sécurité (688) — considérée par certains comme l'expression d'un devoir d'ingérence de la Communauté internationale, ils ont le sentiment aujourd'hui d'être tragiquement abandonnés », écrit la commission d'enquête de la FILDH. Les responsables kurdes irakiens nourrissent également des craintes de voir progressivement réhabilité le régime irakien, après sa récente acceptation de la résolution 715 du Conseil de sécurité lui imposant une surveillance à long terme de son désarmement. Cela se fera, disent-ils, aux dépens de l'ensemble de l'opposition irakienne et de la minorité kurde en particulier.

MOUNA NAÏM

Vers une normalisation des relations diplomatiques

Un accord entre Israël et le Saint-Siège serait imminent

La signature d'un accord entre Israël et le Saint-Siège sur une « déclaration de principes » est imminente. Il ne manque plus que quelques « détails », a déclaré lundi 13 décembre, Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Vatican. Cet accord contient des engagements en vue de garantir la situation des établissements catholiques à Jérusalem et dans les territoires occupés. Il ouvre surtout la voie à une normalisation des relations diplomatiques.

Si les observateurs s'attendent à une signature fin décembre, des questions demeurent sur le lieu de la signature (sans doute à Jérusalem) et sur le nom des deux signataires : ces derniers seront vraisemblablement Mgr Claudio Celli, sous-secrétaire chargé des rapports avec les États, et Yossi Bellin, vice-ministre israélien des affaires étrangères, les deux hommes qui président la commission bilatérale Saint-Siège-Israël créée le 29 juillet 1992.

Le processus de « pleine » reconnaissance d'Israël par le Saint-Siège comprendra ensuite un échange de « représentants spéciaux », avec statut d'ambassadeur, fonctions qui seraient attribuées à M^{me} Ziv, chargée des rapports avec le Vatican à l'ambassade israélienne en Italie, et Mgr di Montezemolo, délégué apostolique à Jérusalem. L'établissement de relations diplomatiques formelles ne pourra toutefois avoir lieu avant la ratification de l'accord par la

Knesset. Un autre conflit risque alors d'apparaître : les Israéliens souhaiteraient que la nunciature apostolique soit installée à Jérusalem, alors que le Vatican aurait déjà décidé d'ouvrir sa nouvelle représentation à Tel-Aviv.

IRAK : un ressortissant français a été gracié. — Le président irakien Saddam Hussein a ordonné que le Français Jean-Luc Barrière, détenu depuis juin en Irak, « soit gracié et libéré », a rapporté, mardi 14 décembre, l'agence irakienne INA. Cette décision a été prise à la suite de demandes françaises formulées notamment par Serge Boilevaix, conseiller d'Etat, et deux parlementaires français (le Monde du 14 décembre), a précisé INA. Après la libération de trois Britanniques, la semaine dernière, seul un ressortissant allemand, Kai Sonderman, demeure emprisonné en Irak pour « entrée illégale » à partir du Koweït. — (AFP)

IRAN : nomination d'un nouveau chef de la communauté chiite. — Le grand ayatollah Ali Akbar, quatre-vingt-dix ans, a été désigné comme unique chef de la communauté chiite en Iran, en Irak et au Liban, à la suite du décès, jeudi 9 décembre, de Mohamed Reza Golpaygani, a annoncé, samedi, la radio iranienne. La décision a été prise par le centre des oulémas de la ville sainte de Qom. — (AFP)

INTERNATIONAL

EUROPE

et le référendum constitutionnel en Russie

Washington se réjouit de la disparition des « derniers vestiges du système soviétique »

La Maison Blanche s'est félicitée, lundi 13 décembre, que les Russes, « en adoptant une nouvelle Constitution et en éliminant un nouveau Parlement, se soient débarrassés des derniers vestiges du système soviétique ». L'administration Clinton est d'autre part souvent critiquée, aux États-Unis, pour avoir trop misé sur le président russe.

WASHINGTON

de notre correspondant

En 1991, le candidat Bill Clinton avait dénoncé l'appui inconditionnel du président George Bush à Mikhail Gorbatchev; fin 1993, le président Clinton se voit, à son tour, soumis aux mêmes critiques. L'administration aurait trop parié sur un Boris Eltsine au profil incertain. Les pouvoirs présidentiels viennent, certes, d'être renforcés par la nouvelle Constitution; mais l'affaiblissement du camp réformateur pourrait rendre le président de moins en moins à même de résister à l'emprise croissante des militaires sur la politique extérieure de la Russie.

Dans l'ensemble, les 2 milliards d'aide pour la Russie obtenus au Congrès et l'appui politique sans réserve dispensé au camp réformateur sont toujours considérés comme des succès de politique étrangère. De même le soutien manifesté, cet automne, à l'occasion de la répression sanglante de la rébellion du Parlement n'est pas en cause: tous les « spécialistes », chez les démocrates comme chez les républicains, ont jugé que M. Eltsine avait été provoqué et que les rebelles ne lui avaient guère laissé le choix des moyens. Mais, depuis, l'administration a fermé les yeux sur un style de gouvernement de plus en plus autocratique et sur des orientations diplomatiques-militaires peu rassurantes inspirées par les chefs de l'armée.

Ainsi Washington n'a rien trouvé à redire quand M. Eltsine, contrairement à ce qu'il avait promis, a annoncé qu'il n'y aurait pas d'élection présidentielle en juin. Par la voix du secrétaire d'État, Warren Christopher, les États-Unis n'ont rien perçu de dangereux non plus lorsque les militaires russes ont exposé une « nouvelle doctrine » qui suscite pourtant des frissons bien au-delà des frontières du pays.

Ladite doctrine, à vrai dire pas si nouvelle, attribue à la seule Russie le soin d'assurer le

« maintien de la paix » dans l'espace de l'ancienne URSS, justifiant la présence permanente de troupes russes dans les Républiques nouvellement indépendantes, voire des interventions au-delà (ce qui n'a évidemment pas rassuré l'Europe de l'Est). Chef des études stratégiques au Hudson Institute de Washington, le général William Odom relève que les militaires russes ont déjà rétabli une forme de contrôle sur le Caucase et l'Asie centrale (ex-soviétiques), cependant que l'Ukraine, en voie de coma économique total, est de plus en plus dépendante de Moscou pour sa survie.

Les critiques d'Henry Kissinger

Quelques jours après avoir formulé leur nouvelle doctrine, les militaires russes faisaient reculer M. Eltsine sur la question de l'entrée de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque dans l'OTAN. Sous la pression de sa hiérarchie militaire, le président russe a fait savoir que Moscou serait catégoriquement opposé à un élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'Est. Cela fut accompagné de propos très durs du ministre de la Défense, Pavel Gratchev, et franchement menaçants du chef des services de renseignements, Evgeni Primakov.

Là encore, silence à Washington, ou à peu près. Au contraire, font valoir les critiques de l'administration, l'équipe Clinton a cédé à l'intimidation des militaires russes, toujours pour ce pas embarrasser Boris Eltsine. Le résultat est cette initiative appelée « Partenariat pour la paix », que l'administration justifie en avançant qu'elle a pour principal mérite de ne pas recréer de frictions politico-stratégiques dans l'Europe de l'après-guerre froide: en gros, les États-Unis offrent à tous les pays de l'ancienne URSS et du bloc de l'Est, y compris la Russie, une vague statut d'associé de l'OTAN ne donnant pour l'instant aucune garantie de sécurité, même aux plus intéressés (Hongrie, Pologne, République tchèque).

Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, l'ancien secrétaire d'État de Richard Nixon et l'ancien chef du Conseil national de sécurité de Jimmy Carter, tous deux nés en Europe, ont bondi. L'un et l'autre ont pris la plume pour critiquer le « Partenariat pour la paix ». Les légitimes inquiétudes de l'Europe de l'Est face aux velléités de certains

militaires militaires russes de reconstruire l'empire soviétique, disent-ils, ne sont pas prises en compte. Une Russie qui serait autorisée, d'une façon ou d'une autre, à reconstituer son empire ne sera jamais démocratique à l'extérieur.

Tous deux suggèrent de passer outre au « veto » russe sur l'entrée de nouveaux membres dans l'OTAN. Henry Kissinger propose de donner à la Hongrie, à la Pologne et à la République tchèque un statut similaire à celui de la France et de l'Espagne (membres de l'alliance, mais pas de sa structure militaire intégrée); M. Brzezinski imagine une OTAN élargie à l'Europe de l'Est et passant, simultanément, un traité de sécurité avec la Russie. L'administration réplique qu'elle a le souci de ne pas réveiller les sentiments d'encerclement et d'isolement qui nourrissent l'hostilité traditionnelle des nationalistes à l'encerclement de l'Occident.

ALAIN FRACHON

ASIE

BIRMANIE

Les principaux groupes d'insurgés acceptent de négocier avec Rangoun

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Pour la première fois, un dialogue pourrait s'amorcer entre la junte de Rangoun et l'Alliance démocratique birmane (ADB), qui regroupe une douzaine de minorités insurgées ainsi que des opposants birmanes. Un porte-parole de l'ADB - dont le principal partenaire est l'Union nationale kareo (UNK), mouvement insurgé de l'Est birman - a, en effet, annoncé, début décembre, à Bangkok, que l'Alliance avait proposé d'envoyer une délégation à Rangoun à la suite d'appels répétés des militaires à des négociations.

Depuis son indépendance en 1947, l'Union birmane (rebaptisée Myanmar par les militaires qui ont écrasé, en 1988, un mouvement démocratique) est le théâtre d'insurrections de minorités ethniques installées à sa périphérie ou de mouvements politiques. Rangoun, dont l'armée est équipée par la Chine, a cepe-

dant réussi ces derniers mois à négocier des cessez-le-feu avec des mouvements ethniques insurgés dans le nord du pays, frontalier de la Chine, notamment avec l'Organisation de l'indépendance kachio (OIK) et les Wa (soos influence chinoise). Pour avoir négocié séparément un cessez-le-feu avec Rangoun, l'OIK, deuxième mouvement insurgé après l'UNK, a été provisoirement suspendue de l'ADB, sans pour autant en être expulsée.

L'Alliance, qui regroupe des minorités insurgées de l'Est ainsi que des partisans d'Aung San Suu Kyi - Prix Nobel de la paix 1991 et résidente surveillée depuis le 20 juillet 1989 -, eût-elle négocié collectivement avec la junte. La délégation de cinq membres qu'elle propose d'envoyer dans la capitale birmane comprend des représentants de l'UNK, de deux mouvements birmanes dissidents ainsi que des minorités mao et arakan. Mais les militaires n'ont accepté, jusqu'ici, que des négociations

séparées avec les mouvements insurgés.

Il est donc possible que Rangoun refuse de recevoir la délégation. Il reste que la junte a davantage besoin que par le passé d'afficher une certaine bonne volonté. Même si elle a repris langue avec des États de la région (Chine, Thaïlande, Singapour), son isolement international demeure lié à la brutalité du régime, encore récemment dénoncé par un émissaire des Nations unies, à l'issue d'un séjour d'une semaine sur place, et par Amnesty International. En outre, plus de 100 000 Rohingyas musulmans sont encore réfugiés au Bangladesh après avoir fui une répression armée. Enfin, l'autorisation de détention sans jugement de M^{me} Suu Kyi expire le 20 juillet 1994 et il faudra bien, à cette date, que le régime décide soit de la relâcher, soit de la condamner et de provoquer ainsi un nouveau tollé à l'étranger.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Avec votre Minitel,
vous avez un assistant
hors-pair sous la main.
Mais comment
le mettre à contribution
plus souvent ?

Votre Minitel ne demande qu'à vous rendre service. Pour l'utiliser de manière vraiment efficace, recevez gratuitement une documentation pratique et le guide des 150 services professionnels sélectionnés par le Nouvel Economiste en tapant

3614 FRANCE TELECOM ou en appelant le

N° Vert 05 36 05 36

APPEL GRATUIT



Et si vous communiquiez
avec les outils d'aujourd'hui ?



France Telecom

EN BREF

HONGRIE : Peter Boross candidat à la succession de Jozsef Antall. - Les dirigeants du Forum démocratique (au pouvoir) ont désigné, lundi 13 décembre, le premier ministre par intérim, Peter Boross, comme candidat à la succession du premier ministre, Jozsef Antall, décédé dimanche. Sa candidature doit être acceptée par le président Arpad Goncz puis par l'Assemblée. Si celle-ci rejette, dans les quarante jours, les propositions du président, ce dernier peut dissoudre le Parlement. - (Reuters)

INDE : trente-quatre morts au Cachemire. - Au moins trente-quatre personnes, dont vingt-sept séparatistes musulmans, cinq civils et deux membres des forces de l'ordre, ont été tués au cours d'affrontements, vendredi 10 et samedi 11 décembre au Cachemire, a annoncé la police. D'autre part, un couvre-feu a été instauré à Anantnag et dans deux autres villes voisines, où trois soldats ont été blessés par des militants musulmans. - (AFP, UPI)

PHILIPPINES : rétablissement de la peine de mort. - Le président Fidel Ramos a signé, lundi 13 décembre, un texte de loi rétablissant la peine de mort pour treize types de délit grave. La peine capitale avait été abolie en 1987. D'autre part, M. Ramos a

annoncé que les négociations avec la guérilla musulmane du MNLF allaient reprendre « d'ici une semaine ». Il s'est également déclaré « très optimiste » à la suite de l'annonce de l'ouverture de pourparlers au début de 1994 au Vietnam entre Manille et le Front démocratique national (NDF, communiste). - (Reuters, AFP)

ROYAUME-UNI : une milice loyaliste d'Irlande du Nord affirme avoir tué un « informateur » de la police. - Un groupe paramilitaire protestant d'Ulster, les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), la plus meurtrière des milices loyalistes, a annoncé dans un communiqué, lundi 13 décembre, avoir tué un « informateur » de la police et l'avoir laissé dans un appartement délabré du quartier protestant de Shankill, à Belfast-Ouest. La police a simplement indiqué qu'une enquête était ouverte. - (AFP)

CHINE : neuvième détournement d'avion vers Taïwan depuis avril. - Un Boeing-737 chinois a été détourné, dimanche 12 décembre, sur Taïwan. Il s'agit du neuvième détournement de ce genre depuis avril 1993 et le second en quatre jours. Le pirate de l'air a été arrêté. - (AFP, AP, Reuters)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Trois Noirs ont été assassinés par un commando de Blancs

JOHANNESBURG

Un degré supplémentaire a été franchi, lundi 13 décembre, à Johannesburg, près de Johannesburg, avec l'assassinat de trois Noirs par un commando de Blancs agissant selon les méthodes éprouvées des « escadrons de la mort ». Selon l'un des survivants, deux voitures transportant des passagers noirs ont été dépassées par deux véhicules conduits par des Blancs et forcées de s'arrêter sous la menace des armes.

Des hommes vêtus de treillis militaires ont alors entouré les véhicules, ordonnant à leurs passagers de descendre et de se disperser dans la campagne. Cinq d'entre eux ont été aussitôt pris sous le feu des assaillants. La police a retrouvé deux cadavres, dont celui d'un garçon de onze ans tué à bout portant de plusieurs balles dans la tête. Selon les enquêteurs, ses blessures semblent indiquer qu'il a été tué alors qu'il protégeait son visage de ses bras. Un peu plus loin gisaient trois blessés, dont l'un est décédé quelques heures plus tard.

Dans les voitures, partiellement incendiées, la police a retrouvé deux autres blessés, tous deux poignardés, et les oreilles coupées. Deux enfants d'une dizaine d'années semblaient être les seuls rescapés de ce massacre qui, lundi soir, n'avait pas été revendiqué.

« Cette attaque à caractère raciste doit être condamnée avec la dernière énergie », a déclaré Herman Kriel, ministre de la loi et de l'ordre dont les services ont offert une récompense pour toute information concernant les tueurs. Le Parti national (NP), du président De Klerk, a qualifié l'attaque

de « barbare, cruelle et inhumaine ». Le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela s'est déclaré « profondément choqué et horrifié ». Les deux formations politiques, en des termes semblables ont accusé l'extrême droite de ces assassinats.

En mars dernier, des attentats commis par des Noirs, avaient visé des voitures de Blancs, causant la mort de quatre personnes, dont deux enfants (le Monde du 24 mars). L'extrême droite avait à l'époque proféré des menaces de représailles.

G. M.

CÔTE D'IVOIRE

« Le chef a mal à la dent »

Grâce aux ondes hertzianiques de la radio et de la télévision, la langue tambo, la plus ancienne langue de la Côte d'Ivoire, s'est répandue pour annoncer la triste nouvelle : « Le chef a mal à la dent ». Au-delà des collines et des forêts, les auditeurs, des vœux assentiels, car la langue tambo, qui se perd, ont tout de suite compris. Le président Félix Houphouët-Boigny est mort. Pour qu'il ne langage codé ? « Parce qu'un roi ne meurt pas. Son symbole matériel, son trône, est toujours là », explique Nian-gon Bouah, professeur à l'université d'Abidjan.

Depuis samedi 11 décembre, les maltrés tambo, formés pendant de longues années, la plus ancienne langue de la Côte d'Ivoire, s'est répandue pour annoncer la triste nouvelle : « Le chef a mal à la dent ». Au-delà des collines et des forêts, les auditeurs, des vœux assentiels, car la langue tambo, qui se perd, ont tout de suite compris. Le président Félix Houphouët-Boigny est mort. Pour qu'il ne langage codé ? « Parce qu'un roi ne meurt pas. Son symbole matériel, son trône, est toujours là », explique Nian-gon Bouah, professeur à l'université d'Abidjan.

Chez les peuples forestiers, le long du golfe de Guinée, et particulièrement chez les Akans de Côte d'Ivoire et du Ghana, la tam-tam tente de conserver sa fonction initiale : informer, grâce

à un « vocabulaire très riche » et comme un véritable « livre sonore », précise la professeure Nian-gon Bouah, qui souligne cependant que « le tambo n'a pas de textes nouveaux ; il choisit des passages dans un corpus de textes, comme la Bible ou le Coran ».

Impossible, par exemple, d'annuler littéralement — comme ce fut le cas en 1970 — la mort du général de Gaulle. Le tam-tam avait alors indiqué qu'il s'agissait d'un ami d'Houphouët-Boigny qui lui avait accordé l'indépendance.

JEAN-KARIM FALL

DIPLOMATIE

Les difficultés de l'organisation internationale

Un responsable de l'ONU dénonce le peu d'enthousiasme pour les opérations de maintien de la paix

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Au cours d'une réunion informelle avec des journalistes, un haut responsable des Nations unies, qui a souhaité conserver l'anonymat, a établi, jeudi 9 décembre, un bilan amer des opérations de maintien de la paix menées ces dernières années par l'organisation internationale. Il s'en est surtout pris au manque de volonté des Etats membres de financer les vingt-deux opérations nées récemment en cours : « Pendant la guerre froide, certains pays consacraient 1 milliard de dollars par jour à l'armement, maintenant ils ne sont même pas disposés à dépenser 1 % de cette somme pour réparer les dégâts ».

Evocant le manque d'argent comme un des problèmes majeurs de l'organisation internationale, ce responsable a mis en avant le refus de certains pays membres de payer leur quote-part : « Nous passons notre temps à mendier de l'argent », a-t-il dit, visiblement exaspéré. En effet, sur 194 pays membres, seulement six ont payé la totalité de leur contribution : 1,6 milliard de dollars sont dus à l'ONU, dont 1,1 milliard de dollars pour les opérations de maintien de la paix. La moitié de cette somme est due par les Etats-Unis.

Le tableau le plus sombre concerne la situation en Somalie. Compte tenu du départ des troupes françaises et belges avant la fin de l'année et de celui des

Américains le 31 mars prochain, l'ONU a contacté quarante-deux pays pour qu'ils envoient des troupes : « Aucun n'a répondu. On pourrait échouer dans notre effort de réconciliation (car) nous n'avons pas de troupes et l'opération coûte 1 milliard de dollars par an. Alors, vous me demandez : ce qui se passera en Somalie : il pourrait bien y avoir une guerre civile ».

Une guerre de cinq ans dans l'ex-Yougoslavie ?

Constatant la patience, ce haut fonctionnaire a toutefois longuement parlé des succès de l'ONU dans la plus grande partie de la Somalie. Mais, a-t-il ajouté, « vous, la presse, vous vous concentrez sur le sud de Mogadiscio, où il y a une guerre, et à l'ouest, où il y a la paix. Mais, heureusement, il n'y avait ni les Américains ni la presse, donc on ne nous a pas critiqués ».

En cas d'échec des négociations politiques, l'ONU pourrait-elle menacer de se retirer totalement de la Somalie ? « La stratégie de l'ONU dépend des moyens que les Etats membres sont prêts à mettre à notre disposition, c'est au Conseil de sécurité de décider ». Selon lui, le fait que les troupes américaines aient refusé d'être commandées par les Nations unies a créé un énorme problème : « Un commandement unifié est obligatoire dans les opérations de ce genre ».

S'agissant de la guerre en Bosnie, ce haut responsable des Nations unies a rappelé qu'il a été impossible pour le secrétaire général de trouver les 7 500 hommes nécessaires pour la protection des zones de sécurité : « Nous n'avons ni la volonté politique des Etats membres ni la bonne volonté des parties, que voulez-vous que nous fassions ? » Et d'ajouter : « Je pourrais bien dire que la guerre en ex-Yougoslavie pourrait durer cinq ans, mais les gens n'aiment pas entendre ce genre de chose, donc je ne dis rien ». Selon lui, la communauté internationale n'a pas réussi à utiliser « la seule arme secrète » a

sa disposition : la persuasion.

Minimisant les tensions très médiatisées entre le secrétaire et Washington, notre interlocuteur a tout de même admis l'absence d'intérêt de la Maison Blanche pour la politique étrangère : « Ils ne peuvent pas se permettre de continuer une telle approche, ils seront contraints de s'impliquer dans les affaires internationales ».

Il a, d'autre part, relativisé le phénomène de démissions d'un grand nombre de responsables de très haut niveau de l'organisation. La démission du secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires, le diplomate sud-africain Jan Eliasson, serait liée à « des problèmes familiaux » ; celle du sous-secrétaire général pour les affaires africaines, James Jonas (Sierra-Leone), est attribuée à sa volonté « de jouer un rôle dans son pays ». Le sous-secrétaire général pour l'information, l'italien Marco Vianello, Chiodi ? « C'est lui qui a décidé de partir ». Ayant obtenu un siège à la Cour internationale de justice, le sous-secrétaire général pour les affaires juridiques, le diplomate allemand Carl August Fleischer, a également démissionné. Quant aux rumeurs persistantes sur le départ de Média Wells, l'Américaine chargée de l'administration, elles ont été démenties par l'intéressée. Le secrétaire général doit trouver, d'ici à fin janvier, des remplaçants pour tous ces postes.

AFSANÉ BASSIR POUR

Prochaine création d'un poste de haut-commissaire aux droits de l'homme. — Un projet de résolution sur la création d'un poste de haut-commissaire aux droits de l'homme devrait être adopté « dans les prochains jours », a-t-on annoncé, lundi 13 décembre, au siège de l'ONU. Selon ce projet, le haut-commissaire sera désigné, à une date non précisée, par le secrétaire général de l'ONU. Cette nomination devra être approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies. — (AFP)

Visite du pape en 1994. — Le président Frederik De Klerk a été reçu par le pape, lundi 13 décembre, au Vatican. Il a invité Jean-Paul II à se rendre en Afrique du Sud. Le pape a accepté cette invitation. En raison de l'apartheid, les précédentes invitations des autorités sud-africaines avaient été déclinées. Le pape a toutefois posé le pied sur le sol sud-africain, le 14 septembre 1988, lors d'une escale imprévue, due au mauvais temps, alors qu'il se rendait au Lesotho. Un synode des évêques d'Afrique doit se réunir pour la première fois, du 10 avril au 8 mai 1994, à Rome et, pour sa conclusion, le pape a envisagé de se rendre dans plusieurs pays d'Afrique, sans doute en novembre. C'est à cette date qu'il pourrait visiter l'Afrique du Sud.

EN BREF

BURUNDI : trente morts lors d'affrontements ethniques. — Au moins trente personnes ont été tuées, mercredi 8 décembre, à Kirundo (nord), lors d'affrontements tribaux entre Tutsis et Hutus, a-t-on appris dimanche de source bien informée à Bruxelles. Les incidents ont été provoqués par des Tutsis (minoritaires) qui s'en sont pris à la population hutue de ce village, précise-t-on de même source. Les massacres ethniques ont provoqué un exode massif des populations burundaises depuis la tentative de coup d'Etat du 21 octobre, dans laquelle le président Melchior Ndadaye et plusieurs de ses proches ont été tués. Quelque sept cent mille personnes se sont réfugiées dans les Etats voisins du Rwanda, de la Tanzanie et du Zaïre. — (AFP)

ALGERIE : 28,8 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1993. — L'Algérie comptait 26,6 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1993, a indiqué, dimanche 12 décembre, l'Office national des statistiques. Par rapport à l'année précédente, la population a augmenté de 640 000 habitants en 1992, soit un taux de natalité de l'ordre de 3 %. — (AFP)

MAURITANIE : visite à Paris du président Ould Taya. — Le président Maouya Ould Taya est arrivé, lundi 13 décembre, à Paris, pour une visite de travail de quarante-huit heures au cours de laquelle il devait s'entretenir avec MM. François Mitterrand et Edouard Balladur. Premier baillieur de fonds, la France, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, s'est félicitée des « progrès de l'Etat de droit dans ce pays depuis les élections de janvier 1992 ». D'autre part, la Mauritanie a adopté un programme de réformes économiques et financières, qui lui a permis de conclure un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). — (AFP)

LIBYE : disparition d'un opposant. — Mansour Kikbia, soixante-trois ans, un opposant au régime du colonel Kadhafi, a disparu depuis plus de quarante-huit heures au Caire, où il participait aux travaux du congrès de l'Organisation arabe des droits de l'homme, a-t-on appris, lundi 13 décembre, auprès de cette organisation qui s'est dite « très préoccupée » et a informé les services de sécurité égyptiens. Ancien ministre des affaires étrangères du colonel Kadhafi, de 1972 à 1975, représentant de la Libye aux Nations unies de 1976 à 1980, M. Kikbia qui vit à Paris, est secrétaire général d'un mouvement d'opposition, le Rassemblement national. — (AFP)

AMÉRIQUES

MEXIQUE

L'usage de la fraude électorale divise le parti au pouvoir

MEXICO

de notre correspondant

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, il y a soixante-quatre ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est confronté à une profonde crise interne sur l'usage de la fraude électorale pour maintenir sa domination sur la quasi-totalité des trente et un Etats de la fédération mexicaine.

Plus de deux semaines après le scrutin organisé le 28 novembre dans l'Etat du Yucatan (sud-est du Mexique), l'incertitude continue de régner à propos des résultats pour les deux postes les plus importants à pourvoir : le PRI a-t-il vraiment gagné, comme il l'affirme, la mairie de la capitale de l'Etat, Mérida, et le poste de gouverneur du Yucatan ? Le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) revendique lui aussi la victoire, tandis que les autorités électorales, visiblement embarrassées, ne fournissent toujours pas les résultats définitifs.

La ratification de l'Alena

La situation s'est compliquée à la suite de désaccords survenus entre la direction nationale du PRI et sa branche locale, celle-ci ayant, semble-t-il, décidé de ne pas tenir compte des instructions en provenance de Mexico. Selon un cadre du parti, le président Carlos Salinas aurait fait savoir aux dirigeants locaux, avant le scrutin, qu'il était hors de question de recourir aux méthodes frauduleuses traditionnelles pour assurer une victoire du PRI au Yucatan.

La victoire devra être accordée au candidat qui aura obtenu le plus de voix, aurait-il dit en substance. Cela semble aller de soi, sauf au Mexique où le PRI, derrière un discours démocratique, a toujours manipulé les élections quitte à accorder quelques succès à ses opposants de façon à donner l'illusion d'un affrontement à armes égales. C'est ainsi que le PAN a obtenu la reconnaissance de deux victoires importantes au cours des dernières années : les postes de gouverneur dans les Etats de Basse-Californie du

Nord et de Chihuahua. L'opposition de gauche, le Parti de la Révolution démocratique (PRD), considéré comme un adversaire plus redoutable par le PRI, n'a jamais réussi, en revanche, à gagner un seul poste de gouverneur, malgré l'appui populaire considérable dont il dispose dans l'Etat du Michoacan.

Mais les temps ont changé avec la ratification, le mois dernier, de l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Ce pays est désormais sous la haute surveillance de ses deux partenaires, en particulier des secteurs hostiles à l'accord qui exigent un plus grand respect des normes démocratiques et souhaitent envoyer des observateurs aux élections générales du 21 août prochain.

Invoquant le principe de la souveraineté nationale, les dirigeants mexicains s'opposent jusqu'à présent à la présence d'observateurs étrangers sur leur territoire. Mais le président Salinas et son dauphin, Luis-Donaldo Colosio, sont prêts à faire quelques concessions. C'est ainsi que M. Colosio a annoncé, la semaine dernière, qu'il était disposé à répondre favorablement à certaines revendications de l'opposition : vérification des listes électorales par une société privée, présence d'observateurs nationaux dans les bureaux de vote, information sur les sources de financement du PRI et organisation d'un débat télévisé entre les candidats à la présidence.

Cela constitue certes un progrès, reconnaît l'opposition mais reste tout à fait insuffisant tant que le PRI aura accès aux ressources inépuisables de l'Etat pour mener ses campagnes électorales. De plus, le PAN et le PRD ont beau jeu de souligner la contradiction entre le discours du pouvoir et ses actes : le bourrage d'urnes au Yucatan, facilité par une « providentielle » panne d'électricité, a eu lieu précisément le jour où, selon la tradition du « dedazo » (désignation du doigt), M. Salinas annonçait que M. Colosio serait le candidat du PRI à la présidence de la République l'an prochain.

BERTRAND DE LA GRANGE

CANADA

L'ancien premier ministre Kim Campbell démissionne de la direction du Parti conservateur

L'ancien premier ministre canadien Kim Campbell, sévèrement battue aux élections fédérales du 25 octobre, a annoncé, lundi 13 décembre, à Ottawa, sa démission de la direction du Parti conservateur. Première femme premier ministre du Canada, M^{me} Campbell, âgée de quarante-sept ans, avait succédé en juin au conservateur Brian Mulroney, qui avait lui-même renoncé à ses fonctions alors qu'il battait des records d'impopularité. En rendant publique sa décision, M^{me} Campbell a rendu un hommage appuyé à Jean Charest, qui avait été son rival dans la course à la direction du parti, et qui semble bien placé pour lui succéder.

Le 25 octobre, les conservateurs, au pouvoir depuis 1984, avaient subi une véritable déroute, ne conservant que deux sièges à la Chambre des communes d'Ottawa sur les 154 qu'ils comptaient dans la précédente législature. Humiliation supplémentaire, M^{me} Campbell, qui jouissait pourtant d'une excellente cote de popularité dans l'opinion au début de la campagne, avait été battue dans sa propre circonscription de Vancouver (Colombie-Britannique).

Des erreurs tactiques et une habile campagne libérale sur le thème de la création d'emplois expliquent cette défaite, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du Canada. Le 4 novembre, le chef du Parti libéral, Jean Chrétien, devenait le nouveau premier ministre du Canada. Quelques jours après le scrutin,

M^{me} Campbell avait endossé la responsabilité de la défaite des conservateurs et exprimé son souhait de rester à leur tête.

Plusieurs responsables du parti avaient cependant manifesté le désir de la voir partir, estimant qu'elle avait une image trop négative dans l'opinion pour espérer « reconstruire » la formation.

Divorcée d'un premier mari, séparée d'un second et sans enfants, cette avocate anglophone originaire de l'ouest du pays a eu une carrière politique tardive mais météorique. Elue pour la première fois à Ottawa en 1988, elle avait d'abord été chargée des affaires indiennes avant de prendre le portefeuille de la justice puis celui de la défense. M^{me} Campbell a été premier ministre pendant un peu plus de dix-neuf semaines, et son mandat à la tête du Parti conservateur a duré six mois et une semaine. — (AFP)

(Publicité)

Titreuse 790 F chez Duriez

Bande 6 à 18 mm de largeur • 8 tailles de caractères • 3 polices • 220 illustrations • Encadré, souligné, impression verticale et miroir • 112/132, bd Saint-Germain, Paris 6 • 18, bd de Sébastopol, Paris 4 • 3, rue La Boétie, Paris 8 • (1) 46-33-20-43

ANNULATION D'URGENCE
RESERVE AUX EPICURIENS
du 30 décembre 93 au 2 janvier 94
A SAINT-GERMAIN-LEZ-ARLES
Séjour au GRAND HOTEL EUROPE LUXE
+ visite privée du musée de l'Épicerie
+ concert privé au Palais Municipal
Prix par personne : 19.750F
MOVING
Téléphone : (1) 40 30 00 00

هنا من الامم

POLITIQUE

Sous la pression de la majorité sénatoriale

Le gouvernement s'engage à définir de nouveaux cas de « proposition systématique » de dépistage du sida

■ **OBSTINATION SÉNATORIALE.** Les sénateurs ont adopté en seconde lecture, dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 décembre, le projet de loi sur la santé publique et la protection sociale. Le RPR et l'UDF ont voté pour; le PS et le PC, contre. La majorité sénatoriale a accepté de renoncer au test obligatoire du sida pour les tuberculeux, qu'elle avait institué en première lecture, mais elle est revenue à la charge sur ce sujet en imposant au gouvernement de définir les situations dans lesquelles un dépistage de l'infection par le virus du sida sera « systématiquement proposé ».

■ **LE RAPPORT MONTAGNIER.** Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, avait accepté, devant l'Assemblée nationale, le principe d'un débat sur la lutte contre le sida. Le rapport qu'évoit demandé Edouard Balladur au professeur Luc Montagnier pourrait servir de base à ce débat.

D'entrée de jeu, lundi 13 décembre dans l'après-midi, Claude Huriet (Un. centr.), rapporteur du projet de loi sur la santé publique au nom de la commission des affaires sociales du Sénat, a donné le ton : « A l'occasion de son examen en première lecture, a-t-il rappelé, j'avais estimé que, malgré les apparences, le présent projet n'était pas un « DMOS » [texte regroupant diverses mesures d'ordre social]. (...) Il devient de plus en plus difficile de dissimuler les apparences, le

texte comportant, après une lecture dans chaque assemblée, près de quatre-vingts articles... »

Le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a battu sa coulpe. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind.), président de la commission des affaires sociales, a tempêté contre la méthode gouvernementale consistant à proposer « une sorte de conglomérat de textes de portée diverses et très malaisées d'appréhender ». Puis, la poignée de sénateurs présents s'est attaquée stoïquement

à l'examen des articles, qui s'est prolongé jusqu'à 3 heures du matin.

Bien que le gouvernement n'ait prévu, dans son texte, aucune disposition sur la lutte contre le sida, le débat s'est immédiatement ouvert. En première lecture, les sénateurs avaient institué, malgré l'hostilité de M. Douste-Blazy, l'obligation de dépistage de l'infection par le virus du sida pour les malades atteints de tuberculose. La mesure, qui avait provoqué un tollé

général, avait été supprimée par les députés (le Monde du 2 décembre), mais certains craignaient que les sénateurs ne reviennent à la charge.

Par précaution, Simone Veil, ministre des affaires sociales, qui présentait le projet de loi « enrichi » depuis le 26 octobre, a rappelé, en préalable à la discussion, ses positions. « Le gouvernement, a-t-elle dit, continue de penser que le dépistage obligatoire n'est pas le bon moyen pour renforcer la politique de prévention. Il n'est de dépistage efficace que dans le cadre d'une démarche médicale d'information et d'éducation, pour modifier les comportements. »

Tactique parlementaire

Les sénateurs sont effectivement revenus à la charge en créant un chapitre additionnel, explicitement intitulé « lutte contre le sida », dans lequel ils avaient prévu deux amendements. L'un, pondéré, stipulait que « les situations dans lesquelles un dépistage de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine est systématiquement proposé sont déterminées par décret en Conseil d'Etat ». L'autre, plus extrémiste, proposait d'insérer dans le code de la santé publique un article instituant « un dépistage obligatoire pour les détenus, à l'occasion de leur incarcération, et pour les patients qui doivent subir une intervention chirurgicale, si leur état le

permet ». Le second amendement, conçu comme un repoussoir, devait tomber si le premier était adopté.

Par impréparation ou par manque de flair, les deux ministres ont failli mettre le feu aux poudres dans un hémicycle où certains sénateurs ont des réactions très passionnelles sur le sujet. En commençant par rejeter le premier amendement, M^{me} Veil et M. Douste-Blazy ont provoqué la riposte de M. Fourcade, prompt à faire basculer ses pairs dans un camp ou dans un autre : « Nous avons déjà, a-t-il observé, deux cas de proposition systématique de dépistage [examen prénatal et examen prénatal, prévus dans le code de la santé publique]. Nous y renonçons pour donner au gouvernement un dispositif d'ensemble, qui lui permette de déterminer les cas dans lesquels il y aura proposition systématique de dépistage. » Cependant, a ajouté le sénateur des Hauts-de-Seine, « si le gouvernement ne veut pas prendre ses responsabilités par décret, le Sénat, lui, les prendra en déterminant lui-même les cas ».

La menace a eu l'effet escompté. M. Douste-Blazy a déclaré qu'il n'était pas « contre l'amendement », et M^{me} Veil a constaté qu'il n'y avait « pas de raison de le rejeter ». Le premier amendement adopté, le second tombait, et la discussion pouvait se poursuivre.

CLAIRE BLANDIN

Les principales dispositions nouvelles

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du 13 au 14 décembre, les principales modifications suivantes au projet de loi sur la santé publique et la protection sociale :

— l'article sur l'Agence du médicament revient à la version adoptée en première lecture, qui consacre son indépendance; le gouvernement souhaitait disposer d'un recours hiérarchique sur les autorisations de mise sur le marché des médicaments prisés par le directeur de l'Agence, et les députés lui avaient accordé un pouvoir de substitution;

— la principe du refus tacite, souhaité par le gouvernement et adopté initialement par le Sénat, est rétabli pour toute nouvelle attribution hospitalière d'activité de soins ou d'équipement, au-delà d'un délai de trois mois;

— pour faciliter les restructurations hospitalières, les regroupements ou les fusions d'établissements sont encouragés par le versement aux établissements concernés d'une partie des économies réalisées en matière de dépenses d'assurance-maladie grâce à ces coopérations;

— l'établissement public national dénommé « établissement français des greffes » voit son statut et ses missions définies; il gère la liste nationale des patients qui peuvent bénéficier d'une greffe d'organe, de moelle ou de tissus;

— des dispositions transitoires, jusqu'à l'adoption d'une loi relative à la dépendance des personnes âgées, réforment les conditions d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne, instituée en 1975 en faveur des handicapés et qui, depuis plusieurs années, a été utilisée pour la prise en charge des personnes âgées.

Pour assurer notamment l'impartialité des nominations au tour extérieur

Les députés se sont montrés exigeants sur la déontologie de la haute fonction publique

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 13 décembre en première lecture, le projet de loi qui veut, d'une part, assurer l'impartialité des nominations au tour extérieur dans les grands corps de l'Etat et, d'autre part, contrôler les départs de fonctionnaires dans le secteur privé (le Monde du 29 octobre). Les députés RPR et UDF ont approuvé ce projet, mais se sont montrés encore plus exigeants que le gouvernement, alors que ceux du PS votaient contre et que ceux du PC ne prenaient pas part au vote.

Dépôts d'amendements tardifs en rafale, suspensions de séances, rédaction hâtive de nouveaux amendements — eux-mêmes sous-amendés — réserve du vote puis recours au vote bloqué sur l'un des trois articles du projet de loi : l'examen, lundi 13 décembre, par une poignée de députés, du texte qui veut dépolier les nominations de hauts fonctionnaires au tour extérieur et renforcer les contrôles sur leur passage dans le secteur privé a singulièrement montré le poids des habitudes et des corporatismes. Il s'agissait pourtant de mettre concrètement en œuvre un des principes annoncés par Edouard Balladur dès sa déclaration de politique générale du 8 avril 1993 : affermir « l'Etat républicain ».

La tâche, il est vrai, était délicate puisqu'il s'agissait, en fait, de priver le pouvoir politique de ses propres excès. De tout temps, les gouvernements ont été heureux de pouvoir nommer discrétionnairement au tour extérieur dans certains corps d'inspection, comme au Conseil d'Etat ou à la Cour des comptes, des personnalités qu'ils voulaient ou remerciaient ou promouvoir. Les socialistes avaient encore accru cette possibilité. Le projet veut, au contraire, la limiter en permettant que ne soient ainsi pourvus que 20 % des postes vacants et en rendant public l'avis rendu par les responsables des corps concernés par ces nominations.

Ce texte donne aussi au gouvernement les moyens de rompre avec une autre tradition séculaire : le « pantouflage » des hauts fonctionnaires dans des entreprises privées avec lesquelles ils avaient été en rapport du temps où ils agissaient au nom de l'Etat. Il rend, en effet, obligatoire la saisine de la commission de déontologie chargée, depuis

1991, d'examiner la compatibilité des départs des fonctionnaires vers le secteur privé. « Les circonstances ont changé et notre époque n'accepte plus des mécanismes qui ne présentent pas toutes les garanties de transparence et d'impartialité », a observé André Rossinot, ministre de la fonction publique, en défendant son projet de loi.

Le particularisme des militaires

Entre « la morale » et l'« intégrisme moralisateur », il y a un pas que le ministère de la fonction publique était résolu à ne pas franchir. Car, au-delà des abus constatés — toutes tendances politiques au pouvoir confondues — dans les nominations ou tour extérieur, ou les manquements à la déontologie observés lors de passages de fonctionnaires civils et militaires dans le privé, il convenait de ne pas occulter les raisons objectives qui avaient présidé à l'existence même de ces mécanismes : nécessaire ouverture des grands corps à des cultures différentes, souplesse dans la gestion des carrières.

Le gouvernement n'entendait donc pas voir remis en cause, au cours du débat parlementaire, l'équilibre auquel il était persuadé être parvenu. Ainsi Charles de Courson (UDF, Maine) qui, avec ses yeux de membre de la Cour des comptes (par la filière normale), jugeait le texte « trop timide », a-t-il vu ses amendements rejetés un à un. Toutefois, à la faveur d'un hémicycle fort clairsemé, il eut réussi, grâce au concours des voix socialistes, à faire adopter un amendement tendant à rendre publics non seulement le sens de l'avis donné par les responsables des corps d'inspection ou de contrôle concernés par une nomination au tour extérieur, mais aussi l'intégralité de la motivation de l'avis.

Le gouvernement et Jean Roselle (RPR, Territoire de Belfort), rapporteur du projet au nom de la commission des lois, étaient pourtant hostiles à cette publication intégrale. Dans l'esprit de Véronique Neltz (PS, Seine-Saint-Denis), la diffusion de l'avis motivé devait contribuer à éviter que « des critères corporatistes ne se substituent à des critères politiques ».

S'agissant du « pantouflage » de fonctionnaires dans le privé, M. Rossinot, en revanche, a abondé dans le sens de l'amendement déposé par le rapporteur du projet, tendant à étendre les mécanismes de contrôle aux fonctions publiques territoriale et hospita-

lière. Mais le ministre s'est déclaré hostile à l'amendement de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois, obligeant l'autorité administrative chargée in fine de se prononcer sur la compatibilité de ce départ à suivre l'avis de la commission de déontologie. « En qualité de responsable de l'administration, le ministre est moralement lié par l'avis de la commission, mais il doit aussi s'assurer politiquement », a expliqué M. Rossinot, ce qui n'a pas empêché les députés d'adopter cet amendement.

La prudence a toutefois prévalu dans le contrôle des départs de militaires dans des entreprises travaillant pour le compte de la défense nationale, jusqu'à présent exclus du champ d'application de la commission de déontologie. Soucieux de « ne pas nuire aux industries d'armement travaillant en symbiose avec l'Etat », le rapporteur a souhaité limiter ce contrôle, qui continuera à dépendre du seul ministre de la défense, aux militaires ayant eu à négocier « un contrat d'armement ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

COMMENTAIRE

En attendant le vrai débat

A première vue, la décision prise par la majorité sénatoriale de ne pas instituer un dépistage obligatoire pour les tuberculeux, pour les détenus, ni pour les patients devant subir une intervention chirurgicale, apparaît comme positive. Le pire a été évité. A bien y regarder, pourtant, il n'est pas certain que la santé publique trouve son compte dans ce qui s'est passé au Sénat.

Le gouvernement de M. Balladur a, décidément, bien du mal à proposer et à défendre sérieusement des textes relatifs à de grands problèmes de société. De ce point de vue, l'attitude de M^{me} Veil et de M. Douste-Blazy est symptomatique de la méfiance que semble susciter, chez des ministres communistes et, qui plus est, au fait des nécessités de la santé publique, la composition avant tout sociologique que politique de la majorité parlementaire. Car enfin est-il vraiment nécessaire, dans un pays démocratique, de s'en remettre ainsi à une procédure réglementaire — un décret en Conseil d'Etat — pour des mesures qui relèvent avant tout de la pratique médicale? En fait, est-ce au gouvernement de dicter aux médecins leurs prescriptions?

Lors de l'examen en première lecture de ce projet de loi à l'Assemblée nationale, M^{me} Veil — après que les députés eurent supprimé le dépistage obligatoire de l'infection par le virus du sida pour les tuberculeux, introduit par les sénateurs —, avait accepté la proposition de la commission des affaires sociales d'organiser un débat sur la politique de lutte contre le sida. « J'espère que ce débat sera l'occasion, pour nous tous, de conjuguer éthique, liberté et responsabilité », avait déclaré M. Douste-Blazy. Plutôt que de s'en remettre au gouvernement pour déterminer les situations dans lesquelles le dépistage de l'infection est systématiquement proposé, la représentation nationale ferait sans doute œuvre plus utile en organisant, sur la base du rapport que vient de remettre au premier ministre le professeur Luc Montagnier, un vaste débat sur les meilleurs moyens de lutter contre l'épidémie du sida.

Ainsi que le rappelait fort justement Claude Malhuret (UDF, Allier) lors de la discussion à l'Assemblée nationale, ces amendements sur le dépistage obligatoire ou systématiquement proposé ne résoudront jamais rien. « Mais, ajoutait M. Malhuret, il est

tellement plus difficile, plus ingrat de défendre les vraies mesures adaptées : information, prévention, responsabilité personnelle, éducation, formation du corps médical! » S'adressant au gouvernement, il avait ainsi conclu : « Vous savez que certains, dans notre majorité, vous trouvent trop modérés. Il faut que vous soyez prêts, si vous pensez que ce débat doit avoir lieu, à mettre votre poids dans la balance et à résister. » On saura dans quelques jours si le gouvernement y est, effectivement, prêt.

FRANCK NOUCHI

PAS-DE-CALAIS : M. Mellick redevient maire de Béthune. — Jacques Mellick, député (PS) du Pas-de-Calais, a été élu, samedi 11 décembre, maire de la ville de Béthune (Pas-de-Calais), qui a fusionné, le 3 décembre, avec celle de Beuvry (le Monde du 10 décembre). Par 40 voix pour, 5 contre et 4 bulletins blancs ou nuls, le conseil municipal de Béthune a redonné ainsi à M. Mellick — qui va renoncer à son siège de conseiller général — un poste qu'il avait dû abandonner, en avril dernier, pour cause de cumul de mandats.

BANGKOK
3 580 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après les marchés flottants
ou les rivières à dos d'éléphant,
poser vos bagages
dans une chambre calme
ne vous coûtera pas plus cher
qu'un lifting pour votre shar pei.*

* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 6 390 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPÉZ 36 16 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

Tirer
790
chez D.

A l'Assemblée nationale

Les députés rétablissent le renouvellement des conseils généraux par moitié

Les députés ont adopté définitivement, lundi 13 décembre, le projet de loi de Charles Pasqua rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux. Ils n'ont pas suivi la proposition de leur commission des lois, qui prévoyait le renouvellement intégral des conseils généraux dans la moitié des départements.

La loi du 11 décembre 1990, dite « Joxe », du nom du ministre de l'intérieur qui en était l'auteur, est morte avant même d'être arrivée à maturité. Elle aura connu un début d'application, en mars 1992, avec l'organisation simultanée des élections régionales et des élections cantonales dans la moitié des cantons, mais le système ne deviendra pas effectif en 1998, comme il était prévu, par un renouvellement intégral des conseils généraux couplé avec celui des conseils régionaux et appelé à se reproduire tous les six ans.

Après le Sénat (le Monde du 17 novembre), les députés ont adopté, lundi 13 décembre, sans le modifier, le projet de loi de Charles Pasqua, rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux. Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire a justifié ce retour à la loi du 10 août 1871 par la garantie

que ce système offre quant à « la stabilité des exécutifs » départementaux. Le calendrier s'établit donc ainsi : la série de conseillers généraux qui sera élue les 20 et 27 mars prochains disposera d'un mandat exceptionnel de sept ans, de façon à ce qu'elle soit renouvelée, en 2001, en même temps que les conseils municipaux qui auront été désignés en 1995 ; l'autre série de conseillers généraux, élus en 1992, sera renouvelée, en 1998, en même temps que les conseillers régionaux.

Mises en garde de l'UDF

La commission des lois, sous l'impulsion de son président, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), avait adopté un amendement (le Monde du 10 décembre) proposant un système très différent de celui mis au point par le gouvernement : le renouvellement intégral des assemblées départementales, mais dans la moitié des départements tous les trois ans. Cette initiative s'est heurtée, en séance publique, à l'opposition d'une majorité de députés du RPR, proches pour la plupart de Charles Pasqua.

C'est également en vain que les socialistes ont combattu le projet du gouvernement. Pour Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), qui a opposé sans succès la question préalable, il n'est pas « logique » de

priver les conseils généraux de la stabilité et de la durée nécessaires pour appliquer leurs programmes, souvent pharaoniques, au regard des responsabilités qu'ils exercent depuis les lois de décentralisation. M. Michel estime, aussi, que le projet est contraire à la Constitution dans la mesure où le principe d'égalité des citoyens devant la loi n'est pas respecté, les électeurs et les candidats étant placés dans des situations différentes selon que les cantons sont concomitantes avec les municipales ou les régionales. De son côté, Michel Grandpierre (PC, Seine-Maritime) a profité de ce débat pour défendre le principe de la proportionnalité.

A l'UDF aussi ont été exprimées quelques mises en garde, notamment par la voix de Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise). Il a observé que si on voulait éviter la remise en cause du mode de scrutin uninominal, majoritaire à deux tours, « la représentativité des cantons » devrait « être améliorée ». Estimant que le scrutin proportionnel « n'a pas toutes les larmes s'il est conçu pour dégrader une majorité », M. Delattre souhaite une révision de « la carte cantonale antidémocratique ». M. Pasqua s'est contenté de répondre que « l'attention du gouvernement [sur ce point] est attirée ».

ANNE CHAUSSEBOURG

La mise en place des accords de Schengen

Les douaniers pourront vérifier la régularité des titres de séjour des étrangers

Un texte peut toujours en causer un autre. Les députés devaient examiner, lundi 13 décembre, un projet de loi qui proposait de déposséder la législation française sur la garantie des métaux précieux afin de permettre aux professionnels de la bijouterie, de l'orfèvrerie, de la joaillerie et de l'horlogerie, de se frotter au marché unique européen. Cette discussion-là a bien eu lieu. Pourtant, ce n'est pas la qualité des arguments échangés sur « le prix moyen du bijou en alliage d'or » qui a le plus marqué cette journée, mais l'interdiction par le gouvernement, à travers une lettre rectificative, de dispositions assignant aux agents des douanes une mission de lutte contre l'immigration clandestine.

Nicolas Sarkozy, qui présentait le projet, a insisté sur « l'urgence » de ce texte à l'heure où la prochaine entrée en vigueur des accords de Schengen, normalement le 1^{er} février 1994, va abolir les contrôles aux frontières « intérieures » au sein de ce nouvel espace. La loi Méhaignerie sur les contrôles d'identité du 10 août dernier permettait déjà aux agents de la police de l'air et des frontières de vérifier la régularité des titres de séjour des étrangers circulant dans les zones frontalières (dans la limite de 20 kilomètres). Les dispositions du projet de M. Sarkozy habiliteront les agents

des douanes à vérifier, eux aussi, la régularité de la situation des étrangers dans les mêmes zones frontalières. Le projet précise que les douaniers pourront « retenir » durant trois heures — après en avoir informé le procureur de la République — toute personne dont la situation est jugée irrégulière.

Risque de « détention arbitraire »

Si les députés UDF et RPR n'ont pas contesté la volonté gouvernementale de s'assurer que l'ouverture de l'espace Schengen n'affaiblisse pas la politique de lutte contre l'immigration clandestine, ils ont néanmoins admis que la procédure de « retenue provisoire » « pose des problèmes », selon la formule de Bernard de Froment (RPR, Creuse), rapporteur du texte. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire) s'est également nuancé de ses inquiétudes. « Permettre aux agents des douanes de retenir des personnes n'est pas choquant en soi, a-t-il expliqué, mais fonder cette retenue sur un contrôle d'identité l'est beaucoup plus. D'une procédure administrative — le contrôle d'identité — découlerait une retenue provisoire qui, elle, relève de la procédure judiciaire ». Et M. Philibert de s'inquiéter du risque de « détention arbitraire ».

La formule a également été utili-

sée par Didier Boulaud (PS, Nièvre). Les députés ont donc cherché à introduire des garanties au profit des personnes contrôlées. Ils ont ainsi adopté un amendement stipulant que les agents des douanes devront informer le procureur de la République des « motifs » et du « lieu » de la retenue. Ils ont également tenu à préciser qu'à l'expiration du délai de trois heures la personne retenue sera « laissée libre » si elle n'a pu être remise à un officier de police judiciaire et si aucune infraction douanière n'a été constatée. Forts de ces assurances, les groupes du RPR, de l'UDF et du PS ont voté « pour », alors que les communistes étaient absents tout au long du débat.

FRÉDÉRIC BOBIN

SONDAGE : M. Rneard devance M. Chirac. — Selon un sondage réalisé les 8 et 9 décembre par l'Institut CSA auprès de 1 002 personnes et dont les résultats sont publiés dans le Parisien du 14 décembre, 35 % des personnes interrogées feraient confiance à Edouard Balladur comme président de la République. En recul de 3 points par rapport au mois précédent, le premier ministre devance très nettement Jacques Delors (46 %, au lieu de 43 % en novembre) et Michel Rocard (35 % au lieu de 33 % le mois précédent), qui arrivent devant Jacques Chirac (34 %, au lieu de 38 % en novembre). Valéry Giscard d'Estaing n'obtient que 25 %.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : M. Glavany (PS) critique M. Lang. — Jean Glavany, porte-parole du PS, a implicitement critiqué, lundi 13 décembre, les récents propos de Jack Lang contre le Conseil constitutionnel, qui l'a déclaré inéligible en raison de dépenses de campagnes illicites (le Monde du 10 décembre). « On peut regretter une décision, et nous regrettons cette décision, a-t-il dit ; on peut déplorer une décision, et nous déplorons celle-ci ; mais, en même temps, on ne peut inscrire son action dans le respect de l'Etat de droit et contester toutes les décisions du Conseil constitutionnel ».

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

Le pain noir de Jean Puech

Le président du conseil général de l'Aveyron, devenu ministre de l'agriculture par un concours de circonstances va devoir affronter le mécontentement des organisations professionnelles

L'Aveyron produit un fromage et, accessoirement, des ministres. Le fromage s'appelle le roquefort, et les ministres s'occupent de l'agriculture. Il y eut Roland Boscardy-Monsservin, ministre éclair dans les cabinets de Félix Gaillard et de Pierre Pflimlin à la fin des années 50. Il y eut le quasi-ministre Raymond Lacombe, patron de la toute-puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) de 1986 à 1992. Il aurait pu y avoir Robert Fabre, chef de file des radicaux de gauche, s'il n'avait pas accepté le poste de médiateur de la République, offert par Valéry Giscard d'Estaing en 1980. Il y a, aujourd'hui, Jean Puech.

On voudrait être plus aveyronnais que lui qu'un n'y arriverait pas. Le puech est en effet la deuxième spécialité de l'Aveyron. Dès qu'une colline monte un peu trop haut, elle est rebaptisée illico puech quelque-chose. Puech de Saint-Félix, parce qu'on est volontiers calotin. Ou Puech du Pal, qui fait plus exotique. Raymond Lacombe, qui a parlé occitan « d'el [sa] naissance », assure docement, l'index levé, qu'un puech désigne « une terre assez élevée, pas bien riche, mais bien ventée ». Comme le nom est charmant, les familles Puech abondent. Un simple coup d'œil au Bottin donne le vertige.

Celle du ministre de l'agriculture et de la pêche vient de Viviez, à côté de la mine de Decazeville. Cultivateur comme tout le monde, Achille Puech quitta la terre pour devenir sabotier, puis marchand de chaussures. Son fils conserve encore le souvenir des paires de sabots en hêtre ou en noyer et, surtout, des « galoches montées en cuir boudoux, qui étaient le chic du chic ». Jean Puech aime l'Aveyron. Dans un livre publié en 1987 et dont chaque ligne, préventif avec humour, produit l'effet d'un puissant somnifère, il affirme que ce département est son « parti ». Il lui a consacré beaucoup de ses efforts. Cela n'a pas été vain.

Scientifique de formation, il opte tout d'abord pour l'enseignement. Après un échec à Normale supérieure, il est en poste à Rodez en 1967. Un an plus tard, à l'occasion des événements de mai, il entre en politique du côté de l'ordre, sous le patronage de Roland Boscardy-Monsservin, « un homme qui tirait vers le haut », maire de Rodez et originaire, comme lui, de Viviez. Intéressé par les Clubs Perspectives et Réalités, créés deux ans plus tôt par Valéry Giscard d'Estaing, il devient responsable départemental de la Fédération nationale des républicains indépendants, constituée à la même époque.

Patron sans partage

A vingt-huit ans, en 1970, il est élu dans le canton de Rignac et associé au conseil général, que dirige un vieux sénateur affilié au Centre national des indépendants et paysans (l'actuel CNI), Raymond Bonnefous, lequel préside également la commission des lois du Sénat. Une campagne législative infructueuse l'oppose, en 1973, au président des radicaux de gauche, Robert Fabre, en pleine euphorie du programme commun, puis le voici à Paris, en 1974, après l'élection de M. Giscard d'Estaing, où il découvre les cabinets ministériels auprès de Marcel Cavallé, un élu du Tarn qu'il a connu à la région Midi-Pyrénées.

Chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat chargé des transports, puis auprès du secrétaire d'Etat au logement, il poursuit de front sa carrière aveyronnaise, tout en découvrant, à Paris, les charmes d'un barrière baubert, dont il sera l'un des zélés, au moins jusqu'aux premières de la campagne présidentielle malheureuse de 1988. En 1976, il remplace Raymond Bonnefous à la tête du

département. A trente-quatre ans, il est, alors, le benjamin des présidents d'assemblée départementale. En quelques années, aidé par les lois de décentralisation, qu'il découvre au Sénat où il a remplacé, en 1980, Roland Boscardy-Monsservin, il se taille une baronnie sur mesure.

En Aveyron, disent ses détracteurs, Jean Puech est « plus craint qu'apprécié ». Le fait est qu'il mène son département à la baguette. Ses ministères avec les préfets nommés sur ses terres sont proverbiaux, tout comme sa susceptibilité envers la presse locale, surtout lorsqu'elle porte les couleurs de la Dépêche du Midi et dès lors qu'elle se risque dans la

dépendance de conseils généraux (APCG), un formidable Inby d'élus, conquis en 1989. En neuf mois, l'ancien barrière a fait un « sans faute » politique dans son ministère de cohabitation. « C'est une bonne surprise du gouvernement », avoue sans rancune M. Vasseur. Bon connaisseur de la ruralité, il n'était pas spécialiste de la technique agricole, mais c'est un homme habile. Dans ce domaine, un n'arrive à rien sans de grandes qualités de négociateur. M. Vasseur observe, cependant, que l'« état de grâce » dont a pu profiter M. Puech s'explique, aussi, par le discours très ferme du gouvernement sur l'épineux dossier agricole. « Il a une part très minime de gestion », tempère Raymond Lacombe, que le seul mat de GATT fait jaillir de ses gonds.



« Je peux partir dans la seconde »

« Il y a deux moyens de se faire un nom comme ministre de l'agriculture », constate, acide, Christian Jacob, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Soit on est un politicien de grande envergure. Soit on est un bon technicien. Jacques Chirac réunissait les deux conditions. Henri Nallet était un technicien haut de gamme. Jean-Pierre Solson a été un politicien de bon niveau. Jean Puech n'est ni l'un, ni l'autre. A part Louis Mermeas, je ne vois pas pire. Il faut dire que Mermeas, contrairement à Puech, réussissait cette performance d'être « en plus, très mal entouré ».

« Il avait tout à apprendre, je n'ai pas l'impression qu'il ait beaucoup appris. Aidé de lui, il a des hommes solides, mais ce n'est même pas lui qui le a choisis », ajoute avec cruauté le jeune responsable agricole. « Enfin, il ne risque pas de se faire rappeler à l'ordre par Matignon après une déclaration trop crue. Gérer un département, cela n'a rien à voir avec ce secteur ministériel. Ici, quand on a une bonne raison de le faire, on se paye un ministre », conclut froidement M. Jacob.

Jean Puech a peut-être mangé son pain blanc. Comptable d'un accord international dont il n'est pas, loin de là, le seul responsable, il risque de découvrir, dans les prochains mois, pour la première fois de sa carrière, le pain noir que va lui servir une opposition agricole pugnace. Qu'importe ! Heureux de pouvoir renouer, vingt ans après, avec l'expérience des cabinets ministériels, il « emmagasine les souvenirs » et assure, d'ailleurs, n'être attaché à rien. « Au conseil général, à l'APCG ou au ministère, je n'ai jamais rien à moi, précise-t-il. Je ne m'approprie pas les lieux, et une simple boîte à chaussures me permettrait d'emporter toutes mes affaires. Je peux partir dans la seconde ». Du ministère, assurément. Pour le conseil général de l'Aveyron, on se permettra d'en douter.

GILLES PARIS

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt Grandes Marques

Vente aux particuliers

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 94 au prix du dégriffé.

du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures
D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M^{rs} Bureau - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA POLITIQUE DE LA VILLE

1. Les enjeux
2. Acteurs et outils

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce matériel.

SOCIÉTÉ

Selon le rapport Vedel remis aux parlementaires

L'enseignement privé bénéficie déjà souvent d'aides financières au-delà des seuils légaux

■ **RAPPORT.** Georges Vedel a remis, lundi 13 décembre, à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, le rapport qui lui avait été demandé en septembre « sur les conditions de l'aide apportée en matière immobilière par les collectivités locales aux établissements privés sous contrat », à 95 % catholiques. Ce document, dont les premières conclusions avaient été connues jeudi 9 (le Monde du 11 décembre), a été adressé aussitôt aux parlementaires « pour que, selon François Bayrou, chacun puisse juger en son âme et conscience ».

■ **« INCOHÉRENCES ».** Le rapport Vedel, qui brosse un tableau minutieux de l'état du droit en matière de financement du privé, relève « l'importance des aides des collectivités locales aux établissements d'enseignement privés » — souvent au-delà des seuils légaux — et estime que « la pratique actuelle n'est finalement que le reflet des incohérences et des incertitudes de la loi ».

■ **SÉCURITÉ.** Dressant l'état des lieux du patrimoine privé, il évalue entre 3,8 et 5,3 milliards de francs la remise en état des établissements privés, dont plus de la moitié nécessitent des travaux de remise aux normes de sécurité.

Dès les premières conclusions du rapport Vedel (le Monde du 11 décembre), l'attention a été portée sur l'insécurité des établissements privés sous contrat, à 95 % catholiques. Plus d'un établissement privé sur deux, indiquait Georges Vedel dans une lettre adressée jeudi 9 décembre à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, était considéré comme « rétro ».

Chargé par le ministre de répondre à trois questions — quel est l'état du droit en matière de financement des dépenses d'investissement du privé ? quelles sont les pratiques des collectivités locales ? quel est l'état immobilier du patrimoine privé ? —, Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, assisté de Georges Dominjon, président de chambre à la Cour des Comptes et Bernard Dugain, président de la section des finances du Conseil d'État, n'apporte pas sur ce point de précision quant aux responsabilités engagées.

Se bornant stricto sensu à l'état immobilier, il précise que 82 % des établissements auprès 93 % des enfants scolarisés dans le privé, révèle que 62 % des col-

lèges, 57 % des lycées et 48 % des écoles primaires privées « réclament des travaux de sécurité ». Ceux-ci concernent soit les « dégagements des issues de secours, le cloisonnement des couloirs et des escaliers, l'alarme et l'éclairage de sécurité, les moyens de lutte contre l'incendie, le désenfumage, l'installation gaz et électricité », soit des « travaux conservatoires sur le clos et le couvert, l'étanchéité des toitures, menuiseries ». 57 % des élèves du privé seraient concernés.

Après comptage minutieux et extrapolations, la mission estime entre 3,8 et 5,3 milliards de francs le coût de la remise en état des locaux. La nature de ces travaux, précise la mission, est variable : « Dans certains cas, il s'agit de besoins de sécurité immédiats, dans d'autres, il peut s'agir de mettre les bâtiments scolaires en conformité avec des normes de sécurité dont la sévérité s'accroît. » Dans le délai de l'enquête, ajoute le rapport, il n'a pas été possible d'isoler les montants qui correspondent aux travaux les plus urgents.

« Imperfections techniques »

Cependant, l'état des pratiques des collectivités locales en matière de financement du privé n'est pas moins édifiant que celui des locaux. Ainsi, la mission « a-t-elle découvert des situations « inattendues et variées », qui « dépassent les conséquences prévisibles du droit applicable ». Prévenant qu'« en l'absence de données suffisamment précises », elle ne s'autorisait pas une



exploitation statistique des données, ni même « une appréciation de légalité », la mission indique qu'elle ne peut « que relever l'importance des aides des collectivités locales aux établissements privés : les régions par exemple, « subventionnent largement les lycées privés » et « s'engagent depuis quelques années, de façon ordonnée, dans des programmes d'aide qui sont mis en œuvre de façon extrêmement diversifiée » : ici des garanties d'emprunt (légal), là des mises à disposition de locaux (légal) en cas de locaux existants, illégaux dans le cas de constructions neuves, là encore des subventions (limitées

pour l'enseignement général à 10 % des investissements totaux, non limitées pour l'enseignement technique ou agricole) dont « il est difficile d'apprécier la légalité (...) du fait de l'existence de nombreux établissements qui regroupent enseignement général et technique ».

La mission Vedel rappelle que l'on ne devrait pas rencontrer de subventions en faveur des établissements privés. Mais celles-ci existent cependant déjà sous forme d'achat de matériels ou de biens d'équipement ou de remise en état des installations de chauffage. Un département a même attribué des aides à des

écoles, à hauteur de 30 % des sommes investies. Pour le secondaire, elle indique que le respect des limites imposées par la loi « est très difficile à apprécier ». « Les calculs sont faits à partir du seul montant des investissements à réaliser », pas au vu des investissements réalisés. La moitié des départements enquêtés subventionneraient de 10 à 40 % les dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé, au-dessus du seuil fixé par la loi Falloux.

En définitive, « la pratique actuelle n'est finalement que le reflet des incohérences et des incertitudes de la loi », estime la mission Vedel. Depuis la mise en œuvre des lois de décentralisation, remarque-t-elle, « les collectivités territoriales se sont engagées, dans un clair-obscur juridique, dans la voie du financement des investissements des établissements d'enseignement privés ». Cela nécessite, estime la mission d'information, « une clarification nécessaire » de l'ensemble du système de financement du privé qui repose sur des textes législatifs s'échelonnant sur plus d'un siècle et qui fait la part belle à la jurisprudence.

Aussi, remédier aux « imperfections techniques » du dispositif suppose, pour la mission Vedel, de concilier trois données constitutionnelles « incontestables » : « l'exigence d'un service public d'éducation, la liberté de l'enseignement et la libre administration des collectivités locales ».

J.-M. Dy.

COMMENTAIRE

A double tranchant

PRÉCIEUX travail de fourmi, le rapport Vedel constitue, pour ceux, nombreux, qui se perdent dans les dédales du financement des écoles privées sous contrat d'association avec l'État, une remarquable base de références. Rares sont les textes qui présentent de la façon aussi claire et concise les strates juridiques successives qui ont abouti à rendre les systèmes de financement de l'enseignement privé totalement intelligibles pour le commun des mortels et seulement résumés parfois, par un nom : Falloux.

Le texte de la mission Vedel, cependant, est une arme à double tranchant. En pointant le doigt sur le vétéran — voire l'insécurité — dans les établissements privés, le rapport qui vient d'être transmis aux parlementaires crée d'une part l'émotion en donnant la mesure de l'urgence qu'il y a à remettre à flot les établissements menacés. Mais, se bornant au cadre juridique, il met d'autre part au jour les carences des propriétaires privés à qui incombe légalement le charge des réparations (1), ainsi que les responsabilités administratives de ceux qui ont pu laisser faire.

De même, en examinant les pratiques des collectivités locales, le rapport dévoile une autre réalité, jusque là impalpable : la mission Vedel note, sans toutefois, le chiffrer d'importance des aides des collectivités locales aux établissements privés. Il relève que la privé bénéficie déjà en certains lieux de subventions qu'il n'est pas autorisé légalement à percevoir.

Que pèse encore le caractère propre ?

Aussi, devant l'urgence de la situation liée à la sécurité des élèves et des personnels, faut-il pour autant remettre en cause l'équilibre instable sur lequel reposent les pratiques et la loi ? Faut-il ou non désormais permettre aux collectivités locales de financer explicitement et librement les constructions et les grosses réparations du privé ? Autrement dit encore, faut-il reprendre la discussion qui s'était interrompue le 30 juin dernier au Sénat ?

La mission Vedel se borne quantitativement à l'évaluation de la simple remise en état du patrimoine privé (3,8 à 5,3 milliards de francs, mais combien pour le public ?). Elle ne chiffre pas les sommes, qu'elle juge « importantes » aujourd'hui,

affectivement parqués par la privé. A fortiori, elle n'estime pas le coût éventuel des dispositions qui pourraient être examinées avant la fin de l'année, celles qui couvriraient de façon durable la construction et l'entretien des locaux du privé.

On sait seulement, grâce aux services du ministère de l'éducation, que l'État dépense chaque année 30 milliards de francs pour faire « fonctionner » l'enseignement privé et payer ses enseignants, au titre de la loi Debré. Que les collectivités locales ont consacré, en 1991, un peu moins de 70 milliards à des activités d'éducation publiques et privées, dont 25 pour les seuls investissements. Que donc, au titre de la parité qu'il appelle de ses vœux, l'enseignement privé scolarisant 17 % des élèves en France pourrait approximativement demander annuellement aux collectivités locales une somme de 4 milliards de francs (le Monde du 1^{er} juillet).

Est-ce peu, est-ce beaucoup ? Faut-il changer la loi ? Faut-il encore que l'enseignement privé conserve une part d'autonomie afin de préserver son « caractère propre » (c'était à l'origine le but de la loi Falloux) ? Et que pèse encore ce caractère propre, dès lors que plus de trois Français sur quatre plébiscitent un secteur d'enseignement privé... laïque et gratuit (le Monde du 11 novembre) ? La mission Vedel ne s'avance pas sur ce terrain, mais insiste plutôt sur la nécessité de « clarifier » les textes, afin d'opérer une plus grande transparence dans les sources de financement du privé.

Après accord de Matignon, les sénateurs penchaient, semble-t-il, mardi 14, pour la reprise de la discussion parlementaire au point où ils l'avaient laissée le 30 juin dernier. Leurs opposants révoqués, ces derniers jours, à aborder le sujet, prouvent cependant qu'ils savent mieux que personne qu'autoriser les collectivités locales à financer librement un secteur privé d'enseignement aura au moins une première conséquence : déléguer les conflits dans chaque commune, département ou région.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Les gestionnaires du privé sont valorisés qu'avant ne soient connus les accords Lang-Clompé de 1992, l'enseignement privé a dû, à plusieurs reprises, sous la droite comme sous la gauche, faire supporter aux familles des impayés de l'État, que le Conseil d'État a constaté en 1990.

Le gouvernement demande au Sénat de reprendre le débat sur la révision de la loi Falloux

Le gouvernement de M. Balladur paraît décidé à régler au plus vite la question de la révision de la loi Falloux. Il est vrai que la publication du rapport Vedel a modifié la donne : en mettant notamment l'accent sur les problèmes de sécurité des établissements privés, il permet au gouvernement et à la majorité de déplacer le débat et de se donner le beau rôle en défendant l'intérêt immédiat des élèves de l'enseignement privé et de leurs familles.

Restait à trancher sur l'attitude à adopter. Après avoir, à la fin de la semaine dernière, envisagé de faire un effort budgétaire immédiat en faveur des établissements privés, dans le cadre du collectif budgétaire encore en discussion au Parlement (le Monde daté 12-13 décembre), le gouvernement s'est rendu compte qu'il se heurterait à un obstacle de taille : tant que le dispositif législatif (et la symbolique loi Falloux) reste en vigueur, la marge de financement des investissements des collectivités locales en faveur des établissements privés est toujours aussi étroite et ne permettrait guère de répondre aux besoins de financement chiffrés par le rapport Vedel.

La seule solution consiste donc à régler le problème au fond et à reprendre et bouclier, dès que possible, le débat parlementaire sur la révision de la loi Falloux. La proposition de loi déposée, en juin dernier, par Bruno Bourg-Broc (RPR, Seine) avait été adoptée par l'Assemblée nationale en juin et son examen avait été entamé au Sénat, avant d'être interrompu, le 30 juin à minuit, par la fin de la session ordinaire. Le président de la République avait ensuite refusé l'inscription de ce texte à l'ordre du jour de la session extraordinaire de juillet.

Après un entretien du premier ministre avec François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, lundi 13 décembre en fin de journée, le gouvernement a décidé de forcer le pas et de ne pas prendre le risque de méconnaître profondément les responsables de l'enseignement privé en reportant ce débat à la session du printemps prochain. Il a donc décidé de

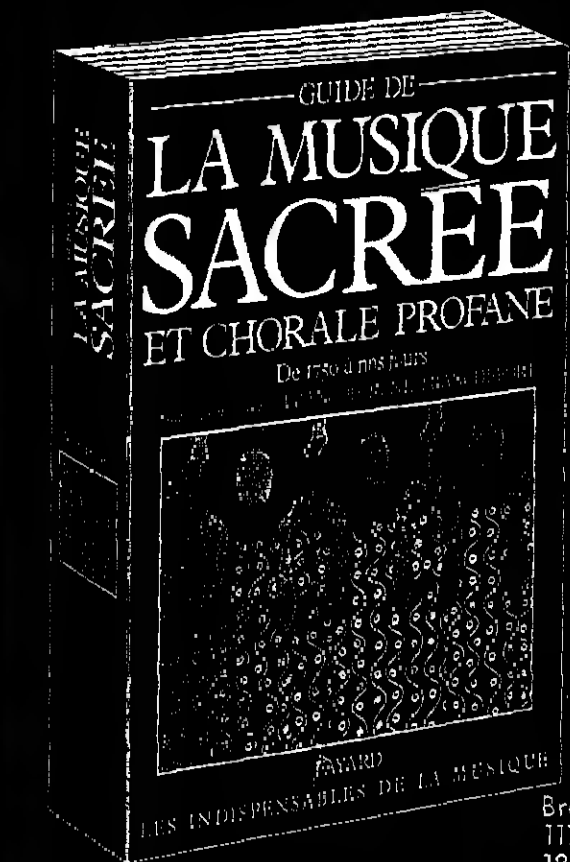
demander à la coïtée des présidents de groupes du Sénat, mardi 14 décembre à 12 heures, d'inscrire à l'ordre du jour prioritaire la reprise de la discussion sur le proposition adoptée par l'Assemblée nationale.

Les délais sont très serrés, puisque la session ordinaire du Parlement se termine lundi 20 décembre à minuit. Ebaudé par la mésaventure du mois de juin, où il avait été coopté par le temps et contraint d'interrompre la discussion, le gouvernement paraissait, mardi matin, décidé à obtenir des sénateurs qu'ils bousculent leur ordre du jour et examinent la proposition de loi sur le financement des établissements privés dès la séance de mardi après-midi. Ce serait une façon, à la fois, de prendre de court toute opposition, outre que parlementaire, des défenseurs de l'enseignement public et de profiter, en outre, du fait que l'attention publique est largement concentrée sur les négociations sur le GATT.

GÉRARD COURTOIS

TOULOUSE : manifestation contre l'expulsion d'un étudiant marocain. — Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté, lundi 13 décembre, dans les rues de Toulouse pour protester contre l'expulsion d'un étudiant marocain, marié à une Française, qui fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière. La préfecture a néanmoins réitéré la décision de reconduire à la frontière de Zakaria Bentahar, vingt-sept ans. L'étudiant marocain, qui est marié à une Française depuis septembre dernier, était arrivé en France en 1989, sans visa de longue durée. Il poursuit depuis cinq jours une grève de la faim dans les locaux de l'université du Mirail. Conformément à la nouvelle loi Pasqua sur l'immigration, un étranger ne peut obtenir de titre de séjour pendant un an s'il était en situation irrégulière au moment de son mariage avec une Française. Pour continuer ses études en France, Zakaria Bentahar devrait rentrer au Maroc pour obtenir un visa de long séjour auprès d'un consulat français.

UNE CATHÉDRALE DU SAVOIR MUSICAL

Broché
1176 p.
180 F

Une somme d'une grande qualité destinée à être ouverte et consultée très souvent.

Brigitte Massin, Opéra International

La réussite est là, et je ne puis que recommander cet "Indispensable de la musique" qui n'usurpe pas son titre.

Jean Roy, Le Monde de la Musique

la Musique
chez
FAYARD

JUSTICE

L'enquête sur une commission versée à René Trager

Le trésorier du Parti républicain entendu par le juge Van Ruymbeke

Jean-Pierre Thomas, député des Vosges et trésorier du Parti républicain (PR), devait être entendu, mardi 14 décembre, par le conseiller à la cour d'appel de Rennes, René Trager, avait déjà entendu M. Thomas le 27 octobre dernier (le Monde du 5 novembre).

L'épreuve de force entre le juge Van Ruymbeke et le PR se précise. Le magistrat rennais, qui cherche la trace d'un pot-de-vin dans les comptes bancaires du parti républicain, a constaté certains mouvements de fonds — près de 30 millions de francs — sur lesquels il souhaite obtenir des informations. D'où la nouvelle convocation de Jean-Pierre Thomas, mardi 14 décembre, six semaines après sa première audition.

La situation est la suivante. Parti d'une commission de 4,4 millions de francs versée, en 1988, par Pont-à-Mousson sur un compte de René Trager en Suisse, le juge avait abouti à un réseau de financement occulte du PR dans la région nantaise. Mais cette commission n'a pas laissé de trace dans les comptes

bancaires. Pour la retrouver, le magistrat avait été conduit à s'intéresser aux conditions d'achat des locaux parisiens du parti de François Léotard. Et à s'interroger sur les avantages financiers consentis par plusieurs sociétés immobilières à la SCI Constantine, constituée par MM. Léotard, Longuet, Madelin et Thomas.

M. Van Ruymbeke avait entendu M. Thomas sur ces différents points. Il avait ensuite fait procéder par les enquêteurs du SRPJ de Rennes à des vérifications sur certains comptes du PR. Pour quatre d'entre eux : CCF, Banque Baccus, Beau, Banque Régionale de l'Ouest et Crédit Lyonnais, le total des versements en liquide, depuis 1988, s'élève à plus de 28 millions de francs. Mais ce n'est pas tout.

2 500 billets de 500 francs

On indique, de sources proches de l'enquête, que les investigations se poursuivent : il resterait des comptes à vérifier et des remises en chèques n'auraient pas été comptabilisées. Il faudrait donc s'attendre, au bout du compte, à un total bien plus élevé. D'autant plus que les policiers n'ont pas encore eu le temps d'épurer la comptabilité du Groupement des Régions Réunies (GRR), l'officine du PR chargée de négocier les contrats de publicité avec les grandes entreprises, dans

laquelle M. Thomas semblait avoir joué un rôle prépondérant.

Au cours de leurs investigations, les policiers ont été particulièrement intrigués par la remise, le 8 mars 1988, sur le compte CCF, de 2 500 billets de 500 francs, soit 1 250 000 francs. Le rapprochement avec la date (le 27 février) à laquelle Trager a sorti 3 millions de francs de la commission Pont-à-Mousson de son compte en Suisse est tentant. Toutefois le bondeur de remise de l'argent au compte CCF est anonyme. A la même époque, le groupe de la Génération des Enns a réglé au GRR une facture de publicité de 1,5 million de francs. L'argent de la commission Pont-à-Mousson aurait-il transité dans ces comptes multiples, opaques et embrouillés? Jusqu'où le juge rennais peut-il aller pour s'en assurer? Enfin, dans quelle mesure le trésorier du PR peut-il fournir — si tant est qu'il le veuille — les explications et justifications réclamées par le magistrat?

En réponse à ces questions, Jean-Pierre Thomas nous a déclaré que le PR n'avait « jamais touché un seul sou de cette commission » Pont-à-Mousson. Il a ensuite souligné que l'argent remis sur les comptes provenait de « centaines de dons, d'aides, de cotisations » et de collectes effectuées à l'occasion de meetings. « Tout cela », a-t-il précisé, M. Thomas ajoute qu'un parti a soutenu la loi de 1990 sur le financement des partis. Lors-

qu'elle a été votée, le PR « s'est mis au diapason ». Il n'exclut pas, pour des raisons purement techniques, l'existence d'un « effet retard » dans certains cas. « On est, dit-il, entré petit à petit dans la loi ». Pour le reste, c'est-à-dire pour les faits antérieurs à la loi de 1990, M. Thomas rappelle que tous les partis étaient logés à la même enseigne — celle de la loi de la jungle —, que l'amnistie est venue effacer les ardoises et qu'il paraît aujourd'hui bien inutile de remuer tout ce passé amnésié.

M. Thomas ne manque pas d'arguments, mais sa position reste inconfortable. En effet, la loi de 1990, qui passe l'éponge sur de nombreux délits, ne les absout pas tous. Elle impose, par ailleurs, certaines obligations. Celle, par exemple, de ne pas recommencer, sous peine de voir, cette fois, la loi s'appliquer dans toute sa rigueur. Ou encore celle de tenir une comptabilité détaillée. A cet égard, le juge ne devrait pas manquer de demander au trésorier du PR de justifier quel-neuf millions de francs versés en liquide sur les comptes du PR, après l'entrée en vigueur de la loi de 1990. Reste que dans cet entrelacs d'opérations financières, amnisties ou non, qui se sont étalées sur plusieurs années, le juge risque d'avoir bien du mal à retrouver les millions disparus de la commission Pont-à-Mousson.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

DÉFENSE

Selon un rapport du Sénat

Certaines formes civiles du service national sont illégales ou détournées de leur vocation

Le volontariat pour un service national en entreprises (VSNE) est détourné de son but : destiné en théorie à aider les pays en voie de développement, par l'affectation de conscrits à leur profit, il s'accomplit en fait de plus en plus souvent dans des pays développés et il peut être assimilé à une préembauche — rémunérée — de l'intéressé par des groupes multinationaux. C'est le constat de François Trucy, sénateur (Rep. et Ind.) du Var, maire de Toulon, à l'occasion du rapport qu'il vient de consacrer aux crédits militaires pour 1994.

Des procédés « déviant »

A l'origine, selon le code du service national, cette forme civile de service concerne, eu titre de la coopération, de jeunes Français qui peuvent être affectés dans des entreprises françaises contribuant au développement de pays étrangers. Sur un total de plus de 6 000 recrues volontaires pour un service de coopération, qui dure seize mois, 2 500 sont des VSNE.

M. Trucy observe que « ce service des volontaires pour un service national en entreprises — souvent multinationales — obéit à des procédés de recrutement et de gestion pour le moins déviant ». Les dix pays qui sont en tête des pays d'affectation des VSNE en 1992 ont été, selon un ordre de rang décroissant, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les États-Unis, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, le Japon, le Maroc, le Canada et la Suisse. Autant de pays que l'on est peu accoutumé à classer dans le lot des nations sous-développées.

Le sénateur s'en prend aussi à d'autres formes civiles de service, qui sont régies par des protocoles conclus entre le ministère de la défense et différentes administrations. Ces protocoles concernent par exemple la ville (2 500 recrues), l'éduca-

tinn nationale (60), les rapatriés (240), l'Agence nationale pour l'emploi (200) et les handicapés (130). Ces services sont de dix mois. M. Trucy note, à cette occasion, que « ces protocoles sont illégaux » : ils violent la loi du service national, qui prévoit que de telles tâches relèvent du service (vingt mois) dû par les objecteurs de conscience.

Interrogations sur la durée

M. Trucy estime que, à la différence du service militaire, qui est sévèrement contrôlé, les services civils sont « très peu encadrés » et « leurs conditions réelles d'exécution mal connues ». A propos de l'objection de conscience, il observe que le nombre des candidats a doublé en quatre ans, pour être de quelque 5 700 en 1993. « Ce service n'est vraiment contrôlé que depuis une date récente », écrit le sénateur. Encore faut-il préciser que ce contrôle est limité pratiquement aux seules modalités du premier jour d'incorporation. La durée réelle du service, en particulier, peut susciter des interrogations.

FORCES D'INTERVENTION : un projet européen à l'étude. — A Toulouse, où ils visitaient, lundi 13 décembre, la 11^e division parachutiste qui se livrait à un exercice de libération d'otages, l'amiral Jacques Lanxade et l'Air Marshall Peter Harding, respectivement chefs d'état-major français et britannique des armées, ont indiqué que « des structures communes » européennes de défense sont à l'étude. Ce projet concerne la mise sur pied de « forces d'intervention » européennes, ce que les Britanniques appellent des « task forces ». La création d'un tel dispositif sera examinée, en janvier 1994, au prochain « sommet » de l'Alliance atlantique.

Contrairement à celui de Valenciennes

Le tribunal correctionnel de Nantes confirme le classement du cannabis parmi les stupéfiants

Le tribunal correctionnel de Nantes, dans un délibéré rendu lundi 13 décembre à propos d'une affaire de drogue — un jeune homme arrêté en possession de huit grammes de cannabis —, a rejeté les arguments des deux avocats de la défense, M^{rs} Caballero et Ilouz, membres du Mouvement de libération collective (MLC), qui, lors de l'audience, avaient contesté le classement du cannabis parmi les stupéfiants.

Le tribunal a rejeté les deux « questions préjudicielles » soulevées par la défense, qui lui avait

demandé de « vérifier si le ministère de la santé est compétent pour classer le cannabis au tableau des stupéfiants » et si « une erreur manifeste d'appréciation » n'était pas à l'origine de l'arrêté de classement. Le tribunal correctionnel de Nantes s'est déclaré compétent et il examinera l'affaire le 31 janvier 1994. Dans un cas de figure similaire, le tribunal correctionnel de Valenciennes (Nord) avait, au contraire, le 27 septembre dernier, prononcé un sursis à statuer (le Monde du 30 septembre).

MANIFESTATION : deux policiers parisiens mis en examen pour violences illégitimes. — Michel Barot et Thierry Prat, deux gardiens de la paix qui avaient participé le 8 avril dernier à la dispersion d'une manifestation consécutive au décès d'un jeune, Zairios dans un commissariat du 18^e arrondissement, ont été mis en examen pour violences illégitimes commises sur un manifestant. Après avoir été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis sur la foi du témoignage des policiers, le manifestant, Philippe Lescaffé, avait fait appel et avait à son tour porté plainte. Le juge Jean-Pierre Getti s'est basé notamment sur une photo de presse qui corroborait la version de M. Lescaffé.

PRESSE : Marek Halter et le Figaro condamnés pour « diffamation publique et raciale ». — La cour d'appel d'Orléans a condamné l'écrivain Marek Halter et le Figaro, poursuivis pour « diffamation publique et raciale » et « complicité » par l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGIR), à 1 franc de dommages et intérêts. Cette association traditionaliste, proche du Front national, estimait qu'une interview de M. Halter, parue dans le Figaro du 30 octobre 1989 sous le titre « Réflexions sur Auschwitz », était diffamatoire « à l'égard d'un groupe en raison de son appartenance à une religion », en l'occurrence les catholiques.

EN BREF

ACCIDENT : mort de trois auteurs de littérature érotique. — Jean-Pierre Imbrobaris, auteur de Joy, un roman érotique à succès plusieurs fois adapté au cinéma, a trouvé la mort en cours d'un accident de la route qui s'est produit lundi 13 décembre sur l'autoroute A7, à la hauteur de Savasse, près de Montélimar (Drôme). Parmi les trois autres victimes, se trouvaient également deux jeunes femmes, Kettie Ould-Lamara et Sophie Vieillard, auteurs elles aussi, sous les pseudonymes respectifs de Vanessa Duriez et Nathalie Perreau, d'ouvrages légers.

PRÉVENTION : succès de l'opération « Préservatif » tarifée. — Une semaine après son lancement, l'opération « Préservatif tarifé jeunes » à 1 franc l'unité, lancée par Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé (le Monde daté 5-6 septembre), remporte un vif succès. Des anomalies ayant été constatées dans l'approvisionnement de certaines pharmacies, il a été décidé « de réserver la prochaine livraison de 720 000 unités prévue mercredi (15 décembre) aux pharmacies qui n'ont pas encore été livrées et d'anticiper la livraison de 864 000 préservatifs prévue en janvier aux environs du 20 décembre ».

SKI ALPIN : Christian Mayer vainqueur du slalom géant de Val-d'Isère. — L'Autrichien Christian Mayer a remporté, lundi 13 décembre, le slalom géant de Val-d'Isère. Il a devancé l'Allemand Tobias Barnasconi, qui avait terminé en tête de la première manche, et le Suisse Michael Von Gruenigen. Deuxième de la première manche, le Français Franck Piccard, qui avait le meilleur temps intermédiaire de la seconde manche, s'est finalement classé quatrième.

ENVIRONNEMENT

Une partie de sa cargaison s'étant détachée dans la tempête

Un navire français perd plus de 50 tonnes de matières dangereuses dans la Manche

CHERBOURG

de notre correspondant

C'est un navire de la taille d'un porte-avions, et battant pavillon français, qui a provoqué une pollution de la Manche dans la nuit du 8 au 9 décembre. Immatriculé à Dunkerque et armé par la compagnie Delmas-Vieljeux, le *Sherbro* déplace en effet plus de 32 000 tonnes et peut embarquer jusqu'à quinze cents conteneurs, dont la moitié en pontée. A son départ du Havre, il y a une semaine, il en transportait environ huit cents, armés en toute légalité par-dessus les cales. La tempête en a emporté quatre-vingt-huit, dont sept seulement ont été retrouvés à ce jour.

La préfecture maritime de Cherbourg connaît avec précision le manifeste du porte-conteneurs et, partant, les matières dangereuses rejetées dans l'environnement : un puissant pesticide (pour environ 7 tonnes), du soufre (11 tonnes) et des liquides inflammables (13 tonnes). Sur ce total, seulement 3,5 tonnes de pesticides (1) semblent devoir être récupérées, sous la forme de petits sachets plastiques de 15 grammes chacun, apparemment bien conditionnés par Ciba pour être exportés vers l'Afrique.

Cette firme avait confié quatre de ces conteneurs à l'armateur. Deux seulement ont été retrouvés, pratiquement intacts et flottant sur la mer. Le premier s'est échoué dans

le port militaire de Cherbourg, le second a éclaté sur les rochers bordant la plage de Stouville-Figue, à l'ouest du Cotentin, entraînant la dispersion sur la grève de milliers de petits sachets qui ont été ramassés lundi 13 décembre par soixante pompiers et quarante marins.

Le repérage, le marquage, le remorquage et la neutralisation du contenu des sept conteneurs à ce jour rejetés à la côte ont entraîné d'importantes dépenses pour la marine nationale, responsable de la surveillance et de la sécurité en mer, et pour la protection civile, qui intervient à terre. Un coût qui sera supporté par l'armateur et le propriétaire des marchandises échouées ou neutralisées au large. A moins qu'ils ne réussissent à se retourner contre l'armateur ou la société de

manutention chargée de conditionner et d'amarrer la cargaison, car il était prévisible que le *Sherbro* allait affronter une violente tempête dès sa sortie du port du Havre.

RENÉ MDIRAND

(1) Dans un communiqué, le ministère de l'environnement indique qu'il s'agit d'un « produit toxique » — l'Apron Plus — qui peut provoquer une irritation par contact et qui « devrait être évité en un ou deux mois, en fonction de la température de l'eau de mer ». Une enquête a été demandée par Michel Barnier « sur les conditions dans lesquelles cette cargaison présentant des risques avait été chargée sur ce navire ». D'autre part, l'association écologiste Robin des Bois réclame, notamment, que les conteneurs renfermant des matières dangereuses ne soient « toujours pas équipés de balises permettant leur localisation immédiate, alors que ce dispositif est opérationnel depuis 1992 ».

NUCLÉAIRE : le centrale de Civaux contestée par Génération Ecologie. — Dans un décret du 6 décembre, paru au *Journal officiel* du 12 décembre, le premier ministre, le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ainsi que le ministre de l'environnement ont autorisé la création par EDF de la centrale de Civaux (Vienne). La construction des deux tranches de 1 450 mégawatts chacune de cette nouvelle centrale nucléaire, engagée en octobre 1988 pour la

première et en avril 1991 pour la seconde, soulève des protestations de la part de Génération Ecologie. Pour son porte-parole, Noël Mamère, « la France n'a pas besoin de nouveaux équipements nucléaires. Ils ne servent qu'à honorer les contrats d'EDF avec les pays auxquels nous vendons de l'électricité ». « Cette décision, ajoute-t-il, risque de mettre en péril toute politique sérieuse et efficace d'économies d'énergie et de développement des énergies alternatives ».

Jean-Pierre Elkab...

un groupe audiovi...

La passion en...

COMMUNICATION

Élu président de France-Télévision

Jean-Pierre Elkabbach entend « développer un groupe audiovisuel fort et concurrentiel »

Jean-Pierre Elkabbach, directeur général adjoint d'Europe 1, a été élu, lundi après-midi 13 décembre, président de France-Télévision par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Il y a eu deux tours de scrutin. Au premier, les suffrages des neuf membres du CSA se sont dispersés, par ordre décroissant, sur les noms de Jean-Pierre Elkabbach, Jean-Marie Cavada, et Janine Langlois-Glandier, présidents de Pathé-Télévision. C'est au second tour, et à l'unanimité, que Jean-Pierre Elkabbach a été élu pour succéder à Hervé Bourges dont le mandat arrive à échéance le 18 décembre. Le nouveau président a aussitôt déclaré que les deux entreprises de France-Télévision, France 2 et France 3, devront se donner pour ambition de développer en France et dans le monde un groupe audiovisuel fort et concurrentiel par ses programmes, ses alliances et ses initiatives dans le domaine culturel et économique d'aujourd'hui.

Il y a plusieurs manières d'analyser le vote unanime du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) intervenu, lundi après-midi 13 décembre, au second tour de scrutin, en faveur de Jean-Pierre Elkabbach. La première montre que le CSA, tout comme Hervé Bourges lui-même, comme Bernard Esambert, comme Xavier Gouyou-Beauchamps ou comme Bernard Esambert, a tenu compte d'une évidence : rien ne sert de nommer, (ou d'être nommé) à la tête des chaînes de télévision publiques si c'est pour gouverner contre la volonté de l'Etat actionnaire. Le gouvernement ayant multiplié les signaux pour faire savoir qu'il tenait à ce que ce soit un professionnel des médias qui puisse rivaliser avec l'aura acquise par Hervé Bourges, les technocrates, de moindre renommée publique par défini-

tion, ont été priés de sortir du jeu. L'une des originalités de cette élection tient d'ailleurs au fait que le gouvernement a, pour une fois, pesé sur les candidats plutôt que sur le CSA. Bernard Esambert, vice-président de l'Institut Pasteur, et Xavier Gouyou-Beauchamps, président de Sofipost, qui ont en commun d'avoir été conseillers à l'Elysée dans les années 70, semblent, en effet, avoir reçu des « messages » assez clairs, tant en provenance du ministère de la communication que du cabinet du premier ministre, pour comprendre que leur candidature n'était pas jugée opportune.

La pression était d'autant plus forte qu'elle était apparemment assortie de menaces de rétorsion : il se dit que le gouvernement aurait pu, dans la suite de la discussion du projet de loi visant à réformer le système audiovisuel, susciter ou appuyer une amendement tendant à supprimer la présidence commune si l'élu lui avait déplié l'élection elle-même risquant donc d'être vidée de contenu.

Un nouveau rapport de forces

Le gouvernement disposait également d'arguments financiers. Hervé Bourges, président sortant, avait clairement fait savoir à Alain Carignon, ministre de la communication, que les objectifs de recettes publicitaires fixés pour 1994 n'étaient pas atteignables. Un déficit de trois cent millions de francs environ est donc attendu qui exigera, l'an prochain, une aide budgétaire équivalente. Or il dépend du bon vouloir du gouvernement que cette aide soit accordée ou non. Hervé Bourges a tiré la leçon de cette double menace et ne s'est pas représenté. MM. Esambert et Gouyou-Beauchamps l'ont tirée aussi en retirant leurs candidatures.

Pour le CSA non plus, l'« erreur » n'était pas permise. Chacun de ses neuf membres a eu conscience qu'un affrontement

avec le gouvernement aurait signifié le mort de l'institution. Là encore, quelques amendements auraient pu réduire à néant la marge de manœuvre du gardien des textes de l'audiovisuel. Après un premier tour de scrutin plutôt dispersé, les membres du CSA ont voté pour celui des six prétendants qui leur paraissait capable tout à la fois de préserver l'avenir de l'institution, de satisfaire politiquement un gouvernement de cohabitation et de préserver la bonne santé financière et morale de France 2 et France 3. A ce titre, Jean-Pierre Elkabbach était mieux placé que Jean-Marie Cavada, Daniel Toscani du Plouffe, Janine Langlois-Glandier, François Essig ou Antoine de Clermont-Tonnerre.

Mais puisqu'il fallait un homme de médias, pourquoi Elkabbach plutôt que Cavada ? A priori, chacun des deux hommes avait la faveur du pouvoir politique. C'est l'insistance d'Alain Carignon à favoriser Jean-Marie Cavada qui a, semble-t-il, joué contre l'animateur de « la Marche du siècle » dont le numéro du mercredi 8 décembre, mettant le ministre de la communication en vedette, a plus discrédité que servi sa candidature. Certains coups de téléphone adressés au CSA par le cabinet de M. Carignon pour enrayeur, jusqu'au dernier moment, l'« ascension » de Jean-Pierre Elkabbach auraient éjecté à l'agacement de plus d'un membre du Conseil. L'unanimité des « sages » en faveur de Jean-Pierre Elkabbach pourrait donc être interprétée comme la petite marge d'indépendance que le CSA s'est offerte. Voilà pour la deuxième lecture possible du choix fait par la haute autorité de l'audiovisuel.

Mais si l'on en croit certains de ses membres, ce vote unanime a aussi été voulu pour créer un nouveau rapport de forces avec l'autorité de tutelle : si le nouvel élu devait demain rencontrer des difficultés dans l'exercice de ses fonctions, la responsabilité en

incomberait au « fauteur de troubles », c'est-à-dire le ministre de la communication, lequel donnerait alors l'image d'un mauvais joueur récusant les règles d'une partie qu'il a voulue telle.

Un autre élément a sans doute fait pencher le CSA en faveur de Jean-Pierre Elkabbach : ce dernier a fait savoir qu'il proposerait à Xavier Gouyou-Beauchamps la direction générale de France 3. Un poste que ce dernier ne paraissait pas exclure, lundi soir, d'accepter à condition de vérifier l'existence d'une identité de vues avec le nouveau président de France-Télévision sur la stratégie et les objectifs du secteur public.

Tout n'est peut-être pas perdu non plus pour Jean-Marie Cavada. La présidence de la future chaîne éducative est à prendre et Alain Carignon semble garder le poste en réserve pour l'un ou l'autre des « déçus » de France-Télévision.

Avec la nomination de Jean-Pierre Elkabbach, le mandat d'Hervé Bourges trouve donc son épilogue. Il reste désormais au nouvel « homme fort » de l'audiovisuel public à définir sa propre stratégie et à choisir son équipe. Carlo Freccero, directeur des programmes de l'ex-Cinq version Berlusconi, aujourd'hui conseiller des chaînes publiques italiennes, pourrait faire un retour triomphal sur la scène française. Michèle Cotta, ancienne directrice de l'information sur TF1, également. Quant à la stratégie, il est à parier que celle de Jean-Pierre Elkabbach ne différera pas sensiblement de celle d'Hervé Bourges. Ce dernier a par ailleurs écrit à son successeur pour lui recommander « l'indépendance et la continuité » et lui demander de « consolider le redressement, face à une concurrence, sans cesse plus aguerrie ». Hervé Bourges a par ailleurs assuré Jean-Pierre Elkabbach de son « soutien entier et confraternel ».

YVES MAMOU

Les réactions

M. Carignon :

« Un aboutissement mérité »

Le ministre de la communication, Alain Carignon, a réagi à l'élection de Jean-Pierre Elkabbach en déclarant notamment : « Quand on a grandi comme lui au sein du service public et qu'on en a connu toutes les passions et toutes les tragédies, on reste, quels que soient les choix professionnels ultérieurs, fidèle à ces grandes maisons qui ont forgé l'histoire de la télévision française ».

« Avec cette nomination, Jean-Pierre Elkabbach revient aux sources de sa carrière. J'y vois un aboutissement mérité. Pour France-Télévision, ce n'est pas seulement le choix d'un professionnel incontesté et respecté : c'est aussi le choix d'un homme qui n'ignore rien des enjeux économiques et industriels de la télévision d'aujourd'hui. Pour le paysage audiovisuel français, enfin, c'est l'assurance d'un renforcement du pluralisme, tant l'indépendance sourcilleuse de Jean-Pierre Elkabbach est solidement inséparable de son parcours professionnel. Cette nomination met un terme aux échauffourées fiévreuses de ces derniers jours ».

Pour le secrétariat national de la CFDT-« Radio-télé », en revanche, « le plus désastreux, dans l'affaire, c'est la personnalisation de l'enjeu et l'abstraction totale qui a été faite de toute notion d'équipe et, pire, de programme ».

LE PRIX PIERRE-LAZAREFF attribué à Pascal Catuogno. — Le prix Pierre-Lazareff-Press Club 1993 a été décerné au journaliste Pascal Catuogno de France-Soir, pour un reportage paru début mai sur les marins-pêcheurs bretons en mer d'Ecosse.

La passion en écharpe

Il fut le journaliste le plus brocardé de France. C'était au soir du 10 mai 1981. Le « peuple de gauche » fêtait l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en réclamant sa tête sur l'air de la Carmagnole.

Directeur de l'information d'Antenne 2, star de « Cartes sur table », le plus renommé des rendez-vous politiques, il incarnait fétivement la télévision publique, la machine ORTF assilée au pouvoir giscardien. Dans l'univers impitoyable de l'époque bipolaire il était forcément coupable. Victime désignée, Georges Marchais, au nom des communistes, l'avait rabroué : « Taisez-vous Elkabbach ! » Gaston Defferre, au nom des socialistes, traita jusqu'à l'insulter en direct un soir de législatives. Victime expiatoire. Sa tête roula donc dans la charrette des bannis.

Son style et son tempérament avaient suscité trop de remous à l'intérieur de sa propre rédaction pour qu'il n'en fût pes quelque part responsable mais il ne méritait pas cet excès d'indignité. Personne ne se souvint que cet écorché vif avait déjà prouvé sa liberté de ton et d'esprit. Personne ne rappelle que, débutant à Radio-Alger, il avait connu la prison pour avoir refusé, en 1981, la tutelle des généraux putschistes. Nul n'évoque son exil à Toulouse pour avoir, en 1988, après avoir été engagé à France-Inter, refusé les apprentis censeurs.

Il est aujourd'hui le journaliste le plus consensuel des temps de cohabitation. Il a aidé Edouard Balladur à se confesser, en 1989, dans un ouvrage en forme de dialogue. Depuis la printemps 1993, au cours de discrètes face-à-face dans le stu-

dio de l'Elysée, il aide François Mitterrand à se raconter pour une future biographie télévisuelle. Son professionnalisme et son indépendance font l'unanimité chez ses interlocuteurs. Sauf à l'extrême droite, ce qui confirme son allége au sectarisme. Son talent et sa capacité de travail, qui se sont épanouis sur Europe 1, lui valent l'estime de ses pairs. Le Parti communiste lui-même lui rend hommage quand l'humanité présente comme « une légende tenace », dans son numéro du 14 décembre, l'« anecdote » de son tumultueux tête à tête de 1978 avec Georges Marchais.

« Une idée neuve »

Non seulement « JPE » l'orgueilleux a résisté à se traverser du désert mais il en est revenu plus endurci, plus sobre, avec même quelques brins de patience. Il porte toujours sa passion en écharpe mais avec plus de détachement par rapport à ses ambitions.

Cela ne mérite sans doute pas l'excès d'honneur dont il bénéficie à présent mais sa meilleure chance de succès, devant le défi qui va maintenant l'obséder, réside peut-être dans la conscience qu'il a des limites de son nouveau terrain d'aventure. Son expérience du purgatoire l'a vacciné contre l'illusoire sentiment de supériorité que procure la télévision aux vedettes qu'elle veut perdre. Il a retrouvé un statut professionnel de diva mais il a gagné le droit de savourer cette revanche parce qu'il a beaucoup travaillé pour y parvenir sans jamais brider sa ferveur méditerranéenne.

S'il litte par ses colères, s'il déroute en se laissant souvent

guider par son intuition, si se propension au travail solitaire dérange parfois ceux qui ne savent pas se lever tôt, il vit dans le doute, contrairement à certaines de ses apparences, et ceci explique aussi cela.

Il sait déjà, en tout cas, ce qu'il veut : prouver que le service public n'est pas une idée neuve. Jean-Pierre Elkabbach incarnera cette idée avec l'aide naturelle qui habite les « piqués » de télévision qu'il chérit et dont il est désormais devenu, presque forcément, le chef de file.

ALAIN ROLLAT

[Né le 29 septembre 1937 à Oran, Jean-Pierre Elkabbach fait ses études au lycée Lamoricière de la ville, puis à l'Institut de presse de la Faculté des lettres et l'Institut d'études politiques de Paris. Journaliste à Oran, Alger, Constantine, il est correspondant de la RTF en Algérie en 1960 avant de rejoindre l'ORTF et France-Inter à Paris en 1961. Correspondant de l'ORTF à Toulouse en 1968, puis à Bonn en 1969, il présente le journal télévisé de la première chaîne de 1970 à 1972, puis celui de la seconde chaîne dont il est rédacteur en chef adjoint jusqu'en 1974.]

En 1975, il rejoint France-Inter, en 1977 il est directeur de l'information et animateur de l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2, qu'il devra quitter après mai 1981. Il anime à partir de 1982 l'émission « Découvertes » sur Europe 1, station dont il devient directeur d'antenne en 1987, directeur général adjoint en 1988. Il revient à la télévision sur la Cinq fin 1990, comme présentateur de « Dimanche Elkabbach » et conseiller du président. Depuis la fin 1992, il présente l'émission « Repères » sur France 3.

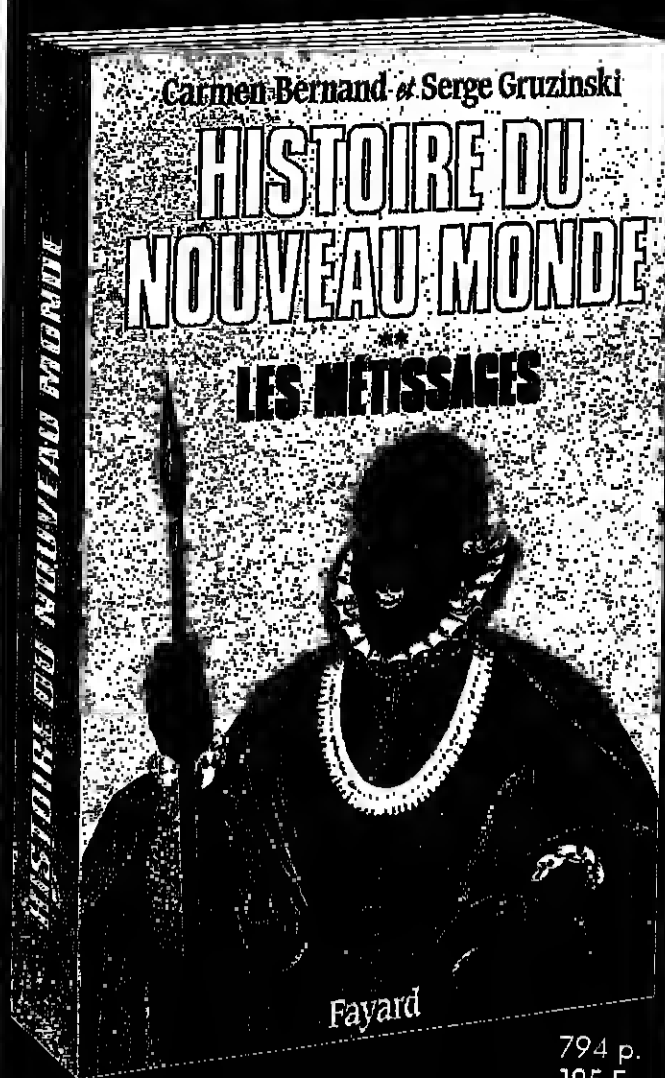
Marié à la romancière Nicole Avril, Jean-Pierre Elkabbach a publié notamment *Actuel 2* (1973, Albin Michel), *Taisez-vous Elkabbach !* (1982, Flammarion) et, réalisé en collaboration avec Edouard Balladur, *Passion et longueur de temps* (1989, Fayard).

HISTOIRE DU NOUVEAU MONDE

**

Les métissages (1550 - 1640)

Européens, Indiens, Africains et même Japonais, la diversité des peuples qui coexistèrent et s'affrontèrent dans l'Amérique du XVI^e siècle illustre le brassage des populations avec lequel, depuis toujours, se confond l'histoire du monde.

794 p.
195 F

Déjà paru :

Histoire du Nouveau Monde.

De la découverte à la conquête.

780 p., 190 F.

L'Histoire
chez
FAYARD

Le budget de Paris pour 1994

M. Chirac prévoit une nouvelle hausse des impôts locaux

Le maire de la capitale a présenté, lundi 13 décembre, aux conseillers de Paris le projet de budget pour 1994. Un budget qui fait appel à l'emprunt, à l'effort des habitants, puisque les impôts locaux doivent augmenter, mais aussi aux diverses ressources dont peut disposer la municipalité et qui comprennent les tarifs de stationnement, les prix d'entrée dans les piscines ou les droits de crèche.

Le budget de Paris, que les élus de la capitale ont commencé à examiner lundi 13 décembre, battra en 1994 plusieurs records. Tout d'abord, celui des masses financières mises en jeu : près de 33 milliards de francs. Plus que n'en disposent bien des ministères. En tout cas, le plus gros budget jamais voté par une collectivité locale.

Autre record : celui des emprunts contractés pour l'équilibre. Plus de 3 milliards l'an prochain, ce qui, ne s'était pas vu depuis longtemps. Malgré une baisse de 11,3 % des impôts locaux en 1993, Jacques Chirac n'a pas caché qu'une nouvelle augmentation serait imposée l'an prochain aux contribuables parisiens. Elle sera au moins égale à celle de cette année, mais ne dépassera pas 15 %, assure-t-il. Voilà encore une « performance » sans précédent, puisque, si l'on en croit Alain Juppé, qui a conservé sa fonction d'adjoint chargé des finances, les impôts des Parisiens avaient baissé en France constants entre 1983 et 1993. Il s'agit donc d'un rattrapage à marche forcée.

Ces prélèvements supplémentaires sont justifiés par les manques à gagner subis par les caisses municipales depuis deux ans. L'application des lois de solidarité urbaine, qui ont sévèrement ponctionné Paris, ville riche, au profit des banlieues défavorisées, la baisse des rendements de la taxe professionnelle du fait de la récession économique et l'effondrement des droits de mutation consécutif à la crise de l'immobilier, constituent trois séismes récents qui ont compromis le confortable équilibre des finances parisiennes. Et, comme un malheur n'arrive jamais seul, les contributions de l'Etat sont en diminution.

Meis, comme l'a souligné le

maire, la légendaire modération de la pression fiscale et le très faible recours à l'emprunt laissent une belle marge de manœuvre. Elle peut être utilisée aujourd'hui puisque le temps des vaches maigres est venu. Malgré cela, les taxes d'habitation et des taxes foncières appliquées dans la capitale resteront de moitié moins lourdes que ceux de la moyenne nationale. Alain Juppé, a ajouté que, par le jeu des exonérations, le quart des contribuables de la capitale, soit environ 250 000 foyers, échapperont totalement à la taxe d'habitation.

Mais il s'est gardé d'énumérer et de chiffrer les hausses, qui vont rencherir l'an prochain, de nombreuses taxes additionnelles (enlèvement des ordures ménagères, balayage, etc.), les tarifs de stationnement, les services proposés aux Parisiens (crèches, piscines, stades, musées) et les concessions accordées aux commerçants. Globalement, l'augmentation sera de 20 %.

Propositions socialistes

Le recours à l'emprunt et l'effort demandé aux contribuables ne suffiront pas à maintenir le train de vie de Paris. Le maire a donc proposé aux conseillers un budget de relative austerité. Il n'engagera pas un seul fonctionnaire supplémentaire et les moyens de fonctionnement de nombreux services seront réduits.

Le chapitre des investissements sera amputé de plusieurs projets : le souterrain du rond-point Mirabeau dans le quinzième arrondissement, l'Ecole des beaux-arts et quelques autres réalisations de moindre envergure seront les victimes de ces compressions se chiffrant à environ 700 millions de francs. « Mais, a expliqué le maire, c'est pour mieux préserver et même renforcer deux priorités : l'aide sociale et le logement. La solidarité mobilisera environ 6,5 milliards de francs, soit plus du quart de la masse globale de fonctionnement. »

Les personnes âgées, les handicapés, les familles, les enfants en difficulté, les sans-abri en seront les bénéficiaires. De son côté, l'action en faveur du logement disposera en 1994 de 1 milliard de plus que cette année. Subventions et avances au logement social, crédits de réhabilitation, achat de terrains,

opérations d'aménagement : tous les postes seront en augmentation.

Ce budget, marqué par l'austerité, n'a pas convaincu l'opposition : « Votre effort de solidarité est encore insuffisant », a dit Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste. Quant à la priorité au logement, vous nous avez trop souvent fait ce coup-là depuis seize ans. Le fameux milliard pour le logement, qui vous sert d'argument de formule magique, Monsieur le maire, vous servira pour l'essentiel à éponger les pertes de vos ZAC, mal conçues et mal gérées. »

Le conseiller socialiste a vivement critiqué la politique économique du maire, fondée sur la multiplication des bureaux, alors que, selon lui, il faudrait revivifier Paris en y attirant des entreprises de pointe, éventuellement avec des avantages fiscaux, en construisant des hôtels industriels avec des emplois sociaux d'accompagnement. Quant aux économies, on pourrait les trouver en renonçant, par exemple, à la construction du pont Charles-de-Gaulle (le Monde du 8 décembre).

Au nom de son Mouvement des citoyens, Georges Sarre a multiplié les objections de détail, mais a salué l'effort nouveau, bien que tardif, en faveur du logement social. Sur ce dernier point, le communiste Henri Malberg a été beaucoup plus sceptique : « Nous ne savons toujours pas quels sont le programme, le calendrier et le nombre de logements sociaux que vous nous promettez. En vérité, vous ne prenez pas vraiment les moyens de faire reculer la crise. Ce budget n'est que le reflet de la politique de votre gouvernement. »

De leur côté, les deux groupes de la majorité chiraquienne ont approuvé « la rigueur » et « le courage » du maire. Une seule voix discordante : celle de l'UDF Alain Dumail, conseiller du deuxième arrondissement, qui, à titre personnel, s'est vivement opposé à toute majoration fiscale. « Venez plutôt les actifs de la Ville, comme ces milliers d'appartements sociaux que vous possédez », a-t-il conseillé au maire.

La discussion du budget, chapitre par chapitre, devait se poursuivre mardi 14 décembre, le vote global ne devant intervenir qu'à la fin de cette deuxième journée de réunion du conseil.

MARC AMBROISE-RENDU

Un projet de liaison routière entre Massy et la Francilienne

Les conseillers généraux de l'Essonne sont divisés sur l'ouverture d'un axe de 12 kilomètres

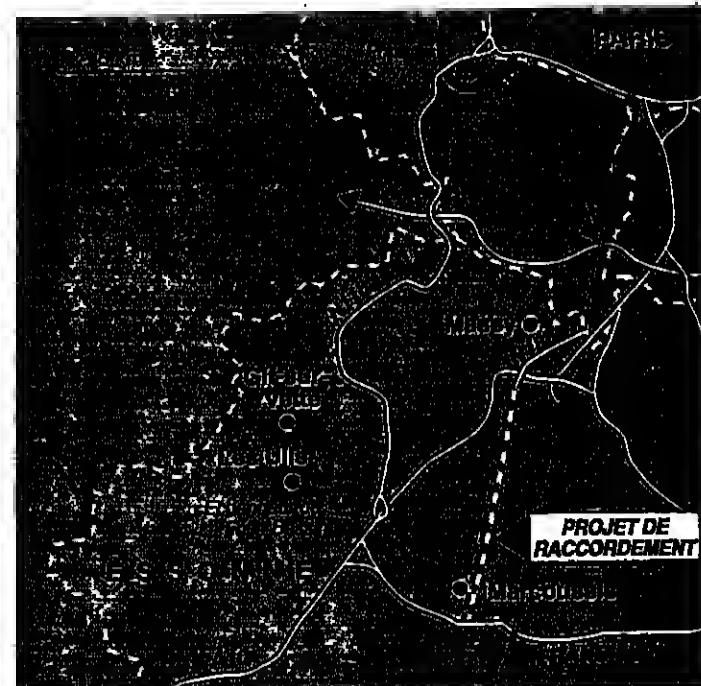
Le conseil général de l'Essonne vient d'approuver un projet de liaison routière départementale entre Massy et la Francilienne. Les arguments des représentants de la majorité RPR-UDF et divers droite n'ont pas convaincu l'opposition qui critique cet investissement important.

En acceptant la déclaration d'utilité publique, la majorité du conseil général de l'Essonne s'est rendue aux arguments de Michel Pelchat (UDF), premier vice-président chargé des travaux. « Ce projet répond à plusieurs besoins, explique l'élu de Gif-sur-Yvette. Il faut créer un système de voirie rapide fiable pour relier Massy et son pôle de transport aux grands centres économiques de l'Essonne comme la zone d'activités de Courtabœuf, l'agglomération nouvelle d'Evry ainsi que le secteur de Brétigny. Il faut également désenclaver les abords des Uls, dont les encombrements deviendront importants avec l'accroissement du trafic. »

Le tracé adopté par l'assemblée départementale prendra sa source sur la RN 188 à Massy pour se terminer sur la Francilienne à hauteur de Marcoussis. Passant outre à l'opposition de la mairie des Uls, le conseil général a également décidé de réaliser un embranchement de 2 kilomètres desservant cette commune. L'ouverture de cette branche contribuera à réduire les bouchons à l'échangeur de la Folie-Bessin, où se croisent deux nationales (dont la RN 118, qui relie l'autoroute A10 au pont de Stèves) et deux routes départementales.

Le tiers du budget départemental

La voirie projetée comprendra deux voies de 3,5 mètres de large chacune, bordées d'un site propre de transports en commun. « Il s'agit d'une voirie sans intersection, les croisements se feront par des échangeurs ou des passages surélevés. Ses accès seront aménagés de façon à ce qu'elle ne puisse recevoir que du trafic départemental », précise Michel Pelchat.



Long d'une douzaine de kilomètres, cet axe doit être ouvert à la circulation en l'an 2001.

Les élus de la minorité de gauche ont voté contre au sein des Uls, ils avaient déjà estimé trop élevée l'enveloppe de 63 millions accordée pour les études de cette opération. Des débats qui ont précédé l'approbation du projet, ils n'ont retenu qu'un chiffre, celui de son coût provisoire, 1,1 milliard de francs, soit environ un tiers du budget actuel du département.

Comparée à son coût, l'utilité de la réalisation paraît discutable aux yeux des représentants de l'opposition. Yves Tavernier (PS), maire de Dourdan, estime qu'une telle infrastructure « n'est pas de la compétence du département, mais qu'elle va fortement grever son budget. Elle ne règlera aucun des problèmes de fond qui se posent à la circulation dans l'Essonne. Enfin, elle est en contradiction avec l'équilibre entre l'habitat et l'emploi que de nombreux élus s'efforcent de réaliser ».

dans le secteur de la Francilienne. »

Pour plusieurs représentants de l'opposition, il serait bon de réfléchir à d'autres solutions. « Ce qui est proposé, c'est de soumettre le projet à enquête publique et d'approfondir les études pour que chacun puisse s'exprimer. Après nous débattons de nouveau », rassure Michel Pelchat. Malgré ces affirmations, l'opposition estime que le projet est engagé d'une manière difficilement réversible.

Yves Tavernier s'étonne qu'une réalisation puisse être prévue sans que les financements de l'Etat et de la région soient acquis. « Nous soumettrons un plan de financement. Celui-ci pourrait s'élever sur quatre ou cinq ans. En tout état de cause, la charge pour le département ne devra pas excéder 100 à 125 millions de francs par an », promet Michel Pelchat.

PATRICK DESAVIE

Mini-gouvernement à l'Hôtel de Ville

Les élus de la capitale devenus membres du gouvernement manquent rarement les séances du Conseil de Paris. Celles-ci, il est vrai, n'ont lieu qu'une fois par mois, et seule la signature de la feuille de présence permet de bénéficier des indemnités liées à la fonction. Mais, alors que se déroulent les négociations du GATT et à la veille d'un débat à l'Assemblée, on ne s'attendait guère à voir paraître le premier ministre et son ministre des affaires étrangères. Or Alain Juppé était à sa place, lundi, dès l'ouverture des débats pour présenter, après le maire, le budget de la capitale. Il y est resté jus-

qu'en fin de matinée avant de s'envoler vers Bruxelles. Il devait revenir s'élancer toute la journée du mardi 14 décembre. Le secrétaire général du RPR et conseiller, actif, du dix-huitième arrondissement, en effet, malgré ses occupations, gardé en poste d'adjoint au premier ministre, il a fait une entrée inattendue vers 10 h 30. Gagnant son banc à pas comptés, il a été vite entouré par les autres membres du gouvernement présents dans l'hémicycle : Jacques Toubon, ministre de la culture, toujours affairé, et Roger Romani, ministre chargé des relations avec la Sénat, beaucoup plus rangé.

Mise en place d'une nouvelle filière

Une solution propre pour les déchets hospitaliers

La collecte des déchets de l'hôpital André Mignot de Versailles (Yvelines), mercredi 15 décembre, a marqué la mise en place d'une filière nouvelle. Le traitement de ces produits va en effet progressivement être modifié dans une partie importante des établissements hospitaliers de la région.

Triés et conditionnés en fonction de leurs caractéristiques et de leur dangerosité, ils seront pesés au moment de leur collecte. Des bordereaux permettront aux responsables de ces hôpitaux et de

ces cliniques de les suivre jusqu'à leur traitement et à leur élimination.

Cette nouvelle politique de traitement des déchets hospitaliers a été mise en place grâce à l'action du service hospitalier environnement (SHE), créé par le Syndicat interhospitalier régional d'Ile-de-France (SIRIF). Celui-ci regroupe 125 établissements représentant 54 000 lits, hors Assistance publique des Hôpitaux de Paris. Environ 500 des 760 unités publiques ou privées ont décidé de livrer leurs déchets à cette nouvelle filière. Celle-ci répond aux nouvelles contraintes réglementaires. Elle assure une parfaite sécurité pour le traitement d'une partie des déchets à risques, estimés à 35 000 tonnes chaque année dans la région.

Elle a été confiée à des filiales de la Générale des Eaux et de la Lyonnaise des Eaux-Dumez, qui vont se partager les établissements selon deux zones géographiques sensiblement égales. D'abord traités dans l'usine de Créteil, les déchets seront ensuite dirigés vers deux nouvelles unités qui seront construites à Créteil et à Pontoise. Des économies importantes sur les prix consentis aux établissements n'ont pu être obtenues grâce à ce regroupement.

C. de C.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LES FILMS NOUVEAUX À PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir de mercredi 15 décembre.

BEETHOVEN 2. Film américain de Rod Daniel, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-68-76-66) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-18) ; 36-65-70-82) ; v.f. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83) ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 8^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-68-76-66) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-18) ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13^e (45-61-84-85) ; 36-65-70-45) ; Miroir, 14^e (38-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (36-65-76-55) ; Grand Pavois, 15^e (45-84-48-58) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wexler II, 18^e (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20^e (48-36-10-88) ; 36-65-71-44).

BRATAN, LE FRÈRE. Film soviétique de Bakhtiyar Khudynov, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-68-76-66) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-18) ; 36-65-70-82) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-44) ; 14 Juliette Bastille, 11^e (43-57-80-81) ; 14 UGC Gobelins, 13^e (45-61-84-85) ; 36-65-70-45) ; Sept Persepolis, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juliette Bastille, 15^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-44) ; 14 UGC Montparnasse, 15^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-18) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-57) ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13^e (38-68-76-66) ; Miroir, 14^e (38-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (38-68-76-66) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wexler, 18^e (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20^e (48-36-10-88) ; 36-65-71-44).

mont Convention, 15^e (36-65-76-55) ; Pathé Clichy, 18^e (36-68-20-22).

SACRÉ ROBIN DES BOIS. Film américain de Mel Brooks, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 2^e (36-68-76-66) ; Bretagne, 8^e (36-65-70-37) ; UGC Danton, 8^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-68) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-68-76-66) ; Pathé Champs-Élysées, 8^e (47-20-78-23) ; 36-65-76-55) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-65-70-23) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-44) ; Gaumont Gobelins, 13^e (38-68-76-66) ; Miroir, 14^e (38-65-70-39) ; Miroir, 14^e (38-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15^e (38-68-76-55) ; Pathé Clichy, 18^e (36-68-20-22).

SMOKING. Film français d'Alain Resnais : Gaumont Les Halles, 1^{er} (36-68-76-55) ; Gaumont Hautefeuille, 8^e (38-68-76-66) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; 36-65-76-75) ; Gaumont Opéra Française, 8^e (36-68-76-66) ; Gaumont Gobelins bis, 13^e (38-68-76-66) ; Gaumont Aléa, 14^e (36-65-76-55) ; Blanche Montparnasse, 15^e (36-65-70-38).

UN MONDE PARFAIT. Film américain de Clint Eastwood, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-68-76-66) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-18) ; 36-65-70-82) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-44) ; 14 Juliette Bastille, 11^e (43-57-80-81) ; 14 UGC Gobelins, 13^e (45-61-84-85) ; 36-65-70-45) ; Sept Persepolis, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juliette Bastille, 15^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-44) ; 14 UGC Montparnasse, 15^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-18) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-57) ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13^e (38-68-76-66) ; Miroir, 14^e (38-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (38-68-76-66) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wexler, 18^e (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20^e (48-36-10-88) ; 36-65-71-44).

PP
PREFECTURE DE POLICE

INFO-PREFECTURE
Tél. 36.67.22.22

Facilitez vos démarches administratives...

Téléphonez

...avant de vous déplacer.

UN NOUVEAU SERVICE DE LA PREFECTURE DE POLICE POUR VOUS SIMPLIFIER LA VIE

- 1 Carte grise
- 2 Carte d'identité
- 3 Passeport
- 4 Permis de conduire
- 5 Associations
- 6 Service info-sécurité
- 7 Autres démarches
Carte d'agent immobilier, VR...
- 8 Recrutement Préfecture -
Service National dans la Police
- 9 Pré-fourrières

Examen de p

DU NOUVEAU

Pleins feux sur la « matière noire »

Des chercheurs proposent une deuxième explication du mystère de la « masse cachée » des galaxies

Le hasard est parfois capricieux. Après des décennies de vaines recherches, les astrophysiciens se trouvent aujourd'hui confrontés à deux découvertes majeures qui pourraient expliquer enfin le mystère de la « matière noire » dispersée entre les étoiles.

Depuis qu'ils sont capables d'évaluer la masse des galaxies — c'est-à-dire depuis plus d'un demi-siècle —, les astronomes savent que, pour 90 %, la matière qui compose ces gigantesques rassemblements d'étoiles échappe à leurs instruments les plus performants. La masse des étoiles et des nuages interstellaires de gaz et de poussières visibles ne représente, en effet, que le dixième de celle qui serait nécessaire pour que les galaxies soient en équilibre dynamique. Cette matière invisible dont la présence est indispensable pour les empêcher de se disperser a longtemps empêché les astrophysiciens de dormir. Les scénarios les plus divers ont été bâtis par les théoriciens, sans que les observations apportent le moindre élément de confirmation.

La première percée est intervenue il y a huit semaines. Une équipe française et une équipe australo-américaine ont annoncé simultanément avoir mis en évidence un phénomène trahissant probablement la présence, dans notre galaxie, de « naines brunes », des étoiles froides d'une taille comprise entre celle de Jupiter et celle de notre Soleil (le Monde du 22 septembre). Ces observations venaient appuyer l'une des théories d'explication de la matière noire, selon laquelle cette masse cachée serait composée de « machos » (massive compact halo objects), « objets massifs » invisibles à la plupart des instruments (sauf par leurs effets), comme les trous noirs ou les étoiles noires.

Deux autres équipes d'astronomes proposent aujourd'hui une solution différente : la matière noire serait composée de gigantesques nuages d'hydrogène moléculaire très froids, et donc pratiquement indétectables avec les instruments actuels (1). Elles sont arrivées à cette conclusion par deux voies radicalement différentes : l'observation pure d'une part, et la théorie vérifiée par simulation sur ordinateur d'autre part.

L'hydrogène, explique James Lequeux (Observatoire de Paris-Meudon/Ecole normale supérieure),

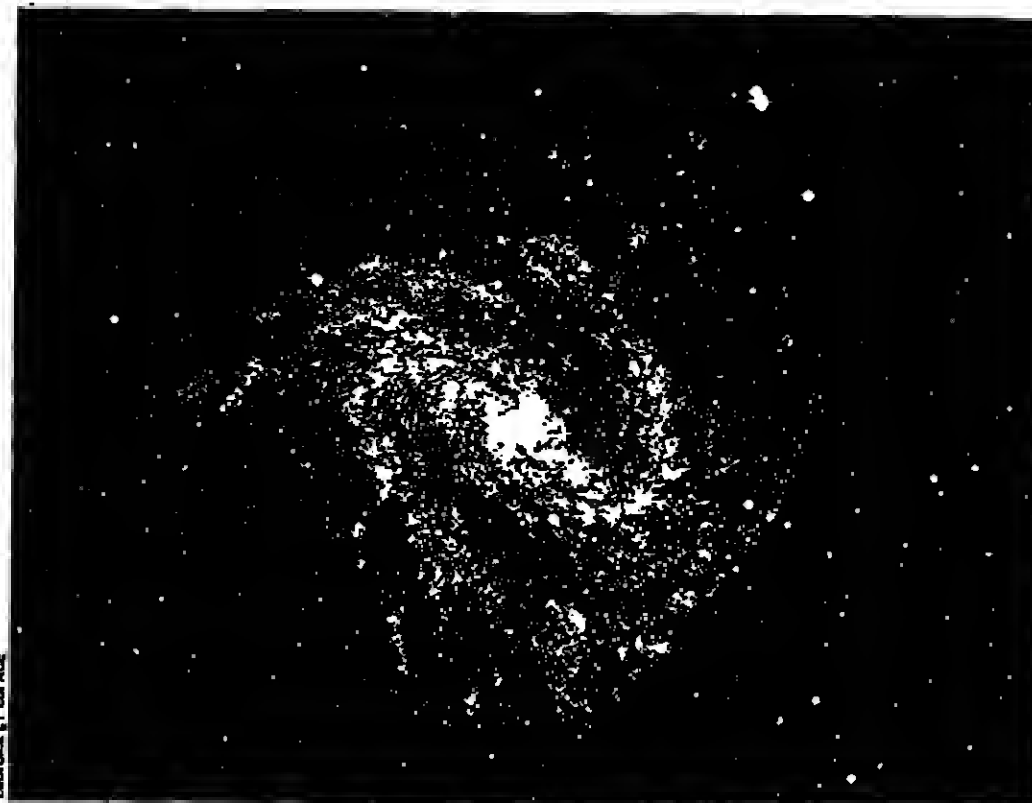
est le constituant essentiel de l'univers. On le trouve en grande quantité dans les nuages de gaz et de poussières interstellaires. Sous sa forme atomique, il s'observe très bien grâce aux ondes radio émises par les atomes excités, à une longueur d'onde bien précise (21 cm).

Pas de poussière sans gaz

Mais quand les atomes sont liés deux à deux pour former des molécules, l'hydrogène devient quasiment invisible. En effet, sous cette forme, il n'est détectable que dans le domaine de l'infrarouge lointain par l'absorption qu'il produit dans la lumière d'étoiles situées derrière lui. C'est ainsi qu'il a été découvert dès 1969. D'autres détecteurs, devant des étoiles très brillantes, ont également été faits plus tard par le satellite astronomique Copernicus, qui a fonctionné entre 1973 et 1985. Mais la moisson reste très faible en comparaison des quantités attendues, et il n'y a plus guère, aujourd'hui, d'instruments dans l'espace capables de faire de telles observations.

« Plusieurs décennies d'observation des galaxies m'avaient convaincu que l'hydrogène moléculaire y était probablement très abondant », explique James Lequeux. En particulier dans certaines zones où l'on peut voir des nuages de poussières apparemment dépourvus de gaz. « Partant du principe selon lequel « il n'y a généralement pas de poussière sans gaz », James Lequeux et l'astronome canadien Ronald Allen, du Space Telescope Science Institute de Baltimore (Maryland), braquent, en août 1992, l'antenne de 30 mètres du radio-télescope de l'Institut de radio-astronomie millimétrique (IRAM) du Pico Veleta (Espagne) vers les nuages de poussière de la galaxie d'Andromède. « En poussant les instruments à fond », ils détectent sur plusieurs d'entre eux les raies d'émission caractéristiques du monoxyde de carbone, qui, en astrophysique, est considéré comme un « marqueur » trahissant la présence massive d'hydrogène moléculaire (2).

L'extrême faiblesse des émissions montre que ces nuages sont très froids. Il serait donc très difficile d'en détecter d'autres de la même manière. Comment confirmer cette première observation ? Aidés de Stéphane Guilloteau, de l'IRAM, ils



90 % de la matière des galaxies comme celles-ci échappe aux instruments des astronomes.

imaginent d'utiliser quelques sources radio lointaines (des quasars) pour tenter de détecter d'autres nuages de gaz moléculaire dans les zones externes de notre galaxie. « On travaille alors par absorption », explique James Lequeux. « Il ne s'agit plus de mesurer les raies que le monoxyde de carbone, trop froid, n'émet pas, mais de détecter sur la même fréquence, l'ombre » qui trahit sa présence entre la source radio et l'antenne du télescope. La chasse est fructueuse. Avec l'antenne du Pico Veleta et celles de l'interféromètre de l'IRAM érigées sur le plateau de Bure, près de Gap (Hautes-Alpes), les trois hommes repèrent ainsi cinq nuages situés entre 40 000 et 60 000 années-lumière (une année-lumière vaut environ 9 500 milliards de kilomètres) du centre de la galaxie, et un sixième beaucoup plus proche du Soleil. La conclusion semble s'imposer : il

existe probablement de très nombreux nuages d'hydrogène moléculaire très froids dans les zones périphériques des galaxies, estime James Lequeux. « Par exemple, des nuages de poussières absorbantes avaient été détectés dès 1974 par l'Américain Paul Hodge et le Britannique MacGillivray autour du Petit Nuage de Magellan, une galaxie satellite de la nôtre. Ils contiennent sans doute beaucoup d'hydrogène moléculaire. »

D'immenses nuages

Françoise Combes (Observatoire de Paris-Meudon/Ecole normale supérieure), Daniel Pfenniger et Louis Martinet (Observatoire de Genève) viennent appuyer cette observation par une démarche résolument théorique. En mettant en équations les conséquences phys-

ques qu'impliquerait la présence de grandes quantités de gaz dans les parties externes des galaxies, ils ont développé un modèle mathématique qui leur a permis de vérifier qu'il s'agissait d'une hypothèse plausible, et de simuler sur ordinateur la structure de ces nuages. Conclusion : « Ce gaz serait principalement sous la forme d'hydrogène moléculaire. » Les nuages présenteraient une structure très complexe, « dont l'élément de base aurait des dimensions de 30 unités astronomiques (4,5 milliards de kilomètres), une masse équivalente à celle de Jupiter et une température extrêmement basse de 3 degrés Kelvin, proche de celle du fond cosmique de rayonnement de l'univers. » Une petite fraction de ce gaz, précise Françoise Combes, pourrait se présenter sous forme de glace d'hydrogène solide. »

Selon James Lequeux, ces nuages

participent sans doute, aux côtés des « machos » mis récemment en évidence, à la « masse cachée » des galaxies. « Les deux explications ne sont pas concurrentes, mais complémentaires. Il nous faut, de part et d'autre, poursuivre les recherches. Nous nous entendons très bien et discutons souvent avec l'équipe de Michel Späro, l'inventeur français des « machos », souligne James Lequeux. Dans les deux cas, estime-t-il, les observations sont trop fragmentaires pour que l'on puisse savoir si ce sont les « machos » ou l'hydrogène moléculaire qui domine.

« Pour combler la masse manquante dans notre galaxie, par exemple, il faudrait trente fois plus d'hydrogène moléculaire que d'hydrogène atomique dans les parties les plus externes. Nos observations montrent que cette proportion est probablement de quatre pour un dans la zone observée, encore proche du Soleil. On peut, certes, extrapoler, mais c'est hypothétique. Quant aux « machos », les trois événements détectés par les équipes française et australo-américaine ne permettent pas encore une évaluation quantitative de leur contribution. »

James Lequeux en est convaincu, d'autres observations viendront confirmer ces premiers éléments. « On pourrait parler de coïncidence, ou d'un effet de la compétition entre chercheurs. Je pense, en fait, que nos découvertes respectives sont devenues possibles avant tout grâce aux avancées extraordinaires de la technique dans nos disciplines. »

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) « Is dark matter in spiral galaxies cold gas? », par Françoise Combes, Daniel Pfenniger et Louis Martinet, à paraître dans *Astronomy and Astrophysics*. « CO absorption in the outer galaxy : abundant cold molecular gas », par James Lequeux, Ronald J. Allen et Stéphane Guilloteau, *Astronomy and Astrophysics*, décembre 1993. « Large amounts of cold molecular hydrogen in the small Magellanic cloud », par James Lequeux, à paraître dans *Astronomy and Astrophysics*.

(2) « Detection of CO emission from massive molecular clouds in the inner disk of M31 », par Ronald Allen et James Lequeux, *The Astrophysical Journal Letters*, 10 juin 1993.

Examen de passage pour le VLT

En raison de probables dépassements budgétaires, le projet d'un observatoire géant au Chili voit ses ambitions réduites. Mais l'essentiel est préservé

LES menaces qui pesaient sur l'observatoire géant, le Very Large Telescope (VLT), vaste ensemble de quatre télescopes de 8 mètres de diamètre chacun, que les Européens envisagent de construire sur l'un des sommets de la cordillère des Andes, le Cerro Paranal (2 636 mètres), semblent aujourd'hui s'estomper. Le dossier a été fermement repris en main. Un audit a été commandé qui devrait faire le point sur les aspects techniques et financiers du projet et être disponible au début de l'année prochaine. Une redéfinition de l'instrumentation scientifique qui sera utilisée sur les trois derniers télescopes est en cours. Enfin, la direction générale contestée de l'ESO (European Southern Observatory), l'organisme international chargé notamment de la gestion de ce

programme, a été changée et confiée à l'italien Riccardo Giacconi. Bref, les contrôles nécessaires ont été mis en place au cours des derniers mois pour éviter de nouveaux dérapages de ce projet appelé à transformer profondément l'astronomie optique. Le dernier conseil de l'ESO, qui s'est réuni au début du mois de décembre dans la ville allemande de Garching, a donc pris acte de ces bonnes intentions et a pu sortir le VLT de l'impasse vers laquelle il risquait d'aller. Le coût de cet instrument révolutionnaire, construit autour de quatre télescopes géants dont les images sont, pour plus de netteté, fondues en une seule par des moyens informatiques (le Monde du 16 juin), a en effet dérapé singulièrement. Quatre changements d'organigramme de l'ESO en cinq ans n'ont guère aidé,

il est vrai, à la rigueur des analyses budgétaires.

Il reste que dans le meilleur des scénarios, le coût à l'achèvement du VLT est passé de 463 millions de deutschemarks à 573 millions de deutschemarks (1 925 millions de francs), soit une augmentation du devis de 25 % par rapport aux prévisions initiales. Devant ces dépassements difficilement acceptables en période d'austérité, le conseil de l'ESO avait envisagé de réduire les ambitions du VLT. Il y a peu, la France, pourtant en pointe sur ce projet, avait commencé à renâcler et laissé entendre à ses partenaires que, faute de tenir dans l'enveloppe budgétaire initiale, le nombre des télescopes géants envisagés pour le Cerro Paranal pourrait bien passer de quatre à trois, voire à deux.

Fort heureusement, le dernier conseil de l'ESO en a, semble-t-il, décidé autrement. En votant son budget de 123 millions de deutschemarks pour l'année 1994, il s'est donné les moyens de poursuivre l'aventure du VLT sans renoncer à ses principaux objectifs (1). La décision de réaliser les quatre miroirs géants nécessaires aux quatre télescopes, et dont le premier est en cours de polissage chez Reosc, près de Meun, est maintenue. Ainsi, les astronomes devraient disposer d'un premier instrument de 8 mètres en 1997 et de l'ensemble des quatre télescopes en 2000. Si l'audit en cours se relève pas de nouvelles dérives du projet.

Pour tenir les coûts, le conseil de l'ESO diffusera la mise en place de

systèmes d'optique adaptative destinés à améliorer la performance des grands télescopes ainsi que la construction de trois petits télescopes auxiliaires de 1,50 à 1,80 mètres dont l'installation devait conduire à la création entre 1998 et 1999 du réseau interférométrique VISA associé à ce nouvel observatoire. Les raisons de ces choix ? Tout d'abord, les techniques utilisées pour l'optique adaptative dans le domaine du visible sont en cours de gestation et, pour une part, classifiées, ce qui rend l'évaluation de leur coût difficile. D'autre part, le prix à payer pour disposer de VISA représentait environ 10 % du budget prévu pour le VLT, ce qui est trop.

Dans ces conditions donc, et sous réserve d'un accord de politiques et d'une instrumentation de qualité, les astronomes européens devraient donc disposer, à la fin du siècle, dans l'hémisphère sud, d'un télescope digne de celui de 10 mètres de diamètre, le Keck-1, que les Américains ont achevé à Hawaï et qui, en l'an 2000, devrait être doté d'un système interférométrique inspiré de celui initialement prévu pour le VLT et du Keck-2, dont la construction est lancée.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Au cours de ce conseil, Peter Creola (Suisse) et Catherine Cesarsky (France) ont été élus président et vice-président du conseil.

COMMUNIQUÉ

PEAUX SÈCHES... DU NOUVEAU EN DERMATOLOGIE

Le Professeur Jean-Paul Marty, de la faculté de Pharmacie à Châtenay Malabry, a récemment mis en évidence l'intérêt d'une émulsion Eau dans Huile riche en lipides essentiels pour le soin des peaux très sèches. La crème Effadiane, prescrite depuis longtemps par les dermatologues, reste efficace après une seule application pendant toute une journée, et obtient une augmentation du taux d'hydratation cutanée de plus de 27 % après 15 jours d'utilisation quotidienne.

Vente en pharmacie - 60 F

Sous le haut patronage du ministère de la Santé
2^e CONGRÈS INTERNATIONAL « AUTISME-FRANCE »
 Limoges 28-29 janvier 1994 - Faculté de Médecine

AUTISME ET COMMUNICATION

14 Conférences plénières

- Bases neurobiologiques et neuropsychologiques (P. SCHOPLER - P. MUH - P. SCHULER - P. CORRAZE - D. HOWLIN)
- Les troubles de la communication dans l'autisme (D. ROGÉ - D. GÉRARD - P. SCHULER)
- Comment apprendre la communication aux autistes (Th. PEETERS - P. MAGEROTTE - P. JORDAN - D. WALL)

7 Ateliers satellites

- Troubles du comportement (P. SCHOPLER) - État de la recherche (P. MUH)
- Évaluation de la communication (P. SCHULER) - Intégration (D. FUENTES)
- Apprentissage de la communication (D. WALL)
- Autistes sans retard mental (D. WALL)
- Création de structures spécialisées pour autistes (M. ARTUSO - A. REBOURG)

Public concerné : psychiatres, psychologues, directeurs d'établissements, éducateurs, travailleurs sociaux, enseignants spécialisés, étudiants, parents

Inscriptions : EDI FORMATION - Tél. 05 55 55 88 - Fax 05 69 90 17

Le Monde ÉDITIONS

LA SANTÉ

Collection "Vos études" dirigée par Frédéric Gausson

La crise actuelle des professions de santé a une profonde mutation de ce secteur car des besoins et des déficiences nouveaux apparaissent. Un guide vous indique mieux les évolutions pour mieux vous orienter dans vos études médicales.

Dans la même collection :

- LA SANTÉ
- LA SANTÉ
- LA SANTÉ

Tchernobyl en longue mal

Cancer de la thyroïde chez les enfants « pathologies associées » préoccupantes, l'explosion

TCHERNOBYL

de notre envoyé spécial

LES villages abandonnés après la catastrophe seront bientôt détruits, affirme un responsable local. Dans la « zone interdite », pourtant, rien n'a changé en apparence. A Pripiat, à 4 kilomètres de la centrale de Tchernobyl, l'herbe prospère dans les fissures du revêtement des rues qui bordent les immeubles déserts aux fenêtres crevées. Sur la place centrale, la grande roue du parc de loisirs continue de rouiller. Elle n'a jamais servi : son inauguration était prévue le 1^{er} mai 1986, cinq jours après l'explosion du réacteur numéro quatre.

Mais si le temps s'est arrêté sur le terrain, il n'en est pas de même dans les corps et dans les esprits. De Kiev (Ukraine), 120 kilomètres au sud, à Gomel (Biélorussie), 100 kilomètres au nord, les rumeurs les plus folles courent, parfois colportées ou confirmées par certains scientifiques ou politiques locaux à la recherche de subsides ou soucieux de se ménager les bonnes grâces d'une population qui s'inquiète. Certains affirment même que des « troubles cérébraux » dus à l'irradiation

auraient été observés chez les « liquidateurs » chargés de combattre la catastrophe.

Quelles sont réellement, aujourd'hui, les conséquences de l'accident sur la population ? S'il est souvent difficile de faire la part des éboses, quelques certitudes émergent, dramatiques. Les autorités locales viennent ainsi d'annoncer que trois nouveaux cas sont venus, ces derniers mois, alourdir le bilan de la catastrophe de Tchernobyl, portant le nombre des morts « officiels » à quarante-deux (1). Il s'agit de trois enfants – deux Biélorusses et un Ukrainien – foudroyés par un cancer de la thyroïde. Les experts sont d'accord : leur maladie est une conséquence directe de l'irradiation qu'ils ont subie. Mais, détecté et traité à temps, le cancer de la thyroïde n'est généralement pas fatal. Encore faut-il pouvoir bénéficier d'un système de santé et de prévention performant.

« 80 % de métastases »

La leucémie et les cancers de la thyroïde sont connus comme étant les deux pathologies qui apparaissent le plus rapidement dans les populations soumises à des fortes doses de rayonnements

ionisants. Aucune hausse du taux des leucémies n'a, semble-t-il, été détectée pour l'instant. « Cela ne signifie pas forcément qu'il n'y en a pas. Mais, s'il y en a, leur nombre est insuffisant pour émerger des études épidémiologiques », précise un expert français. En revanche, la montée des cancers de la thyroïde semble impressionnante.

Selon l'OMS, 225 cas ont été recensés en Biélorussie chez les enfants et les adolescents depuis 1989, et 158 en Ukraine (le Monde daté 31 octobre-1^{er} novembre). La commission de l'Union européenne vient de publier un rapport (2) fondé sur l'examen, par des experts, de 86 patients de moins de quatorze ans ayant fait l'objet d'un diagnostic positif en Biélorussie entre 1986 et 1991. « Le taux d'incidence de la maladie a été multiplié par vingt » sur l'ensemble du pays, passant de 0 à 0,14 cas par an pour 100 000 enfants entre 1978 et 1988 à 2,25 cas par an pour 100 000 en 1991, écrit-il les auteurs. Dans la région de Gomel, en Biélorussie du Sud, ce taux multiplicateur atteint 80. Il est vrai que cette zone, particulièrement touchée, n'a pas été évacuée, probablement par manque de données sur les

risques de retombée, à l'époque. « Les évaluations dosimétriques suggèrent qu'en certains points de Biélorussie méridionale, des enfants ont absorbé à la thyroïde des doses cumulées sur plusieurs jours de l'ordre de plusieurs grays, voire supérieures à 10 grays pour certains », souligne le rapport (3).

Il n'est sans doute pas étonnant, dans ces conditions, que ces cancers radio-induits apparaissent particulièrement virulents. « Sur 236 jeunes patients biélorusses répertoriés au 1^{er} octobre, 80 % présentent des métastases, parmi lesquels 27 cas de métastases pulmonaires », précise le professeur L. N. Astakhova, de l'Institut biélorusse des rayonnements.

Mais les conséquences de la catastrophe ne se limitent, hélas, pas à cette multiplication des cancers. « La santé des victimes se détériore. En 1987-1988, 47 % des adultes et 53 % des enfants étaient considérés comme étant en bonne santé. Aujourd'hui, ces pourcentages sont considérablement plus bas : 28 à 32 % pour les adultes et 27 à 31 % pour les enfants », affirme M. Babilova, du ministère ukrainien de la santé. « Nous constatons une augmentation constante du taux de mortalité chez les enfants et les femmes

enceintes », renchérit M. Filonov, ministre adjoint de la santé biélorusse, ainsi qu'une hausse de 32 % des cas de cancers du sein et un triplement des troubles circulatoires entre 1986 et 1992.

De telles affirmations font, évidemment, bondir les épidémiologistes, soucieux d'exactitude. « La notion de bonne santé est plutôt difficile à définir scientifiquement », raille l'un d'eux. Ces pathologies ne peuvent, en aucun cas, être liées directement à l'irradiation ou à la contamination. D'autres cancers radio-induits, touchant d'autres organes que la thyroïde, apparaîtront sans doute, mais pas dans l'immédiat, et ils ne seront probablement pas détectables statistiquement, estiment les spécialistes.

Un appel au secours

Néanmoins, personne ne conteste la réalité des affections multiples observées dans la région de Tchernobyl. Le débat porte simplement sur leur origine. Elles pouvaient préexister à l'accident et s'apparaître aujourd'hui qu'en raison de la surveillance médicale accrue de la population. Elles peu-

vent être aussi une conséquence de la dégradation des conditions de vie. Elles peuvent enfin avoir été déclenchées ou aggravées par le stress, l'inquiétude, consécutifs à l'accident. « Nous avons tous eu tendance à sous-estimer les pathologies associées qui sont finalement beaucoup plus graves et plus préoccupantes que celles dues à l'irradiation directe, reconnaît un spécialiste français de radioprotection. Mais il faut être clair, et ne pas jouer sur les mots : la peur de la radioactivité, c'est bien une conséquence de la radioactivité ».

Les responsables locaux ont parfois tendance à noircir la situation. Mais, explique un expert européen, « ces déclarations catastrophistes ne sont rien d'autre qu'un appel au secours ». On peut les comprendre. « Les retombées de Tchernobyl ont rendu 260 000 hectares de nos terres agricoles impropres à toute exploitation. 23 % du territoire biélorusse ont été plus ou moins contaminés : plus de deux millions de personnes y vivent », explique I. Rolevitch, vice-président du comité d'Etat chargé de Tchernobyl.

Seize projets de recherche en coopération avec l'Union européenne

De nombreux pays coopèrent déjà avec les autorités de la région de Tchernobyl. Un centre de recherches, le CHER-CIR (Chernobyl Centre for International Research), s'est ouvert sur le site sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Union européenne, qui y travaille depuis 1990, a décidé d'aller plus loin et a signé, en juin 1992, un accord avec la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie.

Depuis 1991, l'Europe a consacré un total de 14,2 millions d'euros (95 millions de francs) au financement de seize projets de recherche. Un laboratoire est en cours d'installation dans la zone d'exclusion : un bureau et des facilités d'hébergement sont à la disposition des chercheurs à Zeleny Myts, en bordure de la zone. Parallèlement aux problèmes de santé, une part importante des travaux porte sur la cartographie des zones touchées, la modélisation du transfert des radionucléides du sol aux végétaux, puis aux animaux et à l'homme, l'étude de leur migration dans le sol et la réaéol hydrologique, les essais de décontamination, etc.

Les chercheurs ont du pain sur le planche. Lors de l'accident, les « liquidateurs » avaient d'autres soucis que la protection à long terme de l'environnement. Les débris du réacteur, la terre enlevée sur les zones les plus contaminées, les arbres de la « forêt rouge » brûlés par les radiations, tout cela a été enterré, déchets hautement et faiblement radioactifs mêlés. Vingt-quatre aïtas, représentant au total 840 fosses ou tranchées contenant des déchets, ont été recensés dans la « zone d'exclusion » (10 km autour de la centrale), explique Boris Priester, premier adjoint au ministre ukrainien chargé du dossier de Tchernobyl : « Des études sont en cours pour déterminer si le cas de ces déchets doit être traité séparément ou inclus dans le projet de nouveau sarcophage ».

En attendant, les mesures ont déjà révélé une certaine contamination au plutonium (37 becquerels par litre) de l'eau circulant sous les sites d'enfouissement de la « forêt rouge ». Les tranchées qui y contiennent les déchets sont

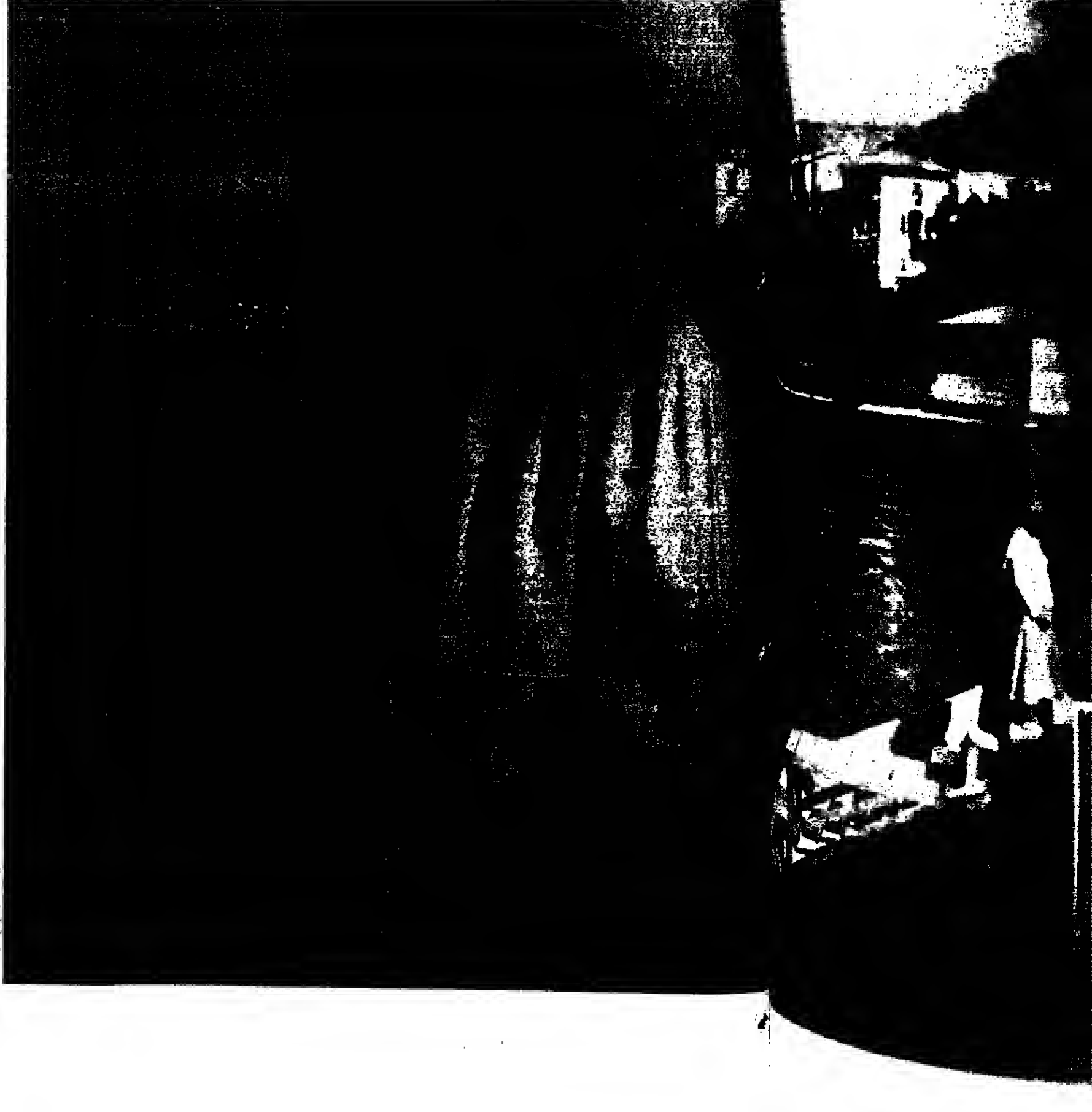
pourtant tapissées d'argile, contrairement à celles d'autres sites. « Je ne pense pas qu'il y ait danger immédiat, mais de sérieux problèmes pourraient se poser de l'été dix ou quinze ans », estime Jaak Sinnaeve, chef de l'unité « actions de recherche en protection radiologique » à la Commission européenne. Ajoutant : « En tout cas, un inventaire sérieux s'impose d'urgence. » Pour l'instant, la rivière Pripiat, qui se jette dans le Dniepr et pourrait donc contaminer le bassin de Kiev, est protégée par une « barrière géotechnique » (mur étanche souterrain) de 2,1 kilomètres. Mais il ne s'agit là que d'une situation provisoire.

« A court terme, c'est le strontium 90 qui nous inquiète le plus, car il est soluble et migre donc beaucoup plus facilement que le césium, insoluble », explique Boris Priester. Chaque période de pluie importante entraîne un accroissement de sa concentration dans la rivière. « Cela est d'autant plus préoccupant que la nature du sol, sablonneux, favorise la migration des radionucléides », ajoute Nikolai Arkhipov, expert en contamination nucléaire, qui travaille à Tchernobyl depuis mai 1989, après avoir étudié pendant près de trente ans les conséquences de la catastrophe nucléaire de Kychym, dans l'Oural (le Monde daté 18-19 juin 1989 et du 27 septembre 1989).

« Nous voulons monter une vraie recherche en coopération », explique Lucien Cacille, coordinateur du projet pour l'Europe. Il y a énormément de choses à apprendre pour nos chercheurs en radioprotection, qui pourraient venir ici passer plusieurs mois chaque année. Nous espérons d'ailleurs étendre un jour ce réseau de laboratoires au site de Kychym. » Un objectif encore un peu ambitieux, peut-être. Solidaires en apparence, les responsables des trois pays ne montrent pas toujours beaucoup d'empressement à coopérer sur le terrain. La frontière ukraino-biélorusse, qui passe au nord de la zone d'exclusion de 30 km autour de Tchernobyl, semble parfois hermétique, aux hommes comme aux informations.

J.-P. D.

Pour l'Homme



هكذا من العمل

Tchernobyl

en longue maladie

de 1986 continue de faire des victimes

En Ukraine, la situation n'est guère plus brillante. Les « zones de contrôle radio-écologiques renforcées » sont peuplées de quelque 1,5 million de personnes. « Notre registre des victimes compte 374 607 noms et celui tenu par les militaires 36 000 autres », souligne M^{me} Babilova. Y figurent notamment plusieurs dizaines de milliers de « liquidateurs » ayant pris part directement à « l'élimination » des conséquences de l'accident et les 130 000 habitants évacués des villages les plus touchés dans les premiers jours de l'accident.

Pour l'Ukraine et la Biélorussie, la situation est inextricable. Aux stigmates de la catastrophe, au traumatisme écologique et social qu'elle a causé, s'ajoutent les effets désastreux de l'effondrement de l'ancienne URSS. Santé, économie, infrastructures, réseaux de distribution alimentaire : jusqu'à la fin des années 1980, tout cela dépendait de Moscou, d'un pouvoir centralisé à l'extrême, à la fois haï et providentiel. Du jour au lendemain, les autorités locales se sont retrouvées avec, sur les bras, un fardeau beaucoup trop lourd pour elles. « D'après les éva-

luations de la Banque mondiale, la Biélorussie et l'Ukraine consomment actuellement 3 à 4 % de leur produit national brut (PNB) au traitement des conséquences de l'accident de Tchernobyl. Ces dépenses pourraient atteindre 15 % de leur PNB d'ici deux à trois ans », explique Jaak Sinnaeve, chef de l'unité « actions de recherche en protection radiologique » à la commission européenne.

Des enseignements à tirer

Les auteurs du rapport européen sur les cancers de la thyroïde recommandent, évidemment, « une action urgente pour traiter le problème, aussi bien sous l'aspect humanitaire que sur le plan scientifique ». L'aspect humanitaire va de soi. L'équipement pour le diagnostic et le traitement chirurgical des jeunes patients, la formation du personnel dans des hôpitaux occidentaux pourraient être financés dans le cadre du programme européen TACIS d'assistance technique aux pays de l'ex-URSS.

Mais les experts européens mettent aussi l'accent sur la nécessité

d'une solide action de recherche en coopération. Il y va de l'intérêt des deux parties. Pour les Européens, au-delà du drame vécu par les habitants, Tchernobyl constitue un « laboratoire grandeur nature » idéal pour étudier les effets d'un accident nucléaire et en tirer les enseignements utiles pour la gestion et le traitement d'éventuelles catastrophes similaires dans le futur.

Les autorités locales, quant à elles, ont un besoin urgent des données que pourraient fournir de telles études. Un seul exemple : près de la moitié des fonds déversés par l'Ukraine et la Biélorussie pour effacer les conséquences de Tchernobyl sont consacrés à l'indemnisation des victimes, sur des critères qui ne sont pas toujours très rigoureux. Une meilleure connaissance de la situation permettrait d'utiliser ces fonds à bon escient. Une « reconstitution » des doses de rayonnements reçues par les habitants et des études épidémiologiques précises permettraient, par ailleurs, de détecter au mieux et de traiter plus tôt d'autres cancers radio-induits. Parallèlement, indiquent les experts occidentaux, une solide

cantion scientifique internationale permettrait aux chercheurs et aux autorités locales de retrouver auprès de la population une crédibilité un peu ternie.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les experts internationaux de radioprotection limitent actuellement ce bilan à 42 morts. Trois ouvriers de la centrale ont été tués par l'explosion. Sur les 138 personnes soignées pour irradiation aiguë, 31 sont mortes dans les premiers mois ayant suivi l'accident. Neuf autres sont décédées depuis, dont les trois enfants. « D'un point de vue purement scientifique, il est difficile d'écrire - ou de confirmer - d'autres décès directement liés aux radiations. On constate cependant que le taux de mortalité des 600 000 « liquidateurs » est un peu plus bas que celui de la population générale, ce qui n'est guère étonnant dans la mesure où il s'agit d'hommes jeunes », précise M. Wagemaker, coordinateur du programme d'études européennes pour le traitement des victimes de l'accident de Tchernobyl.

(2) Thyroid cancer in children living near Chernobyl, report EUR 15248 EN.

(3) Le gray mesure la dose absorbée, définie par la quantité d'énergie reçue par unité de masse irradiée (un gray = 100 rad). À titre de comparaison, la dose létale (à partir de laquelle 50 % des personnes irradiées décèdent) instantanée pour tout le corps équivaut approximativement à une dose absorbée de 5 grays.

Prostate : les vrais pouvoirs de la chirurgie

En dépit de multiples innovations médicamenteuses ou instrumentales, l'ablation chirurgicale demeure le plus efficace des traitements de l'adénome de la prostate

L'ASSOCIATION française d'urologie vient de rendre publics les résultats d'une très large étude prospective nationale visant à évaluer la réelle efficacité du traitement chirurgical de l'adénome de la prostate. Cette tumeur bénigne est présente chez la grande majorité des hommes de 50 ans et plus. Elle se manifeste par une série de symptômes désagréables et de plus en plus handicapants. Il s'agit notamment de l'augmentation de la fréquence du besoin d'uriner la nuit, puis le jour, de mictions incomplètes et d'incontinence.

La prise en charge des patients fait aujourd'hui l'objet d'un gigantesque marché où s'affrontent, parfois de manière violente, l'industrie pharmaceutique, les fabricants de nouveaux matériels thérapeutiques (« chauffe-prostate » et lasers notamment) et les chirurgiens (le *Monde Sciences-Médecine* du 2 juin et du 21 juillet). Les résultats de l'étude de l'association française d'urologie, qui établit la supériorité de la chirurgie, ne manquent pas d'alimenter la controverse.

On ne s'intéresse pas assez, en médecine, à l'histoire, et la chirurgie ne fait pas, ici, exception. Fort opportunément, les auteurs de cette étude rappellent en préambule ce que furent les grandes étapes de l'approche chirurgicale de l'hypertrophie prostatique bénigne. L'ablation de cet adénome n'a commencé à être mise en œuvre que dans les quinze dernières années du siècle dernier. « Elle est la dernière des grandes interventions d'excès (estomac, vésicule, rate, rein, utérus), qui ont toutes vu le jour durant le troisième quart du XIX^e siècle, écrivent les auteurs. Ceci témoigne des difficultés de compréhension et de conceptualisation de l'hypertrophie prostatique et de son retentissement. »

Sans modifier la libido

Un siècle plus tard, après de multiples tâtonnements, diverses innovations instrumentales et l'exploration des différentes voies d'abord, la chirurgie moderne a bénéficié de la profonde révolution provoquée par les techniques endoscopiques. Il s'agit là de procéder à l'ablation de l'adénome via le canal de l'urètre et sous contrôle visuel. Mise en œuvre par un chirurgien expérimenté, ce procédé offre, pour les petits adénomes (de 20 à 30 grammes), de notables avantages quant à l'efficacité obtenue après une hospitalisation de courte durée, d'une semaine en moyenne.

La chirurgie « sanglante » traditionnelle, qui impose une hospitalisation plus longue, n'est plus, en général, proposée que pour les adénomes plus volumineux, de 60 grammes et plus. C'est dire l'importance du stade de la prise en charge des malades par les chirurgiens et de l'impact éducatif de certains traitements palliatifs non chirurgicaux.

L'étude à laquelle tous les membres de l'Association française d'urologie étaient conviés à participer a, au total, porté sur 631 interventions, réalisées, par 74 urologues exerçant dans des hôpitaux publics et des cliniques privées entre les mois de mars et de mai 1992 (1). Elle intègre en outre les données recueillies auprès des malades opérés, avec un an de recul. L'âge moyen des patients est de 69 ans, la plupart d'entre eux ayant entre 60 et 79 ans, avec toutefois des extrêmes de 42 et 93 ans. Les résultats publiés sont particulièrement éloquentes. Pour ce qui est des signes dits « subjectifs » (sensations des malades) un an après l'intervention, 92,9 % des patients se disent « réjouis » (27,7 %), « heureux » (29,5 %),

ou « satisfaits » (35,7 %). Ils ne sont que 7,1 % de mécontents : « insatisfaits » (4,2 %), « très insatisfaits » (1,5 %), « malheureux » (0,7 %), voire « très malheureux » (0,7 %). Les amidiens portent, pour l'essentiel, sur la puissance du jet urinaire, l'évacuation vésicale et l'arrêt des mictions nocturnes. Ces données sont retrouvées dans l'analyse médicale des données « objectives » (débit urinaire, résidu postmictionnel).

L'un des points les plus importants et trop peu fréquemment évoqué concerne la sexualité. L'intervention chirurgicale sur l'adénome de la prostate peut en effet avoir pour conséquence d'entraîner une éjaculation dite rétrograde. Ceci n'équivaut en aucune manière à l'impotence, mais peut toutefois modifier la perception que l'on a de son corps et, à ce titre, la libido. « Le retentissement de la chirurgie prostatique sur la vie sexuelle est d'autant plus important que les patients sont âgés, écrivent les auteurs de l'étude. Néanmoins, quel que soit l'âge considéré, après une chute d'activité transitoire au premier mois, il n'est pas mis en évidence de détérioration significative de l'activité sexuelle de nos opérés. » Cet aspect de la question mériterait toutefois une plus grande attention de la part des chirurgiens. La hantise de voir sa sexualité modifiée (ou celle de devenir impuissant) peut en effet conduire de nombreux hommes concernés par cette maladie à retarder la date de l'intervention.

Plus généralement, ces résultats posent le problème des places respectives des différentes démarches thérapeutiques. Faut-il ou non compliquer le véritable parcours du combattant qu'imposent aujourd'hui les multiples propositions de traitement, qu'il s'agisse de techniques instrumentales (dilatations par ballonnet, prothèses, traitements par le froid ou par la chaleur, lasers) ou de médicaments, d'apparition récente, dont les vertus sont fortement vantées par voie publicitaire mais dont l'efficacité réelle est souvent fortement contestée par les spécialistes.

JEAN-YVES NAU

(1) « Les résultats du traitement chirurgical de l'hypertrophie bénigne de la prostate ». Ce travail a été conduit par les docteurs Richard-Olivier Fournet (Amiens), Yves Lanson (Tours) et Pierre Tallac (Paris). Il est publié dans le dernier numéro de *Progrès en urologie*, journal de l'Association française d'urologie, daté d'octobre 1993, 7, boulevard Flandrin, 75116 Paris.

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lascour, président
directeur de la publication
Bruno Propoy
directeur de la rédaction
Jacques Gali
directeur de la gestion
Marcel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints et directeur
de la rédaction
Thierry Ferey
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Bourde-Milly (1944-1988)
Jacques Fournet (1989-1992)
André Luchet (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE VALDURE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-46-26-28
Télécopieur : 40-46-26-29
ADMINISTRATION :
1, PLACE MONTMARTRE-MÉRY
94002, IREX-JOINVILLE CEDEX
Tél. : (1) 40-46-26-28
Télécopieur : 40-46-26-29

ROGER & GALLET
PARIS

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1. - **MAASTRICHT** : En vertu de l'application du traité de Maastricht, la CEE se transforme en « Union européenne » (31-XI/-XI, 3 au 5).
2. - **ITALIE** : Impliqué dans le scandale de « mani pulite », Carlo De Benedetti, PDG d'Olivetti, est placé en détention provisoire à Rome. Un mandat d'arrêt pour corruption avait été lancé contre lui le 30 octobre (2, 4, 5, 21-22).
3. - **DISSUASION** : Aux termes de sa nouvelle doctrine militaire, la Russie se réserve la possibilité d'utiliser dans certains cas en premier l'arme nucléaire. Le 16, la Grande-Bretagne décide de réduire de plus de 25 % son potentiel nucléaire (6, 18).
4. - **ANGOLA** : L'UNITA (l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) accepte le principe d'un retrait des territoires qu'elle occupe depuis la

reprise des combats en octobre 1992 (5, 27).

5. - **RUSSIE** : Boris Eltsine, après avoir annoncé le 3 qu'il traiterait jusqu'au bout de son mandat en 1996, rend public le projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 12 décembre. Le texte renforce les pouvoirs présidentiels (5, 7-8, 9, 11, 25, 27).

6. - **EUROCORPS** : Le PC du commandement du corps d'armée européenne créé en 1992 par l'Allemagne et la France, et auquel la Belgique participe depuis juin 1993, est installé à Strasbourg (7-8, 16, 18, 29).

7. - **NOUVELLE-ZÉLANDE** : Lors des élections législatives, le Parti national (conservateur), avec 50 députés sur 99 (35,2 % des voix) contre 46 au Parti travailliste (34,7 % des voix), recueille la majorité absolue (9, 18, 1/XII).

8. - **JORDANIE** : Les premières élections multipartites libres depuis

Novembre 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

treize-ans sont marquées par la victoire des candidats proches du pouvoir et par la défaite des opposants au processus de paix avec Israël. Les islamistes occupent 18 des 80 sièges, contre 32 dans la chambre sortante (7-8, 10).

8. - **FAO** : Pour la première fois un Africain, le Sénégalais Jacques Diouf, est élu directeur général de

l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Il succède au Libanais Edouard Saouma, en poste depuis dix-huit ans (9, 10).

11. - **LIBYE** : Par la résolution 883 du Conseil de sécurité de l'ONU renforce les sanctions décrétées le 15 avril 1992 en décidant de geler les avoirs libyens à l'étranger. Cette mesure entrera en vigueur le 1^{er} décembre si Tripoli ne livre pas deux de ses ressortissants impliqués dans deux attentats aériens des années 80 (13, 14-15).

14. - **PAKISTAN** : Farooq Leghari, sunnite et proche de Benazir Bhutto, est élu président de la République pour cinq ans (16).

16. - **FIN DU COCOM** : Réunis à La Haye, les seize pays membres du Comité de coordination des exportations à destination de l'ex-bloc communiste (COCOM) décident de dissoudre l'organisation le 31 mars 1994 (18).

17. - **COMMERCE INTERNATIONAL** : ALENA, GATT et CEAP. L'Accord de libre-échange nord-américain signé le 17 décembre 1992 par le Mexique, le Canada et les États-Unis est approuvé par la Chambre américaine des représentants (et par le Sénat le 20). La ratification de ce texte, qui instaure le marché unique nord-américain le 1^{er} janvier 1994, renforce la position des

États-Unis vis-à-vis de l'Europe dans les négociations du GATT, et par rapport à l'Asie lors du premier sommet CEAP (Coopération économique Asie-Pacifique) qui se tient à Seattle (États-Unis) du 18 au 20 (6, 11, 17 au 20, 21-22, 23, 24, 26).

17. - **NIGÉRIA** : Après cinq mois de crise politique, le chef d'État intérimaire, Ernest Shonekan, présente sa démission. Le ministre de la défense, le général Sani Abacha, prend le pouvoir et supprime toutes les institutions mises en place par son prédécesseur, le général Ibrahim Babangida (19, 20, 21-22, 24, 25).

17-18. - **AFRIQUE DU SUD** : Les partis politiques adoptent la Constitution intérimaire qui sera en vigueur jusqu'aux premières élections multiraciales du 27 avril 1994. Le 9, la CEE avait annoncé la levée de ses dernières sanctions contre Pretoria (19, 23, 30).

18. - **SOMALIE** : Après l'adoption le 16, par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution 885, le général Mohamed Farah Aidid, sortant de la clandestinité, déclare que les troupes étrangères doivent quitter le pays (18, 20, 21-22).

21. - **ITALIE** : Le premier tour des élections municipales, qui se déroulent pour la première fois au système majoritaire, est marqué par l'effondrement de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste et par la poussée du PDS (ancien Parti communiste) et des néofascistes du Mouvement social italien (MSI). A Naples, Alessandra Mussolini, petite fille du Duce, candidate du MSI, recueille 31,1 % des voix, derrière le candidat du PDS Antonio Bassolino (41,6 %). A Palerme, Leoluca Orlando, le chef de file du mouvement anti-mafia, est élu avec 75 % des voix (20, 23, 24).

24. - **PROCHE-ORIENT** : L'assassinat d'Imad Akhed, chef des commandos « Ezzedine Al Qas-

sam » du mouvement intégriste Hamas à Gaza, relance l'agitation dans les territoires occupés : depuis le 13 septembre, date de l'accord Israël-OLP, 26 Palestiniens et 12 Israéliens sont morts dans des attentats ou affrontements. Le 29, l'arrestation d'un dirigeant des faucons du Fatah, qui venaient d'annoncer leur décision de reprendre la « lutte armée », entraîne un regain de violence (26, 27, 28-29, 1/XII).

24. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le tribunal de Preston condamne les deux enfants meurtriers du petit James Bulger (deux ans) à la détention illimitée (26).

26. - **KURDES** : La décision du gouvernement allemand d'interdire les activités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en rébellion contre le régime turc) est saluée par Ankara. Le 30, en France, après l'opération policière du 18 contre les sympathisants kurdes du PKK, deux organisations kurdes sont dissoutes : le Comité du Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekikom) (19, 20, 21-22, 23, 24, 28-29, 1/XII).

27. - **IRLANDE DU NORD** : Patrick Mayhew, ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, révèle l'existence de contacts secrets entre Londres et l'IRA (Armée républicaine irlandaise) depuis 1989. Le 15, John Major avait proposé l'ouverture d'un « dialogue » en Irlande du Nord avec le Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, sous condition d'une renonciation à la violence. Les partis protestants loyalistes dénoncent ces contacts, qui, affirme John Major le 30, « peuvent jouer un rôle utile » (17, 18, 25, 30, 1/XII, 1/XII).

28. - **HONDURAS** : Carlos Reina, candidat de l'opposition libérale, est élu président de la République (11/XII).

Revendications territoriales en Bosnie

Les combats s'intensifient entre les Musulmans et les Croates en Bosnie. Le 4, les forces musulmanes bosniaques s'emparent de la ville de Vares, enclavée croate en Bosnie centrale. Le 5, la chef du « Parlement » des Serbes de Bosnie, Momcilo Krajcinik, se prononce en faveur de la constitution de trois États (serbe, musulman et croate) en Bosnie-Herzégovine. Le 9, le vieux pont de Mostar, chef-d'œuvre de l'architecture ottomane datant de 1557, est détruit par des obus croates. Le 24, l'acheminement de l'aide humanitaire, interrompu le 25 octobre dernier, reprend en Bosnie-Herzégovine, en vertu de l'accord

conclu entre les trois parties, le 18 à Genève sous l'égide du HCR (Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés).

Le 27, Radovan Karadzic, le leader des serbes bosniaques, dont les forces serbes contrôlent 72 % du territoire bosniaque, accorde toute concession territoriale tant que la communauté internationale ne reconnaît pas aux Serbes le droit de contrôler les 64 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, qu'ils affirment posséder sur le cadastre.

La 29, la conférence de Genève sur l'ex-Yugoslavie, interrompue le 29 septembre, après le rejet du dernier plan de paix par les Musulmans bosnia-

ques qui jugeaient insuffisantes les concessions territoriales serbes, reprend sur la base de nouvelles propositions de l'Union européenne : un accaparement des sanctions contre le Serbie et la Monténégro en échange de concessions territoriales aux Musulmans et d'un *modus vivendi* dans les régions de Croatie contrôlées par les forces serbes. Le président bosniaque Alije Izetbegovic refuse l'idée d'une délimitation totale de la Bosnie et réclame 4 % de territoires en plus des 30 % proposés pour les Musulmans dans le dernier plan de paix (6, 7-8, 9, 10, 12, 14-15, 16 au 18, 20, 21-22, 23 au 27, 28-29, 30).

FRANCE

3. - **Paul Touvier** : Après le rejet le 21 octobre dernier par la Cour de cassation du pourvoi qu'il avait demandé à l'encontre de l'arrêt rendu par la chambre d'accusation de Versailles et le renvoyant devant la cour d'assises des Yvelines, la Cour de cassation confirme qu'il sera jugé à Versailles pour crime contre l'humanité pour l'assassinat par la milice, le 29 juin 1944, à Rillieux-la-Pape de sept otages juifs (4, 5).

3. - **Peine perpétuelle** : Le projet de loi du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie proposant l'institution d'une peine de « perpétuité réelle » pour les auteurs de meurtres accompagnés de viols sur mineurs suscite les critiques des syndicats du monde judiciaire et divise les centristes (4, 5, 12, 13, 16, 18, 19, 23).

5. - **Edouard Balladur**, à Nancy, annonce un programme autoroutier de 140 milliards de francs dans les dix prochaines années. Il soutient l'idée d'un grand emprunt européen émis par Michel Rocard le 6 octobre dernier à « La marche du siècle » sur France 3 et reprise par François Mitterrand le 25 octobre à « L'heure de vérité » (7-8).

6. - **Partis politiques** : Le décret réorganisant le régime de l'aide de l'État aux partis politiques pour 1993 est publié au Journal officiel. En 1994, le gouvernement réduira de 10 % la dotation annuelle accordée en vertu des lois de 1988 et de 1990 - aux partis politiques représentés au Parlement, et de 5 % celle pour les partis non représentés au Parlement (18).

8. - **Projet de loi quinquennale sur l'emploi** : Le débat sur le texte de Michel Giraud engagé depuis le 2 au Palais du Luxembourg est dominé par le thème des deux heures : les sénateurs adoptent de justesse, par 147 voix contre 138, les deux amendements proposés le 3 par Jean-Pierre Fourcade (Rép. ind) et Gérard Larcher (RPR), permettant une réduction « à titre expérimental » du temps de travail annualisé d'au moins 15 % assortie d'une baisse de salaires et d'embauches. Après l'opposition

elle sur France 3 et reprise par François Mitterrand le 25 octobre à « L'heure de vérité » (7-8).

15. - **Amendement** : Le décret réorganisant le régime de l'aide de l'État aux partis politiques pour 1993 est publié au Journal officiel. En 1994, le gouvernement réduira de 10 % la dotation annuelle accordée en vertu des lois de 1988 et de 1990 - aux partis politiques représentés au Parlement, et de 5 % celle pour les partis non représentés au Parlement (18).

8. - **Projet de loi quinquennale sur l'emploi** : Le débat sur le texte de Michel Giraud engagé depuis le 2 au Palais du Luxembourg est dominé par le thème des deux heures : les sénateurs adoptent de justesse, par 147 voix contre 138, les deux amendements proposés le 3 par Jean-Pierre Fourcade (Rép. ind) et Gérard Larcher (RPR), permettant une réduction « à titre expérimental » du temps de travail annualisé d'au moins 15 % assortie d'une baisse de salaires et d'embauches. Après l'opposition

elle sur France 3 et reprise par François Mitterrand le 25 octobre à « L'heure de vérité » (7-8).

15. - **Amendement** : Le décret réorganisant le régime de l'aide de l'État aux partis politiques pour 1993 est publié au Journal officiel. En 1994, le gouvernement réduira de 10 % la dotation annuelle accordée en vertu des lois de 1988 et de 1990 - aux partis politiques représentés au Parlement, et de 5 % celle pour les partis non représentés au Parlement (18).

8. - **Projet de loi quinquennale sur l'emploi** : Le débat sur le texte de Michel Giraud engagé depuis le 2 au Palais du Luxembourg est dominé par le thème des deux heures : les sénateurs adoptent de justesse, par 147 voix contre 138, les deux amendements proposés le 3 par Jean-Pierre Fourcade (Rép. ind) et Gérard Larcher (RPR), permettant une réduction « à titre expérimental » du temps de travail annualisé d'au moins 15 % assortie d'une baisse de salaires et d'embauches. Après l'opposition

exprimée, le 9, par le groupe UDF de l'Assemblée nationale, et le 10, par le groupe RPR, la CMP (commission mixte paritaire) adopte, le 15, l'amendement qui maintient l'indemnité de la réduction du temps de travail mais supprime toute référence aux trente-deux heures. Le 18, les députés adoptent par un vote à main levée le texte de la CMP. Le 19, le projet de loi quinquennale sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle, est adopté définitivement par le Sénat.

Le 23, le groupe socialiste du Sénat s'inscrit le conseil constitutionnel (4, 6, 7-8, 9 au 11, 17, 21-22, 25).

9. - **Conseils généraux** : Robert Clément (PCF) est élu à la présidence du conseil général de Seine-Saint-Denis et Gérard Buret (RPR) à celle de l'Orne (11).

10. - **Le carambolage** de l'autoroute A-10, à Saint-Martial-de-Millemont, au nord de Bordeaux, qui provoque la mort de dix-sept personnes, est l'accident le plus meurtrier des dix dernières années (12, 13, 16, 24, 1/XII).

10. - **François Mitterrand**, renouant à la pratique en usage depuis 1987, décide de ne pas fleurir la tombe de Philippe Pétain à l'île d'Yeu à l'occasion de la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 (9, 10).

12-14. - **Les Verts** : Mettant en minorité Antoine Waechter, l'assemblée générale des Verts réunie à Lille adopte un texte d'orientation qui privilégie le dialogue avec les forces de gauche. Antoine Waechter, Dominique Voynet, André Buchmann et Yves Cochet sont élus porte-parole des Verts (12, 14-15, 16, 17, 23, 30).

15. - **Enseignement** : Alors que les étudiants et les lycéens manifestent depuis le début du mois contre la pénurie d'enseignants et de locaux, les deux syndicats étudiants, l'UNEF et l'UNEF-ID, organisent une journée nationale d'action pour réclamer un renforcement du budget de l'enseignement supérieur. Après avoir abandonné, le 2, son projet de réforme de l'allocation de logement social des étudiants (ALS), François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, remet en cause, le 9, la politique contractuelle entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur (3, 6, 11, 16 au 18, 20, 25, 27, 1/XII).

16. - **Biotechnique** : Dans un rapport sur l'éthique biotechnique remis à Edouard Balladur, le professeur Jean-François Mattéi demande une enquête sur la société Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins à propos des collectes de placentas pour la fabrication d'albumine. Il réclame également une loi sur la biotechnique (10, 18, 23, 24).

16-23. - **Privatisations** : Rhône-Poulenc, la première privatisation industrielle du gouvernement Balladur, avec plus de 2,9 millions d'actions, est achetée par la société

Edmond Alphandéry annonce la prochaine mise sur le marché de l'UAP (25, 27, 1/XII).

17. - **Football** : La défaite de l'équipe de France contre la Bulgarie au Parc des Princes (2-1) élimine la France de la phase finale de la Coupe du monde aux États-Unis en 1994. L'entraîneur Gérard Houllier et Jean Finat-Feyard, président de la Fédération française de football démissionnent (19, 24, 27, 30, 1/XII).

17. - **Bernard Tapie** est l'objet de deux demandes de levée de son immunité parlementaire : la première transmise le 8 octobre pour l'affaire Testut, la deuxième, le 2 novembre, dans le cadre de l'affaire du match OM-Valenciennes. Le 17, la commission *ad hoc* de l'Assemblée nationale donne un avis favorable à la demande de levée de son immunité parlementaire.

19. - **Politique sociale** : La vague de froid provoque la mort de neuf personnes en France, dont sept « sans domicile fixe ». Malgré une série de mesures annoncées, notamment à Paris, pour l'accueil des SDF (dont le nombre est évalué à 400 000 en France), une pétition se développe sur la politique du

logement social (23, 24, 25, 27, 1/XII).

25. - **Le Groupe islamique** : Le 15, le Groupe islamique armé (GIA) annonce l'enlèvement de trois Français enlevés à Alger le 24 octobre dernier puis libérés le 31 octobre et le 1^{er} novembre, remettant à Michel Thévenot, l'un des trois otages, un message : les islamistes demandent un délai d'un mois à la communauté française pour quitter l'Algérie.

Le 9, dans le cadre de l'enquête sur cette affaire, Charles Pasqua déclenche, en région parisienne et en province, une opération policière contre les milieux islamistes en France qui aboutit à l'interpellation de 88 personnes proches de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Djaffer El Houari, président de l'association Fraternité algérienne en France (FAF), Moussa Kraouche, porte-parole de la FAF et Abdelhak Boudjafer sont placés en garde à vue prolongée jusqu'au 12.

Le 10, l'imam turc de Nanterre (Ain), Hussein Korusqui, est expulsé par le ministre de l'Intérieur : il avait critiqué l'exécution terroriste, le 5, par le procureur du collège de Nanterre de quatre élèves musulmans portant le foulard en classe.

Le 13, Moussa Kraouche, Abdelhak Boudjafer et Larbi Beddief sont mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Djaffer El Houari, libéré, est assigné à résidence. Le 15, l'ex-Front islamique du salut (FIS), dans un communiqué à l'AFP, adresse un avertissement à l'encontre des ressortissants étrangers vivant en Algérie. Le 17, Charles Pasqua déclare au Monde : « La France n'acceptera plus sur son sol d'activités de nature à nuire à ses intérêts ». Le 21, l'un des auteurs présumés de l'enlèvement des trois Français est arrêté. Il confirme l'appartenance des revues au Groupe islamique armé (GIA) dirigé par Si Ahmed Mourad (nom de guerre) : Djaffer el Afghani.

En Algérie, où la situation est tendue, quarante-trois personnes, quatorze membres des forces de l'ordre, dix-sept civils et douze islamistes sont tués en l'espace d'une semaine (2, 4 au 6, 9 au 13, 14-15, 17, 19, 23 au 26, 30).

CULTURE

3. - **Mort d'Henri Thémis**, écrivain, né en 1912. Prix Médias avec John Perkins en 1950 et prix Femina avec le *Promontoire* en 1961 (5).

4. - **8-5 Carrefour des littératures** de Strasbourg : Après leur manifestation le 31 juillet, une cinquantaine d'écrivains envisagent la création d'un « Parlement international des écrivains » pour lutter contre les persécutions à l'encontre des intellectuels (5).

8. - **Prix littéraires** : Le prix Goncourt est attribué à Amin Maalouf pour *Le Rocher de Tanios* (Grasset). Le prix Renaudot à Nicolas Bréhal pour *Les Corps célestes* (Gallimard) (10). Médias : Emmanuelle Bernheim : *La femme* (Gallimard). Médias étranger : l'Américain Paul Auster : *Leviathan* (Actes Sud). Médias essai : Michel Onfray : *La Sculpture de soi* (Grasset) (17). Le prix Femina : Marc Lambron pour *L'Œil du silence* (Flammarion). Femina étranger au romancier britannique Ian McE-

wan pour *L'enfant volé* (Gallimard) (7-8).

16. - **Le clown** Achille Zavatta se donne la mort (18, 25).

18. - **Louvre** : A l'occasion du bicentenaire du musée, la nouvelle aile Richelieu est inaugurée. Les surfaces d'exposition du Grand Louvre, conçu par l'architecte Ieoh Ming Pei, passent de 30 000 m² à 52 000 m².

25. - **Opéra de Paris** : Jacques Toubon annonce une série de réformes touchant la direction artistique et les statuts juridiques de l'Opéra de Paris, qui sera dirigée à partir d'août 1995, par Hugues Gall, actuellement directeur du Grand Théâtre de Genève, qui succédera à Pierre Bergé (26, 27).

25. - **Mort de l'écrivain** britannique Anthony Burgess, auteur d'*Orange mécanique* (27).

Dossier établi par Brigitte Camus-Lazzaro.

La France, l'Algérie et les islamistes

Le 15, le Groupe islamique armé (GIA) annonce l'enlèvement de trois Français enlevés à Alger le 24 octobre dernier puis libérés le 31 octobre et le 1^{er} novembre, remettant à Michel Thévenot, l'un des trois otages, un message : les islamistes demandent un délai d'un mois à la communauté française pour quitter l'Algérie.

Le 9, dans le cadre de l'enquête sur cette affaire, Charles Pasqua déclenche, en région parisienne et en province, une opération policière contre les milieux islamistes en France qui aboutit à l'interpellation de 88 personnes proches de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Djaffer El Houari, président de l'association Fraternité algérienne en France (FAF), Moussa Kraouche, porte-parole de la FAF et Abdelhak Boudjafer sont placés en garde à vue prolongée jusqu'au 12.

Le 10, l'imam turc de Nanterre (Ain), Hussein Korusqui, est expulsé par le ministre de l'Intérieur : il avait critiqué l'exécution terroriste, le 5, par le procureur du collège de Nanterre de quatre élèves musulmans portant le foulard en classe.

Le 13, Moussa Kraouche, Abdelhak Boudjafer et Larbi Beddief sont mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Djaffer El Houari, libéré, est assigné à résidence. Le 15, l'ex-Front islamique du salut (FIS), dans un communiqué à l'AFP, adresse un avertissement à l'encontre des ressortissants étrangers vivant en Algérie. Le 17, Charles Pasqua déclare au Monde : « La France n'acceptera plus sur son sol d'activités de nature à nuire à ses intérêts ». Le 21, l'un des auteurs présumés de l'enlèvement des trois Français est arrêté. Il confirme l'appartenance des revues au Groupe islamique armé (GIA) dirigé par Si Ahmed Mourad (nom de guerre) : Djaffer el Afghani.

En Algérie, où la situation est tendue, quarante-trois personnes, quatorze membres des forces de l'ordre, dix-sept civils et douze islamistes sont tués en l'espace d'une semaine (2, 4 au 6, 9 au 13, 14-15, 17, 19, 23 au 26, 30).

Pour devenir Numéro 1 nous avons tué

l'affichage à la papa, l'affichage des bricoleurs, l'affichage des bradeurs et des baratineurs. Grâce à un programme d'études unique et un partenariat exclusif conclu avec plus de 350 municipalités, Giraudy est le seul afficheur urbaniste, économiste mais aussi sociologue. Sa vision "Marketing" de l'affichage lui permet de suivre et d'anticiper les déplacements quotidiens de tous les Français. Et de laisser dans tous les coeurs de cible de belles traces d'impact.



L'afficheur qui connaît le terrain.

CULTURE

CHANTEUSES MALIENNES DU WASSOLOU au Festival Africolor

■ **AMSTERDAM.** Pour sa cinquième édition, le Festival Africolor présente sa programmation en Europe avant de rejoindre le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Les Néerlandais ont ainsi pu découvrir Nahawa Doumbia, Djeneba Diakité et Sati Diawara, étoiles montantes de la musique malienne, représentantes du courant wassolou.

■ **BAMAKO.** Au Mali, la tradition des griots a perdu de son prestige. Les musiciens populaires n'appartiennent plus à leur caste et s'inspirent de la culture des chesheurs, née dans la région wassolou, au sud-est du pays.

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Le voyage européen de Nahawa, de Djeneba et de Sati Diawara commençait au tout début du mois de décembre, à Roissy-en-France, au petit matin. Il avait pu s'y terminer, tant les autorités policières s'acharnaient à mettre des bâtons dans les roues de ces artistes étrangers pourtant munis de contrats en bonne et due forme.

Une fois passé ce tir de barrage, une fois digérées les réflexions xénophobes (« Je croyais qu'on les renvoyait chez eux... »), les trois chanteuses maliennes et leurs musiciens ont pu installer leurs valises, balafons, tambours djembé, barmas, kora et guitares électriques dans les coffres de l'autobus affrété pour la tournée Africolor, dont elles tiennent la vedette.

Depuis 1989, le Festival Africolor réunit chaque hiver, au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, la fine fleur de la musique africaine. La nuit de Noël est traditionnellement consacrée à la musique du Mali. Avant de sacrifier à ce rituel qui fait désormais partie du calendrier des Maliens à Paris, Africolor a pris la route. Première des sept dates de la tournée : Amsterdam, où Nahawa Doumbia, Djeneba Diakité et Sati Diawara devaient se produire au Centre culturel du Melkweg, avec Persée Poliss, six musiciens regroupés autour du chanteur réunionnais Patrick Persée, qui voudrait marier rock, reggae et maloya — en progrès, mais pas encore au point, et le duo insolite qui réunit un harmoniste français, Vincent Bueber, et un joueur de harpe malgache, Tao Ravao.

Trois salles, un restaurant, une galerie d'exposition, un dédale de coins conversation et de points de ralliement : le centre multimédia Melkweg s'est installé en 1970 dans une ancienne laiterie industrielle à deux pas du Théâtre municipal d'Amsterdam. Pour attirer le chaland, l'équipe du Melkweg avait programmé, à l'issue de la soirée Africolor, une fin de nuit discothèque, avec toaster et DJ regga. Une modernité qui ne jure qu'en apparence avec la musique « traditionnelle » de Nahawa, Djeneba et Sati.

Car les trois chanteuses maliennes, si elles incarnent la tradition vocale du Wassolou, un pays de savane au sud-est du Mali, sont aussi les représentantes d'un courant novateur de la musique malienne. Libérées des contraintes imposées aux griots, une caste à laquelle aucune des trois n'appartient, elles ont abandonné les thèmes historiques traditionnels, laissés de côté les louanges aux puis-

Après les griots



Djeneba Diakité et Nahawa Doumbia à Bamako

sants pour parler du Mali de tous les jours (lire l'encadré). Elles ont brisé un autre tabou en arrivant à travailler ensemble dans un pays où les rivalités de castes prennent parfois des proportions épiques. Elles ont adapté leur répertoire, mis au diapason balafons et kamale n'goni (une kora à six cordes), dont l'accord varie d'un village à l'autre, pour chanter à l'unisson sans rien perdre de leur singularité.

Les pieds dans le plat

Le Mali ne s'y était pas trompé : le 27 novembre dernier, tout ce que le pays compte de téléviseurs était pris d'assaut pour suivre la retransmission en direct de leur premier concert, donné au Centre culturel français, en préouverture de la

semaine Découvertes de Radio France Internationale. Sur les murs des loges du Melkweg, des artistes du monde entier ont écrit leur nom au feutre, comme un annuaire de l'internationalité de la chanson intelligente, du folk moderne, du rock révolté, du rap engagé, etc. On y trouve déjà « Nahawa from Mali ». Timide en ville, royale en scène, Nahawa Doumbia, la plus connue des chanteuses de musique wassolou avec Oumou Sangaré, est une habituée des scènes européennes. Sourire et accents presque enfantins, attitude de fierté combattive, elle rayonne, balais les objections de son chasse-mouches à plumes.

A côté, Djeneba Diakité apparaît tout en rondeurs, enveloppée dans une voix chaude. Insolente et sûre d'elle, elle met les pieds dans le plat : considérations politiques, faits divers

édifiants, commentaires de l'actualité, tel ce Libéria où elle s'interroge sur les conflits africains.

La jeune Sati Diawara n'avait jamais mis un pied hors de chez elle, ni même chanté devant un public de Blancs. Couvée par ses aînées, elle apprend à danser et à se tenir en scène en se laissant entraîner dans le plaisir partagé du chant. Derrière, sept instrumentistes (balafons, kamale n'goni, basse, tambours, guitares), dont l'excellent guitariste et arrangeur Medou Bah Traoré, produisent une musique à faire rêver.

A travers les phrases modulées en langue bambara, les envolées de guitares et de cordes pincées, les atmosphères tissées au balafon et au tambour, les images affluent : libres, fluides, dans une Afrique où les idées circulent encore, sans fouille, sans censure et sans visa.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► **Tournée Africolor :** le 15 décembre à Nîmes (l'Océan), le 17 à Angoulême (la Nef), Festival Africolor au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, 59, bd Jules-Guesde, tél. : 42-43-17-17. Le 18 : Persée Poliss, Danyel Waro, Tao Ravao, Vincent Bueber. Le 19 : Cereba, Mandé-Foli, Nips, Cassia Evara, Bakary Ciné, Mandé-Foli, Babadijan, Djely Moussa Diawara, Nahawa Doumbia, Djeneba Diakité, Sati Diawara.

► **Discographie :** Nahawa Doumbia, Mangoni, 1 CD Mélodie 387812. Djeneba Diakité, Piraterie, 1 CD Mélodie 09265. Oumou Sangaré, Ko éira, 1 CD World Circuit distribué par Media 7. The Wassolou Sound : Women of Mali, 1 CD Stam's Africa STCD1035 distribué par Harmonia. Sinti Sennaké, musique des chesheurs de Sébénikoro, 1 CD Buda Records distribué par Adas. Mali, nuit des griots, 1 CD Ocora C599009 distribué par Harmonia Mundi.

De la chasse à la critique sociale

BAMAKO

de notre envoyée spéciale

En chantant ensemble, Nahawa Doumbia, Djeneba Diakité et Sati Diawara bousculent la tradition. Si l'épisode — heureux, tant ces trois femmes ont joué le jeu, et y ont pris plaisir — a été provoqué par le directeur artistique d'Africolor, Philippe Conrath, il a été rendu possible par le nouvel esprit qui souffle au Mali.

Certes, la musique melléké n'est pas morte ni le goût du chant des griots. Mais l'auditoire, la jeune génération, reproche aux griots d'évoquer l'homme, sans discernement et dans le seul but de s'enrichir, à tous ceux qui pouvaient les rétribuer, aux hommes de bien comme aux corrompus notoires, et en particulier à l'ancien chef de l'Etat, Moussa Traoré, et à ses proches.

L'avènement de la démocratie

En mars 1991, avec l'avènement de la démocratie, la parole est à nouveau libre, et il y a bien d'autres choses à chanter que des louanges. On peut parler du présent, des incertitudes de la vie et de l'amour, des espoirs et des difficultés de chacun, dire l'inquiétude des jeunes... Aina,

avant les élections, Djeneba Seek chantait à l'adresse de ceux qui portent grands bouffes et basins richement brodés et roulent en grosse voiture : « Si vous ne changez pas d'attitude, il n'y aura pas d'avenir pour nous dans ce pays. »

C'est dans la région du Wassolou, au sud-est du pays, que le renouveau s'est fait sentir le plus rapidement. Là où il n'est pas besoin d'appartenir à la caste des griots pour être artiste et où la musique s'inspire directement de la tradition des chants de chesheurs.

Il y a une quinzaine d'années, pour pouvoir s'exprimer plus librement, un jeune musicien, Setigui Sidibé, y a créé le kamale n'goni, sorte de petite kora à six cordes dérivée du n'goni des chesheurs, une calebasse à trois cordes. Le kamale n'goni, l'instrument des « hommes dans la force de l'âge », est devenu le symbole de la musique nouvelle.

Même révolution dans la mode : le bogolan, le vêtement de coton traditionnellement porté par les chesheurs et les paysans bambaras, a été réinventé par les jeunes stylistes. Le musée et la mode : les deux moyens d'expression privilégiés de la jeunesse.

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

FESTIVAL 38^e RUGISSANTS à Grenoble

Du Cap-Vert à la Catalogne

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

Le violoniste aveugle tient son archet comme un tourneur et, de temps en temps, accentue la pression de son index, comme on appuie sur un couteau. L'effet est exactement celui de diptères nasales et glissées de la langue lusitanienne : ce violon à chanter en portugais! Augusto De Pina joue sur un violon instrument noirci de boucanier. Son art, il l'a appris de ses ancêtres, puis magnifié par son génie propre, ce phrasé violoniste calqué sur la langue parlée, cette gâité toujours voilée de larmes. Augusto De Pina, sujet clairvoyant de l'Etat du Cap-Vert, roi de la morna (le fado local), aurait pu incarner seul, à Grenoble, les grandeurs de la musique traditionnelle.

Mais, du 30 novembre au 11 décembre, les programmes se sont succédé à un rythme d'enfer dans ce Festival des musiques d'aujourd'hui — notez le pluri — que son directeur, Benoît Thiebaud,

PARTITIONS : six sonates de Joseph Haydn retrouvées en Allemagne. — Les partitions manuscrites de six sonates pour piano du compositeur autrichien Joseph Haydn, datant de 1766-1769, ont été découvertes à Münster en Westphalie, en Allemagne, annonce le *Times* de Londres dans son édition du 14 décembre. Ignorant leur importance, leur propriétaire a récemment montré ces œuvres, portant le nom du compositeur, à un professeur de musique, qui a aussitôt alerté le pianiste autrichien Paul Badura-Skoda et son épouse, musicologue. Ces derniers ont vite fait le rapprochement avec les sonates disparues mentionnées au catalogue des œuvres de Haydn. Les manuscrits sont des copies datant de 1805 réalisées en Italie. Ils doivent être prochainement vendus aux enchères. Quant aux œuvres elles-mêmes, Paul Badura-Skoda compte les interpréter à l'Université de Harvard le 12 février prochain avant leur publication en avril.

gien, a joliment soutiré « 38^e rugissants ». Invite claire à larguer les amarres. Les voiles, pour cette cinquième édition, s'étaient largement déployées de l'Amérique post-moderne (Lucinda Childs, Kronos Quartet) à ces bérétiques qui, comme Valentin Clavier, veulent inventer l'avenir sur une vieille éroue ou, comme le Belge Max Vanderborn, créent des sons neufs sur des boîtes de conserve rouillées et des sacs poubelles : *Symphonie d'objets abandonnés*.

L'exposition de machines musicales de Pierre Bastien poussait, elle aussi, à remonter le temps par ses associations contre-nature de banjos, de fils électriques et de mécaniques. Comme si les matériaux de récupération étaient devenus baguettes magiques en notre période mécanisée.

Et puis, cette étape au Cap-Vert, archipel peuplé d'esclaves africains par les Portugais, qui allaient faire de ces bouts de monde plantés au large du Sénégal une colonie et une étape dans leurs grandes manœuvres commerciales. A Mindelo, face à la mer, vit là-bas un fonctionnaire collecteur de folklore local, qui est aussi un vrai compositeur. Il a trente-sept ans; écrit une musique sans âge, sans nationalité, sans emprunts non plus, sinon à un passé cap-verdien imaginaire, réinventé, où l'on n'entend que de très loin les échos langoureux de la morna et des vieilles mazurkas dont les rythmes syncopés et à trois temps inégaux se sont perpétués là-bas depuis la colonisation.

Un musicien dans le désert

Vasco Martins, né de père créole et de mère portugaise, a fait de très sérieuses études de composition à Lisbonne et à Paris, s'est initié à la musicologie auprès d'un spécialiste de Villa-Lobos et de musique finlandaise (on croit rêver), n'a jamais renoncé à se comporter en avant-gardiste occidental, synthétiseur Yamaha à la clé, sur une des terres les plus pauvres du monde, terre qui ne peut lui garantir ni public, ni interprètes, ni débou-

chés. Il n'existe évidemment pas d'orchestre symphonique au Cap-Vert.

Vasco Martins a néanmoins composé, comme on lance une bouteille à la mer, une suite symphonique intitulée *Dances du cap-vert*, dont la légèreté d'orchestration, les subtilités harmoniques et les contrepoints rythmiques n'ont rien à envier aux impressionnistes français, versant exotique. Comme du Ravel, ou du Chabrier, ces danses sont légères d'apparence, très difficiles à exécuter. Il leur faudrait une interprétation plus exacte que celle de l'Ensemble Futura-Musiques (semi-professionnels de l'université Paris-VIII), pilotés au mieux par Denis Gauthier, mais qui ne peuvent donner que ce qu'ils ont : leur travail et leur bonne volonté.

Si l'on ressent une émotion et une admiration particulières à écouter du Vasco Martins, c'est que ce musicien, qui est aussi poète et romancier, crée, au sens propre, dans le désert. « Je ne tente pas d'adapter les rythmes de mon pays, dit-il, mais la façon dont je vis ses paysages. Je ne désire pas copier le répertoire savant occidental, mais je considère que Debussy, ce géant, fait aussi partie de mon patrimoine culturel. J'ai joué dans les bars pour gagner ma vie à Paris. Mais j'y ai aussi compris qu'il fallait écouter Ravel pour comprendre comment faire sonner un grand orchestre symphonique. » Vasco Martins sait faire sonner un grand orchestre symphonique. Il n'a certainement pas la peinture d'un Ravel, mais peut-être celle d'un Villa-Lobos cap-verdien. Une découverte, en somme (1).

L'autre manie des 38^e rugissants, outre celle du long cours, est celle des dynasties. Une soirée en forme d'arbre généalogique réunissait ainsi les pièces de théâtre musical balbutiantes, étranges, déirantes ou déambulatoires de Mauricio Kagel (servies fort bien par le jeune ensemble français Aleph) et le dernier spectacle musical, interdit aux mineurs non avertis, de Carlos Santos, entouré de ses « nanas » cuir et métal.

Quoi de commun entre l'Argentin et la Catalogne? L'étrange, le talent. Obsessions morbides chez le premier. Récurrences sadomaso chez le second, dont le Festival d'Automne avait présenté l'an passé, à l'Odeon, une *Tramuntana Tremens* trépidante et très folle. La *Grenya de Pascal Picany*, que le même Festival parisien reprendra à l'automne 1994, avance d'un cran dans l'avalanche de fantasmes érotiques : matresses aux godemichs souris, prenant leur plaisir en martyrisant un Steinway; pianiste-esclave (Carlos Santos lui-même) s'exposant de son plein gré aux humiliations les plus folles. Le piano souffre, le public jubile sans grivoiserie. Le spectacle est à revoir, de très près.

ANNE REY

(1) Voir le reportage sur la musique au Cap-Vert et Carlos Santos, *Le Monde* du 17 septembre 1993.

► **Discographie.** — Album du cinquième anniversaire des 38^e rugissants : *Zappacura* pour piano, par Un Drame musical inspiré par Vasco Martins. *Vue sur l'arbre*, détail de Laurent Bigot et François Robin, Terra, de Carlo Rizzo et Benoît Thiebaud. *Crysalis* de Michel Radolfi. *Méditations sur le tour de Babel*, par les Chœurs de Lyon Bernard-Fort, présentation de Michel Thion : un CD L'Empreinte digitale ED 13207. Distribué par Harmonia Mundi.

REVEILLONS : LOC. OUVERT
SAINT-GEORGES
MARIA PACÔME
MICHEL CRETON
LES DESARROIS
DE GILDA RUMEUR
Comédie de Maria Pacôme
DERNIERE LE 31

Pour les fêtes de fin d'année

UN DOCUMENT AUTHENTIQUE

Le journal

"Offrez-lui"

le journal anniversaire

Cadeau précieux,

le journal anniversaire est présenté dans un luxueux coffret. C'est un vrai journal puisé dans un stock unique de journaux de collection parus de 1890 à nos jours. Il est accompagné d'un

Certificat d'Authenticité du Musée de la Presse.

BON DE COMMANDE

A envoyer, accompagné d'un chèque du montant de votre commande ou du n° de votre Carte Bleue.

(16 chiffres) à :

Boutique du Musée de la Presse
43, rue de l'Arbre Sec - 75001 PARIS

Dates des journaux commandés		
Jours	Mois	Années

Prix : 190F par journal
Livraison sous 8 jours
Livraison sous 48h 205F
avec son coffret et son Certificat d'Authenticité.
Frais d'envoi inclus.

Si joint un paiement de

مكتبة الجليل

CULTURE

THÉÂTRE

UN CHAPEAU DE PAILLE D'ITALIE au Théâtre de la Ville

Une énergie neuve

On savait que la nouvelle mise en scène du grand œuvre de Labiche signée par le codirecteur du TNP, Georges Lavaudant, était de la meilleure facture (la critique de Bernardette Bost est parue dans le Monde du 14-15 mars). Sa reprise à Paris est une manière de triomphe, celui de l'intelligence et de la cohérence d'une troupe entière. Tout a été dit sur cette pièce splendide d'Eugène Labiche, cauchemar vertigineux qui défie la tempo et la raison. Claude Lévi-Strauss, par une analyse aussi rigoureuse que virtuose, a décrit, dans le Potière jaloux (Plon, 1985), le lien étroit entre sa structure et celle de l'Édipe de Sophocle. A tout coup, spectateurs et interprètes se réchauffent le souffle coupé... et le cœur plus léger.

La course est menée avec un panache tout particulier par un jeune acteur dont on savait qu'il se hisserait vite à ce niveau d'engagement, Patrick Pineau. La voici l'édification, l'un des rôles les plus exigeants du répertoire, auquel se sont collés les meilleurs interprètes français. Jeune rentier du Paris de Louis-Philippe, il est projeté malgré lui, le jour de ses noces, dans une incroyable course après que son cheval a dévoré

le chapeau d'une jeune femme adroite, lors d'une promenade au bois de Vincennes.

Son interprétation est un bijou de précision - c'est la première exigence du burlesque - et manifeste une grande liberté d'acteur : la voix se promène sur toute la gamme des intonations ; les mouvements restituent intensément les rythmes de l'œuvre ; le visage, le regard sont d'une expressivité irréprochable. Cette qualité de jeu insufflée à la pièce de Labiche une énergie absolument neuve.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris (4^e). Métro : Châtelet. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 140 F.

ANDRÉ CHÉNIER à la Maison de la poésie

Des tables où l'on boit du sang

Comment faire apparaître sur scène un homme aussi « absent » qu'André Chénier ? La guillotine, étrangement, l'a plutôt éloigné que rapproché de nous : il y a perdu sa figure distincte pour se fondre dans une nuée confuse. Les pages de lui, toujours les mêmes, répétées dans les classes, dans les anthologies (« Elle est ou sein des flots la jeune Tarentine/Son beau corps o roulé sous la vague marine », etc.), sont harmonieuses mais froides. Puis Charles Maurras et sa suite, une équipe qui fuit le vide, ont mis Chénier comme sous scellés.

Un fanatique de Chénier, Michel de Maulne, a eu la bonne idée. Il a convoqué Chénier comme l'avait fait Victor Hugo : par le spiritisme. Carément, il s'ennuyait, à Jersey. Les visites d'amis étaient inexistantes. Histoire de voir enfin du monde, Hugo décida d'inviter des esprits, de faire tourner les tables. Les séances duraient parfois de 21 heures à 6 heures du matin. Jamais il ne tendit lui-même les doigts au-dessus du guéridon, les « opérateurs » étaient sa femme, sa sœur, des amis comme Auguste

Vaquerie et Delphine de Girardin. Mais le « médium » essentiel était Charles, le fils de Victor : c'est lui qui transmettait, à voix haute, les paroles des absents, c'est lui qui, en 1853 et 1854, fut l'interprète d'André Chénier. Il lui demandait de compléter les vers laissés inachevés (et qui semblaient être vraiment de lui, alors que Shakespeare, Racine, Molière, s'exprimaient en vers de Victor Hugo, sans aucun complexe).

Il est passionnant, Chénier. Avant 1789, il réclame la révolution (« Il veut mieux n'être pas que d'être misérable »). Les nuits de septembre 1792, il est encore assez encourageant : « Lorsque une grande nation, par une insurrection légitime, rentre dans tous ses droits et viole l'ordre des choses qui les violent tous, elle ne peut en un instant se trouver établie et calme. » Mais en 1793, il ne suit plus : il se dit « las de partager la honte de cette foule immense, qui approuve et encourage au moins par le silence, des hommes atroces et des actions abominables ». Il se déclare du nombre de ceux qui se refusent

à « toucher des mains souillées de meurtres et à s'asseoir à la table où l'on boit le sang des hommes ». Il sera guillotiné quarante-huit heures avant thermidor.

Lorsque Chénier, entre ses articles éblouissants et ses Hymnes de combat, touche à une poésie moins urgente, il n'est pas le néo-grec impassible que nous croyons connaître. Dans l'Amérique, il invente « du pôle arctique les immenses glaçons » et « les vastes dunes de bœufs sauvages » ; dans le kitch il n'hésite pas. Ses poèmes « d'amour » se promènent entre un pré-romantisme intense et l'humour pervers : « Il faut en le grondant le serrer dans les bras Lâche dire en le baisant que tu ne l'aimes pas. Il a le cœur si bon : sa soif est extrême », conseille-t-il à l'amoureuse, et il note, en marge : « Les beaux garçons sont souvent si bêtes. » En prison, il écrit d'une écriture microscopique, sur de minuscules bandes de papier prêtées par la Bibliothèque nationale, elles sont exposées à la Maison de la poésie.

Michel de Maulne, émergent d'abord de la brume dans le salon de Hugo à Jersey, puis prenant du poil de la bête, évoquant sa ville natale, Constantinople, puis oubliant toute réserve pour crier sa haine du sang, de la terreur, est un Chénier formidable. Yeux de foudre, voix jupitérienne, mais aussi des grâces d'enfant à faire glisser sur son cou un immatériel foulard rouge.

MICHEL COURNOT

► Maison de la poésie. Terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau, Paris (1^{er}). Métro : Halles. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures. Jusqu'au 19 décembre. Tél. : 42-36-27-53. Places 60 F et 80 F.

CORRESPONDANCE

Jacques Toubon et le sort de Jean-Marie Villégier

A la suite de la publication de l'article intitulé « Changement de direction au Théâtre national de Strasbourg » (le Monde du 8 décembre), nous avons reçu de Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, la lettre suivante :

L'administration du ministère a effectivement entrepris, sur mes instructions, tout ce qui est nécessaire pour que M. Jean-Marie Villégier puisse réaliser, dans les meilleures conditions possibles, les mises en scène qu'il avait programmées. M. Jean-Louis Martinelli en a pris par ailleurs l'engagement auprès de moi. Nous avons donné d'autre part notre accord à l'administrateur du TNS pour que la rémunération de M. Jean-Marie Villégier pour ses spectacles soit augmentée, dans la mesure où, selon sa formulation même, il ne s'agit plus de mises en scène de « directeur ». Enfin, j'ai confirmé que M. Jean-Marie Villégier disposera d'un contrat de metteur en scène indépendant à partir du 1^{er} janvier 1994.

L'article en cause ne portait pas sur le règlement de la situation de Jean-Marie Villégier à Strasbourg, mais sur la mesure de son contrat de metteur en scène indépendant. S'il est normal que le ministère assure à un directeur une juste rétribution pour des mises en scène prévues bien avant son arrivée, il est étonnant qu'un artiste de la qualité de Jean-Marie Villégier n'ait pas été reçu par l'administration du théâtre depuis son entrée en septembre dernier avec le ministère.

Il n'a fallu attendre le vendredi 10 décembre, soit vingt jours après le fin du contrat de directeur du TNS - et trois jours après la parution de l'article cité -, pour que Jean-Marie Villégier soit entendu par Jacques Bailion, nouveau directeur du théâtre. Qui a différé ses propositions à janvier prochain. - O. SJ



SAM. 18 DEC. 18H
N. RAMANI
flûte murci Indes du Sud
A. Kanyia Kumar violon
S. V. Raja Rao mridangam

CHAURASIA
flûte bansuri Indes du Nord
R. Chaurasia seconde flûte
S. Banerjee tabla

DIM. 19 DEC. 10H
Raga-s du matin
LUN. 20 DEC. 20H30
Raga-s du soir 80 F
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

PHOTOGRAPHIE

L'AMÉRIQUE DE NAN GOLDIN à Paris

L'image coup de poing

Après deux ans passés en Europe, la photographe Nan Goldin avait le bordel, le mal de l'Amérique. Lui manquait non pas le pays, mais les amis, ce qu'elle appelle « ma maison ». Elle a donc parrainé une exposition à la FNAC Montparnasse qui rassemble cinq photographes faisant partie de « la famille ». Ils ont la quarantaine, se connaissent depuis près de vingt ans et ont fréquenté la même école d'art, à Boston, où Nan Goldin a un souvenir précis : « Les enseignants étaient toujours bourrés. » Ils se sentent proches de Cassavetes, Warhol, Antonioni, du cinéma underground... Ils vivent difficilement de leurs images (certains font des photos de mariage pour vivre) et travaillent dans le style documentaire. Mais de façon radicale. Radicalité des thèmes : le sexe, l'amour, le sida, la drogue, l'homosexualité, la prostitution. Radicalité de l'esthétique : une photographie coup de poing, d'engagement, de proximité. Tous se placent physiquement dans l'intimité de leur sujet.

« Le documentaire, c'était rester à l'extérieur », affirme Nan Goldin. « Nous, on veut aller à l'intérieur des choses, des gens, des vies. Et y mêler le nôtre. » Ils aiment bien aussi casser les barrières entre journalisme et art, documentaire et fiction. Comme Lorca DiCorcia, qui a payé des prostituées pour les faire soigneusement poser. Mais ça ne se voit pas sur l'image.

Cette photographie d'intimité a un père : Larry Clark. Cet Américain turbulent - il se droguait et e

fait de la prison - a publié en 1984 un livre culte sur sa vie : *Teenage Lust* (Desirs d'adolescence). Nan Goldin est allée plus loin, en introduisant la couleur, souvent laqué, vulgaire, tapante. Elle réalise une image qui sera l'étendard de cette nouvelle photographie : un autoportrait à l'œil tuméfié, résultat d'un coup de son compagne.

On retrouve les mêmes ambiances dans l'exposition de la FNAC. Steven Barker a pris, dans un cinéma porno qu'il fréquente, des garçons à leur insu. David Armstrong travaille sur l'homosexualité, la photo est même un moyen de séduire les garçons. Nan Goldin apparaît parfois sur les images, et l'on retrouve la même fille chez deux photographes différents.

« Quand je ne connais pas la personne, je prends l'énergie, je me sens timide », affirme Sheldene Thurber, qui a également collectionné des chambres vides, glauques, en couleur : « C'est une thérapie, une façon d'accepter les absents. » Les absents sont essentiellement les victimes du sida. Tous, ici ont des amis qui en sont morts. « Les photographes, c'était leur donner un peu de vie pendant qu'ils meurent (...), dit Nan Goldin. Photographier, c'est juste une façon de partager la même vision du monde. »

MICHEL GUERRIN

► « L'Amérique de Nan Goldin ». FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes à Paris (6^e). Jusqu'au 8 janvier.

CINÉMA

Onzièmes Rencontres d'Annecy

L'Italie du réel

ANNECY

Le film de Salvatore Maira, *Donne in un giorno di festa* (« Femmes un jour de fête »), a obtenu le Grand Prix et le Prix du public des onzièmes Rencontres du cinéma italien qui se sont tenues à Annecy du 4 au 11 décembre (1). Le festival, endeuillé par la disparition récente de Federico Fellini, se voulait cette année la preuve que le cinéma italien n'en est pas moins vivant pour autant.

Unité de temps - une journée -, unité de lieu - un orphelinat -, *Donne in un giorno di festa* réunit quatre femmes autour du lit de mort d'une vieille religieuse qui dirigeait le pensionnat où elles ont passé leur enfance. Cette attention à la réalité n'est pas le fait du seul Salvatore Maira. Parmi les jeunes auteurs italiens, le mouvement est général. « Apparaissent, les cinéastes ne semblent pas conscients du monde dans lequel ils vivent. Ils réalisent des films trop oniriques, remarque Jean A. Gilli, le délégué artistique. La production s'est adaptée aux difficultés du moment : les films traitent de problèmes de société et certains sont tournés avec de tout petits budgets. »

Ettore Scola est un habitué d'Annecy. Venn présenter son nouveau film en avant-première, il a jugé le jeune cinéma italien « prometteur » parce qu'il semble avoir « retrouvé ses racines ». Le thème de son *Mario, Mario e Mario* ne fait pas exception à la nouvelle tendance observée de l'autre côté des Alpes. Le réalisateur y met en scène une jeune femme partagée entre deux hommes au sein d'un Parti communiste italien en pleine rénovation. Le

HOMMAGE : Dominique Wallon salue Maroun Bagdad. - Après la mort accidentelle du réalisateur d'origine libanaise Maroun Bagdad (le Monde du 14 décembre), Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma, a rendu hommage « à l'homme et au cinéaste exceptionnels (...). Il était profondément attaché à son pays et vivait en même temps pleinement son appartenance à la communauté artistique et cinématographique française. Il était, à l'évidence et de manière naturelle, un cinéaste de l'universel. »

film, bien accueilli, sera bientôt distribué en France.

Cela n'allait pas de soi : en 1993, sur la centaine de films produits dans la péninsule - le chiffre est constant depuis quelques années - cinq seulement ont traversé la frontière. Parmi eux, *Fiorelli*, des frères Taviani, est passé presque inaperçu dans les salles françaises.

VÉRONIQUE SAVIUC

(1) Le jury, présidé par le délégué général du Festival de Cannes, Gilles Jacob, a décerné son Prix spécial à Massimo Martella pour *Il Tifo* (« Le Plongeon »). *Gangsters*, de Massimo Guglielmi, a obtenu le Prix art et essai.

Ecoutez voir

MC 95 Bobigny
Chantrophobie
Gaudemio
48 51 11 45

Odéon-Théâtre
de l'Europe
Pierrot le fou
Les chœurs dans
le ciel natal
Roberto Zucco
La Corvée
Baroque de lair
44 41 56 56

Nanterre-
Amandiers
Téléthon acte III
46 14 70 00

Conservatoire
National
Supérieur d'Art
Dramatique
Conférences
Cycle de lecture
42 46 12 91

A - A A

Culture
Photographie

SAISON
- LAUSSE

JANVIER - MARS 1994

Ecoutez voir

THEATRE DE NEUILLY
MICHEL GALABRU
LE
BOURGEOIS
GENTILHOMME
15 REPRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
Places à partir de 75 F • LOC 47 45 75 80 et Agences FNAC VIRGIN

Ecoutez voir

la pluie d'été
Marguerite Duras
mise en scène Eric Vigner
27 novembre • 19 décembre
à Aubervilliers
48 34 67 67

alogue

CONCERTS

JEUDI 16 DEC. 20 h 30

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES

J. ROZE, prod.

ELISABETH LEONSKAJA

SCHUMANN, SCHUBERT

TSCHAIKOVSKI

(p.-c. Valmalette, Doublet)

LUNDI 20 DEC. 20 h

OPERA BASTILLE

STUDIO

INGE DREISIG

soprano

Moscou - Strauss

Rachmaninov

LUNDI 20 DEC. 20 h 30

SALLE GAVEAU

J.-M. Fournier Productions

« Grande Rendez-Vous »

Jean-Pierre

WALLEZ

violon

François-Joël

THIOLLIER

piano

Schubert-Beethoven-Schumann-Bruckner

Tél. rés. : 49-53-05-07

DIMANCHE 9 JANV. 20 h 30

LUNDI 10 JANV. 20 h 30

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES

MENHIN dirige BEETHOVEN

avec la

SINFONIA VARSOVIA

le 9, Symph. 1, 4 et 5

le 10, Symph. 6 et 3

(p.-c. Valmalette MondMusique)

MARIA PAUL
MICHEL...
LES DES...
DE...
DERNIER

Le déficit chronique de l'assurance-maladie

■ DÉFICIT RECORD. Le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale évalue le déficit du régime général à 57 milliards de francs en 1993 et 43 milliards en 1994. En juin, les prévisions tablèrent respectivement sur 38 milliards et 22 milliards.

■ GRIGNOTAGE. La Sécurité sociale souffre d'un déficit d'être étranglée par l'effondrement des ses recettes, grignotées par la crise économique. Malgré la hausse de la CSG, elles n'ont augmenté que de 2,3 %, après 5,6 % en 1992 et 5,2 % en 1991, alors que les dépenses progressent de 6,4 %.

■ TVA SOCIALE. Le gouvernement s'interroge sur l'opportunité d'augmenter la TVA. Il s'agirait de réduire le déficit et/ou de financer des exonérations supplémentaires de cotisations patronales sur les bas salaires afin de stimuler l'emploi.

La Sécurité sociale souffre d'un manque de recettes

Il faut donc se faire une raison. Les 16 milliards de francs obtenus grâce à la revalorisation de 1,1 % à 2,4 % de la contribution sociale généralisée (CSG) et aux économies réalisées sur les aides au logement (0,5 milliard) ou la hausse de cinq points des remboursements d'assurance-maladie « n'ont pratiquement eu pour effet que de neutraliser les conséquences de la dégradation de l'environnement économique ». « En quelques mois, souligne la commission, la situation financière s'est rapidement dégradée » à cause d'une « brulote dégradation des recettes ».

Cette année, les cotisations sur les salaires du secteur privé (720 milliards) accusent un recul de 0,9 %, et, globalement, la croissance de l'ensemble des recettes sera réduite à une peau de chagrin : 2,3 % après 5,6 % en 1992 et 5,2 % en 1991. Parallèlement, les dépenses des différentes branches de la Sécurité sociale (1 083 milliards) auront enregistré une hausse de 6,4 %, les pouvoirs publics ayant consenti une seule « largesse »

notable avec le relèvement de l'allocation de rentrée scolaire (côté : 5,9 milliards).

Le dérapage le plus visible concerne l'assurance-maladie, dont le déficit s'élève à 25,8 milliards de francs, malgré le plan Veil. Les dépenses de santé évoluent un peu moins vite que l'an passé (6,2 % contre 7,1 %), mais, si les honoraires du secteur privé restent modérés (+ 3,6 %), ce n'est pas le cas des versements aux hôpitaux publics (+ 7,1 %), des prescriptions (+ 6,6 %) ou des dépenses de pharmacie (+ 8 %). Traditionnellement excédentaire, la branche des accidents du travail se trouve, pour la première fois depuis bien longtemps, dans le rouge (466 millions).

« Pari optimiste »

Quant au déficit de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, il plonge à 40 milliards, le léger freinage des prestations étant largement compensé par l'effacement des recettes. Enfin, la branche des allocations familiales présente un excédent de 9,3 milliards, grâce à l'apport de la CSG, mais ses dépenses sont en hausse sous l'effet de certaines prestations liées aux conditions de ressources (notamment les aides au logement).

Pour 1994, le besoin de financement devrait être ramené à 43 milliards. Cette estimation « suppose que l'économie française retrouve rapidement le chemin d'une croissance certes modérée, mais durable, par optimisme qui, à l'évidence, n'est pas gagné d'avance », prévient le rapport. En outre, cela implique que l'objectif d'évolution des dépenses de médecine de ville (+ 3,4 %) fixé par la convention médicale soit consacré aux engagements pris par les syndicats de médecins. Quant à la réforme du régime d'assurance-vieillesse (allongement de la durée de cotisation et de la période de référence), elle ne rapportera pour sa première année d'application que 150 millions de francs. Au total, on assisterait à un ralentissement drastique des dépenses (en baisse de 1,7 %) et à une évolution plus soutenue des recettes (+ 3,4 %). Des hypothèses, écrit joliment la commission des comptes, « qui s'inscrivent dans la trame optimiste de la gamme des prévisions réalistes ».

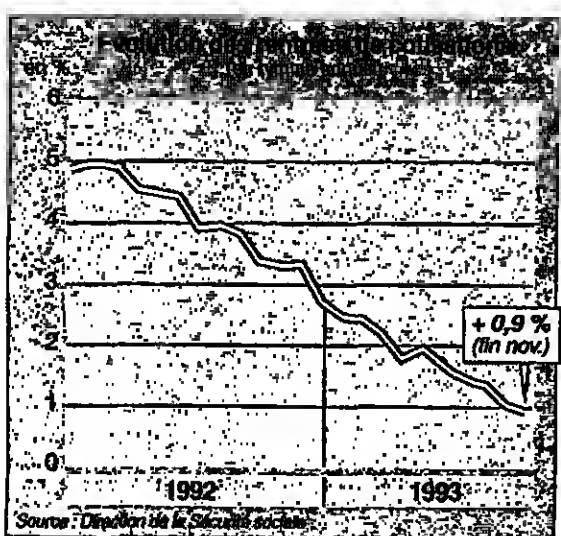
J.-M. N.

CLÉS/ Structures

■ Maladie, retraite, famille. La Sécurité sociale recouvre l'assurance-maladie (548 milliards de francs), les retraites de base (316 milliards) et les prestations familiales (218 milliards). En 1993, les dépenses atteignent 1 083 milliards de francs alors que ses recettes, qui proviennent pour l'essentiel des cotisations patronales et salariales, représenteront 1 026 milliards. Le financement est très dépendant des fluctuations économiques et pèse excessivement sur l'emploi. Aussi, fait-on de plus en plus appel à l'impôt (par le biais de la contribution sociale généralisée, notamment). De même, le gouvernement multiplie les exonérations de cotisations sur les bas salaires pour lutter contre le chômage.

■ Les comptes. La commission des comptes de la Sécurité sociale, composée d'experts, de parlementaires et de représentants patronaux ou syndicaux, se réunit deux fois par an pour livrer ses prévisions. Contrairement à la plupart des autres pays, le « Sécu » français fonctionne « à guichet ouvert » : on ajuste les recettes aux dépenses et non le contraire.

■ Les déficits. En 1993, le principal déficit vient des retraites (40 milliards de francs) devant la maladie (26 milliards) alors que les prestations familiales sont excédentaires (9,3 milliards).



Dénouement

Suite de la première page

Les intentions du Premier ministre - « doubler d'ici cinq ans » l'effort entrepris et réduire dès l'an prochain les cotisations patronales d'assurance-maladie - risquent de nécessiter un financement supplémentaire. Dans ce cas, le recours à la TVA serait, politiquement, la solution qui s'impose.

Après la création de la CSG (60 milliards), du Fonds de solidarité (40 milliards de dépenses de retraites gérées par l'État), la reprise de la dette par le budget et l'extension des exonérations, une TVA affectée directement ou non aux dépenses sociales constituerait une étape supplémentaire dans la fiscalisation rampante de la « Sécu ». Ce mouvement, initié à la fois pour venir en aide aux régimes sociaux en pleine crise et lutter contre le chômage, en effaçant un mode de financement qui pénalisait l'emploi, remet forcément en question le principe de la gestion paritaire de la Sécurité sociale. Or celui-ci a perdu de sa légitimité. Les partenaires sociaux, résolument hostiles au recours à la TVA, n'ont jamais accepté d'exercer une responsabilité réelle. Récemment, ils ont accueilli non sans soulagement la deuxième prorogation du mandat de leurs administrateurs élus en 1983. La loi quinquennale sur la protection sociale, prévue pour 1994, pourrait bien tirer les conséquences de ce financement croissant par l'État.

« Stabilisateurs automatiques »

Enfin, le déficit de la Sécurité sociale est tel qu'il ne peut que renforcer les contraintes sur les dépenses. A moins de se condamner à une hausse indéfinie des prélèvements de toute sorte, une croissance des recettes d'assurance-maladie limitée à 1,3 % en 1994 rend pratiquement impossible de s'accommoder, par exem-

ple, d'une progression de 8 % des remboursements de produits pharmaceutiques, de 7,1 % des versements aux hôpitaux publics ou de 6,6 % des prescriptions, comme ce sera le cas cette année.

Dans l'immédiat, le gouvernement doit au moins obtenir des professions de santé, même s'il s'agit d'un électoral fidèle de sa majorité, le strict respect des engagements pris lors de la signature de la convention médicale. Les médecins ne vident-ils pas d'obtenir une revalorisation de leurs honoraires ? Également étudiée dans le cadre de la future loi quinquennale, la mise en place de « stabilisateurs automatiques » sur les dépenses de santé pourrait être l'annexe d'une réelle régulation. Avec 100 milliards de déficit en deux ans, il serait temps d'y penser sérieusement.

JEAN-MICHEL NORMAND

Tout en créant une couverture sociale obligatoire

Bill Clinton veut contenir les dépenses publiques de santé

Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, les dépenses de santé seraient supérieures au budget de l'éducation, a déclaré, lundi 13 décembre, Bill Clinton qui voit dans ce phénomène « un sérieux signal d'alarme ». Le président des États-Unis, qui souhaite instaurer une couverture sociale obligatoire, entend néanmoins ralentir la progression des dépenses publiques de santé. D'ici à 1998, a-t-il indiqué, les prévisions tablent sur une progression, en termes réels, de 5,5 % par an pour les dépenses de santé contre 2 % pour les autres dépenses de sécurité sociale, alors que le budget de la défense nationale devrait baisser de 5 %.

■ NÉGOCIATIONS. Les représentants américain et européen du cycle de l'Uruguay, Mickey Kantor et Sir Leon Brittan, ont conclu leurs négociations, mardi matin 14 décembre, à la délégation américaine au GATT. Les discussions entre les Douze et les Américains pour aboutir à un accord avant la date butoir du 15 décembre s'étaient poursuivies toute la nuit.

■ COHÉSION. Avant de reprendre les discussions à Genève, Sir Leon Brittan s'était rendu, lundi 13 décembre, à Bruxelles, pour rendre compte aux ministres des affaires étrangères de l'état d'avancement des négociations. L'échange de vues entre Sir Leon et les Douze avait confirmé la cohésion entre Européens.

■ AUDIOVISUEL. Les positions sur l'audiovisuel défendues par les États-Unis et l'Europe étaient si bloquées qu'elles ne pouvaient aboutir qu'à l'exclusion de ce secteur des négociations du GATS.

Le CNJA réaffirme son opposition

Le président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), Christian Jacob, a adopté un ton très offensif vis-à-vis des pouvoirs publics au moment où s'achèvent les négociations du GATT. « Pour le CNJA, les quelques modifications apportées au pré-accord de Blair House ne changent rien aux pertes de débouchés auxquelles cet accord va conduire... », a assuré M. Jacob, qui participera, mardi 14 décembre, à une manifestation à Blois. Le gouvernement et le Parlement n'ont pas tenu leurs engagements envers les jeunes agriculteurs.

Pour M. Jacob, « une question de confiance sur la politique générale du gouvernement ne saurait constituer un véritable débat parlementaire sur cette question. C'est pourquoi nous demandons que les députés votent expressément la confiance au gouvernement du GATT et qu'ils le rejettent pour non-compatibilité avec la politique agricole commune ».

L'ouverture des marchés du riz japonais et sud-coréen est une aubaine pour la Thaïlande et le Vietnam

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le Japon, dans la nuit du 13 au 14 décembre, a annoncé l'ouverture de son marché du riz. La Corée du Sud avait fait de même, le 9 décembre. Les négociations du cycle de l'Uruguay et de mauvaises récoltes ont motivé ces décisions qui profiteront à la Thaïlande et au Vietnam, respectivement premier et troisième exportateurs mondiaux.

Le Japon pourrait devenir dans quelques années le premier importateur mondial de riz. Il aurait déjà décidé d'importer 1,1 million de tonnes d'ici à mars 1994. En raison de mauvaises récoltes, ses besoins sont estimés à 1,8 million de tonnes, soit près de 20 % de sa consommation. La Thaïlande, qui a déjà reçu commande de 200 000 tonnes de riz, estime que sa part du marché japonais pourrait être de 500 000 à 600 000 tonnes. La part des États-Unis (deuxième exportateur mondial), qui viennent d'effectuer une première livraison, pourrait être de 400 000 tonnes, le reste des importations provenant du Vietnam et de Chine.

L'accord entre les États-Unis

L'hypothèque euro-américaine a pesé jusqu'au dernier moment

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Engagée dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 décembre, au retour de Bruxelles de Leon Brittan, la négociation avec l'Américain Mickey Kantor s'était interrompue à minuit pour reprendre deux heures plus tard. L'objectif était d'aboutir à un texte de compromis afin que M. Brittan, le représentant de la Commission européenne, puisse le faire avaliser par les ministres des affaires étrangères des Douze dans la journée de mercredi 15 décembre. Ainsi, l'échéance fixée de longue date pour boucler les Négociations commerciales multilatérales (NCM) pourrait être respectée.

Aucune information n'avait filtré des discussions entre Américains et Européens. Au petit matin, Jacques Valenti, président de la principale association de producteurs américains, quittait la mission commerciale des États-Unis en se refusant à toute déclaration. Un signe montrant que l'audiovisuel était toujours un point d'achoppement de la négociation, malgré la compréhension des Douze à l'égard de certaines demandes américaines.

Si on en croit les déclarations de Sir Leon, qui a critiqué à Bruxelles « l'attitude discriminatoire des Américains dans le domaine des services financiers », le degré d'ouverture n'était pas le même dans ce secteur. Malgré la position de la France, proche de celle des États-Unis, l'Union européenne

refusait toujours l'offre de Washington qui consistait à ne pas traiter de la même manière toutes les parties contractantes. Derrière ce mécanisme à géométrie variable se cache la volonté des Américains - et des Français - de conserver le contrôle des avantages consentis à un pays comme le Japon, à l'égard duquel la méfiance est grande dans ce secteur.

Cause commune contre l'Inde et le Pakistan

En faisant cause commune dans la négociation sur le textile, Européens et Américains ont, semble-t-il, forcé le verrou établi par l'Inde et le Pakistan. En pronant une « pression accrue sur les principaux pays en développement exportateurs », M. Brittan a atteint son objectif. Plusieurs sources faisaient valoir, lundi soir, qu'Indiens et Pakistanais avaient levé leur réserve.

En dépit de l'hypothèque euro-américaine (contre l'audiovisuel et les services financiers, les transports maritimes et la construction aéronautique), Peter Sutherland, directeur général du GATT, avait annoncé, lundi 13 décembre, que les négociations du cycle de l'Uruguay avaient enregistré de sérieux progrès avec le bouclage de dossiers aussi difficiles que celui des règles anti-dumping. Le Japon a eu effet levé la réserve qu'il maintenait depuis plusieurs semaines sur le projet d'accord.

MARCEL SCOTTO

CLÉS/ Procédures

■ « Fast Track » (« procédure rapide »). La date butoir du 15 décembre pour enclencher le cycle de l'Uruguay a reçu l'aval de l'ensemble des négociateurs du GATT, Européens compris. Il n'empêche que, à l'origine, le choix de cette échéance était dicté par de strictes considérations de politique intérieure américaine. Pour mener la négociation du cycle de l'Uruguay, l'administration dispose en effet d'un mandat très large accordé par le Congrès - le « fast track ». Ce mandat lui a été renouvelé à différentes reprises depuis sept ans que dure la cycle de l'Uruguay.

■ Vote bloqué. La procédure du « fast track » permet à l'administration de demander au Congrès un vote bloqué. Autrement dit la

Sénat et la Chambre doivent se prononcer par un « oui » ou un « non » sur l'ensemble de l'accord, et non sur chaque article pris séparément, ce qui évite qu'un compromis laborieusement négocié et très technique cours le risque d'être torpillé sur un point particulier.

■ 15 décembre. En réalité, le « fast track » ne vient à expiration qu'à la mi-avril 1994. Mais parce qu'elle doit accorder cent jours de session parlementaire aux membres du Congrès pour qu'ils examinent la dossier, l'Administration a opté pour le 15 décembre au soir comme date-butir. Ce jour-là, l'administration devra avoir déposé sur le bureau du Congrès la texte de l'accord obtenu au GATT.

L'entremise de sociétés mixtes

Les entreprises japonaises sont d'autant plus intéressées par les marchés vietnamien et sud-coréen que l'Inde, leur premier marché mondial devant l'Inde, qu'elles peuvent les pénétrer par l'entremise de sociétés mixtes de production, ce qui semble beaucoup plus difficile en Thaïlande et aux États-Unis. En outre, les riz chinois et vietnamiens demeurent moins chers malgré une amélioration rapide de leur qualité.

La Thaïlande devrait exporter, en 1993, 4,5 millions de tonnes malgré une médiocre deuxième récolte (la production globale aurait baissé de 1 % par rapport à l'année précédente). Le Vietnam, dont la percée sur le marché mondial s'est amorcée

en 1989, devrait exporter entre 1,8 et 2 millions de tonnes (contre 1,95 million l'année précédente).

Les perspectives d'ouverture des marchés japonais et sud-coréen ont déjà provoqué des tensions sur les marchés thaïlandais et vietnamiens (hausse sensible des prix à la consommation), ce qui ne fait l'affaire que des producteurs. Les deux gouvernements ont donc décidé de joner sur les prix afin de définir un équilibre entre le montant des exportations et les besoins de la consommation locale.

A long terme, il semblerait difficile à Tokyo comme à Séoul, une fois le premier pas franchi, de revenir trop en arrière : les prix des riz sud-coréen et japonais sont, à l'achat par les gouvernements concernés, de cinq à six fois plus élevés que celui du riz thaïlandais à l'exportation. Le Vietnam, dont la production a augmenté de 11 % en quatre ans, devrait en tirer profit. Début décembre, un rapport officiel thaïlandais a estimé qu'il devrait devenir, en 1995, deuxième exportateur mondial, devant les États-Unis et derrière la Thaïlande.

JEAN-CLAUDE POMONTI

ECONOMIE

et l'Union européenne sur le GATT exclut le secteur des images

Les Douze avaient renouvelé leur confiance à Leon Brittan

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

Comme prévu, Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations économiques extérieures, est venu lundi 13 décembre à Bruxelles rendre compte aux ministres des affaires étrangères des Douze du déroulement des négociations du GATT. Outre les explications de Sir Leon, le conseil disposait pour cette évaluation d'un rapport écrit de 10 pages. Il en ressortait que, si des progrès substantiels avaient été accomplis, notamment en matière d'accès aux marchés des pays en voie d'industrialisation d'Asie et d'Amérique latine (réductions tarifaires, «consolidation» des droits), des difficultés sérieuses subsistaient en matière de textiles, de services financiers, d'audiovisuel (lire d'autre part les articles d'Yves Mamou et de Jean-Michel Frodon), d'aéronautique, de transports maritimes.

Le double problème des textiles

L'échange de vue entre M. Brittan et les Douze s'est passé dans de bonnes conditions. Le commissaire européen a fait approuver par le conseil son action à Genève. Aucune divergence majeure d'appréciation sur la position à adopter dans l'ultime phase de négociation n'est apparue dans le débat. La cohésion des Douze, le 13 décembre, était intacte. Sir Leon est reparti pour Genève dans la soirée de lundi et le conseil avait décidé de se retrouver mercredi 15 décembre.

bre, normalement à Bruxelles, pour faire le point de la situation à quelques heures de la clôture prévue du cycle de l'Uruguay.

Au premier rang des difficultés, il fallait placer les textiles, l'audiovisuel et les services financiers. S'agissant des textiles, dossier aussi important pour le Portugal, principal producteur de l'Union, que l'est l'agriculture pour la France, le problème se posait à la Communauté double condition : l'ouverture pour démanteler en dix ans l'AMF (Accord multifibres), qui, depuis 1974, permet aux nations industrialisées de limiter les importations en provenance des pays producteurs à bas coût de revient. Mais ils posaient une double condition : l'ouverture parallèle aux produits textiles européens des marchés des pays bénéficiaires de cette libéralisation ainsi que le renforcement des règles et disciplines appliquées dans ce secteur. Or, note le rapport de la Commission, «les PVD, et notamment les grands exportateurs textiles supérieurs qui sont l'Inde et le Pakistan, refusent de façon catégorique d'ouvrir leurs marchés textiles d'une manière un tant soit peu significative».

Les exigences de Washington

Comme le remarque le rapport, cette situation est aggravée, pour les industriels européens, par le refus des Etats-Unis, contrairement à l'engagement pris en juillet à Tokyo, de réduire de 50 % les droits élevés (les fameux «pics tarifaires» supérieurs à

15 %) qu'ils appliquent dans ce secteur du textile et de l'habillement.

La libéralisation des services financiers, prometteuse pour les assureurs et les banquiers de la Communauté, était remise en question en raison de la méfiance des Américains, qui préconisaient, pour l'ouverture de leur marché, un système différencié en fonction des pratiques de leurs partenaires commerciaux. L'Union européenne, elle-même très ouverte, n'aurait pas à souffrir directement de cette situation (le marché américain lui serait ouvert), mais le Japon et les pays en voie d'industrialisation refusent d'accepter une formule à leurs yeux contraire à la lettre et à l'esprit du GATT, si bien qu'il y a actuellement blocage : «ici aussi la pression devra être maintenue jusqu'à la limite extrême», lit-on dans le rapport de la Commission.

Alain Juppé a rappelé combien la France estimait essentiel que l'Union prenne maintenant les décisions nécessaires pour renforcer ses instruments de défense commerciale. Il s'agit de se doter d'une législation, du type de celle dont disposent les Américains et qui permette de réagir rapidement dans le cas où les intérêts commerciaux de la Communauté se trouveraient menacés.

Le conseil européen des 10 et 11 décembre a pris un engagement dans ce sens, mais Allemands, Britanniques et Néerlandais continuent à se faire prier.

PHILIPPE LEMAITRE

Audiovisuel : des positions claires mais bloquées

Après avoir cédé sur tous les points dans la nuit du 6 au 7 décembre, (le Monde du 11 décembre), Leon Brittan, négociateur communautaire, a été rappelé par ses mandants à la raison. Désormais, les positions des Européens et des Américains étaient claires mais bloquées. Les premiers se sont arborés sur une proposition simple : «Que l'audiovisuel soit inclus dans le GATT sur la base d'un traitement exceptionnel du secteur». Ce qui n'est pas du goût de Mickey Kantor. Si l'on en croit un document daté 12 décembre à minuit et demi et écrit par les négociateurs américains, Mickey Kantor existerait rien moins que les Etats-Unis deviennent le treizième membre de l'Union européenne et participent en tant que tel à l'élaboration de la politique audiovisuelle de l'Europe.

Dans ce document sur les négociations, plusieurs exigences étaient formulées :

— Sur les quotas de diffusion d'œuvres européennes, Mickey Kantor demandait qu'elles se limitent exclusivement aux chaînes britanniques gratuites. Institué par la directive Télévision sans frontières avec l'objectif de prévenir l'invasion des programmes américains et de dynamiser une industrie nationale et européenne de la production, les quotas obligent les chaînes à consacrer «une proportion majoritaire de leur temps de diffusion» à des œuvres européennes.

Ces quotas ont toujours été considérés par les Américains comme une barrière non tari-

faire et une atteinte aux règles du marché.

— Pour les télévisions par câble, satellite ou utilisant n'importe quel nouveau vecteur technique, les négociateurs américains demandaient que les quotas d'œuvres européennes soient «calculés en pourcentage de la rotation des signaux envoyés ou publiés». Ce qui revient à dire que, si cent chaînes de télévision sont diffusées demain par satellite sur l'Europe (ce qui n'a rien d'impossible compte tenu des innovations techniques), les quotas s'appliqueraient sur cinquante et un canaux. «Bien entendu», ajoute sérieusement Mickey Kantor, les chaînes payantes dont les programmes sont 100 % non européens (sous entend 100 % américains) peuvent émettre librement sur les quarante-neuf canaux restant.

— Les programmes diffusés à l'aide des nouvelles technologies ne seraient pas concernés non plus par les quotas. Mickey Kantor spécifiait clairement que toutes les formes de télévision à la demande (le téléachat choisis par exemple un documentaire sur un catalogue mis à sa disposition) soient hors quotas. Cette exigence doit être relative dans la mesure où un contrôle de ces nouvelles formes de télévision est pour l'instant illusoire.

— Les Etats-Unis demandaient ensuite que l'administration du GATT patronne des négociations destinées à établir «des disciplines multilatérales qui suppriment l'effet perturbateur des subventions» sur les bonnes règles du marché. Ce qui revenait à dire que tout le système d'aides à l'audiovisuel et au cinéma tel qu'il existe en France et tel que l'Union européenne envisage de l'étendre à l'Europe est d'ores et déjà hors la loi.

— Enfin, les Américains demandaient que «la Communauté européenne invite les Etats-Unis à participer aux discussions préparatoires et consultatives à la publication du Livre vert sur l'audiovisuel, y compris les aspects de l'audiovisuel qui doivent être organisés en avril 1994». Et Mickey Kantor ajoutait que l'Union européenne doit inviter également les Etats-Unis à participer à «toutes les propositions qui seront faites pour adapter la directive Télé-

sion sans frontières à tous les développements techniques» de la télévision du futur. En clair, ils eurent leur mot à dire pour la rédaction du Livre vert destiné à dresser le bilan de cette directive et pourront participer aux assises réunissant les professionnels de l'image en Europe.

— Enfin, les Américains exigeaient que l'argent dit de la copie privée (rédevance prélevée sur les ventes de cassettes vidéo) soit partagé.

Une idée lumineuse

Pour résister à ce flot d'exigences, Leon Brittan a eu une idée lumineuse. Le négociateur a écrit à Mickey Kantor une lettre datée 18 décembre (soit trois jours après la clôture officielle des négociations du GATT), dans laquelle il se félicitait que le cycle de l'Uruguay ait permis d'inclure l'audiovisuel dans le GATT sur la base d'un «traitement exceptionnel». Il ajoutait que, ayant compris les inquiétudes des Etats-Unis quant à une évolution de la législation en Europe, il se proposait d'y remédier en reprenant à son compte la dernière proposition américaine : celle d'une association des professionnels de Hollywood et des responsables administratifs de Washington aux débats qui auront lieu en printemps à Bruxelles autour de la directive Télévision sans frontières.

Mieux, Leon Brittan proposait également la mise en place d'un «groupe de travail» permanent destiné à aplanir les différends pouvant surgir d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique. Il ajoutait enfin qu'aucune réglementation «quantitative» (des quotas par exemple) ne viendrait affecter la vidéo à la demande.

Ce projet de lettre était destiné dans un premier temps au commissaire Deuts de Pinheiro, patron de la DG 10 (l'une des directions de la Commission) à Bruxelles. Mais ce dernier aurait refusé de le signer, estimant qu'il s'agissait d'une «mise sous tutelle» de l'Europe par les Américains.

Le blocage était tel qu'il ne pouvait aboutir qu'à l'excision.

Y. M.

COMMENTAIRE

Le dos au mur

Il n'est nul besoin d'avoir lu Clausewitz pour savoir qu'une bataille ne se mène pas au cœur de la propre citadelle, mais à bonne distance, là où les dégâts de l'effort offensif seront les moins sensibles. C'est vrai des négociations comme des opérations militaires. Et c'est pourquoi la faute commise par les Européens face aux Américains dans la dossier audiovisuel du GATT : en faisant des «Six points de Mons» l'enjeu même des discussions, ils se sont mis en situation de négocier le dos au mur, pratiquement sans marge de manœuvre, avec pour seule alternative le refus de toutes les demandes adverses ou la défaite.

L'engagement personnel du président américain

A l'origine de cette erreur stratégique se trouve le peu d'intérêt porté à la question culturelle par les instances communautaires, au moins jusqu'à une date récente. Au point que, lors de l'ouverture des négociations du cycle de l'Uruguay, le mandat européen ne comportait pratiquement rien sur la question.

Situation devenue encore plus dommageable lorsque Leon Brittan, le 22 décembre 1992, le représentant de la Communauté, avec grande latitude d'improviser en la matière selon son inspiration britannique libérale, ancien ministre de Margaret Thatcher. Sous-estimation catastrophique, alors que les

Américains avaient, eux, parfaitement évalué l'importance des enjeux, dans un secteur parmi les plus profitables pour leur économie et les plus sensibles à leur influence dans le monde.

Il aura fallu attendre la mise au point, le 5 octobre dernier, des «Six points de Mons», énoncés par les ministres de la communication et adoptés par la Commission de Bruxelles, pour que soient jetées les bases de la «citadelle juridique» de l'audiovisuel européen. C'était terriblement tard. En effet, au lieu de discuter aujourd'hui sur des mesures découlant de ces principes de base, qui devraient être, eux, intangibles, ce sont les «Six points» eux-mêmes qui font aujourd'hui l'objet de négociations.

Comme il n'est pas de négociation sans concessions, une partie au moins de ce qui aurait dû constituer un sanctuaire inattaquable doit être abandonné. D'autant plus que Bill Clinton a personnellement pris parti pour les positions américaines et que nul n'envisageait la possibilité d'insérer un camouflet au président des Etats-Unis en jetant purement et simplement aux orties des demandes qui, toutes, constituent des blessures mortelles aux dispositifs de défense du cinéma et de l'audiovisuel en Europe. La solution dilatoire obtenue représente donc un moindre mal.

JEAN-MICHEL FRODON

LOGEMENT

Un rapport de Marcel Lair au Conseil économique et social

Relancer la construction financée par l'emprunt

Désireux d'évaluer l'efficacité économique et sociale des aides publiques au logement, le Conseil économique et social a demandé un rapport à Marcel Lair, qui a fait toute sa carrière dans le monde des HLM. Présenté mardi 14 décembre, ce rapport défend l'aide personnalisée et préconise une vigoureuse relance de la construction financée par l'emprunt.

«On ne reproche pas à l'outil la main qui le tient (...); les aides au logement n'ont été que les instruments passifs et obéissants de politiques successives qu'elles ont servies». Chargé par le Conseil économique et social (CES) de conduire une évaluation de l'efficacité économique et sociale des aides publiques au logement, Marcel Lair se refuse, dans son rapport, à faire le procès sans nuance des politiques menées dans le logement depuis la grande réforme de 1977, instaurant notamment les aides à côté des aides à la pierre : «Les aides au logement sont bonnes et efficaces mais il faut infléchir la politique qui les met en œuvre», estime le rapporteur, qui vole au secours de l'aide personnalisée au logement (APL), qui coltère 32,3 milliards de francs en 1993. M. Lair sait de quoi il parle : il a consacré quarante ans de sa vie aux HLM, soit à la tête du Foyer du fonctionnaire et de la famille (FFF), soit à celle de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) ou de la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI).

S'il salue les résultats strictement physiques de la politique d'aides publiques au logement (en termes de nombre et de qualité du logement), le rapporteur se montre nuancé sur ses effets sociaux et franchement réservé sur son volet financier. Contrairement à la volonté du législateur, la dépense publique «en effet explosé, progressant de 40 % en francs constants de 1978 à 1990. L'Etat a pourtant réussi à modérer la hausse de sa contribution à 27 %, «renvoyant

la rigueur sur des tiers (collectivités locales, caisses d'épargne, employeurs, bailleurs sociaux, ménages) en leur faisant subir préférentiellement». Le rapport estime que certains facteurs de hausse sont injustifiés : ainsi de l'absence d'outils de mesure des décisions prises ou des variations des décisions dans le temps.

Accession sociale à la propriété en baisse

Sur le plan social, le jugement est balancé. Tout d'abord, selon le rapport, de ce que la politique du logement a été «dominée» par une politique économique générale qui la dépassait largement. Tout autre objectif a donc été subordonné à la règle d'or retenue en 1983, la rigueur budgétaire. Pour le logement, la traduction concrète a été une baisse de l'accession sociale à la propriété et une augmentation des taux d'effort des ménages (1). Cet accroissement, estime le rapport, ne signifie pas que le système des aides personnelles au logement est un échec : «A défaut d'une participation plus importante de la collectivité, c'est l'augmentation des taux d'effort qui a permis de loger autant de ménages à faibles revenus», l'amélioration concomitante de la qualité des logements contribuant «à faire accepter l'inévitable par les usagers du logement social».

Le recentrage social des aides a eu pour effet d'écartier du logement aidé la moitié des ménages français, contraints de se tourner vers le parc locatif privé. Or ça été précisément le moment où celui-ci se défilait sous l'effet de «mesures diverses, caractérisant une politique indécise et peu cohérente». L'auteur du rapport estime notamment entre 10 et 20 milliards de francs le manque à gagner imposé aux propriétaires par les divers encadrements des loyers. «Ainsi, la politique du recentrage du logement social risque-t-elle de trouver une limite insurmontable dans le délaissement du secteur locatif privé». Le nouveau gouvernement semble l'avoir compris puisque, il y

a quelques jours, le premier ministre a annoncé une augmentation des plafonds de ressources permettant d'avoir accès à des prêts localisés aidés (PLA) ouvrant «vers le haut» l'accès aux HLM.

Autre effet du recentrage social des aides au logement : la concentration des familles en difficulté dans certains quartiers. «Les pouvoirs publics ont été surpris par le phénomène nouveau du mal des banlieues à la fin des années 70. Une fois le mal apparu, ils ont eu du mal à le remède». Un effort des nouveaux problèmes sera de faire évoluer la mission des HLM : «Da même que le Club Méditerranée ne vend pas des nuitées d'hôtel mais des loisirs organisés, les HLM auront à fournir du logement social accompagné (...). Dans ses rapports avec eux, l'Etat devra donc accepter une autre norme que la répartition administrative traditionnelle».

Le rapport Lair propose une relance de la construction sociale financée par un emprunt. Pour atteindre les 362 000 mises en chantier jugées nécessaires à la satisfaction des besoins, la dépense collective devrait être augmentée sur les années 1994 à 1996 de 14 milliards de francs constants de 1994, chiffre atteint par 9 milliards de rentrées de TVA correspondantes et par l'économie d'indemnités de chômage induites par les créations d'emplois correspondantes. Il propose aussi une exonération des droits de mutation pour les ménages accédant dans l'ancien et estime que la politique d'amélioration du parc existant est aussi prioritaire que la construction de logements neufs. Après avoir mis l'accent sur les dangers encourus par certaines copropriétés, le rapport préconise une réforme de la loi les régissant et que l'on rende obligatoire la création d'un fonds de grosses réparations.

FRANÇOISE VAYASSE

(1) Le taux d'effort est le pourcentage de la charge du logement, sous déduction des aides personnelles, par rapport au revenu du ménage.

INDUSTRIE

4 000 suppressions de postes envisagées sur 1994

Usinor-Sacilor accélère ses réductions d'effectifs

Usinor-Sacilor vient de boucler son plan social. Le groupe sidérurgique envisage de supprimer, en 1994, 3 725 emplois sur un total de 54 000, auxquels devraient s'ajouter 800 «sorties naturelles», liées au turn over, selon les syndicats, moins de 300 selon la direction. Usinor-Sacilor avait initialement prévu de supprimer 3 000 emplois sur 1994, mais depuis quelque temps, il ne faisait plus de doute que cette estimation serait revue à la hausse (Le Monde du 30 novembre).

Les comités d'entreprise des principales filiales du groupe, Unimetal et Sollac notamment, sont convoqués pour le début de la semaine prochaine. Sur les 3 725 suppressions d'emploi envisagées, 1 400 devraient concerner la Lorraine. Le schéma, que négocie depuis plusieurs semaines le groupe

public avec la tutelle et les partenaires sociaux, prévoit 800 reclassements externes et 270 départs en FNE. Les 2 655 salariés restants devraient faire l'objet de mesures spécifiques. 900 personnes sont ainsi concernées par l'article 36 de la convention pour l'emploi qui rend possible des préretraites à 50 ans dans la sidérurgie, en cas de restructuration lourde, c'est à dire de fermeture totale ou partielle de sites industriels. Le groupe public a obtenu que ces préretraites anticipées soient étendues aux salariés dont l'emploi est menacé par des restructurations fonctionnelles. Outre ces extensions de l'article 36, Usinor-Sacilor prévoit enfin d'inclure dans son dispositif certaines mesures autorisées par la loi quinquennale sur l'emploi, et notamment proposer du temps partiel.

Avant la privatisation de la compagnie

L'Etat crée une action spécifique pour Elf Aquitaine

Le ministère de l'économie a précisé lundi 13 décembre les modalités de création d'une action spécifique (*golden share*) pour Elf Aquitaine, avant la privatisation de la compagnie pétrolière «prévue dans les premiers mois de 1994». De plus, l'Etat, via l'ERAP, qui détient 50,8 % du capital de la première entreprise française, réduira sa part mais gardera finalement entre 10 % et 15 % des actions.

L'action spécifique aura, chez Elf, les trois caractéristiques de celle définie dans la loi de privatisation du 19 juillet 1993. Tout d'abord, l'agrément du ministre de l'économie sera obligatoire pour le franchissement des seuils de 10 %, 20 % et 33,3 % du capital ou des droits de vote par un intervenant, afin d'éviter toute immixtion indésirable. Ensuite, deux représentants de l'Etat, l'un choisi par les finances l'autre par l'industrie, assisteront au conseil d'administration du groupe sans avoir toutefois de voix délibérative. Ils ne pourront donc participer aux votes des résolutions. Enfin, les pouvoirs publics pourront s'opposer aux décisions de cession d'actifs «qui seraient de

nature à porter atteinte aux intérêts nationaux». Cela concerne Elf Aquitaine Production, Elf Antar France, Elf Congo et Elf Gabon. Concrètement, le gouvernement garde un regard sur les activités centrales du groupe, l'exploration-production, le raffinage, mais aussi sur la partie africaine, en raison de son importance politique. La chimie ou la santé ne sont pas comprises dans ces accords.

Pour Bercy, il s'agit ainsi «d'assurer la protection des intérêts nationaux, sans porter atteinte à la prochaine opération de privatisation d'Elf Aquitaine ou secteur privé». Un impératif qu'avaient formulé auparavant les parlementaires et aussi le président de la République. Contrairement à ce qui avait été décidé en 1986, lors de la première vague de privatisations, l'action spécifique n'a plus de durée de vie limitée à cinq ans. Au contraire, celle-ci existe désormais pour une période indéterminée, sauf si le gouvernement décide de la supprimer.

D. G.

FINANCES

Première assemblée de la BNP depuis sa privatisation

La première assemblée générale mixte de la BNP depuis sa privatisation se tenait mardi 14 décembre. L'ordre du jour comprenait à la fois la nomination des nouveaux administrateurs et une batterie d'autorisations d'augmentation de capital qui correspondent étroitement à un dispositif anti-OPA.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration devait confirmer la nomination à la présidence de la banque de Michel Pébereau. Le conseil disposera par ailleurs, après l'assemblée, de la possibilité de procéder à tout moment à des émissions de valeurs mobilières. Si la BNP a renoncé à instaurer un droit de vote double qui aurait encore accru le poids de son noyau d'actionnaires stables (30 % du capital), la banque aura la possibilité d'émettre des valeurs mobilières avec ou sans droit préférentiel de souscription ou par incorporation d'apport. Plus original, la BNP pourra mettre en place une «pile empennée». Un dispositif rare en France qui permettra à des filiales contrôlées majoritairement par la banque de procéder à des émissions donnant droit à des actions BNP. Une procédure qui devrait permettre également à ses filiales de se financer dans des conditions plus avantageuses en bénéficiant de l'attrait d'une conversion en titres BNP.

Enfin, l'offre publique d'échange des certificats d'investissement BNP lancée lors de la privatisation a été un succès. Selon un communiqué publié lundi 13 décembre par la Société des Bourses françaises, plus de 42 millions de certificats d'investissement (CI) ont été échangés à la date du 7 décembre, soit 98,1 % du total des CI en circulation.

Le Crédit local de France veut soutenir les grands travaux d'équipement

Pierre Richard, PDG du Crédit local de France, a signé, mardi 7 décembre, avec les responsables de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) un protocole de coopération permettant de soutenir les grands travaux d'équipement et de financer les opérations d'aménagement prioritaires définies par l'Etat et les collectivités locales. Il s'agit d'abord de financer les investissements qui seront retenus dans les contrats de plan Etat-régions (1994-1998). Le CLF propose aux conseils régionaux intéressés un produit financier adapté, dénommé Conventions Régions 2000, les fonds (prêtés sur cinq ans) étant tirés au fur et à mesure des besoins.

Le CLF propose aussi des prêts spécifiques pour accompagner les politiques de reconquête des espaces ruraux dans les secteurs du tourisme, du commerce de la réhabilitation des logements, dans le cadre de l'opération «1000 villages de France». Il s'agit d'un prêt aux petites communes à taux fixe (7 %), avec exonération totale de toute commission ou frais divers, destiné à des opérations approuvées par l'Etat et bénéficiant de son concours financier. Le dernier secteur d'intervention concerne les villes, avec un prêt «Villes 2000» permettant de financer des projets d'enseignement supérieur et de recherche, de transports collectifs, d'environnement et d'assainissement, de culture. C'est un prêt à quinze ans dont le taux est fixé pour les sept premières années.

Succédant dès le 14 janvier aux R 21

Certaines Renault Laguna auront dans un an un moteur Volvo

Les Laguna succéderont aux R 21 dès le 14 janvier chez les concessionnaires Renault. Depuis un mois, elles sortent en série des chaînes de Sandouville, en Normandie, et de Palencia, en Espagne. Dans un an, certaines d'entre elles seront équipées d'un moteur Volvo.

SANDOUVILLE

de notre envoyée spéciale

A quelques encablures du Havre, les chaînes de l'usine Renault de Sandouville tournent au ralenti. Les Seframe y sortent au rythme de 200 véhicules par jour, deux fois moins que prévu. Le segment des voitures haut de gamme est l'un des plus touchés par la crise. A côté, les lignes de production de la Laguna, successeur de la R 21, montent en cadence. Chaque jour, 300 d'entre elles sont acheminées vers les concessionnaires de la marque au losange. En vitesse de pointe, 650 pourront être produites quotidiennement. Elles s'ajoutent aux 500 fabriquées chaque jour à l'usine espagnole de Palencia. Pour la première fois, Renault a en effet mené en parallèle l'industrialisation d'une automobile sur deux sites. Dès le 14 janvier, date du lancement commercial, 6 000 à 7 000 Laguna

seront ainsi réparties dans le réseau commercial. Leur prix s'échelonne de 99 500 francs et 191 000 francs (Le Monde du 18 novembre).

A quelques jours de l'annonce de l'échec de la fusion entre Renault et Volvo, la Laguna pourrait symboliser les nouvelles relations que souhaitent entretenir les deux constructeurs. D'ici douze mois, un quatrième moteur à essence (de 140 ch) s'ajoutera aux trois actuellement proposés (95, 115 et 170 ch). Fabriqué par Volvo, son utilisation en avait été décidée il y a trois ans, lors de la signature de l'alliance entre les deux constructeurs. Or, comme il faut quatre ans pour développer un nouveau moteur, celui-ci ne sera prêt que dans un an. Pas question bien sûr de revenir sur ce partenariat.

L'heure est au pragmatisme

Les premières émotions passées, l'heure est au pragmatisme. «Il faut garder de l'alliance tous les contrats commerciaux, comme les achats de moteurs et des boîtes de vitesses, ainsi que les opérations intelligentes, comme la coopération logistique en Grande-Bretagne», estime Patrick Faure, directeur général adjoint de Renault. Volvo commercialisera

aussi la Laguna en Scandinavie. «Volvo a besoin des volumes Renault pour faire vivre son réseau. Il n'y a aucune raison de ne pas continuer comme avant», souligne M. Faure.

Mais, pour Renault, le principal enjeu commercial va se situer en Allemagne et en Grande-Bretagne. En essayant de se faire homologuer dans les «flottes» d'entreprises britanniques, un canal qui assure 60 % des ventes sur ce segment de marché. Sans négliger pour autant ses positions en France et en Espagne. Dans l'automobile, «on se fait une image avec les voitures haut de gamme, on fait vivre le réseau en faisant du volume avec les petites voitures, et on assure la rentabilité de l'entreprise avec les milieux de gamme», résume M. Faure. Le segment M2 sur lequel se situe la Laguna représente le cinquième du marché automobile d'Europe de l'Ouest, avec des ventes annuelles se situant entre 2,4 et 2,9 millions de véhicules. La concurrence y est rude avec, en France, la Xantia de Citroën, la 405 Peugeot et la Mondeo de Ford. Plus l'Opel Vectra sur le marché européen.

ANNIE KAHN

Un lancement bien étudié

On en est depuis quelques jours beaucoup plus sûr la Laguna de Renault, dont la mission est de remplacer, à partir de janvier, la 21, qui a connu une belle carrière (plus de deux millions de véhicules produits depuis mars 1986 si l'on comprend les breaks Nevada). Cette deuxième phase d'un lancement bien organisé a consisté d'abord, comme cela avait été le cas pour la Safrane et la Twingo, à diffuser une photographie officielle, puis ces jours-ci à ouvrir une exposition discrète pour amateurs sélectionnés. Repus dans des salons situés à Boulogne-Billancourt, à quelques encablures du siège social, on a pu ainsi faire la tour de l'enfant pour le savoir en tête et en composition, tel qu'il sera livré. De fait, si la vocation première de la Laguna est bien de prendre la relève de la 21, l'ambition de la marque au losange est aussi, officiellement, de boucler un renouvellement des gammes qui avait commencé avec la Renault 19 et avec la succès que l'on sait. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la procédure de lancement commerciale ait été soignée. Les derniers détails de la Laguna pour expérimentation, en réel, les véhicules sur des pistes plus



exotiques et cataloguées «d'endurance» en même temps qu'une campagne nettement plus publicitaire annoncera la commercialisation de cette nouvelle série de voitures.

A première vue, on voit mal que la Laguna ne soit pas armée à grignoter en haut de gamme sur la Safrane — et en bas — sur la 19 — quelques pourcentages des performances acquises par la constructeur française sur ces modèles (318 550 Renault 19 vendues en onze mois en Europe et 62 045 Safrane sur la même période). Si, à travers la

style de cette nouvelle production, sa finition très soignée et les motorisations fournies en première commercialisation (1,8 litre, 2 litres en quatre cylindres, 3 litres en V6 et diesel 2,2 litres en quatre cylindres et douze soupapes), il apparaît que Renault veut sur la Laguna faire de conquête, ses versions haut de gamme d'autres séries risquent d'en être de paradoxales premières victimes.

CLAUDE LAMOTTE

Prix : de 99 000 F à 191 000 F.

Dans le cadre d'un contrat de progrès

Le gouvernement adopte des mesures pour enrayer la dégradation du transport routier

Le transport routier est en crise. Ce secteur atomisé est soumis à une concurrence brutale qui se traduit par des prix exagérément bas. Pour couvrir leurs charges, les chauffeurs freinent trop souvent la législation du travail. Dans ce contexte, le ministre des transports, Bernard Bosson, a présenté, lundi 13 décembre, seize «mesures d'urgence» propres à assainir le secteur. Elaborées sous la direction de Georges Dobias, directeur général de l'Institut national de recherche sur les transports, ces premières mesures s'inscrivent dans le cadre d'un «contrat de progrès» entre les organisations patronales, syndicales et les pouvoirs publics. Elles visent à la fois à dissuader la fraude et à améliorer la qualité des entreprises et les conditions sociales de leurs salariés.

Une nouvelle infraction est créée. Elle prévoit que toute per-

sonne responsable du débordement du limiteur de vitesse sera passible d'une peine d'emprisonnement d'un an au maximum. Par ailleurs, les fraudes sur le chronotachygraphe — l'enregistreur des périodes de conduite et de repos ainsi que des vitesses — seront plus sévèrement sanctionnées avec, là aussi, une peine maximale d'un an.

Les dépassements graves de durée de conduite et les insuffisances manifestes du temps de repos seront plus sévèrement sanctionnés. Le transport routier est un des secteurs les plus touchés en matière d'accidents du travail tant pour les véhicules à l'arrêt qu'en circulation. Afin d'améliorer la prévention, un délégué à la sécurité sera obligatoire dans les entreprises de plus de cinq salariés qui n'ont pas de comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Pour limiter l'exercice illégal de la profession, un dispositif visuel (label, macaron, plaque ou vignette) permettra d'identifier les véhicules appartenant à des entreprises agréées. Les sanctions pénales frappant l'exercice illégal de la profession de transporteur seront également renforcées et portées à un an d'emprisonnement.

Le montant de la capacité financière requise pour l'accès à la profession de transporteur routier sera relevé. Une entreprise de transport doit détenir des fonds propres lui permettant de faire face aux frais de fonctionnement et d'investissement. Ainsi, un minimum de 100 000 francs sera nécessaire pour un premier véhicule, 50 000 francs pour le second et 21 000 francs pour chaque camion supplémentaire.

M. L.

REPÈRES

INDUSTRIES

Les industries de main-d'œuvre de main-d'œuvre chez M. Longuet

Une semaine après avoir fait part de leur alarme à la veille d'un accord au GATT (le Monde du 8 décembre), neuf fédérations patronales d'industries de main-d'œuvre ont exposé, lundi 13 décembre, au ministre de l'industrie et du commerce extérieur, Gérard Longuet, les mesures qu'elles jugent nécessaires à leur survie, comme le lancement d'un vaste effort de promotion à l'étranger ou une meilleure prise en compte des intérêts des PMI de main-d'œuvre par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur). Elles ont surtout souhaité que l'Etat relance son action en faveur de l'allègement des charges sociales (en allouant la TVA) et sur la flexibilité du temps de travail, et ont réclamé à nouveau un réajustement de la taxe professionnelle.

Sur tous ces points, le ministre de l'Industrie a accepté l'idée de réunions de travail régulières — dont la première a été fixée au 20 décembre — et a évoqué l'instauration d'une taxe parafiscale sur le cycle et le jouet dont le produit servirait, notamment, à financer des actions de promotion collectives ou la création d'un label de qualité.

SOCIAL

250 entreprises ont signé le manifeste «contre l'exclusion»

Imaginé en 1990 comme un appel aux initiatives, rendu public en 1992 (le Monde daté 27-28 décembre 1992) dans sa version définitive, le manifeste des «entreprises contre l'exclusion» a désormais recueilli plus de 250 signatures. Samedi 11 décembre, un colloque organisé à la demande des signataires, avec le concours de l'association Echanges et projets, du Centre français du patronat chrétien (CFCP), du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES) et du mouvement ETHIC (entreprises à taille humaine) a permis de faire le point sur le démarche. Initiateur du projet, Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire général au Plan, a constaté «une prise de conscience» et évoqué «l'urgence sociale» d'une mobilisation. «La France, pays à monnaie forte, conserve un système de relations sociales de pays à monnaie faible», a-t-il fait observer. «Voilà la contradiction qu'il faut lever.»

TÉLÉCOMS

Des multinationales s'associent en quête du meilleur prix

Une vingtaine de sociétés internationales se sont regroupées au sein de l'European Virtual Private Network Association, afin de trouver ensemble un ou plusieurs fournisseurs capables de gérer au meilleur prix leurs services paneuropéens de télécommunications. A l'indépendant, lundi 13 décembre, un responsable du groupe bureautique Rank Xerox, à l'origine de l'initiative. Ces sociétés — dix-huit intéressées à ce jour, une trentaine espérées d'ici à 1994 — ont chacune des dépenses de télécommunications au moins égales à 60 millions de francs par an, avec une moyenne annuelle de 300 millions de francs. L'association, qui regroupe, outre Xerox, les groupes ICI, Du Pont, Philips et le réseau bancaire Visa, a sollicité des présentations de British Telecom, des américains ATT et Sprint, du consortium Unisource (PTT suisses, néerlandaises et suédoises) et de la société Eunetcom, commune à France Telecom et à Deutsche Telekom.

Le Monde
1993-1994
Les chiffres essentiels
à l'élection de Valéry Giscard
et les grandes dates de l'économie
Consultez
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

هكذا من الأهل

Réinventer la croissance

II. - Mieux comprendre la crise

Dans un premier article, Jacques Méraud s'est efforcé de montrer que la productivité, contrairement à une idée souvent répandue, ne détruit pas automatiquement l'emploi si l'environnement économique est favorable (le Monde-Economie du 14 décembre). Il examine aujourd'hui les raisons de la crise économique ou plutôt de la quasi-stagnation qui, à l'exception de la période mars 1987-mars 1990, a marqué les quatorze dernières années.

Entre les deux chocs pétroliers, les avis divergeaient sur l'avenir à long terme de la croissance. Après le second, le pessimisme l'emporta. La reprise américaine de 1983-84, puis l'expansion de la période mars 1987-mars 1990 redonnèrent espoir. Mais les années suivantes ramèneront le pessimisme. Aujourd'hui, la plupart des penseurs qui, par-delà les fluctuations conjoncturelles, la croissance sera faible : 2 % par an en moyenne, dit-on, tant qu'il n'y aura pas de stabilisation du chômage.

Cette perspective de faible croissance concerne la plupart des vieux pays industriels, surtout européens. Certains analystes se rassurent, en arguant que les « modèles » utilisés pour faire les « projections » en question sont trop influencés par les comportements de la décennie 80, à dominante de faible croissance. Mais d'autres experts se réfèrent à la croissance du XIX^e siècle, pour conclure que les « trente glorieuses » n'ont été qu'une parenthèse, et que nous sommes revenus à la « normalité ». Qu'est-ce, alors, qui nous condamnerait ainsi à une faible croissance ?

Ce n'est pas que nous n'ayons plus les moyens d'une croissance forte. À l'INSEE ont été faits des calculs de nos potentialités de croissance, compte tenu de nos ressources en personnel, de la productivité du capital et d'hypothèses sur le progrès technique. Nous pourrions réaliser une croissance de 3,4 % par an avec un progrès technique lent, et de 5,3 % par an avec un progrès technique « moyen », voire celui de la période 1974-1979. La seule condition est que nous fassions un important effort de formation. Les 4 % par an réalisés entre mars 1987 et mars 1990 seraient ainsi parfaitement renouvelables.

Ce n'est pas non plus faute de besoins à satisfaire que notre

croissance s'est ralentie. Les inégalités sociales sont encore grandes en France. Le niveau de vie du ménage moyen est inférieur de plus de moitié à celui de la moyenne des cadres supérieurs ; et l'écart serait bien plus grand entre un manoeuvre et un P.D.G. Chez les familles nombreuses, beaucoup de besoins sont mal satisfaits, et de même dans les ménages comprenant un chômeur. Enfin, les besoins collectifs (éducation, santé, justice, sécurité, infrastructures, environnement...) ou encore le besoin de logement, dont la satisfaction suppose une part de financement public, sont considérables.

Pourtant, alors, notre croissance s'est-elle tant ralentie ? On ne peut jusqu'ici en rendre responsables les « nouveaux pays industriels ». Certes, la part en pourcentage des exportations françaises dans le commerce mondial a diminué, comme celle des autres « vieux » pays industriels. Mais il est normal qu'en industrialisant les pays en développement progressent relativement plus vite que des pays depuis longtemps producteurs et exportateurs. En maintenant absolus, nos exportations ont augmenté et compensent nos importations. Ce qui pose problème, c'est le changement dans la composition de nos ventes : celles de certains produits diminuent, d'autres s'accroissent. Cela nous oblige à transformer notre appareil productif, avec les reconversions de personnel que cela entraîne.

La société de consommation contestée

Parmi les raisons du ralentissement de notre croissance, certaines sont à rechercher du côté de l'évolution de notre demande intérieure. L'une, l'achèvement de la reconstruction d'après guerre, était inévitable. Une autre, la baisse de notre fécondité démographique, a eu des effets « micro-économiques » (moins d'augmentation du nombre des consommateurs), surtout pour certains produits, et sans doute des effets psychologiques de freinage de notre dynamisme économique ; elle pose pour l'avenir le problème de notre politique familiale.

Un troisième facteur a joué un rôle important pendant la majeure partie de la décennie 80 : c'est, en dépit de l'ampleur des besoins, l'insuffisante solvabilité de ceux-ci. Le contraste a été marqué en particulier entre les détenteurs de revenus du capital, au pouvoir d'achat en hausse sensible, et les salariés, dont le pouvoir d'achat augmentait à peine. La demande des catégories modestes en a été freinée et les inégalités sociales accrues, alors que ces dernières avaient diminué du milieu des années 60 à la fin des années 70.

Un autre facteur a également joué, mais sur le comportement des entreprises. C'est la méfiance vis-à-vis de la croissance, qui s'est manifestée dans une partie du corps social. Sa première expression date de mai 1968. La société de consommation, contestée par certains - pas par ceux qui souffraient des inégalités sociales, et qui n'ont réclamé alors de fortes hausses de salaires -, était liée à la société de croissance. Aussi le

dirigeants d'entreprise ont-ils été hostiles à cette contestation.

Mais le propos fut repris sous une forme différente en 1972 par le Club de Rome : « Les ressources naturelles sont limitées, les besoins largement satisfaits ; il faut viser la croissance zéro. » La réputation des auteurs ébranla cette finis maints décideurs. Mais leur argumentation fut récusée, et l'opinion commençait à se ressaisir lorsque les « chocs pétroliers » de 1973, puis de 1979, vinrent à nouveau semer l'incertitude. Dans les années 80, enfin, le thème de la méfiance vis-à-vis de la croissance a été repris par certains écologistes et par les tenants d'une société de partage, certes riche de valeurs humaines sur le plan des relations interpersonnelles, mais assurée de déboucher sur une impasse sur le plan collectif.

Après tant de mises en question de la croissance, nombre de ceux

et la déréglementation des mouvements de capitaux ont contrecarré ces efforts.

Elles ont donné à ces mouvements une ampleur (plus de 1 000 milliards de dollars par jour) qui, jointe à leur imprévisibilité, a accru la difficulté de la gestion financière des États - le SME lui-même a fini par subir les effets de ces assauts - comme le poids des préoccupations financières chez les gestionnaires d'entreprises. Ceux-ci ont été incités à substituer la prudence au dynamisme, et certains à donner une place excessive à la recherche de profits financiers à court terme au détriment de l'investissement productif, plus risqué.

L'Europe, participant à ce jeu, risquait fort, dans l'état de ses structures politiques, d'être amenée, dans les relations entre ses membres, à restreindre la part de solidarité et à accroître la part de

gérées, mais n'ont des conditions de production plus coûteuses qu'aillleurs : il est dangereux de vouloir appliquer jusqu'à l'extrême, dans un monde de nations inégales, la vieille théorie des avantages comparatifs. Par ailleurs, il est permis de se demander si on ne laisse pas prendre à certaines multinationales un poids excessif par rapport aux États.

La crainte de la sanction de la concurrence a eu pour effet de centrer l'activité des entreprises sur l'amélioration de leur compétitivité-prix et celle des pouvoirs publics sur la lutte contre l'inflation. Jusqu'à un certain point, les comportements qui en ont résulté ne pouvaient qu'être opportuns. Mais cette maîtrise des prix n'était nécessaire que comme un moyen au service de la croissance et non comme un objectif en soi, surtout à une époque où les « purs rentiers » sont devenus rares.

Le chemin de la régression

Fallait-il alors fonder systématiquement l'action anti-inflationniste des pays européens sur le freinage de la demande interne par des politiques monétaires restrictives ? La cause essentielle de la hausse des prix - du moins dans les vieux pays industriels - est, en effet, non pas l'excès de la demande, mais la montée des coûts, et plus spécialement le désajustement entre l'évolution des salaires et celle de la productivité. Ce constat n'aurait-il pas dû inciter à chercher à assurer la maîtrise des prix par d'autres moyens, étant inlassablement répété économique et négociation sociale ? Car le risque inévitable d'une politique monétaire restrictive est de prolonger ses effets au-delà du nécessaire. Et sa seconde faiblesse est qu'elle ne sait pas comment faire repartir la croissance quand celle-ci est devenue trop lente.

Dans les années 80, la politique budgétaire n'a guère pu, dans ce dernier cas, prendre le relais : contestée par l'idéologie du « moins d'État » - même quand la demande privée devenait par trop maigre et ne risquait pas d'être « évincée » - se voyant imputer des effets inflationnistes largement imadvisés, du moins dans les pays où le déficit restait dans des limites raisonnables, elle n'a presque jamais donné l'impulsion qu'on aurait pu à certains moments en attendre.

Certes, les déficits ont augmenté ces dernières années, mais essentiellement sous le double effet de la nécessité de financer l'indemnisation d'un chômage qui s'accroissait, et de la chute des recettes fiscales résultant du freinage des revenus et des achats ; il ne s'agit donc pas d'une politique

budgetaire à proprement parler, active et non subie : les « stabilisateurs automatiques » en question sont des facteurs de maintien de l'activité, qui limitent les dégâts, mais ne sont pas des stimulants.

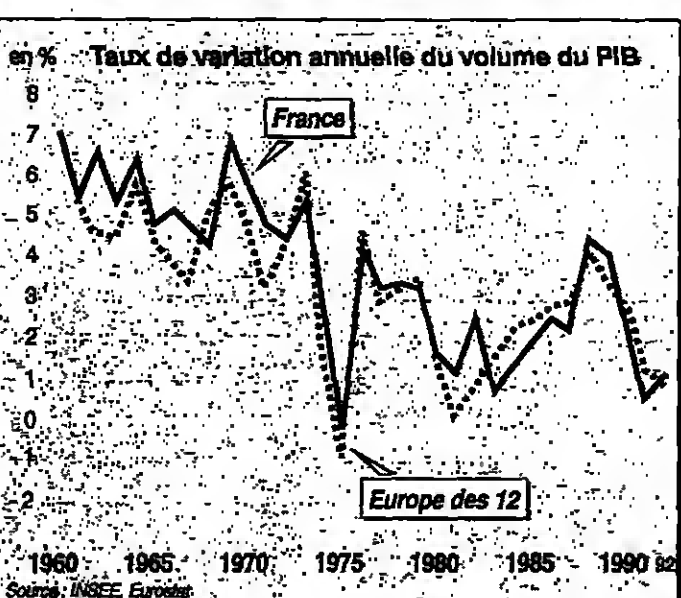
Soumises à la double contrainte d'un freinage de la demande, d'une de leurs ventes, et d'une concurrence de plus en plus sauvage, que pouvaient faire les entreprises ? Même quand elles n'étaient pas en difficulté, à plus forte raison dès qu'elles l'étaient, elles ont « serré les boulons », cherchant à réduire leurs coûts, d'une part en comprimant leurs effectifs, d'autre part en freinant au maximum la hausse de leurs salaires (fréquentement au-dessous de ce qu'eussent permis les progrès de productivité), tandis qu'elles réclamaient des pouvoirs publics l'allègement de leurs charges sociales.

En même temps, elles réduisaient leurs projets d'investissements, et d'abord ceux de capacité, les plus générateurs d'emplois. Ces réactions se comprennent. Mais ce qui, au niveau microéconomique - celui de chaque entreprise -, est un réflexe de défense salutaire à court terme, est, sur le plan macroéconomique - national ou européen - un nouveau pas sur le chemin de la régression. Car les emplois perdus, les commandes d'équipements non passées, les salaires freinés, les transferts sociaux stagnants ou en diminution (retraites, prestations familiales), au mieux en augmentation ralentie (santé), tout cela, c'est de la demande freinée ou en baisse. C'est l'engrenage du ralentissement, puis de la récession qui est en marche.

Certes, même si nous avions évité, d'une part, de semer dans l'esprit des décideurs le doute par le développement de certaines idéologies « anti-croissance » et l'incertitude par un « laisser-faire, laisser-passer » trop global et trop brutal, d'autre part, de freiner la demande par des politiques restrictives ou des excès de prudence, nous n'aurions sans doute pas retrouvé dans les années 80 les taux d'expansion d'avant 1974. Mais nous aurions fait beaucoup mieux que la quasi-stagnation qui a été - à l'exception des « trois glorieuses » de mars 1987 à mars 1990 - le lot des quatorze dernières années. Que faire alors pour faire repartir l'espoir, et un espoir durable ?

JACQUES MÉRAUD

Prochain article :
Vouloir notre avenir



Source : INSEE, Eurostat

qui y croyaient naguère sont aujourd'hui enclins au doute et à la prudence. Or s'attendre au ralentissement de la croissance, c'est déjà le provoquer.

Le dernier facteur de ce ralentissement, c'est la philosophie économique qui s'est imposée à nous depuis le début des années 80 : le libre-échange à tout va, à l'échelle du monde. Ce double mouvement de mondialisation et de déréglementation, touchant à la fois les échanges commerciaux et les capitaux, a été principalement porté par l'Amérique du président Reagan et la Grande-Bretagne de Lady Thatcher, qui se lue dans ses Mémoires d'en avoir été l'initiatrice. Il tend à faire de notre planète un immense laboratoire où appliquer enfin *in vivo* le schéma libéral dans sa pureté originelle.

Déjà, le démantèlement du système monétaire international créé à Bretton-Woods à la fin de la seconde guerre mondiale avait, en instaurant le flottement des monnaies, joint la variabilité excessive de certains taux de change - dont celui du dollar - à l'irréversibilité de certains. Certes la création du système monétaire européen (SME) et les diverses techniques de « couverture » inventées par les experts financiers s'efforçaient d'atténuer les effets déstabilisateurs de ce désordre. Mais la mondialisation

concurrentielle. Chaque pays européen a cherché à attirer les capitaux, en allégeant la fiscalité, qui les frappait et en augmentant les taux d'intérêt les rémunérant. Sans stimuler l'épargne globale, cela a accru les déplacements de capitaux. Ainsi est apparue une économie de rentiers, moins soucieux de la croissance de la production que du rendement positif et régulier de leur épargne.

Le « poison » de la concurrence

Beaucoup d'économistes et d'hommes politiques avaient prédit que l'incertitude sur l'avenir résultant de la mondialisation et de la déréglementation aurait pour contrepartie une stimulation de l'activité financière et économique, laquelle résulterait du développement de la concurrence. Mais celle-ci, qui, à doses raisonnables, peut devenir un poison à doses trop fortes.

Jouer dans ces conditions à « que le moins cher gagne » sur le plan mondial, sans garde-fou ni contrôle, peut aboutir, du fait de l'irréversibilité et de la variabilité de certains taux de change et de l'inégalité considérable des systèmes sociaux, à mettre en difficulté des entreprises qui font de bons produits et ne sont pas mal

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de PARIS.
Par arrêt de la 9^e chambre, section B, de la cour d'appel de Paris, en date du 29 octobre 1992. M. BRILLON-RANUL Alex Ernest Hubert, né le 3 novembre 1940 à Cayenne (Guyane française), aveu, de nationalité française, demeurant à, allée de Québec 91300 MASSY, a été condamné à la peine de 1 an d'emprisonnement avec sursis et à 50 000 F d'amende pour fraude fiscale, mission de passation d'écritures pour les exercices des années 1983, 1984, 1985.

La cour a, en outre, ordonné :
- la publication de cet arrêt, par extraits, dans : le Journal officiel, le Figaro, le Monde.
- l'affichage de cet arrêt, également par extraits, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le condamné a son domicile.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.
LE GREFFIER.

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de PARIS.
Par arrêt de la 9^e chambre (section A) de la cour d'appel de PARIS, du 28 janvier 1992 (pouvoir révoqué le 21 avril 1993).

M^{me} RENAULT Raymonde, née le 8 août 1939 à CHATILLON-SUR-SEINE (21), demeurant 119-127, rue de Flandre, 75009 PARIS, a été condamnée à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 8 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures. La cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :
- la publication de cet arrêt, par extraits, dans : le Journal officiel, le Monde, le Figaro.
- l'affichage de cet arrêt, par extraits, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (75019).

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le procureur général sur sa réquisition.
Pour le greffier en chef.

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 16 septembre 1992 confirmé par arrêt de la Cour du 10 mars 1993, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a condamné M. Francis ESMENARD à qualité de PDG de la société ALBIN MICHEL à 10 000 F d'amende pour diffamation envers M. Pascal RICHARD à propos d'un ouvrage de Daniel TRINQUET intitulé une presse sous influence au motif qu'

« en reproduisant l'imputation faite à Pascal RICHARD d'avoir fabriqué lui-même, dans le seul but d'attirer des téléspectateurs, ce qui était présenté par lui comme un reportage professionnel, objectif et spontané, le prévenu porte gravement atteinte à l'honneur du journaliste, que si les faits dénoncés étaient vrais, ne serait plus digne d'exercer cette profession ; le caractère diffamatoire du passage incriminé est donc établi » ; et que :

« en l'espèce, celui-ci ne s'est pas borné à citer l'article du CANARD ENCHAÎNÉ, il présente le comportement de Pascal RICHARD comme l'illustration des manipulations de l'opinion dont sont capables les journalistes, la prudence dans la présentation de ce fait divers fait donc défaut ; en outre, aucune enquête n'a été diligentée auprès de M. Pascal RICHARD, qui n'a pas été contacté par le journaliste auteur de l'ouvrage incriminé ».

avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

3615 LEMONDE
Tapez IMPOI

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 14 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7,13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,25 % (2201,72)

CAU de report : 7,13

CAC 40 : +0,25 % (22/01/14)

Reglement mensuel

Montant (compét)	VALERIS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Montant (compét)	VALERIS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Montant (compét)	VALERIS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Montant (compét)	VALERIS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Montant (compét)	VALERIS	Cours précédent	Dernier cours	% + -
147,28	ED-EDF35	5740	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15,20	B.M.P. (T.P.)	1028	1030	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
15,20	Edyemont (T.P.)	1015	1019	+1,39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Rhone Poulenc (T.P.)	2030	2038	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Rhone Poulenc (T.P.)	2030	2038	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Saint Gobain (T.P.)	1170	1170	+0,40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Thomas SA (T.P.)	1040	1059	+1,94	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Accor 1	996	996	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Accor 2	831	831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Accor 3	831	831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel	650	650	+0,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Cable 1	650	650	+0,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Cable 2	650	650	+0,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel (RhonePoulenc)	695	697	+0,29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel	1540	1549	+0,60	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 1	46,50	47	+0,57	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 2	1124	1128	+0,36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 3	532	532	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 4	149,00	149,00	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 5	680	680	+0,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 6	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 7	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 8	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 9	175	175,50	+0,27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 10	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 11	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 12	30,25	30,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 13	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 14	680	680	+0,15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 15	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 16	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 17	175	175,50	+0,27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 18	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 19	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 20	30,25	30,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 21	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 22	680	680	+0,15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 23	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 24	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 25	175	175,50	+0,27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 26	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 27	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 28	30,25	30,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 29	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 30	680	680	+0,15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 31	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 32	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 33	175	175,50	+0,27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 34	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 35	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 36	30,25	30,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 37	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 38	680	680	+0,15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 39	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 40	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 41	175	175,50	+0,27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 42	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 43	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 44	30,25	30,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 45	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 46	680	680	+0,15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 47	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 48	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 49	175	175,50	+0,27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 50	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 51	20,50	20,50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 52	30,25	30,25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 53	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 54	680	680	+0,15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 55	1030	1030	+0,18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10,10	Alcatel Equipment 56	1280	1280	+0,82	—	—	—	—	—	—	—	—												

Comptant (sélection)

VALEURS	% du cours	VALEURS	Cours prix	Premier cours	VALEURS	Cours prix	Premier cours
Obligations					États		
BCE 95-91-41	116,59	Empr. Italien 1964	2266	—	A.E.E. AS	590	—
CEPMF 85% 98-03	100,45	Eclé 1	385	591	Alco WA	330	—
CEPMF 95-91-04	114,91	Eclé Mag. Paris	4250	728	Alcan Alumin.	125,50	128
CEPMF 95-91-05	114,91	Edifondé Sagin Co	735	735	American Brass	138	167
CEPMF 95-91-06	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-07	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-08	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-09	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-10	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-11	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-12	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-13	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-14	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-15	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-16	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-17	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-18	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-19	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-20	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-21	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-22	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-23	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-24	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-25	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-26	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-27	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-28	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-29	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-30	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-31	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-32	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-33	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-34	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-35	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-36	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-37	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-38	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-39	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-40	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-41	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-42	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-43	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-44	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-45	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-46	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-47	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-48	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-49	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-50	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-51	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-52	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-53	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-54	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-55	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-56	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-57	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-58	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-59	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-60	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-61	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-62	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-63	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-64	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-65	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-66	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-67	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-68	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-69	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-70	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-71	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-72	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-73	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-74	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-75	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-76	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-77	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-78	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-79	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-80	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-81	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-82	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-83	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-84	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-85	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-86	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-87	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-88	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-89	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-90	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-91	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-92	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-93	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-94	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-95	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-96	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-97	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-98	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-99	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-100	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-101	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-102	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-103	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-104	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-105	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-106	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-107	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-108	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-109	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-110	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-111	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-112	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-113	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-114	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-115	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-116	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-117	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-118	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-119	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-120	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-121	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-122	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-123	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-124	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-125	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-126	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-127	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-128	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-129	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-130	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-131	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-132	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-133	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-134	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-135	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-136	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-137	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-138	114,91	Edifondé Sagin Co	390	390	Asahi	158,14	164,14
CEPMF 95-91-139	114,91	Edifondé Sagin Co	390				

--	--

[illegible]**décembre**

Rachet net	VALEURS	Emission Finis bet.	Rachet net
1807,30	Paribas Opportunities	152,20	148,25
12103,51	Paribas Patrimoine	707,15	686,56
292,88	Paribas Patrimoine Retraite	261,40	256,33
506,67	Paribas Prime	712,54	588,56
524,65	Paribas Prime	1063,20	1468,97 ♦
132,81	Paribas Prime	178,04	165,23
1222,64	Paribas Prime	3105,55	3432,42
35,95	Paribas Prime	7548,15	7548,15
43,70	Paribas Prime	3123,55	3124,21
250,84	Paribas Prime	116,12	114,57
221,05	Paribas Prime	20888,40	20888,43
227,67	Paribas Prime	1044,57	1044,72
5262,70	Paribas Prime	172,45	178,34
1733,25	Paribas Prime	5670,42	5622,20
270,70	Paribas Prime	122,44	122,09
1065,91	St-Henri Vie & Santé	1186,50	1112,83 ♦
9580,82	St-Henri Vie & Santé	1279,46	1272,02 ♦
1238,77	St-Henri Vie	1036,15	570,07 ♦
1092,31	St-Henri Vie	770,94	704,29 ♦
107,04	St-Henri Vie	17114,96	17046,95 ♦
11710,67	St-Henri Vie	189,47	1874,07
17658,63	St-Henri Vie	1380,43	1360,43 ♦

Hors-cote (sélection)

312	Model	1919.1	Distance 1	1100.27	1116.93	Umi Association	1220.93
313	OR.Com.Prom.	90	Distance 2	1124.43	1102.39	Umi Institute	3748.98
314	Perkins-Parker	25	Distance 3	1116.08	1094.44	Ulongue	1401.11
315	Perkins-Parker	25	Distance 4	1116.08	1094.44	Ulongue	2212.10
316	Perkins-Parker	25	Distance 5	1116.08	1094.44	Ulongue	2212.10
317	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 6	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
318	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 7	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
319	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 8	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
320	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 9	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
321	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 10	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
322	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 11	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
323	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 12	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
324	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 13	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
325	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 14	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
326	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 15	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
327	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 16	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
328	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 17	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
329	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 18	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
330	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 19	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
331	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 20	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
332	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 21	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
333	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 22	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
334	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 23	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
335	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 24	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
336	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 25	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
337	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 26	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
338	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 27	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
339	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 28	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
340	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 29	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
341	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 30	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
342	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 31	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
343	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 32	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
344	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 33	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
345	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 34	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
346	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 35	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
347	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 36	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
348	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 37	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
349	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 38	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
350	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 39	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
351	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 40	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
352	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 41	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
353	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 42	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
354	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 43	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
355	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 44	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
356	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 45	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
357	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 46	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
358	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 47	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
359	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 48	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
360	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 49	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
361	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 50	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
362	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 51	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
363	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 52	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
364	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 53	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
365	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 54	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
366	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 55	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
367	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 56	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
368	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 57	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
369	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 58	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
370	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 59	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
371	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 60	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
372	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 61	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
373	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 62	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
374	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 63	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
375	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 64	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
376	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 65	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
377	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 66	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
378	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 67	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
379	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 68	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
380	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 69	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
381	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 70	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
382	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 71	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
383	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 72	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
384	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 73	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
385	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 74	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
386	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 75	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
387	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 76	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
388	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 77	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
389	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 78	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
390	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 79	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
391	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 80	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
392	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 81	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
393	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 82	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
394	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 83	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
395	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 84	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
396	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 85	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
397	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 86	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
398	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 87	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
399	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 88	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
400	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 89	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
401	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 90	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
402	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 91	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
403	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 92	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
404	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 93	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
405	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 94	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
406	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 95	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
407	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 96	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
408	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 97	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
409	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 98	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
410	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 99	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
411	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 100	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
412	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 101	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
413	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 102	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
414	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 103	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
415	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 104	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
416	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 105	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
417	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 106	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
418	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 107	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
419	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 108	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
420	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 109	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
421	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 110	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
422	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 111	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
423	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 112	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
424	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 113	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
425	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 114	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
426	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 115	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
427	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 116	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
428	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 117	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
429	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 118	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
430	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 119	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
431	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 120	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
432	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 121	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
433	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 122	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
434	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 123	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
435	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 124	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
436	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 125	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
437	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 126	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
438	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 127	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
439	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 128	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
440	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 129	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
441	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 130	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
442	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 131	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
443	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 132	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
444	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 133	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
445	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 134	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
446	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 135	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
447	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 136	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
448	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 137	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
449	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 138	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
450	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 139	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
451	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 140	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
452	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 141	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
453	St-Gabriel-Immacul.	154	Distance 142	1101.24	1082.39	Umi Mission Inc.	1810.00
454	St-Gabriel-Immacul.						

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 13/12	Cours clôture	différence
Exats Unis (1 usd)	5,6195	5,6045	5,70	85
Exats (100 frs)	8,0000	8,0000	—	—
Belgique (100 fl)	342,7000	342,7000	332	350
Indonésie (100 Rp)	16,5735	18,9045	15,80	10
Pays-Bas (100 fl)	97,4745	305,5000	—	—
100 (100 gsd)	47,6165	3,4566	3,20	80
Canada (100 cts)	47,6165	87,2500	83	910
Brésil (100 cru)	8,2735	8,2590	7,95	5
Argentine (100 pzs)	8,7010	8,6925	1,40	8
Deutsche (100 m)	2,5875	2,5305	2,85	5
Deutsche (100 l)	298,8700	298,8700	—	—
Deutsche (100 l)	298,8700	60,3000	382	74
Norvège (100 kr)	78,5300	78,6500	75	84
Australie (100 a\$)	48,7310	48,7470	47,50	50
Portugal (100 pes)	4,1835	4,1955	3,50	40
Portugal (100 esc)	3,2650	3,2540	3	40
Canada (1 \$ can)	4,2739	4,3323	4,25	40
Japan (100 yens)	5,5344	5,5397	5,25	40

Marché libre de l'or			LA
Monnaies	Cours	Cours	

noirâtiens et de dévotion	codés premier 13/72	
Or fin (pâle en barre)	71150	72800
Or fin (ne fongot)	71150	72800
Napellien (200)	482	411
Pièces 10 1/2	367	
Pièces Suisse (20)	408	411
Pièce Latine (20)	404	413
Souverain	521	504
Pièces 20 dollars	2590	2590
Pièces 10 dollars	1330	1330
Pièces 5 dollars	750	750
Pièce 10 pesos	2685	2685
Pièce 10 pesos	428	430

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15
TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
☎ 46-62-74-25

ENSUEL (1)
Mardi daté mercredi - montant du
ent dernier coupon - Jeudi daté
samedi - quotité du négociation

Matif (Marché à terme international de France)

13 décembre 1993									
NOTIONNEL 10 %					CAC 40 A TERME				
Nombres de contrats estimés : 180 368					Volume : 22 250				
Cours	Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93		
Dernier.....	129,54	129,98	125,38	Dernier.....	2220	2232	2210		
Précédent...	129,50	128,92	125,46	Précédent...	2224,50	2236,50	2213		

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
Mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi :

coupon - Mercredi daté Jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté
vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de négociation

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux L = LME

Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demande - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

CARNET

Mariages

Nicole CHANOIT
et
Daniel BAUMGARTNER
sont heureux de faire part de leur mariage, le 11 décembre 1993, à Barbi-
zon (Seine-et-Marne).

4, rue de la Coutellerie,
75180 Paris Cedex 04.

Décès

M. Victor COLIN,
né SORAYA El Khoury,
Charif et Nayla Bagdadi,
M. Joseph Bagdadi,
M. et M. Georges Bagdadi
et leurs enfants,
M. et M. Farès Achil
et leurs enfants,
M. et M. Guy Debbane
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Maroun BAGDADI,
cinéaste,

survenu accidentellement à Beyrouth,
le vendredi 10 décembre 1993, à l'âge
de quarante-deux ans.

Les obsèques auront lieu ce mardi
14 décembre, en l'église Notre-Dame-
de-l'Assomption, à Beyrouth.

Une cérémonie religieuse sera cé-
lébrée le jeudi 16 décembre, à 18 heures,
en l'église Saint-Julien-le-Pauvre,
Paris-5.

37, avenue de Lowendal,
75015 Paris.

Les amis,
et tous ceux qui l'ont aimé
font part du décès de

Maroun BAGDADI,
cinéaste,

survenu accidentellement à Beyrouth,
le vendredi 10 décembre 1993, à l'âge
de quarante-deux ans.

Une cérémonie religieuse sera cé-
lébrée le jeudi 16 décembre, à 18 heures,
en l'église Saint-Julien-le-Pauvre,
Paris-5.

(Le Monde du 13 décembre.)

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiaires d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

M. Victor COLIN,
né SORAYA El Khoury,
Charif et Nayla Bagdadi,
M. Joseph Bagdadi,
M. et M. Georges Bagdadi
et leurs enfants,
M. et M. Farès Achil
et leurs enfants,
M. et M. Guy Debbane
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Victor COLIN,
ancien combattant 1939-1945,

survenu le dimanche 12 décembre
1993, dans sa quatre-vingt-unième
année.

Le service religieux sera célébré le
mercredi 15 décembre, à 14 h 30, en
l'église de Cécé (Orne).

La Bourbe,
61330 Cécé.

M. Michel DECROS,
son épouse,
M. Marie-Christine DECROS et
M. Jean-Marc Plas,
M. Mariel et M. Marc Lémann,
ses enfants,
ses petits-enfants,
sa famille,
et ses amis,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. Michel DECROS,
ancien inspecteur principal
de la direction des Postes,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
survenu le 8 décembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu le samedi
11 décembre.

22, rue Mozart,
13100 Aix-en-Provence.

M. Henri Galiana,
Les familles Galiana, Buin, Lazarini,
Burgat, Belpeume, Ouadri et Tur,
ont la tristesse de faire part de la dis-
parition de

Reine GALIANA,
née Cazin,

survenue le 7 décembre 1993, dans sa
soixante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu au temple
de l'Eglise réformée de France, à
Taverny.

1, rue Yves-Du-Manoir,
93150 Taverny.

M. Gili,
née Jandelle,
ses enfants,
Et petits-enfants,
Les familles Gili et Jandelle,
ont la douleur de faire part du décès de

Marcel GILI,
sculpteur.

Crématorium du Père-Lachaise, le
16 décembre 1993, à 12 h 15.

(Né en 1914 à Thoiry (Pyrénées-Orientales), fils
d'un tailleur de pierre, Marcel GILI a été influencé
par la sculpture animale et végétale de Maillol
qu'il a admiré en voyage à Paris. Il a travaillé à
Paris en 1933. Il est en relation avec le groupe
Abstraction-création. Sans renier la dimension
méditerranéenne de Maillol, GILI s'est orienté vers
une expression plus abstraite, plus subjective de la
forme humaine. Après la guerre, Marcel GILI fut
l'un des fondateurs du Salon de mai, il a enseigné
à l'école nationale des beaux-arts de Paris de
1969 à 1981.)

M. Hildegard Gueaud,
son épouse,
M. Olivier Biffaut et M.
née Claire Gueaud,
M. Stéphane Gueaud,
M. Marc Gueaud,
M. Emmanuel Morel et M.
née Anne-Catherine Gueaud,
ses enfants,
Clémence, Maxime et Marion,
ont la douleur de faire part de la dis-
parition subite, le 13 décembre 1993, de

Pierre GUEAUD,

à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
mercredi 15 décembre, en l'église
Sainte-Thérèse, à Villers-lès-Nancy.

16 bis, rue Sainte-Croix,
54500 Vandœuvre.

M. Marie Lacombe,
son épouse,
Catherine Sinaï,
sa fille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Fabien LACOMBE,
journaliste,

survenu subitement le 11 décembre
1993, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi
15 décembre, à 15 heures, au cimetière
du Père-Lachaise, à Paris, où l'on se
réunira à l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peu-
vent être adressés au profit du centre
des handicapés (CNAP, château-Sour-
vières, 60660 Cramoisy).

11, rue Neuve-des-Boulets,
75011 Paris.

M. Claude Dassault,
M. et M. Serge Dassault
et leurs enfants,
Le général de Bénéville,
Ses collaborateurs et amis de la
Financière et Immobilière Marcel-
Dassault,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. René MASSING,
président-directeur général
de la société,

survenu le lundi 13 décembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église de Ville-d'Avray, le mercredi
15 décembre, à 14 heures.

9, rond-point des Champs-Élysées-
Marcel-Dassault,
75008 Paris.

Frank Tenot,
président délégué,
Et le conseil d'administration de la
société Europe 1 communication,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René MASSING,
administrateur de la société
depuis 1981,

survenu le 13 décembre 1993.

Europe 1 Communication,
32, rue François-I,
75008 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt
2 P Vavin-Raspail dans bel
immeuble, 3^e asc., sud,
1 080 000 F - 43-20-77-47

7^e arrdt
PL. VAUBAN, 53 m²
Gd stand, sur jardin
1 900 000 F - 45-87-80-91

14^e arrdt
STUDIO Gare Montparnasse
5^e ét., asc., beau, récent,
710 000 F - 43-20-77-47

15^e arrdt
VILLAGE SUISSE, 3 P
Bel ancien revendu, 4^e ét.,
1 800 000 F - 45-87-80-91

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS
Préférence RIVE GAUCHE
PAIEMENT comptant chez notaire
43-73-35-43 même le soir

92
Hauts-de-Seine
NEUILLY ST-JAMES
1 800 000 F - 88 m²
Gd av., 2 chbres + serv. asc.,
sur jardin déposé, 45-05-53-84

17^e arrdt
102 CHAMPS-ÉLYSÉES
bar, 30 m² env. idéal
siège social, 44-18-00-70

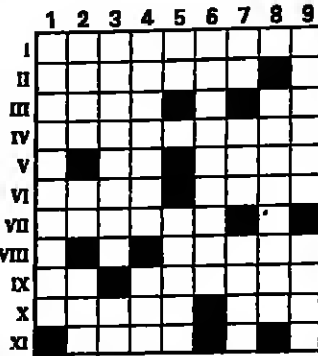
18^e arrdt
MARCADET
Proche F.N.A.I.M.
Recherche appartements
studios - 2 pièces
PARIS intra-muros
43-01-01-01 Fax: 43-05-05-05

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et services 43-55-17-50

Nous prions instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents qui leur ont
été confiés.

MOIS CROISÉS

PROBLÈME N° 6192



VERTICALEMENT

1. Auxquels on ne peut rien
faire avaler. - 2. Table de pres-
soir. Traditions. Utilisé quand on
a déjà doublé. - 3. Peut être un
homme du désert. Adverbe. -
4. D'une très grande pureté. Une
balle intouchable. - 5. Dans le
vent. Certaine velette un fromage.
- 6. Est attiré par le travail de la
terre. - 7. Se suivent en devin-
sant. Sans valeur. Cultivé quand
il est blanc. - 8. Présents quand
les fêtes. - 9. Modifiée. Son
bout est une matière à discus-
sion.

Solution du problème n° 6191

Horizontalement

I. Pas dit, mais entendu. -
II. Entier. Si. - IV. Emute. -
V. Eau. Seau. - VI. Recu. Lus.
- VII. Carrière. - VIII. Do. lo.
- IX. Mors. Cane. - X. Urticants. -
XI. Réel. Last.

Verticalement

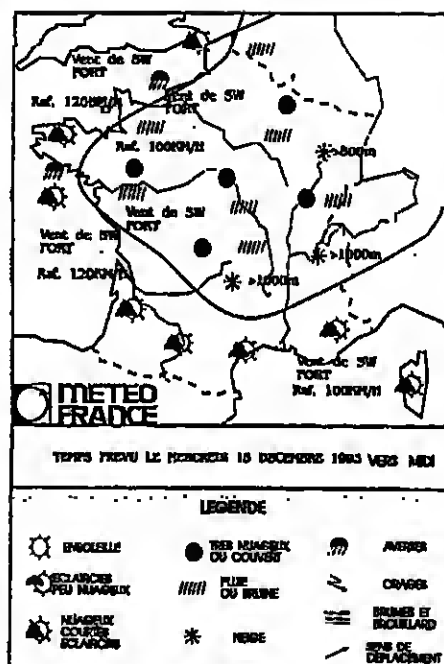
1. Iceberg. Mur. - 2. Non. Te.
Dure. - 3. Sut. Accorte. -
4. Prieure. Sil. - 5. Item. Uri.
- 6. Rires. Bocal. - 7. Es. Uélé.
Ans. - 8. Restaurants. -
9. Rieuse. Est.

GUY BROUTY

HORIZONTALEMENT

I. Pas dit, mais entendu. -
II. Sont séparées par une cloi-
son. - III. C'est au septième
qu'on est le mieux. Lie. - IV. A
le parole, mais ne joue pas.
- V. Interjection. Bonne à cueillir.
- VI. Une rencontre dangereuse.
Fortunées, elles ont changé de
nom. - VII. Ouvrages à consul-
ter. - VIII. Salsé, à la Réunion.
- IX. Conjonction. Donner du fil.
- X. Paléolite, en Afrique. Puls-
sance. - XI. La fin de tout.

MÉTÉOROLOGIE



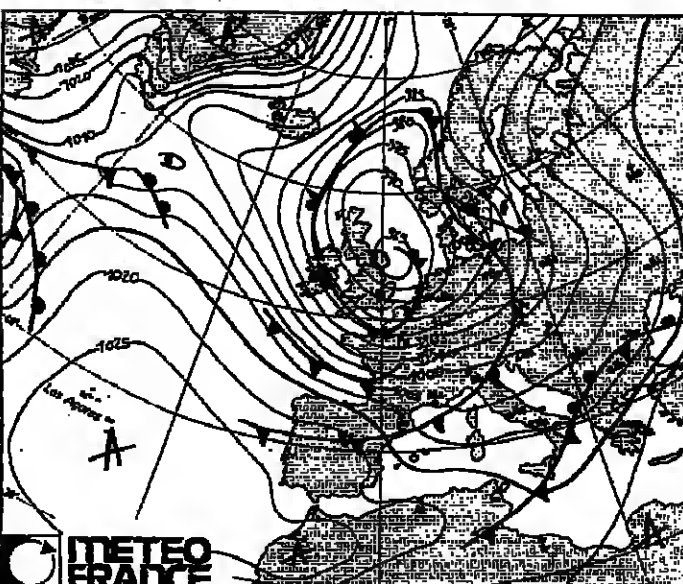
TEMPÉRATURES	
maxima	minima
FRANCE	
AJACCIO	15/9
ALGER	15/7
BARCELONE	13/5
BORDEAUX	12/8
BREST	10/5
CAEN	11/5
CHERBOURG	10/4
CLERMONT-FER.	13/8
DIJON	10/5
GRENOBLE	8/4
LILLE	11/4
LYON	11/7
MARSEILLE	14/10
NANCY, ESSEY	8/5
NANTES	12/8
NICE	15/8
PARIS-MONTS	12/5
PAU	15/8
PERPIGNAN	11/6
POINTE-A-PITRE	31/21
RENNES	12/5
ST-ETIENNE	13/5
STRASBOURG	13/8
TOULOUSE	12/7
TOURS	11/8
ÉTRANGER	
ALGER	19/12
AMSTERDAM	10/3
ATHÈNES	13/8
BANGKOK	33/28
BARCELONE	14/7
BERLIN	8/1
BRUXELLES	11/3
COPENHAGUE	0/2
DAKAR	27/19
GENÈVE	11/5
ISTANBUL	9/3
JERUSALEM	15/8
LE CAIRE	22/12
LOS ANGELES	14/8
LONDRES	10/2
LYON	15/7
MADRID	8/4
MARRAKECH	10/5
MEXICO	21/11
MILAN	18/8
MONTREAL	6/3
MOSCOW	0/4
NEW YORK	23/13
OSAKA	23/8
PARIS-MAJ.	13/7
ROME	16/14
SEVILLE	17/10
SINGAPOUR	32/24
STOCKHOLM	4/-1
SYDNEY	16/14
TOKYO	16/8
TUNIS	20/11
VIENNE	2/0
YOKOHAMA	15/8

Mercredi : beaucoup de pluies accompa-
gnées de vents forts. - Il pleuvra déjà au lever
du jour sur une grande partie de la France.
Seules exceptions : les régions proches de la
façade atlantique, jusqu'au Centre et à la Nor-
mandie, qui conserveront néanmoins un ciel
très nuageux en journée, et quelques averses
en cours d'après-midi. Le quart sud-est du
pays, du Languedoc-Roussillon au Jura, verra
son ciel s'assombrir peu à peu avant une dégrada-
tion plus ou moins importante, mais les régions
méditerranéennes.

En cours d'après-midi, les pluies s'évacueront
vers l'est du pays, en laissant derrière elles un
temps instable et frais, avec des éclaircies,
mais également de fréquentes averses.
L'élément important de la journée sera le vent,
qui sera déjà très fort en fin de nuit sur une
grande moitié nord. Il soufflera du secteur sud-
est, avec des rafales atteignant 100 km/h dans
l'intérieur, et jusqu'à 120/130 km/h en
Manche. En cours de journée, les vents forts
concerneront également les régions plus au
sud, avec des pointes à 120 km/h sur les côtes
aquitaines. En Méditerranée, les rafales dépas-
seront encore 110 km/h entre la Corse et le
continent. Les températures minimales seront
comprises entre 3 et 5 degrés presque partout,
plus douces sur les côtes, avec 7 degrés.
Quart aux températures maximales, elles seront
fraîches, mais de saison, car il fera entre 8 et
10 degrés au nord de la Loire, et entre 11 et 13
degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC.



CARNET DU MONDE

15, rue Falguère,
75001 Paris 10.

Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-95

Télécopieur : 45-65-77-13

Tarif de la ligne N.T.

Tous les numéros : 100 F
Abonnés et actionnaires : 90 F
Communications diverses : 105 F
Thèmes étudiants : 60 F

Les signes en capitales grasses sont
inscrites sur le bas de deux lignes.
Les signes en blanc sont obligatoires
et facturés. Minimum 10 lignes.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

RADIO-TELEVISION

MARDI 14 DÉCEMBRE

TF 1

- 16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée.
17.00 Séries : Les Premiers balais.
18.20 Séries : Les Garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
20.00 Journal, Météo et Météo.
20.50 Cinéma : Le Flic de Beverly Hills 2.
22.40 Divertissement : Ciné gags.
22.45 Séries : Rick Hunter.
0.25 Magazine : Le Club de l'enjeu.
15.40 Tierscé, en direct d'Enghien.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons.
18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.20 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
20.00 Journal, Météo et Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Miracle sur la 8^e rue.
22.40 Magazine : Bas les masques.
23.55 Journal, Météo et Journal des courses.

FRANCE 2

- 15.40 Tierscé, en direct d'Enghien.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons.
18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.20 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
20.00 Journal, Météo et Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Miracle sur la 8^e rue.
22.40 Magazine : Bas les masques.
23.55 Journal, Météo et Journal des courses.

Versant sud de la liberté

- 0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.
1.30 Documentaire : Mille univers.
16.10 Magazine : Le Flâneur.
17.45 Séries : Une pèche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
19.00 La 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Soirée spéciale : Les Sept d'or.
23.40 Journal et Météo.
18.00 Le Journal du cinéma.
18.05 Cinéma : La Fille de l'air.
17.45 Surprises.
18.00 Canaille peluche.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : Un étape de trop.

Documentaire : Les Fourbarres de l'airain.

- 22.00 Documentaire : Les Fourbarres de l'airain.
22.25 Flash d'informations.
22.30 Surprises.
22.35 Cinéma : Hudson Hawk.
0.10 Cinéma : La Charnière.
ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Témoin à charge.
19.00 Séries : The New Statesman.
19.30 Documentaire : La Chronique de la Pologne.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit.
21.45 Soirée thématique : Sinti et Roma.
21.50 Documentaire : La Représentation de l'Allemagne au cinéma.
22.10 Documentaire : L'Holocauste oublié.
22.50 Cinéma : Les Princes.
17.00 Variétés : Midtrott.
17.30 Séries : L'Étalon noir.
18.00 Séries : Code Quantum.
19.00 Séries : Supercopier.

MERCREDI 15 DÉCEMBRE

TF 1

- 5.55 Séries : Passions (et à 0.05, 3.30).
6.28 Météo (et à 0.58, 7.18).
6.30 Club mini Zog.
7.00 Jyco : Will Kwak Kwak.
7.20 Disney Club mercredi.
9.00 Club Dorothée matin.
11.50 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.40 Séries : Highlander.
14.35 Club Dorothée.
17.50 Séries : La Miel et les Abeilles.
18.20 Séries : Histoires et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 23.55).
20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
20.45 Variétés : Sacré soirée.
22.45 Magazine : Ex libris.
0.00 Journal et Météo.
0.30 Séries : Intrigues.
0.55 TF 1 nuit (et à 1.25, 2.25, 3.25, 3.50, 4.25).
1.00 Séries : Mémoires.
1.35 Documentaire : Histoire des inventions.
2.30 Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.55).
4.35 Musique.
5.00 Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa Terre.

FRANCE 2

- 5.55 Dessin animé.
8.05 Feuilleton : Secrets.
8.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.15 Télématin 2.
11.20 Flash d'informations.
11.25 Jeu : Mots.
11.55 Jeu : Pyramide.
12.25 Jeu : Les 1000 questions.
12.50 Journal et Météo.
13.45 INC.
14.50 Séries : Le Renard.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.00).
16.10 Magazine : Les Sept d'or.
17.10 Magazine : Giga.
18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Jeu : Un pour tous.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Météo et Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Les Kilos en trop.
22.25 Versant sud de la liberté.
0.15 Journal et Météo.
0.35 Le Cercle de minuit.
1.45 Court métrage : Histoire courte.
2.15 Magazine : Bas les masques.
3.25 Émissions religieuses (rediff.).
4.25 Dessin animé (et à 4.50).
4.35 24 heures d'info.
7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups.
8.00 Les Minikoums.
8.00 Les Minikoums : Denis la malice ; Peter Pan ; Widget.

- Les inventions des Minikoums ; Jeu : Les Mondes fantastiques ; Gargamel ; Les Pitits Loups ; La Légende de Prince Valiant ; Doctor Doogie ; Les Fables géométriques ; La Ron et le...
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : Votre cas nous intéresse.
13.30 Séries : La croisière s'arrête.
14.20 Documentaire animalier.
14.45 Dessin animé.
15.00 Questions au gouvernement.
16.45 Jeu : Les Dilemmes d'Hugo.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.50 Un livre, un jour.
19.00 L'Echo des cités.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 C.
20.50 Magazine : La Marche du siècle.
21.00 Flash d'informations.
21.05 Télévision régionale.
21.45 Journal.
22.00 Magazine : Votre cas nous intéresse.
22.30 Séries : La croisière s'arrête.
23.00 Documentaire animalier.
23.45 Dessin animé.
24.00 Questions au gouvernement.
24.45 Jeu : Les Dilemmes d'Hugo.
25.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
26.50 Un livre, un jour.
27.00 L'Echo des cités.
28.05 Divertissement : La Grande Classe.
28.30 Le Journal des sports.
28.45 C.
28.50 Magazine : La Marche du siècle.
29.00 Flash d'informations.
29.05 Télévision régionale.
29.45 Journal.
30.00 Magazine : Votre cas nous intéresse.
30.30 Séries : La croisière s'arrête.
31.00 Documentaire animalier.
31.45 Dessin animé.
32.00 Questions au gouvernement.
32.45 Jeu : Les Dilemmes d'Hugo.
33.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
34.50 Un livre, un jour.
35.00 L'Echo des cités.
36.05 Divertissement : La Grande Classe.
36.30 Le Journal des sports.
36.45 C.
36.50 Magazine : La Marche du siècle.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.25
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.25 Canaille peluche.
7.50 Ca cartoon.
8.55 Surprises.
9.00 Cinéma : Avec Ojanga.
10.35 Flash d'informations.
10.40 Documentaire : Les Maîtres pêcheurs de l'Okavango.
11.00 Surprises.
11.05 Le Journal du cinéma.
11.10 Cinéma : Pico et Columbus.
12.30 Le Journal de l'emploi.
12.35 Décade pas Bunny.
13.30 Séries animées : Chipie & Clyde.
14.35 Documentaire : Torréfactions d'amour.
15.00 Surprises.
15.05 Téléfilm : Les Envoyés de l'espace 1.
16.40 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Superstars du catch.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ca cartoon.
18.45 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : IP 5.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Séries : La Juge de la nuit.
23.45 Cinéma : Parnick.
AIDEZ-NOUS A AIDER CEUX QUI NOUS APPELLENT A L'AIDE
505 RECHERCHE SUICIDE DES BENEVOLES
Tél 45 42 45 88

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Exorcisme à La Havane

Sur l'aéroport de La Havane, Fidel Castro inaugurerait un système d'atterrissage tous temps. Sans que l'on ait même le temps de se demander ce qui justifiait la mention de cette nouvelle d'importance planétaire au journal de 20 heures de TF 1, on crut apercevoir, dans le petit groupe des invités à l'inauguration, PPDA en personne. Le présentateur de TF 1 avait donc traversé l'Atlantique pour couper un ruban sur un aéroport avec Fidel ? On ne comprenait plus. Comme insérée dans le reportage à l'intention des sceptiques, une seconde vue du groupe, le confirme aussitôt : c'était bien lui, là, sur le tarmac, à quelques mètres du Lido maximo.

Soudain, on fit silence, et le sentiment s'imposa qu'il allait se passer quelque chose. Car comment ne pas se souvenir du prétendu entretien de Castro avec PPDA, voilà deux ans, dont on s'était aperçu après diffusion que les questions y avaient été artificiellement rajoutées ? Comment ne pas se souvenir de la polémique qui s'était ensuivie, et dont PPDA avait eu tant de mal à se déprendre ? Pourquoi donc prenait-il délibérément le risque de raviver ces douloureux souvenirs ?

Comme dans un meuble rare, l'autre PPDA, celui de Paris et d'aujourd'hui, trahissant par un lapsus son émotion de revisiter un lieu de souffrance, enchainait alors en énonçant les questions que nous avons posées... que nous lui avons posées dans la nuit de samedi à dimanche, et aussitôt on le vit debout, à côté de Fidel, bombardé ornementalement de vraies questions, incontestables, auquel l'interrogé fournissait d'incontestables réponses. Afin qu'aucun doute ne subsistât, non seulement les questions étaient diffusées à l'antenne, et percutaient sous nos yeux le dictionnaire cubain, mais même la traduction n'en avait pas été coupée au montage. Il ne manquait qu'à l'exercice que le contrôle d'un huisserie.

« De temps en temps, evenez PPDA, vous coupez l'électricité... » « Pas maintenant, répliqua le président cubain, puisqu'il y a l'interview... » Castro lui-même authentifiait l'opération : non seulement il répondait à des questions, mais il accordait bien une interview, reconnue comme telle. On assistait moins à une démonstration journalistique que médicale. PPDA n'était nullement venu à la rencontre de Castro, mais de son propre fantôme. Il était venu effacer les traces de PPDA de la fausse interview. Retourner à La Havane pour enlever ce pénible souvenir sous le succès d'un entretien authentique, c'était comme exorciser un ancien et cruel sortilège. S'étant adressé à lui-même une injonction thérapeutique impérieuse, il nous prenait tous à témoin de sa guérison, de la levée de l'envoûtement, assez heureux et fier pour en oublier un instant les exigences de l'audience et le danger du ridicule.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; < Film à éviter ; < On peut voir ; < Ne pas manquer ; < < Chef d'œuvre ou classique.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. Histoire des villes africaines.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. La polar à la une (4).
22.40 Les Nuits magnétiques. Au pays d'Amikouille (2).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Rémy Riffel (2).
0.50 Musique : Code. Anouar Brahim (2).
20.30 Concert donné le 6 décembre au Théâtre du Châtelet : Shaker Loops, Chamber Symphony, Christian Lail and Activity, Farfall Symmetries, d'Adams, par l'Ensemble InterContemporain, dir. John Adams.
22.00 Concert. Jungle pour percussions et bande, de Radoff.
23.09 Ainsi la nuit. Adagio et rondo pour flûte, harpe, mandoline, alto et violoncelle. Quintette pour clarinette et cordes en la majeur K 561, Adagio et rondo pour harmonica de verre, flûte, hautbois, alto et violoncelle en ut majeur K 817, de Mozart.
0.00 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : Fabrice Devienne, piano à son quarante avec Philippe Sollam, saxophone, Yves Fouassou, contrebasse, et Jacques Mithieux, batterie.

Les interventions à la radio
Radio-Shalom, 18 h 30 : Laurent Fabius (Le grand débat).

AU JOUR LE JOUR

Président

Il fait partie de ces personnalités publiques dont la voix et le visage ont fait un familier de chaque demeure.

Il n'est pas un hôtel particulier, pas une tour d'habitation, pas un pavillon, pas une mesure où l'on n'est, à son sujet, un évènement, un jugement, soit admiratif soit grinçant. Il ne s'appartient plus dans les commentaires qu'il suscite.

Voici donc Jean-Pierre Elkabbach porté triomphalement sur la plus haute marche du podium télévisuel public. Les courbes de ce destin de son et d'image d'un ex-honni restauré dans une puissance augmentée l'attestent : la gloire des ondes partage désormais avec celle des autres pouvoirs l'insigne privilège d'être soumise aux aléas des opinions, au « tournez menège » des élévations et des abaissements, aux aller-retour du zapping éternel.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Bosnie : « L'injonction de Buchenwald », par Alain Finkielkraut ; Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Petites phrases » (page 2).

INTERNATIONAL

Territoires occupés : le retrait israélien différé

Le processus de paix israélo-palestinien est entré dans une « crise grave » après l'échec de la rencontre au Caire entre le premier ministre israélien et le chef de l'OLP (page 3).

L'ONU accusée de faire trop peu pour la paix

Un responsable de l'ONU, qui a souhaité conserver l'anonymat, dénonce le peu d'enthousiasme des pays membres à s'engager dans les opérations de maintien de la paix (page 6).

POLITIQUE

Dépistage du sida : la pression des sénateurs

Sous la pression de la majorité sénatoriale, le gouvernement s'est engagé à définir de nouveaux cas de « proposition systématique » de dépistage du sida (page 7).

SOCIÉTÉ

Matières dangereuses dans la Manche

Un navire battant pavillon français a provoqué une pollution de la Manche dans la nuit du 8 au 9 décembre en perdant plus de 50 tonnes de matières dangereuses (page 10).

Le financement du PR

L'épreuve de force entre le juge Van Ruymbeke et le Parti républicain (PR) se précise. Le magistrat renneis, que ses investigations ont conduit à s'intéresser au financement du PR via une commission versée à l'homme d'affaires nantais René Trager, devait entendre Jean-Pierre Thomès, député des Vosges et trésorier du parti, mardi 14 décembre (page 10).

SCIENCES • MÉDECINE

Le mystère de la « matière noire »

Après des décennies de vaines recherches, les astrophysiciens se trouvent aujourd'hui confrontés à deux découvertes majeures qui pourraient expliquer enfin le mystère de la « matière noire » dispersée entre les étoiles (page 13).

COMMUNICATION

M. Elkabbach, président de France Télévision

Jean-Pierre Elkabbach, directeur général adjoint d'Europe 1, a été élu, lundi après-midi 13 décembre, président de France Télévision par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (page 11).

ÉCONOMIE

Relancer la construction par un emprunt

Le rapport de Marcel Lair, présenté au Conseil économique et social, préconise une vigoureuse relance de la construction financée par un emprunt (page 21).

Services

Abonnements..... III
Annonces classées..... 26
Automobile..... 22
Cartes, Mots croisés..... 26
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 26
Radio-télévision..... 27
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-28-04-56

Ce numéro comporte un cahier :
« Initiatives »
folioté à XVIII

Demain

Arts et spectacles

Cinéma : Un monde parfait, de Clint Eastwood.
Après Impitoyable, Eastwood poursuit son exploration des cauchemars américains. Critique et entretien avec le réalisateur. Également : le rêve de Sibyllus ou l'inauguration du nouvel Opéra d'Helsinki.

Le numéro du « Monde »
daté mardi 14 décembre 1993
a été tiré à 492 184 exemplaires

Au Sénat

Les socialistes s'abstiennent sur le projet de Grand Stade

Le Sénat a adopté, lundi 13 décembre en première lecture, le projet de loi relatif à la réalisation du Grand Stade à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Il a été voté par l'ensemble des sénateurs, à l'exception des socialistes, qui se sont abstenus en raison de la « rupture avec le principe de continuité de l'État ».

Claude Estier, président du groupe PS, a rappelé que Pierre Bérégovoy avait confirmé, en décembre 1992, le projet de Michel Rocard d'implanter le Grand Stade à Saint-Denis (Seine-et-Marne).

Michèle Alliot-Marie, ministre de la Jeunesse et des Sports, qui présentait le projet du gouvernement, a indiqué que celui-ci devrait permettre d'« éviter tout risque de retard » pour la réalisation de cet équipement, prévu pour accueillir quatre-vingt mille spectateurs à l'occasion de la finale de la Coupe du monde de football, en 1998.

Le premier article du projet doit permettre de lever les hypothèques tenant aux documents d'urbanisme actuels. Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France et le plan d'occupation de la ville de Saint-Denis l'indiquent, en effet, que les terrains du Cornilloy, où doit être construit le stade, sont une zone à vocation industrielle. Les articles 2 et 3 permettront de recourir à la procédure d'expropriation d'extrême urgence. Le dernier article prévoit la possibilité, pour l'État, de concéder la construction et l'exploitation du Grand Stade.

Le gouvernement a accepté un amendement qui prévoit l'édification d'infrastructures de sécurité pour résoudre les problèmes de circulation, de stationnement et de sécurité créés par le fonctionnement de stade.

La banque du Vatican accusée dans une affaire de pots-de-vin

Impliqué dans l'un des plus importants scandales de pots-de-vin en Italie de ces dernières années, Carlo Sama, ancien dirigeant de la firme Ferruzzi-Montedison, a accusé, lundi 13 décembre, la banque du Vatican d'être impliquée dans cette affaire. Cette banque - l'Institut pour les œuvres religieuses - aurait amoché environ 10 milliards de lires (35 millions de francs) dans une opération consistant à fournir des bons du Trésor qui auraient été ensuite remis frauduleusement à l'ancien président du conseil Bettino Craxi. Carlo Sama a produit ce témoignage lors du procès, ouvert depuis six semaines, de Sergio Cusani, homme d'affaires et personnalité socialiste.

M. Cusani est accusé de violation de la loi sur le financement des partis et de falsification des comptes en rapport avec ce que les procureurs ont qualifié de « mètre de tous les scandales ». L'ancien ministre socialiste de la justice, Claudio Martelli, a expliqué, quant à lui, devant le tribunal qu'il avait reçu un pot-de-vin de M. Sama de 500 millions de lires (15 millions de francs). - (AP, AFP)

Benny Cohen renonce à la présidence du consistoire israélite de Paris

Tirant les conclusions de l'échec de sa liste ACIP 2000 aux dernières élections, dimanche 21 novembre, au consistoire israélite de Paris (le Monde du 23 novembre), Benny Cohen a annoncé qu'il se retirerait de la présidence du consistoire qu'il occupait depuis 1969, lors du renouvellement du bureau, le 18 janvier prochain. Il n'avait toutefois aucune chance d'être reconduit : composé de trois membres élus sur la liste de Benny Cohen il y a quatre ans et des trois « opposants » de la liste AVEC (association pour la défense des valeurs éthiques du consistoire), le conseil d'administration aurait élu Moïse Cohen au bénéfice de l'âge. Ce dernier, président de la commu-

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

L'avocat général requiert au moins dix ans de réclusion criminelle contre Jean-Marie Villemain

Au procès de Jean-Marie Villemain, accusé du meurtre de Bernard Laroche, l'avocat général Jacques Kohn a requis contre le père du petit Grégory une peine qui ne soit « pas inférieure à dix ans de réclusion criminelle ». C'est jeudi 16 décembre que les jurés de la cour d'assises de la Côte-d'Or doivent rendre leur verdict.

DIJON

de notre envoyé spécial

Comme toutes les réputations, celle de M. Henri-René Géraud, défenseur de Jean-Marie Villemain, dépasse le personnage. Redouté par ses adversaires, il provoque chez eux, sans même avoir dit un mot, un réflexe de défense épidermique qui les conduit parfois à la faute...

Ainsi, en commençant sa plaidoirie, M. Géraud Welzer interpelle-t-il les jurés en les désignant chacun par son nom de famille. Non distrairement entendu il y a plus d'un mois lors de la prestation de serment mais qui, aujourd'hui, sonne étrangement dans une enceinte où le jury - sans être anonyme - forme cependant un ensemble de citoyens-magistrats protégés par une délibération collégiale.

Mais la gêne provoquée par cette énumération disparaît bientôt car M. Welzer, méprisant la sonorisation, plaide avec brio... la défense de Bernard Laroche. Il est pourtant la partie civile, celle qui se trouve dans le prétoire proche de l'avocat général, car elle partage souvent avec le parquet les mêmes opinions.

Toutefois, dans ce procès où, depuis l'ouverture, les rôles de chacun se croisent à chaque instant, le parti civil est

contraint de prendre la robe de la défense d'un « accusé » tué par un autre accusé. Car la partie civile sait que la défense de Jean-Marie Villemain sera composée d'eutout de procureurs qui prononceront un réquisitoire contre Bernard Laroche afin d'expliquer, et même de tenter d'excuser, Jean-Marie Villemain.

En outre, l'arrêt de non-lieu prononcé envers Christine Villemain s'inscrit dans cette même logique. Car, pour innocenter la mère de Grégory, les magistrats de la chambre d'accusation de Dijon ont cru nécessaire d'énumérer les charges pesant sur Bernard Laroche.

« Christine Villemain a eu un non-lieu et il faudrait que ce soit Laroche... », soupire M. Welzer, qui démonte le dossier pièce par pièce, avant d'exposer ses propres constatations : le corbeau est une femme ; les experts en écritures excluent que Bernard Laroche ait écrit la lettre de revendication ; il ne va pas à la poste et il n'a pas été vu à proximité de la maison des Villemain. L'avocat en déduit : « Bernard Laroche est mis hors de cause avec certitude ».

Comme ses confrères, M. Welzer se montre bien moins sévère envers Christine Villemain lors de sa plaidoirie que pendant les débats : « En chargeant Bernard Laroche, ce non-lieu ne rend pas service à Christine Villemain », constate seulement l'avocat, sans ajouter d'autres commentaires, comme si la partie civile avait fini par se convaincre que lancer des accusations contre Christine Villemain ne rendait pas forcément service à la mémoire de Bernard Laroche.

« Je l'affirme solennellement : Christine Villemain a eu un arrêt de non-lieu ; elle est donc en l'état innocente ; mais j'aurais préféré quelque chose d'inno-

queble », expose prudemment M. Welzer. Il ira plus loin ensuite en rappelant : « Une des femmes qui l'a vue à la poste a dit : ce n'est pas parce qu'elle a posté une lettre le 18 octobre qu'elle est coupable. Ce qui est vrai ».

Il ne reste donc à M. Welzer qu'à continuer la destruction méthodique des charges pesant sur Laroche. Un travail dont l'avocat ne conteste pas les difficultés : « La faiblesse de notre dossier, c'est que Bernard Laroche est mort ». Un constat qui lui permet de remettre la robe, cette fois, des parties civiles pour s'intéresser enfin à Jean-Marie Villemain, dont il résume la situation en trois points : « C'est une victime, il y a des circonstances atténuantes, c'est un assassin ».

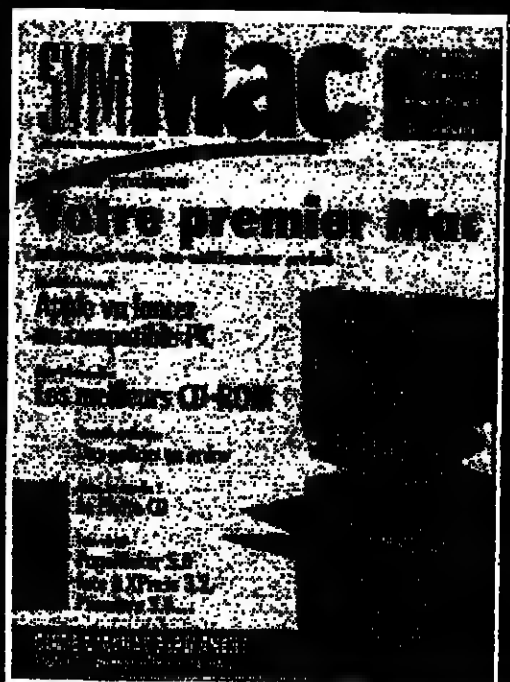
Et, s'adressant aux jurés, l'avocat rappelle : « Jean-Marie Villemain a été détenu pendant trente-trois mois. La peine, ce n'est pas mon rôle. Mais la seule question que vous aurez à vous poser, c'est : est-ce que trente-trois mois suffisent ? Je n'en ai rien à faire qu'il retourne en prison ou pas. Ce que je vous demande, c'est de prononcer une sanction digne. Hâte au gâchis ! »

Un avis partagé par son confrère, M. Jean-Paul Teissonnière, qui refuse d'imaginer que l'on puisse encourager « la vengeance privée ou la justice à canon séché ». Après un silence, il se tourne lui aussi vers les jurés pour leur dire : « Vous rendrez un verdict qui ne condamne pas en creux un innocent. Vous laisserez une chance aux enfants des uns et des autres de vivre un avenir qui ne soit pas forcément enfoncé dans la haine ».

MAURICE PEYROT

SYM Mac

Dossier pratique
Devenez un
utilisateur
averti



LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC

C'est pour trouver, c'est pour proposer un emploi, c'est le Monde

Le Monde

INITIATIVES



Tandems infernaux

Officiels ou non,
des couples
dirigent
ou agissent
dans l'entreprise.
Pour le pire
comme
pour le meilleur

son autorité, le couple, officiel ou non, sévit beaucoup dans les petites et moyennes entreprises, et particulièrement dans certains secteurs d'activité comme l'agroalimentaire, quelquefois le bâtiment, et encore dans les transports. Ils se partagent les tâches, l'histoire héritée de leurs origines artisanales. A lui le savoir-faire professionnel ou la démarche commerciale. A elle « les comptes », qui deviendront l'embryon de la gestion avant qu'elle ne règne sur l'administration. Par ironie, les salariés distinguent alors « le pédégé de la méduse ».

Au-delà, y compris pour des raisons de taille d'entreprise, de groupe plutôt, apparaissent les clans familiaux, au départ très organisés. Chaque membre contrôle une partie de l'activité, et le système fonctionne relativement bien tant que la croissance reste au rendez-vous. Les Auchan, les Bourgois, en apportent la démonstration, en dépit des tensions que l'on ne fait que deviner, au mieux. Mais le moment délicat surgit avec le passage de témoin à la deuxième ou à la troisième génération. Avec des effectifs pléthoriques, des fratries mêlées et des collatéraux en nombre, les industriels du textile, dans le Nord, fournissent l'illustration de ce qui peut advenir, sur la durée...

Il y a pourtant des versions modernes à ces pratiques, pas toujours liées à l'histoire ou à la tradition. Périodiquement, la valse des dirigeants, au sein des grands groupes, en fournit l'illustration. Tel, qui vient d'être nommé, débarque avec sa fidèle secrétaire, mais ne tarde pas à faire venir sa garde rapprochée, ces collaborateurs qui le suivent de poste en poste. Ensemble, ils forment « carrière associée », la baleine accompagnée de ses poissons pilotes, la difficulté, pour ces derniers, consistant à lui survivre s'il devait y avoir une fin brutale.

Uniques en leur genre, Gérard Pélissier et Paul Dubrule codirigent le groupe hôtelier ACCOR depuis toujours. Et ils sont bien les seuls à trouver des vertus, à leur plus grande satisfaction, aux contraintes du pilotage en double commande. L'écote mutuelle doit être parfaite, et ce n'est pas par hasard que leur exemple n'a jamais vraiment été imité.

En revanche, le type de connivence qui peut exister entre un patron et un syndicaliste, partenaires de fait, appartient à un non-dit, extraordinairement présent. Mais ces tandems, implicites, ne s'avouent surtout pas ! Pourtant, que ce soit dans la gestion d'un conflit ou dans la définition de stratégies sociales, il est manifeste que, des deux bords, on recherche des alliances fondées sur le respect réciproque. Sans parler de cogestion, et encore moins de collaboration, il peut y avoir coresponsabilité prudente mais jamais révéler. Certaines organisations patronales, telles que l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) sont passées maîtres dans l'organisation discrète de ces contacts avec quelques dirigeants syndicaux.

Tout cela vaut mieux, à coup sûr, que ce à quoi l'on assiste parfois, niché au cœur des entreprises. Car, au sein des organisations, s'enkystent quelquefois, au début à l'insu de tous, de ces tandems d'« insupportables » ou de ces « binômes » qui agissent secrètement comme des sous-groupes et peuvent réussir à perturber la collectivité par les interventions coordonnées. Inquiets, fâchés, voire négatifs, ces couples sont réellement infernaux, à l'inverse des réseaux.

Alain Lebaube

■ Saintes secrétaires

La plus grande discrétion
par Francine Aizicovici

■ Les califes et les vizirs

Trouver son double
par Marie-Claude Belbeder

■ Le couple patron-syndicaliste

Loin des regards
par Jean Menanteau

page II

■ L'esprit de famille

Le père, le fils et les autres
par Alain Bouve-Méry

■ Osmose au sommet

La complémentarité
par Catherine Leroy

■ Mariages de raison

Contrat à durée déterminée
par Liliane Delwasse

page III

MANAGEMENT

■ Voyage au centre de la mémoire

par Catherine Lévi

■ L'expert et son savoir

GESTION

■ Les associations en quête de transparence

page IV

SOCIÉTÉ

■ Agent très spéciale

par Catherine Leroy

TRIBUNE

■ Pour cause d'absence de tutelle

par Le Quartz

page V

BOUVARD et Pécuchet sont parmi nous, aussi indissociables que les auteurs imaginaires du *Dictionnaire des idées reçues*, aimable invention de Gustave Flaubert. L'ironie mise à part, ces couples peuplent les entreprises comme autant de tandems infernaux qui influencent la vie au travail des autres, le plus souvent impriment leurs choix avec une puissance forcément double, et quelquefois contribuent à créer un climat à peine supportable.

A leur sujet, les expressions fleurissent, éloquentes. Ils agissent comme les « deux doigts d'une main », sont « interchangeables » ou, ainsi qu'ils le disent parfois eux-mêmes, on ne « glisserait pas entre eux une feuille de papier à cigarette ». En Normandie, on a coutume de dire que « quand on les voit ensemble, ils ne sont jamais l'un sans l'autre ». Dans les couloirs, on s'en méfie ou on les craint, de peur qu'une confidence ne soit aussitôt colportée auprès du complice. Seuls quelques malins savent exploiter cette dualité et jouent avec eux des coups de billard sophistiqués en

mettant à profit leurs accointances avec l'un d'eux. Il arrive aussi que le personnel estime que leur association, jugée presque diabolique, ait un effet de nuisance sur les comportements collectifs ou sur les modes internes de fonctionnement. Ne parle-t-on pas alors d'« âme damnée », du patron et de « son ombre » ? Non seulement, l'ambiance peut en souffrir, mais l'existence de liens aussi forts menace la souplesse ou interdit la nécessaire transparence. Des décisions sont prises en un lieu unique, identifié par tous. D'où un certain malaise, que le goût de la manipulation peut aggraver.

Dans la mythologie de l'entreprise, le plus répandu de ces couples est celui que constituent un patron et sa secrétaire, en tout bien tout honneur. Tout tient alors dans la répartition des rôles. Tandis que l'un dirige, l'autre exerce le pouvoir au quotidien, confidente ou exécutrice des basses œuvres, selon les cas. Elle peut être redoutée, à juste titre, mais qui peut prétendre connaître la réalité de son influence ?

Plus facile à cerner, dans ses relations comme dans

C'est pour trouver, c'est aussi pour
proposer un emploi, c'est tous les mardis*
c'est le Monde Initiatives.



Le Monde

INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

Michael Page

le spécialiste du recrutement
Financier & Bancaire
vous donne rendez-vous
en rubrique
Finance/Banque



Saintes secrétaires

Discretion absolue et délicatesse

Seuls des demi-tandems secrétaires-patrons ont accepté de témoigner. Il s'agit des secrétaires. Leurs chefs étaient trop occupés, peut-être aussi gênés d'avouer ce qu'ils font endurer à celles dont ils ne peuvent se passer. La première à s'exprimer est assistante du vice-président d'un groupe de communication. Elle propose qu'on l'appelle Marie, parce que, dit-elle, « d'une certaine façon, je suis une sainte ». Leur tandem avait fort mal débuté. Il y a deux ans, lors de l'entretien d'embauche, « il m'a fait son numéro de charme, m'expliquant qu'avec lui, je ne m'ennuierai pas. J'ai trouvé ça nul ». Marie, qui a besoin de trouver rapidement un emploi, accepte le poste et, effectivement, elle ne s'ennuie pas. « Il ne m'a pas dit un mot sur le travail que j'avais à faire. Et à chaque fois que je venais lui demander une précision — son écriture était illisible — j'avais l'impression de l'agacer. » Au bout de quinze jours, Marie menace de l'abandonner s'il ne se civilise pas, lui explique qu'elle en a assez de sentir qu'elle le dérange. « Mais pas du tout, vous êtes parfaite ! » lui répond-il. Le lendemain, miracle : « Il était adorable. Un vrai petit toutou ! Cette période était sûrement un test pour voir si j'avais les nerfs assez solides pour le supporter ».

Par accord tacite

Car le monsieur a un sacré caractère : de mauvaise foi à l'occasion, sujet à des sautes d'humeur vertigineuses, stressé en permanence, angoissé de nature. Mais Marie affiche un calme olympien. Elle a vingt ans d'expérience, une bonne dose d'humour et ne se prend pas au sérieux. « Je le maîtrise, le rassure, j'essaie d'être toujours agréable et souriante. Quand il panique, j'oublie que c'est mon patron, je lui tiens tête, jusqu'à être autoritaire lorsqu'il exige qu'un rapport de cinquième page soit imprimé dans la minute qui suit. Il faut crier plus fort que lui. Ça marche toujours. Il me pardonne dans les cinq minutes parce qu'il sait que je ferai toujours l'impossible pour lui. Je suis là pour ça. » Autres ruses ? « Parfois, pour lui faire comprendre des choses, je lui fais un large sourire. Ça le déconcentre complètement ». Si Marie est une sainte, elle ne

cache pas pour autant que cet « enfant gâté » l'amuse. « C'est quand même plus drôle d'être avec lui qu'avec un ronchon. » Plus sérieux, le tandem qui lie Christine et le président d'une société de produits de luxe pour lequel elle assure, depuis cinq ans, le secrétariat privé. En réalité, 30 % de son temps est dédié à l'entreprise, essentiellement à la préparation d'opérations de prestige, le reste à la gestion de la vie privée de cet homme très occupé, qui possède deux hôtels particuliers, une résidence secondaire, du personnel de maison et aime voyager. C'est elle qui prend ses billets d'avion, commande les cartes routières d'une île perdue, s'informe sur la température locale. Elle aussi s'attache à le mater, à respecter ses petites manies : allumer la lumière de son bureau avant qu'il n'arrive, placer le parapheur à droite, sur la table, les journaux à gauche. « Ce sont des détails qui le rassurent. A force, une connivence s'installe. » Quelquefois, il montre sa mauvaise humeur, l'appelle d'un ton sec. « Je lui réponds calmement pour lui montrer que ça ne m'atteint pas. Ça le désarçonne. J'essaie d'établir une relation douce, de mettre de l'huile dans les rouages, d'avoir un bureau gai, chaleureux ».

Sur ce poste, qui exige une discrétion absolue, Christine a mis un an et demi pour obtenir la confiance totale de son patron. Elle a compris qu'elle l'avait gagnée le jour où il lui a remis la clé du coffre-fort. Elle avait subi des tests : porter un bijou à réparer, aller chercher des résultats d'analyses de laboratoire. Elle connaît l'épouse et les enfants de son patron, les dates des fêtes et des anniversaires de toute la famille, inscrites sur un grand calendrier. Par un accord tacite, renouvelable à l'infini, elle leur achète les cadeaux, envoie des petits mots. En signe de reconnaissance, outre un bon salaire, son patron lui fait des cadeaux de grande valeur ou plus symboliques. Un jour, il lui a proposé de prendre un abonnement pour avoir un bouquet de fleurs chaque semaine sur son bureau. Comme elle s'est chargée de tout, c'est elle qui s'est chargée de le faire. « Mais c'est quand même gentil de sa part ».

Francine Atzicovici

► La Vie des secrétaires au quotidien sous François Mitterrand, de Jean-Jacques Salomon, Editions Eteux.

Les califes et les vizirs

Etre capable d'amortir tous les chocs

prend, dès le mois de mars, la direction de son cabinet, un scénario qui finalement ne fera que se répéter à Air France.

La fidélité se paie

A la tête de la RATP, Christian Blanc est décidé à lutter en priorité contre l'insécurité dans le métro et le RER. La « reconquête du territoire » devient le leitmotiv de l'entreprise publique. Le département « Environnement et sécurité » de la RATP étant à cet égard tout à fait stratégique, Christian Blanc en confie la responsabilité, en janvier 1991, à Christian Kozar. Au sein de la Régie, les « liens calédoniens » ne passent pas inaperçus. Devant une cinquantaine de cadres, Christian Kozar, officier d'active, s'est plu à raconter, en guise de plaisanterie mais aussi d'hommage, qu'en brousse Christian Blanc, refusant de mettre un gilet pare-balles malgré des tirs sporadiques qui l'accablaient à sa descente d'hélicoptère, lui laissait du même coup le bénéfice éventuel de pouvoir en mettre deux.

Les binômes n'aiment pas la publicité. Elle les dérange. Cette directrice de la communication l'explique fort bien, elle qui fut la seule à rejoindre son président appelé à de nouvelles responsabilités : « La lecture interne de ce type de phénomène est tout à fait négative. Mon travail, depuis que je suis arrivée, consiste à faire oublier le passé que j'ai en commun avec le

président. C'est mon intégration qui est en jeu, ni plus ni moins. » La fidélité se paie, surtout pour « le mineur du couple », insiste cette chasseuse de têtes. « Un tandem qui se retrouve au sein d'une nouvelle entreprise va travailler très rapidement, se montrer vite efficace. Mais c'est souvent aux dépens du morceau rapporté. Le numéro un peut tout se permettre, le numéro deux servira de tampon, de bouc émissaire facilement attaquant, tandis qu'un président ne l'est pas. » Ainsi, si beaucoup de binômes gardent le silence, c'est pour ne pas aggraver plus que nécessaire « la cour de récréation qu'est une entreprise où jalousies, intrigues, rumeurs s'expriment quel que soit l'âge des salariés ».

Après la confiance, la complémentarité

Un handicap que ne semblent pas connaître Marc Dufour et Pascal Fulla, respectivement PDG et secrétaire général d'Air Littoral. En 1981, Marc Dufour directeur financier de ce qui n'est encore que la toute petite compagnie aérienne de Montpellier, recherche un juriste. Il recrute Pascal Fulla. Douze ans ont passé, et le couple en est encore plus solide. Comme le dit joliment Marc Dufour : « Nous avons traversé des moments de crise sans avoir besoin de s'expliquer de la vie, c'est important. » Si les mots et l'expression sont différents, il est étonnant de voir, à les écouter séparément, combien l'entente est réelle. Un tan-

dem ? « Plutôt un trio », reconnaissent-ils chacun à leur tour, souhaitant associer Jean-Marie Vignes, le directeur général adjoint chargé des affaires commerciales, à leur complicité. Des désaccords ? « Parfois, explique Pascal Fulla, mais jamais sur la finalité. » En effet, plutôt sur les voies à prendre pour y parvenir », confirme Marc Dufour. Tous deux ajoutant immédiatement « qu'une fois la décision prise, bien malin celui qui pourrait essayer de semer la zizanie ».

Condamnés à se voir près de douze heures par jour, le binôme s'apprécie assez pour ne pas empiéter l'un et l'autre sur leur vie privée, ou alors seulement à petites doses. Il est clair que l'affectif, plutôt l'amitié, fait évidemment par être de la partie, mais après « la confiance mutuelle », « la complémentarité ». Marc Dufour est plutôt le financier alors que Pascal Fulla est un juriste et « l'esprit d'équipe ». Reste évidemment « la » question : peut-on rester un numéro deux à vie par fidélité à un numéro un ? « J'imagine qu'une sorte de frustration doit exister, analyse en toute sérénité Marc Dufour, mais nos relations ne sont pas du tout hiérarchiques. J'ai appris à déléguer et je m'y tiens. » Pascal Fulla explique ne pas « rêver de devenir calife à la place du calife. C'est vrai que dans un fonctionnement comme le nôtre, les choses doivent être claires. Je pense plutôt que nous avons réussi à nous organiser comme une équipe de foot : un jeu avant-coure alors qu'un autre est gardien de but ».

Marie-Claude Bedbader

Le couple patron-syndicaliste

Une complicité qui se nourrit de ses conflits

EN d'autres temps, on aurait appelé cela « collaboration de classes ». Une expression du Musée Grévin social qui peut venir à l'esprit dès lors que l'on aborde les rapports interpersonnels patron-syndicaliste. Au sens de couple s'entend. Lorsque, une longue habitude de vie commune tissée par la force des choses des liens cachés. C'est ce que le sociologue d'entreprise Henri Vaquin appelle joliment une « complicité antagoniste ». Des non-dits et des liens qui n'apparaissent pas à l'heure des communiqués.

Chambre à coucher

Et pourtant. Qui nierait qu'il existe une typologie des couples patron-syndicaliste ? Couples qui se nourrissent de conflits plus ou moins feints, mais qui savent que la réconciliation consensuelle suivra. Couples dont la vie est apparemment un long fleuve tranquille jusqu'au jour où la maison s'écroule. Le ménage l'a cogérée en refusant toute intrusion extérieure. Couples éphémères, et qui ne peuvent longtemps convoler tant est grande la valse de l'intérêt patronal. Couples dont l'art est de savoir peser sur l'autre en faisant appel à plus haut que lui ; CNPF pour l'un, confédération pour l'autre. Couples enfin dont la complicité est organisée. Lorsque, à titre d'exemple, un accord est signé comportant un financement des syndicats par l'entreprise, c'est bien d'une dot qu'il s'agit. En ce sens, le tandem groupe Casino-syndicats est un bon exemple. Lorsque l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) comble de félicités ses interlocuteurs sociaux sous forme d'aides informelles,



comme on le dit pudiquement, c'est d'« entente » au sens quasi-matrimonial, qu'il s'agit. Lorsque, un grand patron du BTP crée son syndicat maison et lui accorde son propre nom, c'est de protection à l'égard de ce syndicat qu'il faut parler.

Il peut arriver aussi qu'une « coordination » aussi débraillée que remuante ne respecte pas les règles du jeu en faisant irruption dans la chambre à coucher. Alors la paix d'un ménage heureux et son histoire peuvent être bouleversées. Dans ce cas, la culture du compromis est sérieusement ébranlée. Le temps que la coordination, cette malade, se dissolve. Pour Henri Vaquin, la sociologie des concubins évolue selon les époques. Sans remonter à un passé lointain, les années 70 furent celles du « non-lien » et des rapports... frigidés. Responsables syndicaux et responsables patronaux se rencontraient très peu en dehors des règles. Un déjeunier édité à la limite de la compromission et un dîner en ville impensable. Question de mœurs.

Petit à petit, les choses se sont civilisées. Les rapports se sont inversés dans les années 80, où se sont noués des « couples informels », complices de fait, tant il est vrai qu'entre « pros » de la négociation on se reconnaît. Que chacun sait qu'il faut garder à l'autre du « grain à moudre ». Humainement, et c'est heureux, il n'est pas interdit de s'apprécier. Ne partage-t-on pas nombre d'expériences vécues en commun ? « Je suis persuadé que beaucoup de tandems ont monté des coups entre eux sans en référer à leurs instances », dit encore Henri Vaquin.

Aujourd'hui, les couples s'affichent. L'époque où l'on s'échangeait des miss dominici est révolue, sauf peut-être en cas de crise aiguë. Et beaucoup plus que de « lutte » au sens syndical du terme, c'est sans doute d'auto-régulation des rapports sociaux, via les tandems, qu'il s'agit.

De fait, le vrai problème pour les acteurs ne serait-il pas la lassitude de leurs mandants ? Les tandems le savent. Et sur ce plan se sentent vulnérables. Cela aussi peut créer des liens. Même s'ils sont doux-amers.

Jean Menanteau

METTEZ L'EUROPE A LA UNE !

L'IECS STRASBOURG offre 4 avantages décisifs :

- Un an d'études à l'étranger pour tous les étudiants (dans les 43 universités en Europe et en Amérique du Nord).
- L'étude de trois langues étrangères.
- Une formation complète au management (diplôme d'université) avec trois spécialisations : Vente/Marketing - Finances/Contrôle - Logistique/Production.
- Des enseignements de troisième cycle : 3 DESS (Commerce International, Achat International et Audit).

IECS STRASBOURG
ECOLE DE MANAGEMENT EUROPEEN
UNIVERSITE ROBERT SCHUMAN

Documentation : Service du concours, réf LM,
47, avenue de la Forêt Noire, 67082 Strasbourg cedex
Tél : 88 41 77 51 • Fax : 88 41 77 01

L'ALGERIE: ENTRE DÉSORDRE ET DÉSPOIR

A lire dans

Le Monde des
DEBATS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

L'esprit de



Le Monde

Le Monde
PUBLICITE

Le Monde

BULLETIN

كلمة من الأديب

INITIATIVES

DOSSIER • Tandems infernaux

L'esprit de famille

De la tentation dynastique à la formation d'un clan, le poids de la parentèle peut être lourd



ILS étaient quatre frères, Bernard, Jean-Pierre, Antoine et Régis. Surnommés les Dalmatins par leurs détracteurs, les Willot n'ont pas laissé de bons souvenirs dans l'industrie française, notamment dans les manufactures du Nord. A eux quatre, ils avaient réussi à bâtir en vingt ans, avant la chute finale, le plus gros groupe textile d'Europe. Dans cette ascension rapide, les liens de sang et le fait d'appartenir à la « fratrie » ont joué un rôle essentiel.

A des années-lumière de cette ténébreuse affaire, Paul Giotin, président de la chambre de commerce de Bordeaux, dirige le groupe familial de spiritueux Marie Brizard et Roger International, qui produit et commercialise la célèbre liqueur du même nom. Il a le privilège d'appartenir à l'Association des bénéficiaires (inspirée d'Hénoch, patriarche de la Bible, père de Mathusalem), qui regroupe les sociétés dirigées par une même famille depuis plus de deux cents ans. Ce petit club fermé ne comprend qu'une dizaine d'adhérents en France et peut tenir la dragée haute à des dynasties, certes plus puissantes comme les Michelin ou les Peugeot, mais qui n'ont pas autant d'ancienneté.

Le lien entre famille et entreprise est un truisme. Ne serait-ce que parce que beaucoup de chefs d'entreprise qui ont consacré leur vie à une société ont envie de se

voir perpétué là aussi par leur descendance. Mais la constitution de clans familiaux se révèle en revanche beaucoup plus fragile, car soumise à la bonne entente entre tous les membres du clan. Un destin, comparable aux Atrides, menace toujours. Dans l'économie française, les secteurs de l'édition et de la grande distribution illustrent bien le poids prépondérant des familles.

Guerre de succession

Fondée en 1911 par Gaston Gallimard, puis dirigée par son fils Claude, la plus renommée à l'étranger des maisons d'édition française a survécu tant bien que mal à la guerre de succession qui se sont livrée à la troisième génération les deux frères « ennemis » Christian et Antoine, arbitrés par les deux sœurs Françoise et Isabelle, et qui a failli coûter à la famille la perte du contrôle du groupe. Jusqu'au prochain partage sans doute. De même, plus discrète, la famille Flammarion décline toujours les rênes de la maison d'édition qui porte son nom. Depuis 1875, à chaque génération, un frère s'occupe de l'édition et un autre de la librairie. Après Ernest le fondateur, Charles et Henri, Charles-Henri est président-direct-

teur général du groupe, tandis que ses deux frères Pierre-Alain et Jean-Noël dirigent respectivement les secteurs de la diffusion et des librairies.

Dans la grande distribution, les Bouriez, qui président aux destinées du groupe Cora-Réville, méritent une mention spéciale. Deux des trois frères, Philippe et Jacques, ont en effet renforcé l'osmose familiale, en épousant deux sœurs Bardinet, d'une dynastie bordelaise spécialisée dans le négoce du rhum des Antilles. On retrouve la même forte présence familiale chez Casino, Carrefour ou Auchan. D'origine stéphanoise, le groupe Casino est dirigé par Antoine Guichard, assisté par Yves Guichard, Gilles Pioncelly et Charles Guichard, tous bénéficiaires de Geoffroy Guichard, celui-là même qui a donné son nom au stade de Saint-Etienne.

De même, la famille Mulliez et sa parentèle veillent à la bonne santé des multiples enseignes du groupe familial : Auchan, mais aussi Décathlon, Philidor, Saint-Maclo... Quant à Michel Bon, actuel directeur de l'ANPE, évincé en 1992 sans ménagement de la présidence de Carrefour, il a pu constater à ses dépens le poids des familles fondatrices Defforey et Fournier dans la gestion du groupe d'hypomarcés.

Alain Beauvère-Méry

Osmose au sommet

La dualité du pouvoir permet de doubler l'efficacité sauf quand elle mène à l'indécision

« ON dit que le pouvoir ne se partage pas. Mni je trouve au contraire qu'il n'y a rien de plus facile à partager que le pouvoir », affirme, une petite nuance de provocation dans la voix, Gérard Pélissou, coprésident avec Paul Dubrule du groupe Accor. Dans les faits, la rixe en place de leur tandem, en 1987, à l'occasion du lancement du premier Nuvotel, était l'aboutissement d'une longue réflexion. Leur commune fascination pour les Etats-Unis, leur milieu social – tous deux sont issus de la moyenne bourgeoisie industrielle et provinciale – et une philosophie des affaires partagée constituaient des éléments de rapprochement non négligeables. Mais ils savaient bien que ce n'était pas suffisant. Qu'il fallait donner une base claire et solide à leur entente s'ils voulaient triompher des écueils qui se présenteraient inévitablement sur leur route.

« Nous avons recherché les points susceptibles de nous poser problème. Avant même qu'ils n'apparaissent, nous avons fixé des règles très strictes : même proportion de capital dans la société, même salaire, pas de préséance entre nous... », explique Paul Dubrule. Il leur faudra cependant quelques années de rodage avant de trouver le rythme de crû.

Au départ, les deux hommes étaient complémentaires. Paul Dubrule était attiré par le marketing et le produit, Gérard Pélissou par l'aspect financier et les relations avec les banques. Très vite ils se rendront compte que s'ils veulent prendre à deux les décisions, il leur faut éviter de se can-

tonner à leurs domaines de compétences respectifs. L'apprentissage se fera en douceur. Gérard Pélissou discutait des dossiers financiers avec Paul Dubrule, qui lui soumettait en retour ses idées de produit. A force d'échanges, chacun finit par acquiescer un peu de la compétence de l'autre. Aujourd'hui, ils travaillent à 80 % sur les mêmes dossiers. Restent les dossiers techniques suivis d'un peu plus près par l'un ou l'autre.

Plus de rigueur

De leur mode de fonctionnement, les deux hommes ne venaient que les avantages. « Avec Paul, on se consulte, on croise nos jugements, l'impression se confirme ou s'efface. C'est un gain de temps, et puis c'est plus confortable », explique Gérard Pélissou. La concertation permet aussi d'éliminer, du moins de limiter les erreurs. Elle est d'autant plus payante qu'elle se fait entre alter ego. « Lorsque vous êtes au sommet d'une pyramide, souligne Gérard Pélissou, les conseils sont souvent biaisés. Les collaborateurs savent qu'ils parlent à leur patron. Ils n'osent pas forcément tout dire. On ne peut critiquer que si l'on est au même niveau. » A l'égard de l'extérieur, leur dualité permet de doubler leur efficacité. Pendant que l'un rencontre des financiers à Francfort, l'autre en rencontre à Londres, et tous ont le sentiment d'avoir en face d'eux le « patron » et non pas un simple directeur. En affaires, certaines

choses ont de l'importance. Pour les collaborateurs, le système peut paraître compliqué, puisqu'il faut obtenir l'accord de deux personnes au lieu d'une. « Spontanément, on a tendance à aller vers celui avec lequel on a le plus d'atomes crochus, explique l'un d'eux. Mais comme on sait que le dossier sera également examiné par l'autre, cela nous oblige à plus de rigueur, à plus d'exigence. Après tout, c'est positif. »

Cela dit, il arrive parfois qu'il y ait quelques ratés dans le fonctionnement du tandem. Lorsque, par exemple, n'ayant pas eu le temps de se concerter sur un dossier, ils donnent un avis différent à un collaborateur nu à un banquier. Ils remettent bien sûr les pendules à l'heure. Sans plus s'émouvoir.

La grande question qui se pose dans une direction bicipitale est : « En dernière instance, qui tranche ? » « Si nous ne sommes pas d'accord sur un dossier, si nous n'arrivons pas à nous convaincre mutuellement, alors nous ne prenons pas de décision. Il y a des affaires que nous n'avons pas faites à cause de cela », explique Paul Dubrule. Cela n'a guère empêché le groupe de prospérer. Accor est devenu le numéro un mondial de l'hôtellerie, de la restauration et des services. En France, on ne trouve guère d'exemple de tandem à ce niveau. « Les ingrédients pour qu'une telle formule fonctionne sont très nombreux, souligne Gérard Pélissou. La probabilité pour que tous soient réunis est donc bien faible. »

Catherine Leroy

Mariages de raison

Les unions à objet et à durée déterminées sont de plus en plus nombreuses

LE directeur des ressources humaines de l'Institut Pasteur trouve la question bien étrange : « Chez nous, ce n'est vraiment pas une préoccupation fondamentale. Le milieu de la recherche est un mélange d'individualisme forcé et de travail en équipe. Notre problème est de réussir à développer le sens du collectif. Votre binôme, lui, va à l'encontre de l'ouverture, il se ferme. C'est un phénomène frileux, inquiet, négatif. » Pourtant, le couple est à la mode : les entreprises se comptent plus où la gestion par projets a remplacé la trilogie d'hier. Il y a eu ceux qui fabriquent, ceux qui vendent, ceux qui gèrent.

Parallèles et séparés, ils ne se rencontrent guère. A présent, les managers s'efforcent d'encourager les binômes, de mettre dans les mêmes unités opérationnelles des gens d'origine, de sensibilité et de compétences différentes et de les faire avancer ensemble, dans la même direction.

Un certain nombre d'expériences se sont soldées par des succès incontestables. Ainsi, dans une usine performante mobilisée sur le projet Saturne, General Motors a vu travailler en étroite collaboration un directeur d'unité venu d'outre-Atlantique et un directeur de ressources humaines français. Un couple réussi qui a su animer une équipe et mettre en place un système participatif. Même redressement spectaculaire chez Sollac, grâce à un président en osmose avec le responsable de la communication et de la qualité.

Ette une interface

Chez BSN, la méthode, si l'on ose dire, des couples multiples est pratiquée au plus haut niveau. Antoine Riboud a des relations privilégiées avec plusieurs de ses collaborateurs. Il est de notoriété publique que le tandem le plus réussi, c'est celui qu'il forme avec son directeur de ressources humaines qu'il a fait venir de la

délégation emploi. Dans le groupe Pinalut, même stratégie : plusieurs binômes se sont constitués, qui se fédèrent autour d'une personnalité, pôle central de la figure géométrique.

Chez Air France, le bruit court que le succès du plan de redressement dépend beaucoup du succès du couple qui se prépare entre Christian Blanc, le nouveau PDG, et son directeur des ressources humaines. Et chez Bull, les paris sont lancés : avec qui Jean-Marie Descarpentries, le nouvel homme fort, fera-t-il tandem ?

Les couples se font et se défont. Ils se constituent volontiers sur des missions précises, des projets ponctuels, des travaux limités, couples à objet et durée déterminés. Ils se dissolvent à la fin du contrat et chacun reprend ses billes.

C'est pour aider les cadres à travailler ensemble que l'Ecole centrale de Paris a créé, en 1989, un master spécialisé de troisième cycle. Destiné aux diplômés des grandes écoles de commerce, son but est de leur donner une culture scientifique et technique suffisante pour leur permettre de coopérer valablement avec des ingénieurs ; d'être en quelque sorte une interface entre commercial, gestion, production et ressources humaines. Trente élèves suivent

chaque année cette formation.

« Nos anciens, explique le responsable de ce master, créent souvent de nouveaux postes. Preuve s'il en fallait que les industriels n'étaient pas habitués à travailler avec des commerciaux. » Or, de plus en plus, la complexité des problèmes exige des doubles compétences. L'Air liquide l'a bien compris puisqu'elle a créé une nouvelle fonction : les ingénieurs d'affaires. D'autres entreprises favorisent les tandems à double casquette : Saint-Gobain l'expérience aux niveaux intermédiaires et Renault s'efforce d'accoupler sur un projet donné un ingénieur d'études ou chercheur et un contrôleur de gestion.

Hélas, les divorces succèdent inéluctablement à ces brèves communautés et d'autres tandems se reforment. Comme dit l'un d'eux, « l'entreprise ne tient pas forcément compte de nos affinités en nous mariant ». Parfois le joug est insupportable, en particulier lorsque, à la place de la complicité nécessaire, il ne se crée qu'indifférence, incompréhension, ou, bien pis, agacement. Comme quoi, plus souvent que les mariages d'amour, les entreprises provoquent des mariages de raison.

Liliane Delwasse

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guili,
Isabelle Taffet,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-99-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Répts Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 38-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LINDOC ou 36-29-04-58

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Guesbroug
44852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-65-25-25
Télécopieur : (1) 46-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilm : (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-99 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs approx. y compris CEE et non
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Vous renseigner auprès du service abonnements.

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MIDITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - registered) is published daily for \$ 891 per year by « LE MONDE » S.A., 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. 12919 and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 151A, Champlain, N.Y. 12919 - 131A.

For all subscription orders send to: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23467 - 2943 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 NOV 01 PP Paris PP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

INITIATIVES
EXPÉRIENCES

MANAGEMENT

Voyage au centre de la mémoire

Une meilleure gestion de la connaissance pour soigner l'amnésie des entreprises

RESTRUCTURATIONS, cession de filiales, départ à la retraite des anciens, documents et archives pléthoriques mal exploités ou détruits, pour toutes ces raisons, et bien d'autres, la mémoire des entreprises disparaît. Obnubilées par les réalités du présent, ces dernières laissent dormir ou s'envoler leur patrimoine de « connaissances », véritable trésor constitué de livres, logiciels, documents, etc.) et de perles rares de tradition orale (le savoir des experts). Ce manque d'intérêt explique l'absence quasi générale de structures et de méthodes de sauvegarde et de valorisation. Résultat : une incroyable déperdition de connaissances et de savoir-faire qui oblige à réinventer la poudre en permanence. Faramineuse perte de temps, d'énergie et d'argent.

La négation du savoir-faire est au cœur de l'amnésie. « Bercées par l'illusion que la connaissance se résumait au scientifique, les entreprises ont laissé s'envoler toutes les autres formes de connaissances », rapporte, par exemple, Jean-Louis Ermine, ingénieur-chercheur au Centre de l'énergie atomique (CEA). Ainsi, dans un domaine aussi pointu que les risques technologiques majeurs (dépôts sur l'environnement liés à l'activité industrielle), les spécialistes se sont attardés sur les données techniques objectives sans capitaliser sur les savoirs propres aux opérateurs et aux organisations, d'où une perte d'expérience considérable qui oblige à recréer en permanence des connaissances.

Les conséquences de la disparition des « pères », emportés dans la

tourmente des retraites, se font également cruellement sentir. Connaissant à fond leur métier appris sur le terrain, possédant les « ficelles » qui font la différence avec les concurrents, les anciens ont pourtant été bien souvent éclipsés par des jeunes ouvriers et ingénieurs qui, quel que soit leur talent, ignorent ces subtilités. Vivant dans l'urgence, les dirigeants ont d'ailleurs largement bécoté ces successeurs. En cas de départ brutal, la concentration de l'expérience dans un faible nombre de mains entraîne toujours une perte sèche pour l'entreprise.

Aujourd'hui, la complexité et la multiplication des informations à traiter pose cette question de la gestion des connaissances de façon brillante. Société d'information oblige ! Certains commencent donc à se rendre compte que le

savoir constitue une partie importante, si ce n'est l'essentiel, de leur fonds de commerce.

Réactiver
les neurones ensevelis

Les pionniers lancent un SOS connaissances. « Il est nécessaire de détecter, recueillir, distribuer et protéger la connaissance afin d'assurer la compétitivité de l'entreprise », souligne notamment Jean-Paul Barthès, président de l'Institut international pour l'intelligence artificielle (IIA), tête chercheuse propulsée en 1989, réunissant, sous la houlette de l'Université de Compiègne, une quinzaine d'industriels prestigieux (l'Aérospatiale, Solvay, le Commissariat à l'énergie ato-

mique, PSA, etc.) désireux d'avancer sur ce terrain prometteur. Les enjeux sont en effet énormes : il s'agit de disposer d'une information synthétique sur les savoirs stratégiques de l'entreprise, de localiser les spécialistes, de rechercher les solutions techniques et organisationnelles. Et, même, à terme, de faire de la mémoire un outil dynamique pour puiser son inspiration et créer de nouveaux produits et procédés. Pas moins.

Quels sont les moyens mis en œuvre ? Certes, les techniques informatiques et, en particulier, les systèmes experts sont au cœur de l'approche car eux seuls peuvent stocker une quantité inimaginable de données et soulager l'entreprise confrontée au départ à la retraite d'un expert. Une des approches actuellement expérimentée consiste à « greffer » son savoir

dans un système expert capable de reproduire partiellement son raisonnement (voir encadré). La mémoire mise en mémoire en somme !

Mais, pas question pour les protagonistes d'envisager la gestion du patrimoine de connaissances de façon technocratique (du moins, on s'en défend) en faisant une place trop belle, voire exclusive aux techniques informatiques. On ne veut pas retomber dans le piège des années 80 où se sont enfermées bien des entreprises croyant, naïvement avec le recul, qu'il suffisait d'automatiser pour régler tous les problèmes.

L'organisation, la psychologie, la communication, et même l'éthique, font partie du voyage au centre de la mémoire.

Une communauté
de savoirs

Une méthodologie rigoureuse est recommandée pour réactiver les neurones ensevelis. Un travail de titan qui exige de longs mois d'efforts avant de se révéler payant. Par exemple, Eric Brunet d'Ingénia propose une approche jugée pragmatique et réaliste. On se concentre sur le point névralgique de l'entreprise : aide à la production dans le cas d'une raffinerie, maintenance préventive dans une centrale électrique, conception d'un système dans l'automobile, etc. Les connaissances de base du métier choisies sont déclinées par un travail de terrain et leurs principaux acteurs interviewés. Objectif de la mission : établir la

cartographie de ces connaissances et identifier celles qui seront valorisées ou sauvegardées. Alors seulement, les outils de travail sont sélectionnés : embauche éventuelle, gestion électronique de documents, systèmes informatiques d'aide à la décision, etc. Par exemple, le CEA travaille sur les techniques d'intelligence artificielle pour mettre au point des outils d'aide à la décision pour les conduites de procédés complexes, la meilleure utilisation des documents, la gestion de bibliothèques de codes de calculs. L'équipe pilotée par Jean-Louis Ermine, quant à elle, se positionne comme conseil en gestion de connaissances pour les unités confrontées à des difficultés : conception d'un nouveau système, expert partant à la retraite, etc. Elle multiplie également les collaborations extérieures. Par exemple, elle aide une société à développer un système capable de gérer une base documentaire juridique contenant plus de 400 000 dossiers.

A peine né, le « management de la connaissance » bouscule les règles établies. En effet, pour les spécialistes, il débouche rapidement sur l'idée de communauté de savoirs au sein de l'entreprise, ce qui entraîne nécessairement un décloisonnement des compétences jusqu'à présent jalousement gardées par leurs détenteurs. Pour gagner ses lettres de noblesse, il doit donc implicitement régler un problème de taille : faire que les compétences individuelles soient davantage valorisées et reconnues. Un pari qui n'est pas si facile à gagner.

Catherine Lévi

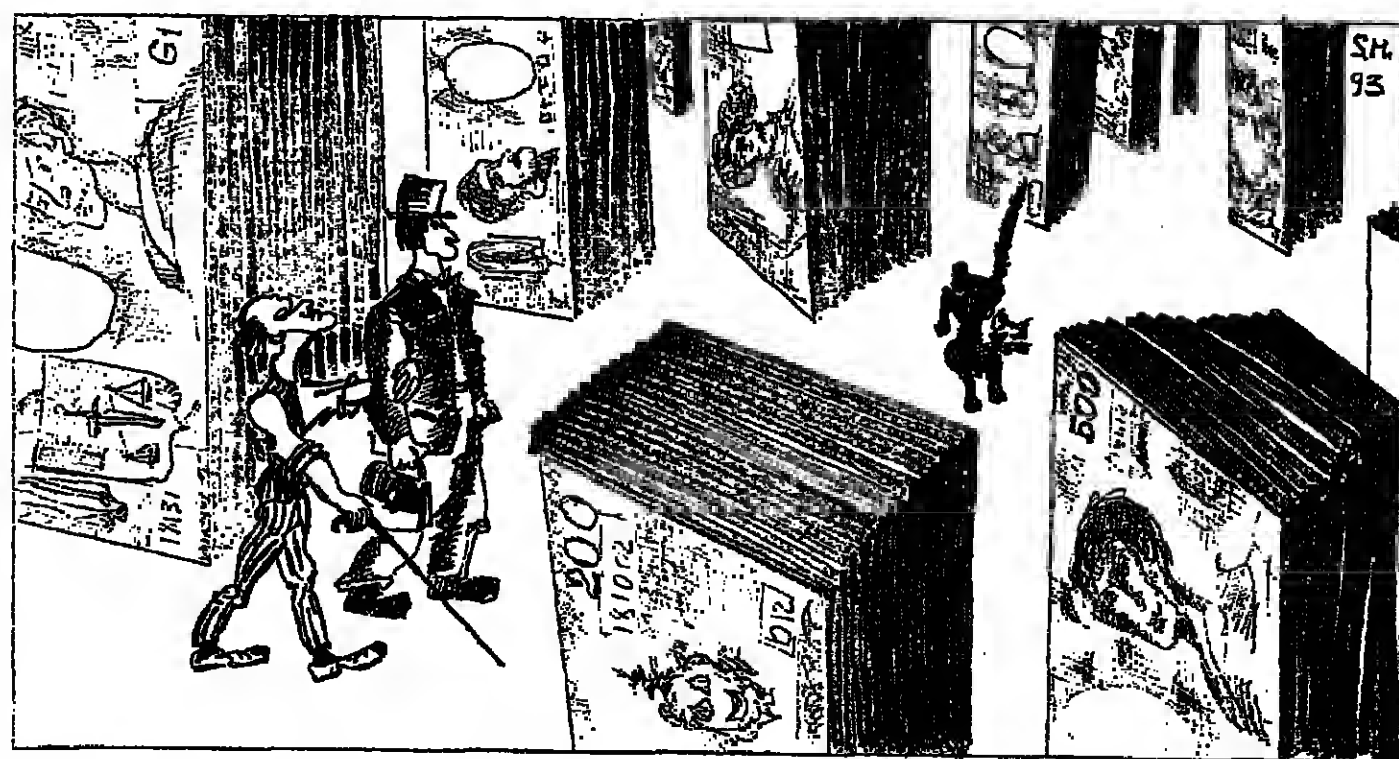
GESTION

Les associations en quête de transparence

Les trésoriers sont décidés à faire le ménage pour éviter toute dérive

L'AFTA, l'Association française des trésoriers et responsables d'associations et organismes à but non lucratif régie par la loi de 1901, est née en 1985, à l'initiative d'associations telles que la Fondation de France, le Comité national olympique français, la Fondation Cousteau, Médecins sans frontières... Elle regroupe soixante-quinze fédérations représentant environ quinze mille associations. Son objectif : être avant tout un organisme de réflexion et d'échanges sur les problèmes que se posent aux associations. Faire réfléchir sur des thèmes généraux, tels que la responsabilité pénale des présidents, est le but déclaré des fondateurs de l'AFTA. « Nous souhaitons constituer un mouvement transversal qui réunisse tous les secteurs associatifs sans exclusion aucune, explique un responsable. Les problèmes techniques sont les mêmes, quelle que soit l'association, sportive, culturelle ou culturelle. Or on a tendance à faire des ghettos suivant les secteurs. » Amis de la Bibliothèque nationale ou Fédération française de tennis, même combat.

Le souci de l'AFTA est avant tout de lutter contre les dérives, trop fréquentes dans la vie associative. Qu'elles soient dues à la malhonnêteté, ou bien plus souvent à l'incompétence et à l'amateurisme, on rencontre plus souvent opacité et absence d'information que transparence et limpidité dans la gestion des sommes souvent énormes dont disposent les associations. A la limite, on peut dire que tout en France, exception faite des sociétés commerciales et des établissements publics, fonctionne par association. Vingt-cinq millions de Français sont membres d'une association, et près de la moitié de plusieurs. On évalue à six cent mille le nombre de celles-ci en activité. Il est impossible d'avoir des données plus précises car, une fois les statuts déposés, une association est réputée vivre, or un certain nombre n'ont plus d'existence depuis des années mais rares sont celles qui vont



jusqu'à demander leur radiation. Les fonds des associations proviennent des cotisations de ses membres et des subventions publiques. 85 % sont subventionnées. Depuis 1988, dans un souci de clarté, toute association qui touche plus de 10 000 francs de subventions est susceptible de subir un contrôle de la chambre régionale des comptes, en plus de celui de l'administration fiscale.

Diversité
et variété

Le secteur associatif dispose de plus de 200 milliards de francs, dont environ 70 milliards concernent le secteur sanitaire et social, avec des associations aussi

puissantes que les Paralysés de France, ou l'UNAPEL 40 milliards sont représentés par les sports, le tourisme, et les loisirs ; le secteur humanitaire et culturel gère 12 milliards. Sans compter les associations d'information pour les villes, les associations de consommateurs et d'usagers, les associations religieuses et les congrégations, les associations de protection de l'environnement, de chasse et pêche, celles du troisième âge, de lutte contre le racisme et la discrimination, telles que SOS-Racisme, la LICRA ou le MRAP, les associations d'anciens élèves, d'anciens combattants, de maires de France, de présidents de conseils généraux, les scientifiques ou intellectuels qui ont prêté l'appellation de société depuis la Société des agrégés jusqu'à la Société française d'astro-

nomie, de mathématiques, ou bien l'Institut de France, qui n'est autre qu'une association. Depuis quelques années, on a vu fleurir des associations intermédiaires, et beaucoup de centres de formation ont le même statut.

Diversité et variété sont les maîtres mots. Depuis une association de trente copains bénévoles, qui se retrouvent tous les samedis pour faire bombance, jusqu'aux organismes qui emploient des centaines voire des milliers de salariés. En fait, le secteur associatif représente environ huit cent mille salariés et, par le biais des aides familiales, c'est un des rares domaines de création d'emplois. Il est essentiel de nettoyer ce milieu des brebis galeuses et, après un certain nombre de scandales (celui de la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine avait

envoyé plusieurs responsables en correctionnelle), d'éviter autant que faire se peut que « les trésoriers d'associations, selon l'expression de l'un d'eux, ne fassent leurs réunions en Uruguay ». Allusion à l'affaire Jacques Médéric.

Des toques
et des étoiles

Certaines dépensent jusqu'à 80 % ou 90 % de leur budget en frais généraux. Il arrive par ailleurs que des collectes de fonds publics charrient des sommes considérables, et que des opérations très médiatiques, comme le Téléthon, fassent figure de phénomène de société. Pour éviter de dilapider ainsi l'argent provenant des coti-

tions des membres, aussi bien que de la charité des citoyens, il est fait obligation, depuis cette année, aux associations qui font appel à la générosité publique, ou se livrent à des collectes sur la voie publique, de justifier l'emploi des fonds collectés.

C'est sur tous ces problèmes que se penche l'AFTA, par le biais de réunions d'information, de séminaires, et par la publication d'une revue. Le bureau a même eu l'idée de rédiger un guide des associations, distribuant des toques et des étoiles suivant la transparence de la gestion. La prudence seule et la crainte de multiplier les procès en diffamation l'ont retenu jusqu'ici. Aussi se concentre-t-il sur la formation des trésoriers : « La plupart d'entre eux sont dévoués et honnêtes, mais ignorants des réalités financières, souvent dépassés par l'ampleur de leur mission. Nous tentons de les aider. »

Beaucoup de problèmes déboulent avec les embauches de salariés et les rapports des bénévoles avec ceux-ci ne sont pas simples. Les conflits ne sont pas rares. Là encore, il manque d'un véritable professionnalisme que l'on est en droit, et même en devoir, d'attendre : « Savez-vous que certains salariés d'association ne sont même pas déclarés à l'URSSAF, et ceci par ignorance ou négligence ? » Il déplore également la propension des pouvoirs publics, à l'heure actuelle, à traiter avec désinvolture le secteur associatif, réputé moins sérieux que l'entreprise, objet de tous les soins. Une délégation générale à l'innovation sociale et à l'économie sociale, sans grands moyens, et avec un personnel réduit à la portion congrue, a remplacé l'ancienne délégation interministérielle à l'économie sociale. Naturellement, l'AFTA ne regroupe que de très puissants organismes, mais ses membres espèrent surtout faire école par la mutualisation des expériences, et par une circulation de l'information.

L. D.

EXPÉRIENCES

Agent très spécial

Le Monde

ETUDIANTS,
ENSEIGNANTS, COLLABORATEURS DE STAGIAIRES
A VOIR DISPOSITION

Tapes STAGES

Le Monde
EDITIONSEnquêtes sur la droite extrême
René MonzatCe n'est pas pour que la peur hypocrisie
soient la bonne.La République menacée
Dirigés d'effort Le Pen

Edouard Pénard, Alain Robat

Pour qu'on ne puisse pas dire
qu'on ne savait pas...

هكزام الأول

EXPÉRIENCES

INITIATIVES

RENDEZ-VOUS

SOCIÉTÉ

Agent très spéciale

Les femmes d'expatriés sont de véritables partenaires pour l'entreprise

La femme de l'expatrié c'est un peu le soldat méconnu de l'entreprise. Rares sont les sociétés qui, au moment d'envoyer un cadre à l'étranger, demandent à rencontrer son conjoint. Pourtant, souligne Anne Rolland, présidente de la section locale Paris Ile-de-France de l'Union des Français à l'étranger, « la femme qui accepte de quitter son pays pour s'adapter au déroulement de la carrière de son mari en devient le premier collaborateur et, à travers lui, participe à l'expansion et au succès de l'entreprise ». Dans une étude sur les femmes d'expatriés français, Anne Rolland, qui a elle-même passé vingt et un ans de sa vie à l'étranger, recense les moments importants, de la prise de décision à l'implantation dans le pays, où la femme joue un rôle certain.

La prise de décision n'est pas du seul domaine du cadre, car elle implique toute la cellule familiale. Il n'est pas si facile, en effet, de quitter sa famille, ses amis et ses relations pour partir dans un pays où l'on risque d'être confronté à des problèmes d'éducation des enfants, de sécurité ou de santé. D'un point de vue professionnel, le choix de l'expatriation suscite quelques inquiétudes légitimes du côté du candidat : risque de se couper de la maison-mère, d'être oublié, d'avoir une réinsertion difficile. Pour sa femme, les interrogations sont encore plus grandes. Pourra-t-elle continuer à exercer son métier à l'étranger, comment se passera sa réinsertion professionnelle au retour si elle n'a pas pu travailler ?

L'implantation dans le pays étranger est bien souvent vécue différemment par les conjoints. Si l'homme « doit faire face à son nouvel environnement professionnel, il le fait souvent dans le cadre d'une structure existante qui l'aide à trouver de nouveaux repères et

qui facilite d'autant son adaptation », explique Anne Rolland, ce qui ne l'empêche pas, bien sûr, d'avoir à fournir des efforts pour s'adapter à de nouvelles habitudes de travail, à de nouvelles méthodes. Son épouse devra, quant à elle, « faire face à son acclimatation dans l'univers restreint de son foyer d'une façon beaucoup plus isolée ». Bref, d'une façon schématisée, tandis que l'homme s'investira complètement dans sa nouvelle expérience professionnelle, la femme devra faire face à toutes les tracasseries de la vie quotidienne.

« On réalise trop rarement que l'importance de la réussite des premières semaines passées dans le nouveau pays est liée au comportement de la femme, à sa combativité, à sa volonté déterminée de s'adapter », estime Anne Rolland. Plus encore, elle est convaincue que la réussite professionnelle du mari est liée à la bonne adaptation de son épouse.

« La femme de l'expatrié, affirme-t-elle, doit savoir dès l'acceptation du poste attribué à son conjoint, que la réussite de l'aventure doit être vécue à deux et que sa responsabilité personnelle est prépondérante dans toutes les étapes de leur vie future ».

Par ailleurs, souligne-t-elle, dans bien des cas, les expatriés sont amenés à passer d'un pays à l'autre, comme des météores placés sur orbite qui tourneraient autour du siège au gré des fonctions à assumer. Ces changements nécessitent une grande flexibilité de la part des familles qui doivent quitter le havre qu'elles s'étaient construit pour aller ailleurs, avant de revenir en métropole. Un retour parfois vécu comme une nouvelle expatriation.

C. L.

TRIBUNE

Pour cause d'absence de tutelle

par Le Quartz

Un constat : le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ex-ministère de l'éducation nationale en principe, couvre l'ensemble de l'enseignement supérieur public, privé ou consulaire. Les grandes écoles d'ingénieurs relèvent de ministères différents.

Les grandes écoles de commerce relèvent principalement des chambres de commerce et d'industrie, et pour l'acceptation de leur projet pédagogique, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette tutelle, en fait, ne s'exerce qu'au moment du dépôt de ce règlement pédagogique et de sa présentation devant le CNRSER (Comité national pour l'enseignement supérieur et de la recherche). Par la suite, il n'y a ni financement, ni contrôle, puisque désormais ce ministère ne vise plus lui-même les diplômés. Il en a confié la responsabilité au recteur, ce qui d'ailleurs simplifie la procédure. La seule présence symbolique est celle d'un président, désigné avec l'accord du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, au jury d'admissibilité et d'admission au concours et au jury d'attribution du diplôme. Chaque école délivre désormais son propre diplôme.

Certaines écoles de commerce privées (celles appartenant à la FESIC : Fédération des établissements supérieurs des instituts catholiques) obtiennent des financements publics, environ 6 000 francs par an et par élève. La grande majorité des écoles consulaires n'a pas accès à ce financement. Par contre, elles ont accès à des subventions consulaires, financées généralement par l'IAEP (impôt additionnel à la taxe professionnelle). Ce dernier est supervisé par une tutelle à double rattachement, ministère de l'industrie et ministère du commerce. En réalité, la véritable tutelle est, bien sûr, celle du ministère des finances qui contrôle toute la parafiscalité et notamment celle-ci, souvent vécue comme un fardeau inutile gênant la productivité et la compétitivité des entreprises françaises. En fait, une bonne partie du financement s'effectue par le biais de la collecte de la taxe d'apprentissage, elle-même soumise à d'importantes évolutions ces dernières années. Les grandes écoles d'ingénieurs et de commerce collectent environ 1 200 millions de francs par la taxe d'apprentissage. Elles risquent de voir ce financement disparaître, si les projets, comme le plan quinquennal sur l'emploi, décident d'affecter autrement la taxe d'apprentissage. Certes, nul ne peut s'opposer au projet de développement de l'apprentissage, mais à déshabiller l'IAEP (les grandes écoles) pour habiller Jacques (l'apprentissage), le premier se verra confronté à des problèmes graves de survie.

Par ailleurs, les classes préparatoires aux grandes écoles dépendent totalement pour le public du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ; programme et financement.

Depuis vingt-cinq ans, des évolutions importantes se sont fait jour : les écoles de commerce, outre autres celles appartenant au Chapitre des « écoles de management » relevant de la Conférence des grandes écoles, ont fait des progrès considérables pour pouvoir rivaliser sérieusement avec les meilleures institutions internationales, progrès qualitatifs, évolutions quantitatives à la demande des entreprises.

Parallèlement et malgré les efforts importants de communication des écoles consulaires à destination des classes préparatoires, ces dernières n'ont pratiquement pas évolué dans leur pédagogie et leur contenu, obsolescentes qu'elles étaient par la logique des concours.

De ce fait, les populations de ces classes préparatoires trop homogènes, manquant de maturité et d'expérience, souvent arrogantes une fois les concours réussis, ne satisfont pas totalement les

nouveaux besoins des grandes écoles de gestion, tant leurs comportements sont inappropriés à ceux requis désormais par les entreprises. En contrepartie donc, ces écoles ont développé des recrutements directs, français et étrangers, avec un succès évident et une grande satisfaction pour l'ensemble des parties et surtout le corps professoral qui voit désormais un niveau de participation plus important dans leurs classes.

Aujourd'hui le reflux, certes pas encore considéré comme dramatique, mais néanmoins préoccupant des effectifs en classes préparatoires des grandes écoles de commerce (-17 % sur deux ans) pose plusieurs questions :

1. Pourquoi le monde des classes préparatoires aux grandes écoles de commerce et ces écoles elles-mêmes vivent-elles aussi éloignées l'une des autres ?

2. L'organisation des concours pour entrer aux grandes écoles de commerce reste-t-elle sur des fondements dépassés tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Est-il donc toujours pertinent de maintenir ce type de concours ? Ne peut-on pas rendre le système de sélection plus performant ? Pourquoi les classes préparatoires résistent-elles tant à ces modifications ?

3. La discontinuité de tutelle entre les classes préparatoires aux grandes écoles et les écoles consulaires n'est-elle pas porteuse de fractures graves à terme ? Les classes préparatoires aux grandes écoles logées physiquement dans le cadre des lycées, donc dépendant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ne doivent-elles pas évoluer pour ressembler à des premiers cycles universitaires dans leurs contenus et leurs styles pédagogiques, dans leurs objectifs voire dans leurs localisations et aller progressivement vers des équivalences DEUG ?

4. Le ministère de l'industrie peut-il indéfiniment ne pas se préoccuper de la formation des futurs responsables d'entreprise, notamment dans des périodes aussi perturbées ?

5. Les chambres de commerce et d'industrie ont une territorialité souvent liée à des villes. Il y a plus de 150 chambres de commerce et d'industrie en France. Doivent-elles toutes pouvoir développer des enseignements supérieurs de commerce et ceci au détriment d'une politique d'aménagement du territoire bien comprise ? Pourront-elles financer toutes ces écoles ?

6. Faut-il autant d'écoles de commerce et ne doit-on pas porter la réflexion sur une réorganisation du paysage national permettant des regroupements, fédérations, synergies de moyens (notamment avec l'utilisation des nouvelles technologies de l'information) pour avoir en France une dizaine de pôles d'excellence eux-mêmes irriguant leurs régions, présentant des formes de différenciation visibles et appréciables à l'étranger ? Comment financer quelques pôles internationaux de recherche ?

7. Quel rôle les régions, voire les conseils généraux ou les municipalités peuvent-ils jouer dans ce concert ?

8. Qui va devenir le vrai champion institutionnel de cet enseignement consulaire français, sachant que l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie n'a pas plus que d'autres la vocation de le faire ?

Ce rôle doit-il revenir, comme c'est le cas aujourd'hui, de fait, à la chambre de commerce et d'industrie de Paris qui, compte tenu de son poids prédominant dans le système, risque d'en déformer, sans mauvaise pensée, les problématiques.

A toutes ces questions, quelques réponses simples :

1. Concernant les classes préparatoires aux

grandes écoles de commerce, il est certain qu'elles doivent se passer en deux ans, accueillir plus de littéraires et aboutir à l'équivalence du DEUG.

Les concours doivent parallèlement être simplifiés. Une double approche : d'abord des OCM de qualité sur différentes disciplines (mathématiques et sciences, histoire, géographie, langues vivantes, etc.), puis ensuite éventuellement pour ceux qui auront atteint un certain niveau, des épreuves qualificatives en fonction des différentes banques d'épreuves existantes liées à la qualité des écoles qui sont présentées, éventuellement en fin de course, des pools d'épreuves orales permettant une dernière sélection par des entretiens, en évitant la duplication, le triplé de ces entretiens. Les mêmes épreuves d'ailleurs pourraient être appliquées aux candidats sortant de formations supérieures à Bac+2 de façon à ne pas les traiter différemment dans ces concours.

Il est évident qu'entre-temps les contenus des pédagogies des CPGE doivent être refondus pour s'adapter à l'évolution des grandes écoles.

2. Le ministère de l'industrie devrait vraisemblablement créer une direction de l'enseignement supérieur de commerce, gestion et management et s'assurer :

- d'une politique d'aménagement du territoire,
- d'une politique de réponses coordonnées aux besoins des entreprises en liaison avec les chambres de commerce et d'industrie,
- d'une politique de financement par l'IAEP et la taxe d'apprentissage de ces institutions, de leurs investissements, y compris en recherche,
- d'une politique de qualification des institutions tant scientifiques qu'académiques, par la création notamment d'écoles doctorales au sein de ces écoles en liaison avec la PNBGE et le Chapitre des grandes écoles de management qui les rassemblent au sein de la conférence des grandes écoles.

Le but, en s'efforçant de mettre en œuvre la concertation des multiples acteurs nationaux, régionaux, locaux, et consulaires, est de créer sans centralisation excessive une forme d'harmonisation, de synergie et d'impact sur l'environnement.

Les besoins des entreprises évoluent rapidement en formation initiale et formation continue. L'apprentissage peut aussi être mis en œuvre pour l'enseignement supérieur comme l'a démontré très justement l'ESSEC et comme d'autres écoles vont le démontrer à leur tour.

Les chambres de commerce et d'industrie ne pourront assumer seules tous les développements importants que ces écoles vont devoir faire dans l'avenir. Il n'est pas question de leur retirer leur rôle d'opérateur, mais de leur reconnaître le rôle d'ingénieur de tour de table, plutôt qu'en acteur isolé.

Il est important de penser également aux évolutions rapides des besoins de formation continue.

Il est aujourd'hui difficile de concevoir une formation continue déconnectée d'une formation initiale, le tout trouvant sa cohérence dans des investissements en recherche préalable. Recherche, développement pédagogique, formation initiale et formation continue représentent la suite logique de création de valeur.

Il serait dommage que l'enseignement supérieur consulaire, après vingt-cinq ans de développement qualitatif remarquable, aille progressivement à un dépréciement par suite d'une lacune d'accueil et de financement, pour ne pas dire lacune de tutelle, dans un pays qui par ailleurs en a trop.

Le Quartz est un pseudonyme de plusieurs enseignants d'écoles de commerce.

Avec Le Monde sur Minitel

ÉTUDIANTS,
PLUS DE 10 000 OFFRES DE STAGES
A VOTRE DISPOSITION

36.15 LE MONDE
Tapez STAGES

Le Monde
EDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême
René Monrat
Où l'on s'aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne.

La République menacée
Dix ans d'effort Le Pen
Edwy Plenel, Alain Rollat
Pour qu'on ne puisse pas dire,
« on ne savait pas... »

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ÉCHOS

L'indicateur mensuel de l'emploi des cadres

■ Selon l'indicateur mensuel publié par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), le nombre de postes proposés aux cadres par voie de presse était de 2 500, au mois d'octobre 1993. Le volume brut d'offres est en retrait de 28 % par rapport à l'an dernier pour le même mois. Ce résultat constitue un ralentissement de la tendance de long terme (-35 % depuis le début de l'année). La poursuite de la stabilité, cet automne, contraste avec la chute de l'offre constatée depuis 1990. Et l'APEC se demande si l'on n'est pas en train d'assister à « un arrêt de la détérioration de l'offre d'emploi cadre précédant un retournement de tendance ? ».

On note en effet une amélioration pour un nombre important de fonctions (direction des services connexes, fonctions médico-socio-culturelles), même si l'on remarque que les cadres de la production-fabrication et de

l'informatique sont absents de cette amélioration.

► APEC : 51, boulevard Brune, 75689 Paris Cedex 14. Tél. : 40-52-20-00.

Trois jours pour l'insertion par l'économie

■ A l'instigation de la jeune chambre économique Rambouillet/Mantes et de l'Association pour le développement des entreprises d'insertion (ADEI) est organisée une manifestation intitulée « Trois jours pour l'insertion par l'économie » qui se déroulera du 16 au 18 décembre, avec pour thèmes « Quelles implications sociales pour les entreprises ? » ; « Les collectivités locales : quelles responsabilités économiques ? » ; et « Le monde associatif et l'entrepreneuriat ».

► Ville de Mantes-la-Jolie, lycées Jean-Rostand et Saint-Exupéry, 88, rue Fernand-Bodet. Tél. : 30-33-26-38.

ESSEC

Executive programs

Aux cadres, dirigeants ou jeunes managers à fort potentiel, ESSEC IMD propose des séminaires courts ou des cycles de longue durée dans les domaines suivants :

- Management général, Direction générale et stratégie d'entreprise ;
- Management de fonction : Marketing, Logistique, Ressources Humaines, Comptabilité, Finance, Management des systèmes d'information... ;
- Executive MBA.

Prochaines sessions : printemps-été 1994 (nous consulter).

INTERNATIONAL MANAGEMENT DEVELOPMENT

46 92 21 00

VIVIANE HENRIOT
OU CATHERINE BOURGEOIS

CNIT, BP 230, 92053 Paris-La Défense

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

Développer l'assurance vie au travers de partenaires financiers

Diplômé d'une école de commerce, de gestion ou de formation supérieure juridico-fiscale, vous connaissez la gestion de patrimoine : vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine bancaire ou en assurance vie, des qualités relationnelles et le sens de l'organisation. Venez rejoindre le secteur nouvelle distribution de la Direction Vie des AGF.

Votre mission : animer des partenaires institutionnels pour favoriser la distribution de produits d'assurance vie par leur intermédiaire. Pour cela, vous devrez :

- coordonner l'ensemble des actions qui concourent à la

mise en place et au développement du partenariat (développement de produits, mise en place des circuits de gestion, accords commerciaux, documents commerciaux et administratifs).

- former les partenaires à l'assurance vie et les assister sur le plan technico-commercial.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle), sous référence M8V, à Isabelle DONNADIEU Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance. Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 55 milliards en France et dans plus de 30 pays. Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



AVEC VOUS



Société de Haute Technologie, spécialisée dans la Micro Mécanique de Précision recherche son



Rattaché à la Direction Commerciale et Marketing, vous aurez en charge :

- L'élaboration des plans Marketing et des stratégies produits au niveau mondial.
- La mise en place des systèmes d'informations.
- L'animation d'une équipe et l'organisation de la promotion produits auprès de nos forces de vente européenne.

Après 30/35 ans environ, vous avez une formation Ingénieur, complétée d'une expérience marketing de plusieurs années.

Vous avez le sens de la recherche et de la communication, une bonne capacité d'organisation d'analyse et de rigueur. Anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence RM à la Direction du Personnel de MICRO CONTROLE P.A. St-Guénault - 3 bis, rue Jean Mermoz - 91006 EVRY Cedex. Discretion assurée.



Filiale d'un grand groupe chimique, notre société est au premier plan sur le marché de la peinture carrosserie. Nous recherchons notre

Marketing Manager

Directement rattaché à notre Direction, patron du marketing terrain (réalisation, suivi des études, détermination du plan...), vous animez également l'équipe d'administration des ventes, suivez les budgets et assurez des missions auprès de nos clients et de notre maison-mère.

A 30 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ESCAE), vous parlez couramment anglais (et éventuellement allemand). Vos qualités relationnelles, votre talent commercial et votre dynamisme sont des atouts nécessaires pour réussir dans ce poste.

Rémunération attractive + véhicule de fonction.

Poste basé à Limay.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à : SPIES HECKER SA - Département Recrutement - BP 43 78520 LIMAY.



Une entreprise du Groupe HOECHST



L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, notre Direction Commerciale recherche pour son siège situé en région parisienne (92) des

RESPONSABLES DE ZONE

Moyen Orient (Réf. 2490)
Europe du Nord (Réf. 2501)

Vous êtes chargé de promouvoir et vendre nos terminaux radiotéléphoniques publics (GSM) ou privés auprès des agents ou distributeurs de votre zone. En participant activement aux négociations importantes, vous favorisez les ventes de nos produits aux clients locaux. Vous êtes également responsable de l'application de notre politique commerciale et technique. Vous êtes épaulé dans votre action par nos spécialistes (distribution, marketing, logistique, maintenance,...).

Agé de trente ans environ, vous êtes diplômé d'une ESC. Cinq années d'expérience export dans un environnement de produits high tech destinés au grand public vous permettent aujourd'hui de traiter des affaires importantes, à haut niveau, tout en ne négligeant pas les réalités du terrain. Volontaire et enthousiaste, vous savez dynamiser et motiver nos partenaires. Bien entendu, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements (40% du temps passé à l'étranger). Vous maîtrisez impérativement l'anglais et si possible une autre langue.

Votre réussite et la croissance de notre activité sur un marché très porteur sont garants de votre évolution au sein de notre filiale et du groupe Alcatel.



RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

Pour un entretien individuel avec la société, merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence choisie à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne - Fax : 41 41 00 15.

TOSHIBA

Division Informatique

Leader mondial des micro-ordinateurs portables, nous commercialisons une gamme complète en ventes indirectes. Pour accompagner notre forte croissance (+ 55 %), nous recherchons des

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce
GRANDS COMPTES

Vous avez en charge la promotion de nos produits auprès des grandes entreprises en établissant des relations à long terme. Vous participez à la qualification et au suivi des projets de nos clients.

DISTRIBUTION

Vous assurez le suivi, l'animation commerciale et marketing de nos distributeurs VAR et SSII. Vous êtes en charge de la croissance de nos ventes ainsi que de la promotion des produits TOSHIBA auprès de notre réseau.

Diplômé d'une Grande École (Centrale, HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez une expérience commerciale d'environ 5 ans, soit chez un grand constructeur, soit chez un éditeur ou encore dans le secteur de la distribution de produits informatiques.

Votre sens de la réussite vous permettra de démontrer vos talents au sein d'équipes enthousiastes et de évoluer rapidement chez TOSHIBA. La maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance du secteur micro-informatique sont des atouts supplémentaires.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant la Réf. IPS/28 à la Direction des Ressources Humaines qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

TOSHIBA SYSTEMES (France)
7, rue Ampère, B.P. 131 - 92800 Puteaux



Filiale du constructeur américain des supercalculateurs CRAY, leader sur son marché. 130 personnes en France.

Afin de répondre au développement récent de sa gamme de produits, recherche :

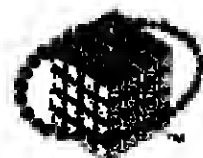
INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Pour la commercialisation de produits CRAY, la prospection et le développement de nouveaux clients.

- PROFIL :
- 28-40 ans
 - Formation grandes écoles ou écoles d'ingénieurs
 - Une expérience de 3 à 5 ans est exigée, en particulier dans la vente de stations de travail de haute gamme ou de systèmes centraux
 - Bonne connaissance de l'anglais

Lieu de travail : Paris

Merci de nous adresser rapidement lettre, CV, photo et prétentions : CRAY RESEARCH FRANCE 18, rue de Tilsitt - 75017 PARIS A l'attention d'Andrée SUZAN



هكذا من الأعمال

LES DIRIGEANTS

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
Département Économie et GestionCHAIRES
DE PROFESSEURS TITULAIRES

Plusieurs Chaires de Professeurs titulaires seront mises au concours dans les prochains mois par le Conservatoire National des Arts et Métiers (Département Économie et Gestion). Elles concerneront les domaines suivants :

- Économie Appliquée
- Gestion Financière de l'Entreprise
- Action Commerciale
- Transport et Logistique
- Économie et Management de l'Entreprise

Ces Chaires s'adressent à des personnalités qui exercent d'importantes responsabilités dans les secteurs industriels, commerciaux, financiers, publics ou dans l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire :

Monsieur Philippe MESNIER - Secrétaire Général du Conservatoire National des Arts et Métiers - 292, rue Saint Martin - 75003 PARIS - Tél : (1) 40 27 26 75

DIRECTEUR
DEVELOPPEMENT

PREVOYANCE COLLECTIVE
Basé à LYON

Sur Rhône-Alpes, région où notre potentiel de croissance est important, votre objectif est d'accroître notre part de marché prévoyance collective.

Adjoint au Directeur Régional, dans le cadre de cette fonction, vous définissez les axes de développement et une politique commerciale adaptée. Vous menez une action personnelle auprès des entreprises, animez et assistez une équipe commerciale de 8 personnes.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience : • de la prévoyance collective acquise dans le courtage, les assurances... • de l'encadrement et de la vente.

Nous vous proposons de rejoindre un groupe solidement implanté où engagement et volonté de se développer ne se conçoivent pas sans le respect des hommes.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert Thomas, 69416 LYON Cedex 03, sous la référence 69.0733/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

FILIALE COMMUNE DE DEUX GROUPES D'INSTITUTIONS
DE PRÉVOYANCE DE PREMIER PLAN

RECHERCHE POUR POSTE BASÉ À PARIS

UN (E) ADJOINT (E) DU DIRECTEUR

Vous assisterez le directeur dans la conduite des opérations internationales :

- Relations avec les partenaires d'un réseau international d'assureurs de groupes.
- Développement des affaires internationales auprès des clients en portefeuille et des prospects.
- Réalisation des études, propositions et mise en place des affaires.
- Extension possible à la prospection des affaires nationales.

PROFIL :

- Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (école de commerce, actuaire...).
- Langues : anglais, langue maternelle ou très bonne connaissance, la pratique de l'allemand sera un plus.
- Expérience d'au moins 5 ans en matière de réseau international.
- Age : 30 à 40 ans.

SALAIRE :

300 KF et plus en fonction de l'expérience et des réalisations professionnelles.

Merci d'adresser votre CV et votre lettre manuscrite à EXPERTIS

BP 708 - 75827 PARIS CEDEX 17.

L'EXPERTISE DE LA PRÉVOYANCE



CARRIÈRES INTERNATIONALES



Universität Zürich

Philosophische Fakultät II

Applications are invited for two positions as

Professor of Mathematics

at the University of Zürich, one in Analysis and one in Numerical Analysis. Applicants are expected to be active in research and to be willing to participate in teaching at all levels.

Applications, including CV and list of publications, should be sent to Professor G. Rasche, Dekan der Philosophischen Fakultät II, Universität Zürich-Irchel, Winterthurerstrasse 190, CH-8057 Zürich, to arrive before 15th February 1994.

La filiale d'un important Groupe, d'envergure internationale, positionnée sur le secteur des Télécommunications, recherche pour développer son activité dans le secteur des Mobiles en Pologne :

L'adjoint de son
directeur technique

Ses missions :

Prendre la responsabilité du centre OMC : organisation d'un service permanent, gestion du réseau, analyse des indicateurs de service ; assurer la maintenance et l'exploitation du réseau ; infrastructures, sites, gestion des consignes de sécurité ; gérer les équipes d'exploitants et le budget de cette activité.

Son profil :

Ingénieur Grandes Ecoles,

spécialisé en Télécommunication, le candidat retenu aura acquis une expérience de plusieurs années dans l'exploitation de Réseaux de Télécommunication. Ce poste, basé à VARSOVIE nécessite une parfaite maîtrise du polonais, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Votre réussite dans ce poste sera un tremplin pour de plus amples responsabilités.



FAVREAU
CONSULTANTS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous réf. A3 12 03 à notre Conseil, Madame Claude Favreau FAVREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

envisage de constituer, par voie de sélections, une réserve de recrutement d'

AGENTS TEMPORAIRES (m/f)

ASSISTANTS ADMINISTRATIFS de catégorie B (non-universitaires)

pour l'accomplissement de tâches techniques d'application et d'assistance au personnel de catégorie A dans un ou plusieurs des domaines d'activité de la Commission, tels que : lutte anti-fraude ; affaires industrielles et sociales ; la politique de concurrence ; statistiques ; information et culture ; environnement ; politiques régionales ; douanes et fiscalité indirecte ; PME ; aide humanitaire ; éducation, formation et jeunesse.

1) L'attention des Intéressés est attirée sur le haut niveau de qualifications professionnelles requises. Le candidat idéal devra être ressortissant d'un Etat membre des Communautés Européennes, avoir accompli des études secondaires supérieures, avoir plusieurs années d'expérience spécifique dans les domaines indiqués, acquies de préférence au niveau international, et s'exprimer couramment en plusieurs langues des Communautés Européennes. De plus, pour certains emplois, des connaissances et une expérience approfondies en informatique-bureautique ou en gestion administrative, financière et comptable ou en documentation-archives sont exigées.

2) Les candidats jugés les mieux qualifiés par rapport aux conditions requises seront convoqués à un entretien de sélection, à l'issue duquel il pourrait être proposé à des lauréats, en fonction du nombre d'emplois disponibles, un contrat d'une durée de trois ans, pouvant être prorogé jusqu'à cinq ans.

3) En raison du contexte budgétaire difficile auquel sont également confrontées les institutions communautaires, il n'est pas possible de fournir un calendrier précis de recrutement. En tout état de cause, compte tenu des délais de procédure, les recrutements ne pourront débuter, pour l'essentiel, avant le deuxième trimestre 1994.

La Commission met en œuvre, en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes, et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne sont pas recevables.

Les Intéressés sont priés de se manifester uniquement par carte postale (pas de lettre, ni c.v. à ce stade s.v.p.) à envoyer au plus tard le 23/12/1993 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse indiquée ci-dessous, en mentionnant le nom, l'adresse, la langue maternelle et la référence AT/B. Ils recevront, début 1994, le profil détaillé des emplois, un acte de candidature et tous les renseignements nécessaires pour présenter leur candidature.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Direction Générale Personnel et Administration, Unité Recrutement SC 41 AT/B, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.

Les cartes postales envoyées au plus tard le 23/12/1993 et mentionnant la référence AT/B seront seules prises en considération.

Les personnes ne répondant pas aux conditions indiquées au point 1 ci-dessus sont priées de s'abstenir.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

LE MONDE DES CADRES



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - FRANCFORT

Notre activité : Conseil en Management orienté vers l'amélioration des résultats de nos clients. Notre atout : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la filiale France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants.

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Votre mission : coordonner toutes les actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet.

Votre profil : votre expérience, votre état d'esprit, votre sens du contact humain, vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation. Votre sens analytique très prononcé ne vous empêche cependant pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou d'ingénieurs), vous êtes âgé de 28 à 32 ans. Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'anglais, une autre langue européenne serait un atout (en particulier le portugais et le néerlandais). Vous serez fréquemment en déplacement. Réf. 2616

EXPERTS EN QUALITE

Votre mission : au sein d'une équipe, vous aurez à analyser les besoins, définir les plans d'actions permettant d'améliorer le niveau de qualité (au sens large du terme), coordonner les actions et en contrôler les résultats.

Votre profil : votre expérience dans le domaine de la Qualité Totale, (5 ans minimum, de préférence en milieu industriel), très orientée vers le management opérationnel vous a permis de développer votre sens analytique et une vision synthétique des problèmes de structures, de systèmes et de comportements en entreprise. Parallèlement, vous avez acquis une compétence dans le domaine de la certification.

A 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes concret et préférez des "actions terrain". Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'anglais, une autre langue européenne serait un atout. Vous serez fréquemment en déplacement. Réf. 2617

Adressez CV, lettre manuscrite et photo obligatoire, en précisant la référence du poste, à notre Conseil Jean-Claude MAURICE CONSEIL - 15, rue Sarete - 75014 Paris.

service right / Royalties

ASNIERES

Les copyrights ou les royalties font partie de votre environnement professionnel : votre expérience nous intéresse ! Nous vous proposons de l'élargir à l'univers de la musique. Nous apprécierons aussi votre sens de l'organisation, votre rigueur et votre parfaite maîtrise de l'anglais. Répondant au Directeur financier, vous serez à la tête d'une équipe de quatre personnes. Vous aurez la responsabilité de l'analyse des contrats d'artistes et de leur suivi et vous contrôlerez le paiement des royalties et des droits aux organismes collecteurs. Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : Marielle Mignien - Sony Music - 8, rue Louis Armand - 92602 ASNIERES CEDEX.

Sony Music

DES TALENTS DANS TOUS LES DOMAINES



Filiale de MARS Incorporated, MARS ALIMENTAIRE recherche de JEUNES MANAGERS à fort potentiel dans le cadre de son programme

"PASSEPORTS MULTIFONCTIONS"

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou de formation Ingénieur, vous possédez éventuellement une formation complémentaire.

Durant les deux premières années, vous réaliserez dans tous nos domaines d'activité, plusieurs missions très opérationnelles et intensives d'une durée d'environ 6 mois chacune.

Bien sûr, vous maîtrisez couramment l'anglais et pratiquez une autre langue.

Votre mobilité géographique et fonctionnelle est totale.

Nous proposons un niveau de rémunération à la hauteur de nos exigences.

Pour faire connaître votre motivation, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite et CV, sous la référence 1143 A, à notre Conseil NEMESIS - 10 rue de Richelieu - 75001 PARIS.

MARS Incorporated

TANIS : au delà d'une "évocation", une équipe, une expertise, un projet d'entreprise

Tanis, une équipe de consultants confirmés, une réelle éthique bâtie sur une expertise reconnue dans les différents domaines du recrutement, de la formation, des bilans de compétences, de l'audit social, et des ambitions reposant sur des projets concrets.

Aujourd'hui nous vous proposons l'opportunité de rejoindre cette structure à taille humaine comme :

CONSULTANT

Si à 30/35 ans et avec une expérience significative dans l'un des métiers du conseil en ressources humaines, vous souhaitez donner une nouvelle impulsion à votre carrière, nous vous offrons la possibilité de vous réaliser en participant à un projet d'entreprise.

Si ce message est en phase avec votre objectif, nous serons heureux de partager avec vous nos ambitions.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Michel HAREL -

TANIS - 16 rue Félicien David - 75016 Paris.

MAGAZINE SCIENTIFIQUE

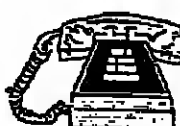
souhaite intégrer, dans son équipe rédactionnelle, de
JEUNES JOURNALISTES.

- Vous êtes passionnés par les sciences physiques, la technologie ou les sciences de la vie.
- Vous possédez une excellente aisance rédactionnelle.

Contrat à temps partiel donnant la possibilité de poursuivre, simultanément, des études.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV + photo) à :

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Nos 750 professionnels affichent clairement leur ambition : garantir aux entreprises un service de qualité à travers une gamme de prestations allant du conseil aux solutions produits, et ceci sur l'ensemble du territoire national.

CONSULTANTS BANQUE

De formation supérieure, vous avez une expérience significative des marchés financiers et vous avez plus particulièrement participé à des projets portant sur les domaines suivants :

- le pilotage bancaire,
- la gestion des risques de contrepartie,
- les mesures d'activité.

Intégré à notre division Finance (200 personnes) au sein du département Conseil, vous serez chargé de missions d'audit, de conseil et de direction de projets auprès de nos clients.

Une bonne maîtrise de l'outil informatique est un plus apprécié.

Merci d'adresser votre candidature au Groupe Transiciel, BP 160, 112 avenue Kléber, 75770 Paris Cedex 16.

GRUPE
TRANSICIEL

هكذا من العمل

FINANCE / BANQUE

Etablissement spécialisé dans la carte de paiement, filiale d'un grand groupe français, recherche son

Responsable du Service Risques

Rattaché au Directeur du Crédit, vous prenez en charge l'optimisation de notre service Risques. A ce titre, vous devrez anticiper, analyser et maîtriser les différents aspects de la gestion du risque clients (Particuliers/Entreprises). Dans le cadre d'un contrôle permanent de l'organisation, vous êtes responsable du respect et de l'évolution des procédures.

Homme de propositions, vous apportez innovations et améliorations nécessaires pour la mise en place de nouvelles procédures et le développement d'outils de gestion du risque.

Dynamique, rigoureux, technicien du Risque, vos compétences associées à

vos sens de l'organisation et vos capacités à Manager vous permettront de jouer un rôle actif d'interface avec l'ensemble de nos services.

Diplômé de l'enseignement supérieur (formation statistiques de type ENSAE), vous avez 27/30 ans environ, acquis une expérience du score (idéalement adapté à une clientèle de particuliers) dans un établissement financier, bancaire ou un cabinet de conseil.

Contactez Florence Nony au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex sous réf. FN9642MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Une BANQUE régionale appartenant à un groupe financier de premier plan recherche un

Auditeur Interne Senior

Province

Vous évoluez en tant que Chef de Missions au sein de notre Inspection Générale et prenez en charge des missions d'audit sur l'ensemble des activités de la banque (notamment dans les domaines comptable, juridique, engagements, rentabilité de services).

Ces missions vous conduiront tant au siège qu'au sein de nos Directions Régionales.

Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30/35 ans, diplômés de l'enseignement supérieur

(idéalement Ecole Supérieure de Gestion + formation comptable supérieure de type DECS/MSTCF).

Ces candidats auront à leur actif 5 années d'expérience au strict minimum acquise en cabinet, et en entreprise (services ou distribution) à des fonctions d'audit interne.

Si vous vous reconnaissez dans ce portrait, adressez CV + photo + rémun. à Pascal Bohn, Michael Page Banking, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, sous référence PBO9756MO.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire

Société prestigieuse internationale, cotée en bourse crée dans le cadre de son développement le poste de

Contrôleur Financier Holding

Sud Ouest

± 400 KF

Rattaché au "Group Controller", il prendra en charge la gestion de toutes les structures holding groupe. Outre le contrôle budgétaire, il sera responsable :

- ☐ du contrôle financier : intégration fiscale, centralisation comptable, contrôle des opérations francs et devises...
- ☐ de l'efficacité administrative du groupe.

Il mènera des études ponctuelles pour la Direction Générale. Il encadrera une équipe de neuf personnes.

Agé de 30/35 ans, de formation supérieure de type Ecole de Commerce + DECF minimum, le candidat justifiera d'une expérience de 4/5 ans en cabinet

d'audit international et de 2/5 ans en contrôle financier ou en consolidation dans une multinationale de préférence française.

Cette opportunité s'adresse à un candidat à fort potentiel, doté d'un esprit entrepreneur et manifestant de réelles qualités de management.

La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable pour ce poste. Des déplacements réguliers sont à prévoir. A terme une évolution dans le groupe y compris à l'international est envisageable.

Adressez CV + photo + n° de tél + rémun. actuelle à Florence Nony, Michael Page Finance, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. FN9740MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Groupe Industriel International à très forte notoriété recherche un

Auditeur International

Paris

350 KF +

Rattaché au Directeur de l'Audit Interne, vous êtes responsable de la réalisation et du suivi de vos missions.

Vous intervenez sur l'ensemble des filiales du groupe et dans des domaines tels que les process industriels, l'informatique, l'organisation, le management, le controlling, les acquisitions...

Auditeur opérationnel, vous êtes un véritable levier de gestion et de management.

Agé de 27/30 ans, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et vous justifiez d'une expérience d'au moins 4 années acquise dans un cabinet d'audit international. Vous parlez anglais et idéalement une autre langue européenne.

Adressez CV + photo + n° de tél + rémun. actuelle à Jean Kerckhove, Michael Page Finance, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. JK9146MO.



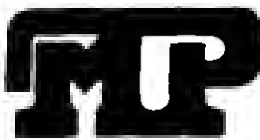
Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

MICHAEL PAGE FINANCE & BANKING

La référence en matière de conseil en recrutement Financier et Bancaire

Contactez Gilles de Mentque
Tél : 47 57 24 24 - Fax : 47 57 39 18



3, boulevard Bineau - 92594 Levallois-Perret Cedex

6-62-72-02
6-62-73-90

62-98-71

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Juriste d'Affaires

à l'occasion internationale - Paris

Le Poste : Au sein de la Direction Juridique de France Telecom, Département Contrats Internationaux, les attributions comprennent la rédaction et la négociation de tous contrats internationaux, le perfectionnement aux domaines juridiques d'opérations d'investissement à l'étranger.

Le Candidat : Agé d'au moins 20 ans, 3ème cycle en droit des affaires (DEA, DES, DCE...), avec 3 années de connaissances en matière, vous devez justifier d'une expérience récente d'un an dans un environnement d'entreprise.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, une seconde langue serait appréciée.

Merci de contacter nos conseils : Catherine Bérin ou Frédéric Fournier au (1) 42 89 09 17 ou leur envoyer un dossier de candidature complet sous référence 1584/33 à Norman Parsons, 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.

France Telecom

Controller industriel

OISE 280-350KF

■ **LA SOCIÉTÉ** : Division Industrielle (260 personnes) d'un groupe américain de renommée mondiale dans le secteur des biens de consommation.

■ **LE POSTE** : Suite à l'acquisition récente de cette activité par le groupe, le candidat prendra en charge la mise en place des nouvelles procédures groupe et le contrôle et suivi du contrôle de gestion industriel (calcul du prix de revient, analyse des écarts, budgets...) et ce à la tête d'une petite équipe.

■ **LE CANDIDAT** : Diplômé d'une grande école de commerce et fort d'une expérience de 3 à 4 ans en audit ou contrôle de gestion en milieu industriel, vous souhaitez mettre en oeuvre votre pragmatisme dans un poste opérationnel sur le terrain.

■ **Merci de contacter notre conseil Ivor ALEX au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un dossier de candidature complet en mentionnant la référence 1585/LAM à : NORMAN PARSONS 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.**

Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

Filiale d'un important groupe, notre société de services au grand public, située à Lyon, 3 600 personnes, recherche un juriste Droit Social pour seconder notre Directeur des Ressources Humaines

Responsable des relations sociales

Vous aurez pour mission de favoriser les actions de progrès social. Vous devrez notamment :

- participer à la définition et à la mise en place de la politique sociale - mettre en oeuvre et animer les projets sociaux et proposer des objectifs d'innovation - conduire avec la D.R.H. les relations de travail et les négociations au niveau de l'entreprise - assister et conseiller les responsables opérationnels en matière de droit du travail et définir les moyens d'information et de formation.

Ce poste nécessite une formation Maîtrise de Droit, complétée par une spécialisation en Droit Social ; 5 ans d'expérience dans la fonction Ressources Humaines, avec une dominante Relations Sociales, acquise de préférence en milieu industriel.

En outre, des qualités de dialogue constructif et d'animateur, des capacités de réflexion et d'anticipation sont indispensables pour participer pleinement aux responsabilités stratégiques de la D.R.H. et au développement de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 62/043 à :

centor 26, rue Henri Monnier
75009 PARIS.

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

SOCIÉTÉ DE
GESTION
RECHERCHE
DANS LE
CADRE D'UNE
GESTION
D'ÉPARGNE
COLLECTIVE
(SICAV ET
FONDS
COMMUNS DE
PLACEMENT)
UN

GESTIONNAIRE OBLIGATIONS FRANÇAISES

Diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence d'une grande école de commerce parisienne ou de formation scientifique.

Vous êtes âgé de moins de 30 ans, vous avez le goût de la micro-informatique et votre expérience de 2 ans dans un poste similaire sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 39737 à EURO RSCG Carrières - 10, rue du Plâtre 75014 PARIS qui transmettra. Ne pas téléphoner.

Groupe de distribution spécialisé, leader dans son secteur (10 Milliards de F de chiffre d'affaires) recherche pour son siège social à PARIS

CONTROLEURS DE GESTION

(débutants ou courte expérience)

d'une Ecole Supérieure de Commerce et ayant un fort potentiel pour évoluer dans une équipe très opérationnelle.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2381 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou postulez sur Minitel 3617 EUROMES2 code 2381

OUTILLAGE A MAIN

STANLEY
GOLDENBERG

Leader mondial de l'outillage à main
RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE UN

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché(e) au Directeur Financier, vous êtes chargé(e) de la préparation des budgets, l'animation du reporting mensuel et la réalisation d'analyses économiques ponctuelles à la demande des Directions française ou européenne.

Jeune diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, option Finances, Contrôle de gestion, ou titulaire d'une maîtrise de gestion, vous maîtrisez en outre les outils micro-informatiques. Votre goût prononcé pour la communication devra vous permettre de faire évoluer les outils de gestion dans un esprit pédagogique en mettant l'accent sur votre mission de conseil interne pour favoriser les prises de décision.

Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :
Société SICFO STANLEY - Direction du Personnel
BP 1579 - 25009 BESANCON CEDEX

Discretion totale assurée

Ressources humaines

CDD de 18 mois

NÉE EN 1991 D'UNE ASSOCIATION DE LA SEPT ET D'ARD-ZDF, LA CHAÎNE CULTURELLE EUROPÉENNE ARTE COMPTE AUJOURD'HUI 200 PERSONNES.

ACTUELLEMENT, DES NÉGOCIATIONS SONT MENÉES ENTRE LA DIRECTION DE ARTE G.E.I.E. À STRASBOURG ET LES SYNDICATS REPRÉSENTATIFS EN VUE D'UN ACCORD COLLECTIF D'ENTREPRISE. POUR RÉPONDRE À CET ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ, NOUS RECHERCHONS UN COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ.

DE FORMATION SUPÉRIEURE EN GESTION DU PERSONNEL ET/OU DROIT DU TRAVAIL, VOUS JUSTIFIEZ D'UNE EXPÉRIENCE SIGNIFICATIVE, ACQUISE DE PRÉFÉRENCE DANS LE MILIEU AUDIOVISUEL.

IMPÉRATIVEMENT BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND, VOUS MAÎTRISEZ LES OUTILS INFORMATIQUES (EXCEL, WORD) ET FAITES PREUVE DE RIGUEUR ET DE MÉTHODE.

MERCI D'ADRESSER, CV + LETTRE DE MOTIVATION, SOUS RÉF. 09/93, À ARTE G.E.I.E., SERVICE DU PERSONNEL, 2A RUE DE LA FONDERIE, 67080 STRASBOURG.

Votre talent nous intéresse... rejoignez-nous !

ORGANISME FRANÇAIS DE COOPERATION INDUSTRIELLE

Recherche

CONSULTANT JUNIOR

Vous aurez pour mission de promouvoir auprès d'Entreprises Françaises, des programmes de coopération industrielle avec des pays d'Asie. A ce titre, vous participerez à la recherche de partenaires industriels français et au suivi des projets, ce qui implique à la fois de nombreux contacts et une gestion administrative des dossiers.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs + formation complémentaire en gestion, vous disposez d'une première expérience acquise, si possible, en Asie.

Homme de contact, vous avez le goût du travail en équipe mais êtes aussi autonome, doté d'un solide sens de l'organisation et d'une grande ouverture d'esprit.

La maîtrise de l'anglais est exigée.

Le poste à pourvoir immédiatement est basé à Paris.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) avant le 25 Décembre, sous réf. 332 à :
Chantal Kenyvn 7, rue Robert Le Coin - 75016 PARIS.

Chantal Kenyvn

Les passions
vous change

Adjoint
du Directeur

Le Monde Pour passer

16-62
16-62

FAX : 16-62

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Un avenir
gonflé d'énergieCONSULTANT
FORMATEUR

Nous sommes une
fédération
professionnelle
représentant
6000 mutuelles,
40 milliards de chiffre
d'affaires, leader dans
le domaine de la
complémentaire
maladie et de la santé
avec 25 millions de
personnes protégées.

Pour sa cellule
Management-
Ressources Humaines,
notre Service Conseil
Formation recherche
un consultant-
formateur

Vous aurez pour mission de
développer l'activité Conseil et
Formation de votre secteur :

- en concevant et animant des
formations de qualité pour les
mutuelles clientes ;
 - en participant à la définition de
l'offre de formation ;
 - en montant des opérations de
formation avec des intervenants
extérieurs ;
 - en menant des missions de conseil ;
 - en développant le portefeuille de
clients.
- Ce poste, basé à Paris 15ème,
demande une grande disponibilité :
déplacements fréquents en province,
une centaine de jours d'animation
par an.
- Vos domaines d'intervention :
- le management des équipes et des
personnes ;
 - la gestion des ressources humaines.

A 30-35 ans, vous avez impérativement une expérience du métier de formateur et une pratique de la Gestion des Ressources Humaines et/ou du management.

Votre formation de type ESC, maîtrise de gestion, Sciences Po + 3ème cycle G.R.H., votre expérience du terrain et votre personnalité vous permettront d'être un interlocuteur crédible vis à vis de dirigeants d'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence S.C.F., votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à l'attention de Marie-Christine DANE - MUTUALITE FRANCAISE Direction des Ressources Humaines 255, rue de Vaugirard 75719 PARIS CEDEX 15.



L'INTELLIGENCE MUTUELLE

INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE
BUSINESS POLICY EXECUTIVE

The International Chamber of Commerce, the Paris-based world business organisation, is seeking to appoint very soon an executive, preferably with a legal background, to manage its committee work on taxation, intellectual property and competition policy.

The successful candidate will have the following qualities : • perfectly bilingual, French and English ; • experience in drafting reports, mainly in English ; • preferably around 30 years of age ; • a dynamic personality with good organisational and communications skills, as well as proven intellectual abilities ; • capacity to work well under pressure and as part of a small team ; • competence in organising occasional seminars.

Applications, together with CV, should be sent to : Director of Personnel International Chamber of Commerce - 38-Cornes Albert-Ler - 75006 PARIS - Fax (33.1) 49 53 28 55

S DE GESTION

L'ANCIEN PRÉSIDENT
DE LA BANQUE

CSE FANTASME

CAMEL Winston

Le Monde
PUBLICITE46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Pour passer vos annonces :

Fiscalité et Droit coopératifs

JURISTE HAUT NIVEAU

Un important organisme professionnel agissant au niveau national recherche un juriste de haut niveau.

Rattaché au Directeur Général et responsable d'une petite équipe, il sera chargé :

- d'animer (au niveau de la profession) la réflexion doctrinale en fiscalité et droit coopératifs et ses applications
- d'assister le Président et le Directeur Général de l'organisme dans les négociations avec les pouvoirs publics
- d'organiser la diffusion de l'information juridique et de jouer un rôle de conseil auprès des adhérents.

La réussite dans ce poste implique :

- une solide formation juridique (doctorat ou niveau équivalent), une excellente connaissance du droit coopératif et une expérience d'environ 10 ans
- des capacités de conception liées à des qualités d'animateur et de dialogue favorisant les interventions sur le terrain.

Poste à Paris.

etap

Ecrire sous Réf.
30A 2617 3M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Data General France

Nous sommes l'un des premiers constructeurs informatiques américains (400 MF de CA en France, plus d'1 Md \$ dans le monde). Nous recherchons pour Data General Leasing, notre division Financement France/Europe

L'ADJOINT DU MANAGER
LEASING

Votre territoire d'intervention est européen : vous assurez principalement la préparation et la gestion des dossiers de financement de la filiale française et des filiales européennes, vous gérez également les modalités de refinancement de Data General Leasing et êtes en contact permanent avec nos forces commerciales et notre clientèle européenne.

A 28 ans, de formation supérieure (Bac + 5), vous avez une expérience d'au moins deux années au sein du département financement d'une banque ou d'une entreprise. La maîtrise de l'anglais est impérative ainsi qu'un bon niveau d'espagnol ou d'italien.

Autonome et dynamique, votre personnalité doit vous permettre de vous intégrer aisément à notre culture anglo-saxonne.

Merci de contacter Ivan PACAUD au 45.38.62.62 ou adressez un dossier de candidature à : CLP Associés, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15, sous réf. LM505.

Véritable outil de dynamisation économique régionale, la CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE MARSEILLE - PROVENCE, recrutée dans le cadre du développement de la Direction des Affaires économiques, un nouveau collaborateur.

Chargé(e) d'Etudes

Sous l'autorité du responsable du service des Etudes, il(elle) devra : - assurer la réalisation d'analyses et d'études sur l'activité économique (3 ou 4 par an) par une approche directe du monde économique concerné (50 à 70 entreprises visitées et interviewées dans l'année), - établir un diagnostic précis et des propositions d'actions, - participer à plusieurs groupes de travail.

Le(a) candidat(e) devra détenir une formation supérieure en économie (Bac + 4/5), ainsi qu'une expérience de 4/5 ans dans un service d'études ou un cabinet conseil. La connaissance du tissu industriel régional est un plus certain. Débutants s'abstenir.

Merci d'adresser sous réf. 536Z/2 lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE, Michèle PHILIP, 42 rue Fargès, 13008 MARSEILLE.

PSYNERGIE

GRUPE BANCAIRE NATIONAL DÉCENTRALISÉ RECHERCHE POUR SON
ORGANISME FINANCIER NATIONAL À PARIS UN

Opérateur
de Marché Francs

Après un double cursus scientifique et économique, une première expérience réussie de 2 à 4 ans sur les marchés francs vous a donné l'envie d'élargir votre fonction.

Votre mission sera double : interventions sur les marchés francs et actions de Conseil aux Directions Financières de nos Entités Régionales.

Rigoureux et créatif, vos aptitudes relationnelles alliées à votre sens du service feront de vous un spécialiste reconnu au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 306/LM (à indiquer sur l'enveloppe) à LBW, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, qui transmettra.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

V^otre expertise au service
des meilleures décisions

Gestion de capitaux, ingénierie financière, assurance-vie, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, BIP affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels. Engagés dans la voie du conseil, tournés vers l'avenir, nos collaborateurs n'ont qu'un objectif : aider BIP à prendre la meilleure décision.

Auditeur interne

Pour optimiser le fonctionnement de nos structures, vous intervenirez sur des aspects très variés de l'activité du siège et de nos filiales : sécurité des opérations de marché, développement commercial, procédures de contrôle interne, rentabilité, informatique, comptabilité... A partir de vos diagnostics, vous serez une véritable force de propositions, capable d'assurer le suivi des réalisations auprès de nos équipes.

De formation supérieure, vous avez une expérience d'au moins 2 ans dans le secteur financier. Vos qualités de rigueur et de diplomatie seront essentielles. Autonome et curieux, vous saurez imaginer des solutions novatrices et convaincre vos interlocuteurs.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous réf. AUDMON, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX METIERS...

Filiale commune de la Caisse
des Dépôts et Consignations
et des Caisses d'Epargne
et de Prévoyance, investie
de responsabilités de
Caisse Centrale,
la Société Centrale de
Trésorerie se définit aussi
comme une plate-forme
de services à destination
du réseau des
Caisses d'Epargne.

Ses ambitions d'efficacité
et de performance
la conduisent aujourd'hui
à renforcer ses équipes.

RESPONSABLE
COMPTABLE
DEVISES

La Direction Internationale de la SCTCEP a pour vocation d'assurer le traitement des paiements internationaux.

Au sein de cette direction, vous aurez pour missions :

- le contrôle des activités comptables en devises,
- la contribution à la mise en place des aspects comptables des projets,
- le reporting comptable.

Vous serez assisté de deux collaborateurs placés sous votre responsabilité.

Vous avez une formation supérieure en comptabilité et/ou une expérience significative dans le domaine de la comptabilité devises.

Poste cadre. Lieu de travail : La Défense.



SOCIÉTÉ CENTRALE DE TRÉSORERIE
CAISSE D'ÉPARGNE

Adresser lettre de candidature + CV + photo + prétentions
sous la référence RCD à SCTCEP - Service Ressources Humaines - La Grande Arche
92044 Paris La Défense Cedex 41 ou taping 3617 NC2 ré. RCD.

Juriste
d'entreprise

BT France souhaite engager un juriste pour son siège européen à Paris. Rattaché au service juridique du groupe BT à Londres et posté dans son "Eurocentre" à la Défense, vous êtes collaborateur et consultant auprès des dirigeants des équipes commerciales françaises et européennes et responsable des activités juridiques liées à l'expansion du groupe en France et en Europe.

Il est essentiel que vous ayez une formation juridique supérieure française et un minimum de quatre ans d'expérience en entreprise en France. En outre, vous possédez d'excellentes connaissances du secteur des télécommunications. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et le français et êtes amené à voyager fréquemment en Europe : la pratique d'une autre langue étrangère serait souhaitée.

Ce poste offre d'excellentes possibilités pour un candidat ambitieux et fortement motivé, souhaitant développer sa carrière au sein d'un groupe multinational et dynamique au premier plan des télécommunications.

Veuillez contacter Deborah Kirkman ou Jacques Police au (19-44) 71 379 33 33 ou veuillez adresser votre lettre de motivation et CV en anglais à Robert Walters Associates, 25 Bedford Street, London WC2E 9HP. (Télécopie : 19 44 71 915 87 14).

Paris

Excellente
Rémunération

Un avenir
gonflé d'énergieCADRE
RESPONSABLE
DES COÛTS ET
PRIX DE REVIENT

Nous sommes une

fédération

professionnelle

représentant

6000 mutuelles,

40 milliards de chiffre

d'affaires, leader dans

le domaine de la

complémentaire

maladie et de la santé

avec 25 millions de

personnes protégées.

Intégré à notre service Analyse et Contrôle de Gestion, votre mission s'articule autour de 2 axes principaux que vous ferez évoluer :

- l'architecture du plan comptable analytique et les procédures d'alimentation,
- les méthodes d'élaboration des coûts et prix de revient des produits et activités.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre et de la gestion des différents états et procédures de suivi, vous prenez en charge l'assistance aux Directions Opérationnelles et participez notamment à l'établissement des factures internes entre Centres, à la détermination des mesures de rentabilité et à la production des états correspondants.

Votre candidature nous intéresse si de formation supérieure DECS ou

équivalent, vous souhaitez valoriser une expérience réussie d'au moins 5 ans et affirmer vos compétences en comptabilité des assurances et analytique.

Rompu à l'informatique, vous maîtrisez le pilotage des outils de gestion comptable sur gros système. Homme de contact, vous alliez aisance relationnelle au sens de la pédagogie, autant de points forts pour réussir parmi nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence ACG, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à l'attention de Marie-Christine DANE - MUTUALITÉ FRANÇAISE - Direction des Ressources Humaines - 255, rue de Valenciennes - 75719 PARIS CEDEX



L'INTELLIGENCE MUTUELLE

fiscaliste

Important Cabinet d'avocats
internationaux
recherche un excellent

ayant au moins cinq ans d'expérience,
de préférence en Cabinet.

Le candidat devra :

- être très bon juriste,
- être parfaitement bilingue anglais,
- être habitué à consulter verbalement et par écrit dans les deux langues,
- posséder un esprit de synthèse et de créativité.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo
sous référence 2709 à Austin Knight -
129, rue de Turenne
75003 Paris, qui transmettra.

"UN CHEF D'ORCHESTRE,
UN STRATÈGE, UN HOMME DE SYNTHÈSE
ET DE DIALOGUE"

la personne que nous cherchons sera tout cela à la fois puisque
DIRECTEMENT RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE,
elle aura en charge

TOUT LE SERVICE COMPTABILITÉ-FINANCE
d'un Important Groupe Agro-Alimentaire.

Elle sera le spécialiste qui sait faire parler les chiffres et elle aura dans ce but comme objectif d'assurer un dialogue permanent au sein du groupe de manière à mettre en place et exploiter un outil homogène d'informations financières et comptables.

Cette personne aura donc nécessairement acquis une expérience très proche du terrain dans des fonctions demandant une large autonomie. Sa formation sera de niveau supérieur type Ecole de Commerce-option finance comptabilité. Dauphine ou équivalent appuyée sur d'excellentes bases juridiques et fiscales ainsi qu'un niveau comptable au moins égal au DECS.

Nous lui demanderons donc d'avoir un esprit d'organisation accentué et l'habitude de manager une équipe, de manière à savoir la sensibiliser aux critères de performance qui sont de règle dans une entreprise commerciale dans ses relations avec les clients.

Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable pour les relations comptables et financières de la société avec les clients étrangers.

Tel est en résumé le challenge que nous proposons pour un poste basé en province, dans la RÉGION CENTRE OUEST.

Ecrire avec CV et prétentions à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.



FIDAL PARIS - 47 rue de Villiers
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

HSD ERNST & YOUNG
Société d'Avocats

recherche

pour sa Division Fiscalité Internationale des Personnes

UN CONSULTANT

- Diplômé d'un troisième cycle de fiscalité : DESS/DEA/DJCE et/ou école de commerce, vous avez acquis une expérience, de préférence en cabinet, dans le domaine de la fiscalité internationale des personnes et maîtrisez parfaitement l'anglais.

- Pour une clientèle de groupes internationaux détachant du personnel en France et à l'étranger, vous serez chargé des missions telles que :
 - Consultations de planification fiscale et sociale,
 - Gestion de déclarations d'impôt sur le revenu.

- Des connaissances en micro-informatique (traitement de texte et tableur) seraient un plus.

Ce poste, basé à Paris-La Défense, est à pourvoir immédiatement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la réf. DFP1/94 à l'attention de Sandrine GIBERT - HSD ERNST & YOUNG - 51, rue Louis Blanc - Cedex 75 - 92037 PARIS LA DÉFENSE 1.

ERNST & YOUNG

SECTEUR

Communauté Urbaine
de LilleMusée d'art M
un Conservlimoges haute
développe

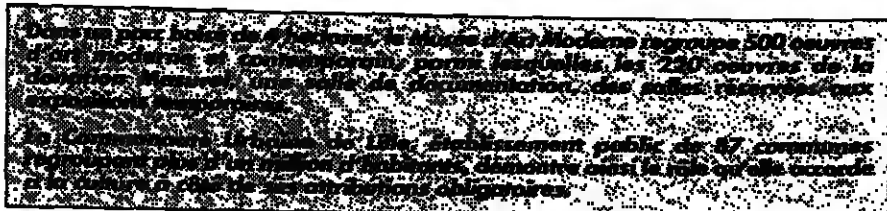
Dialogue Gén

هكذا من الامم

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

**Communauté Urbaine
de Lille**



Musée d'Art Moderne un Conservateur

(réf. 93-114 UM)

MISSIONS : Aux côtés du Conservateur en Chef, vous collaborez à l'ensemble des activités du Musée d'Art Moderne. Vous assurez notamment la gestion de la collection (Bouquet, Picasso, Modigliani, Léger, Miro...) et la réalisation de certaines expositions.

PROFIL : Ce recrutement est réservé aux candidats spécialisés dans l'art du XX^e siècle :
- par voie de mutation ;
- inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur territorial de 2^e classe du CNFPT ;
- inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur de musées contrôlés du Ministère de la Culture et de la Francophonie.
Les candidatures seront examinées par un jury.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec CV et photo en précisant la référence du poste à : M. le Président de la Communauté Urbaine de Lille, service Développement des Ressources Humaines, 1, rue du Ballon BP 749 - 59034 LILLE CEDEX

LA METROPOLE DES GRANDS BRONETS

Nous sommes une organisation internationale oeuvrant dans le secteur éducatif et de la recherche, reconnue et financée par différents Etats (170 MF de budget environ).
Nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur des Programmes de Formation et de l'Enseignement Audiovisuel

Paris

250/300 KF

Rattaché au Directeur du Bureau Europe, vous avez pour mission de définir, mettre en oeuvre et effectuer le suivi d'un ensemble de programmes internationaux de formation. Vous assurez d'autre part la direction des services de bourses et de l'enseignement audiovisuel ; vous négociez des contrats avec des partenaires universitaires et privés.

Agé de 40 ans environ, de formation supérieure (agrégation, doctorat, etc.), vous justifiez d'une expérience significative dans la Fonction Publique et/ou l'Education Nationale qui vous permet d'appréhender parfaitement les politiques et structures universitaires.

La connaissance de l'Audiovisuel est vivement appréciée.

Encadrera une équipe d'une dizaine de personnes, vos responsabilités vous conduisent également à concevoir et rédiger des documents de politique générale en matière de formation.

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à LBW 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. SR9667MO qui transmettra.



LA VILLE DE MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)
100 000 habitants
RECHERCHE

pour son service des études urbaines

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES EN URBANISME

Catégorie A cadre d'emploi des attachés ou ingénieurs

Vous piloterez les études préalables à la mise en oeuvre des projets urbains, et serez plus particulièrement chargé(e) de l'expertise juridique financière et administrative de dossiers opérationnels.

Agé de 25 à 35 ans vous possédez une formation de type DESS en aménagement et urbanisme complétée par de réelles connaissances en économie.

Vous apporterez la richesse d'une expérience professionnelle acquise auprès d'une collectivité territoriale ou d'un opérateur public.

Adresser candidature, C.V. à Monsieur le député-maire HÔTEL-DE-VILLE, 93105 MONTREUIL CEDEX



CNRS - S.O.S.I. - S.O.S.I. - S.O.S.I.

Le service de l'organisation et du système d'information accueille en détachement pour son site de TOULOUSE un

FONCTIONNAIRE TITULAIRE de catégorie A

ayant une bonne connaissance des finances publiques, le sens de l'organisation, du contact humain et du travail en équipe. Vous serez l'adjoint du responsable administratif du SOSI à Toulouse. Vous participerez à l'organisation et à la gestion du site. Vous conseillerez les chefs de projet pour élaborer les contrats et les marchés d'étude ou de sous-traitance dans le domaine de l'informatique.

Envoyer CV et lettre de motivation à Jean LEANDRI - CNRS - SOSI, Tour Gafa, Quartier Bouysset, rue Pierre Gilles de Gennes, BP 193, 31676 LABEGE Cedex. Pour plus de renseignements, téléphonez au : (16) 62.24.25.25 ou 62.24.25.00

**Limoges haute-vienne
développement**

recrute son

Délégué Général

Association de Promotion Economique. Limoges Haute-Vienne Développement est mandatée par le Conseil Général de la Haute-Vienne, la Ville de Limoges et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour favoriser l'implantation, l'extension, la reprise d'entreprises à Limoges et dans le département ainsi que pour conduire des actions de prospection.

Son activité en France et à l'étranger lui permet de gérer aujourd'hui au sein d'une équipe de 3 personnes, un portefeuille de projets à suivre et développer.

Au poste de Délégué Général, vous travaillerez en liaison avec les organismes publics et privés locaux de développement et de reconversion industrielle.

• Age de 35 à 40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant parfaitement l'anglais ainsi qu'une autre langue étrangère, vous savez animer des équipes et disposez d'une forte expérience dans le secteur de l'entreprise ou du développement économique.

Vous conjuguez à une connaissance approfondie de l'entreprise, du monde des affaires et des institutions, de solides qualités relationnelles ainsi qu'une capacité de négociation de haut niveau.

• Votre poste sera basé à Limoges. Capitale régionale, cœur économique, financier et universitaire du Centre-Ouest de la France

Limoges haute-vienne
développement

Merci d'adresser, avant le 10 janvier 1994, votre dossier de candidature (demande manuscrite, CV, photo, prétentions) à :

Monsieur le Président de Limoges Haute-Vienne Développement
19, boulevard Victor-Hugo - 87000 LIMOGES (05.79.27.00)

**Gestionnaires, financiers,
responsables de la communication,
statisticiens...**

Des Organisations publiques ou Associatives

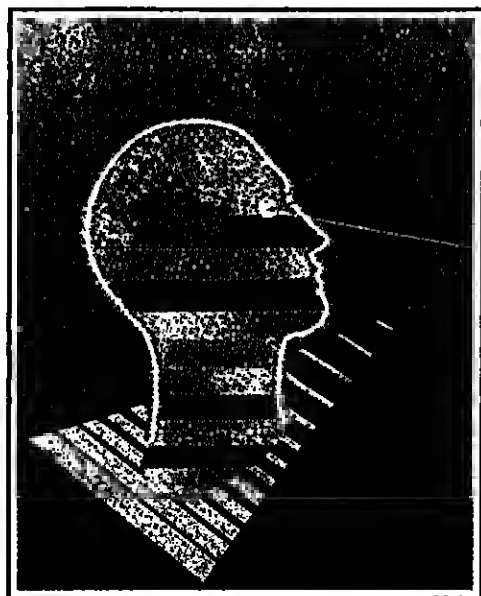
**vous offrent des opportunités
de carrières
chaque semaine dans :**

**Le Monde
INITIATIVES**

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

ALTRAN



LES INGENIEURS DE L'INNOVATION

Leader du Conseil et de l'Ingénierie appliqués aux secteurs des hautes technologies, ALTRAN est le partenaire privilégié des grands groupes industriels dans la maîtrise des techniques de pointe. Cotée en bourse, 1200 consultants, ALTRAN joue un rôle majeur dans les transferts des technologies, par ses actions simultanées dans les principaux secteurs économiques.

3 / 5 ANS D'EXPERIENCE

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Motivés par la coordination de projets, la maîtrise d'oeuvre, l'Expertise et le conseil dans :

Les Secteurs :

- Télécommunications, Réseaux
- Automobile, transport
- Aéronautique, Espace, Défense.
- Energie nucléaire, Ingénierie pétrolière,
- Banque, Assurance, Finance

Les Métiers :

- Electronique analogique, numérique, Hyperfréquences.
- Réseaux, Radiocommunications, Systèmes de Communication,
- Logiciel temps réel, Génie logiciel,
- Acoustique, Vibrations, Structures, Thermique,
- Automatique, Fiabilité, Simulation, CAO, CFAO...

Merci d'adresser votre CV en rappelant sur l'enveloppe la référence LM 12, à Jean-Michel MARTIN

ALTRAN - 58, Bd Gouvion-St-Cyr - 75858 PARIS Cedex 17

PARIS, TOULOUSE, RHONE-ALPES, SUD-EST, EUROPE (BELGIQUE, ESPAGNE)

Ingénieur Support CAO

Depuis plusieurs années, Texas Instruments a entrepris un processus d'unification de ses activités européennes. Forts de 7 000 collaborateurs, 8 sites de production, 8 centres régionaux de technologies, 30 implantations commerciales, nous disposons des ressources appropriées permettant de répondre rapidement et de manière efficace à la demande croissante du marché européen.

A Villeneuve-Loubet, près de Nice, vous intégrez notre centre européen de semi-conducteurs. Ingénieur électronicien spécialisé en microélectronique, vous avez une première expérience de 4 à 6 ans dans le support CAO d'une équipe de conception de circuits intégrés VLSI. La connaissance d'outils de synthèse logique, de simulation et d'analyse de timing est indispensable. La connaissance de l'Autologie, GDT, VHDL sera appréciée. Votre capacité d'autonomie, vos qualités de communication et d'anticipation ainsi que

la maîtrise de l'anglais seront les atouts de votre réussite. Karine Rolland-Roumeaux vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe), sous réf. 186186 à Texas Instruments, 8-10 avenue Morane Saulnier, BP 67, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

Directeur technique

Au titulaire du poste, nous confierons des missions diversifiées :

- appui technique aux ingénieurs d'affaires,
- relations avec les différents intervenants internes et externes (sociétés d'ingénierie, bureaux d'études, exploitants...),
- développement de la coopération technique avec les filiales et les centres de traitement,
- orientation du programme de recherche vers le développement de nouveaux services.

Agé de 35/40 ans, vous disposez d'une excellente formation d'ingénieur (Centrale, ENSAM...).

Une spécialisation dans le génie thermique et un parcours dans le domaine de l'exploitation sont nécessaires.

De préférence, vous avez également participé à des projets complexes et collaboré avec des sociétés d'ingénierie.

La maîtrise de l'allemand et/ou de l'anglais sont indispensables.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant sur l'enveloppe la référence M/990 à notre Conseil ORNICAR - 10, rue Portalis - 75008 PARIS.

ornicar
GROUPE HIC CONSEIL

INGENIEUR COMMERCIAL

Filiale mécanique d'un important groupe industriel, notre société est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de gros matériels destinés notamment aux chantiers sous-terrain.

De formation ingénieur, âgé de 35 à 45 ans, vous justifiez de connaissances mécaniques et d'au moins 5 ans dans une fonction commerciale acquise dans le milieu du BTP et dans un environnement international. Vous parlez l'anglais.

Vous savez aussi bien vous impliquer dans les tâches commerciales de terrain que nouer des relations de haut niveau très en amont des projets. Vous prendrez en charge l'ensemble des relations avec nos prospects et clients sur des affaires ciblées. Vous coordonnez la préparation et la négociation des offres. Vous intervenez tant en France qu'à l'étranger.

Notre conseil Elisabeth Bailly-Salins, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature réf. 158/01/8 à ETHIKA 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON. Les entretiens auront lieu à Paris et Lyon.

Ethika
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR
D'ETUDE EN
ROBOTIQUE
SOUS-MARINE

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER, 1200 personnes en FRANCE et OUTRE-MER, leader européen de la recherche scientifique et technologique dans le domaine de la mer. Nous recrutons pour notre centre de TOULON un INGENIEUR D'ETUDE EN ROBOTIQUE SOUS-MARINE spécialiste de navigation intégrée.

De formation Ingénieur (Sup Aéro, Sup Elec, INSA, ENSTA...), vous justifiez d'une expérience en navigation, vous avez des connaissances en Architecture temps réel, Langage C, C++, UNIX et filtrage optiwoi.

Au sein du laboratoire de Robotique, vous serez chargé de participer à des projets sous la responsabilité des chefs de laboratoire ou de projets.

Votre mission s'effectuera :
- dans le cadre du développement des engins et systèmes sous-marins robotisés ; ceci en relation avec les organismes de recherche publics ou privés, et les industriels de ce domaine.

- dans le cadre des systèmes intégrés dans le domaine de la robotique sous-marine et particulièrement pour la navigation des engins sous-marins ou de surface.

Créatif, vous aimez la Recherche et Développement et le travail en équipe.

Merci d'adresser lettre et CV sous référence ING RSM 1512 à IFREMER Mme St JOURS - BP 330 - 83507 LA SEYNE Cedex.

IFREMER



PPG Glass Group Europe

CA : 3,8 milliards de francs. 3 100 personnes. 3 usines en France, 3 usines en Italie. 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un groupe international. 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Nous offrons trois postes évolutifs à des ingénieurs à fort potentiel.

RESPONSABLE DU SERVICE AUTOMATISME

Ce poste a été créé au sein de l'Unité Flotte Glass s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre d'un nouveau système de conduite centralisée. Il s'agit d'en réaliser le développement et la maintenance en relation étroite avec la production.

Ce poste s'adresse à un ingénieur motivé par l'innovation technique, ayant acquis une solide expérience (minimum 5 ans) en automatisme et SCC. Il aura fait la preuve de ses qualités de manager afin de pouvoir encadrer une équipe de cadres et de techniciens de haut niveau.

Poste à Maubeuge.

Ref. 50A 2619 3M

RESPONSABLE DU SERVICE CAO

Sa responsabilité s'étendra à l'ensemble des sites de production de verre automobile (3 usines en France - 2 en Italie).

Afin de répondre au mieux aux besoins des constructeurs automobiles, il sera chargé de promouvoir et de développer l'utilisation de la CAO et d'assurer avec l'aide d'une petite équipe :
- la réalisation d'études de nouveaux produits en tenant compte des exigences de qualité et de coûts ; la définition des outillages de production ; la mise en place de développements spécifiques dans le cadre d'études de faisabilité en relation avec les services commerciaux et les clients.

Ce poste implique une première expérience en CAO, un intérêt certain pour ce domaine ainsi qu'à des qualités de rigueur, de curiosité et d'ouverture d'esprit, permettant au candidat de travailler en relation avec les clients et les différents sites européens concernés (production, études, qualité, ventes).

Ref. 50A 2620 3M

Poste à Maubeuge.

RESPONSABLE MAINTENANCE TRAVAUX NEUFS

Au sein d'une de nos unités de production de verre automobile en développement et formement automatisé (260 personnes), il aura pour mission :
- d'assurer la maintenance en termes de qualité, de coûts et de sécurité ainsi que de gérer une équipe de techniciens et d'en développer les compétences ; de développer la mise en place de la GMAO ; d'étudier, planifier les investissements et d'en assurer la réalisation.

Sa première expérience réussie d'environ 5 ans dans le domaine de la maintenance jointe à de solides compétences en automatisme, électromécanique est nécessaire, il est par ailleurs indispensable que le candidat possède des qualités certaines d'opérateur : organisateur, leader et gestionnaire.

Après avoir fait la preuve de son caractère et de ses capacités à optimiser le fonctionnement de son service, il pourra dans un deuxième temps élargir ses fonctions à la production.

Ref. 50 A 2621 3M

Poste à Arliche (proimité de Douai).

Ces trois postes impliquent la connaissance de l'anglais et ouvrent de réelles possibilités d'évolution de carrière à un niveau européen.

etap

71, rue d'Aureuil
75016 ParisImpliquez-vous dans la maîtrise
d'œuvre de grands programmes
spatiaux européens.

La Direction des lanceurs du Centre National d'Études Spatiales à Evry (91) recrute, pour la réalisation des programmes Ariane, un INGENIEUR GÉNÉRALISTE.

Vous avez une expérience industrielle de 5 ans minimum dans les techniques aérospatiales, particulièrement dans le domaine des chaînes électriques.

Au sein des équipes de la division "Assurance Produit Ariane 4", vous bénéficierez d'une large responsabilité dans le suivi et la synthèse de l'assurance qualité des travaux de production des lanceurs en Europe.

Deux missions en Guyane française d'au moins 6 semaines au total sont à prévoir chaque année.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence AP/QL à la Division du Personnel, CNES, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Minitel 3615 code CNES

cnes

AGENCE FRANCAISE
DE L'ESPACELe marché de la communication mobile s'annonce
comme l'un des plus porteurs de la décennie.

SFR

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DU RADIOTÉLÉPHONE

SFR, Société Française du Radiotéléphone, premier Opérateur Privé en Radiotéléphonie, a décidé d'en être un acteur majeur. Filiale de la Générale des Eaux, avec un CA de 1300 MF et 340 personnes, nous nous sommes engagés depuis 1988 à installer et exploiter des réseaux de radiotéléphonie analogique puis numérique (GSM) au service de nos abonnés toujours plus nombreux.

Pour notre Direction Gestion Clientèle, nous recherchons un

Ingénieur Télécom H/F

Rattaché au Responsable du Département Développement et Activités Nouvelles, vous participerez à la réflexion sur les nouveaux services que nous souhaitons développer au carrefour de la technique, de la gestion et du commercial.

Vous serez plus spécifiquement chargé d'étudier les implications techniques des projets envisagés, que vous contribuerez à concevoir et élaborer, tout en restant vigilant quant à l'évolution constante du marché.

Pour cette création de poste, nous recherchons impérativement un Ingénieur Télécom, rigoureux et organisé, ouvert également aux aspects commerciaux et de gestion.

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience, vous avez de bonnes aptitudes relationnelles et une forte capacité d'initiative. Vous savez vous adapter à un environnement en développement rapide. Vous parlez couramment l'anglais.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence FT01 à SFR - Département Recrutement/Formation - 35 Boulevard Brune - 75014 Paris.

CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Premier organisme de recherche fondamentale en Europe, ses 27 000 collaborateurs, en France, se mobilisent avec rigueur et passion pour créer et diffuser un savoir essentiel à la société. En 1994, pour ses laboratoires répartis dans toute la France, le CNRS va recruter par voie de concours près de :

350

CHERCHEURS
NIVEAU DOCTORAT OU TRAVAUX ÉQUIVALENTS

dans toutes les disciplines suivantes : physique, mathématiques, sciences pour l'ingénieur, chimie, sciences de l'univers, sciences de la vie et sciences de l'homme et de la société.

Les dossiers de candidature sont à retirer dans les délégations régionales.

Ils peuvent être déposés jusqu'au 14 janvier 1994.

La liste des postes à pourvoir et les adresses des délégations régionales sont accessibles sur Minitel au 3614 CNRS

JEUNES
INGENIEURS

RHONE-ALPES

Notre société internationale qui évolue sur un marché "HIGH TECH" recherche pour une de ses unités de Jeunes Ingénieurs AM, INSA (option électronique, chimie ou physique des matériaux) ou équivalent, pour assurer le support de la production : support et mise au point des procédés de fabrication, maintenance, encadrement des ouvriers, contact avec nos fournisseurs. ...

Pour ces postes, nous vous proposons un contexte très opérationnel, au sein duquel vous pourrez prendre de réelles responsabilités, en sachant acquérir une polyvalence de nos métiers, au sein d'un groupe qui se donne les moyens pour maintenir son leadership technologique.

Si vous souhaitez présenter votre candidature, envoyer un CV et une lettre de motivation sous réf. CCS à notre Conseil GP International - le Highway 41, quei Fulchiron - 69005 LYON.



GROUPE BEL

7,1 milliards de C.A.

6 300 personnes

recherche pour son

DEPARTEMENT

ORGANISATION

ET

INFORMATIQUE

des

débutants ou première courte expérience.

De formation Ingénieur (CENTRALE, MINES, AGRO, ...) ou Grande École de Commerce (HEC, ESSEC, SUP DE CO...), nous vous proposons de prendre part au développement de nos applications.

Nous vous assurons une formation aux bases du métier d'informaticien et à nos méthodes, dans un environnement performant : un centre serveur doté de 2 IBM 4381, VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD, un réseau d'AS 400 et de micros.

Nous comptons sur votre sens de la rigueur, vos capacités relationnelles, d'écoute, d'adaptation et d'animation d'équipe.

Votre lieu de travail : PARIS MADELINE/CONCORDE. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite avec prétentions à FROMAGERIES BEL - DPH - BP 292.08 - 75361 PARIS Cedex 08 sous réf. MM/MH.

LA VACHE QUI RIT - KIRI - BABYBEL - PORT-SALUT

SECTEURS DE POINTE

INGENIERIE DES RESEAUX

Reconnu mondialement comme un des leaders dans les réseaux privés, structurée pour répondre totalement aux exigences du marché, notre entreprise innove fortement dans le domaine des télécommunications multimédia : voix, données, images. Aujourd'hui, nous voulons accroître encore davantage notre efficacité auprès de nos clients en renforçant les équipes qui sont en contact direct avec eux. Ainsi, nous créons de nouvelles opportunités pour deux spécialistes du support technique. Ces deux postes nécessitent une bonne maîtrise de plusieurs des technologies suivantes : X25, protocoles de communication, ponts LAN, TCP/IP, Routeurs, LAN/WAN interconnexions.

INGENIEUR D'OPERATIONS CLIENTELE

Planification et installation des équipements de communication voix et données ainsi que le suivi du support à la clientèle. Outre une importante contribution aux projets, vous effectuez les installations des circuits et équipements, les tests de validation, le recherche et la résolution de défaillances, et enfin le support technique après vente.

INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE

Responsable avant/après vente de l'expertise technique et de la conduite des enquêtes sur sites, vous collaborez avec les équipes commerciales pour développer des solutions techniques, contribuez aux projets et définitions des critères de tests et de validation, participez aux réunions chez le client, supervisez les mises en œuvre complexes, assurez le contrôle qualité continu après l'installation.

Ces postes sont basés en région parisienne.

Prière d'adresser votre dossier complet s/réf. TSI/12 en indiquant votre rémunération actuelle à notre Conseil :

SEQUOIA

1 bis, passage des Patriarches 75005 Paris

Vous êtes INGENIEUR H/F et vous voulez évoluer vers une activité de

Responsable de Conception

pour des projets d'installations industrielles en FRANCE et à l'ETRANGER. Si votre expérience professionnelle est en accord avec l'une des activités décrites ci-dessous.

■ Dans une société chimique ou d'ingénierie, vous êtes responsable d'études de procédés dans le domaine de la CHIMIE FINE ou de SPECIALITES, depuis 10 ans au moins. De la proposition à la réalisation et au démarrage, vous maîtrisez les aspects procédés et systèmes en "batch". Réf. 48-01

■ La manipulation et la formulation de POUDRES, appliquées aux industries de procédés ou manufacturières, sont des spécialités que vous maîtrisez depuis 10 ans au moins. Vous possédez une formation mécanique (AM ou équivalent) et vous êtes responsable d'études au sein d'une société de construction d'équipements. Réf. 48-02

■ Le GENIE BIOLOGIQUE est votre spécialité acquise en réalisant des études de conception pour des installations industrielles dans le domaine PHARMACEUTIQUE. Vous travaillez au sein d'une société pharmaceutique ou d'une société d'ingénierie et vous avez une expérience de quelques années dans cette activité. Réf. 48-03

Située dans une ville de la région RHONE-ALPES, agréable par son environnement, notre société a une forte notoriété et réalise 80 % de son CA à l'exportation.

Tous ces postes présentent les caractéristiques suivantes : ● ce sont des créations qui répondent à notre croissance, ● une réelle maîtrise de l'anglais est indispensable, une seconde langue étrangère (l'Allemand notamment) sera très appréciée, ● des déplacements font partie de l'activité : plus ou moins fréquents selon les périodes, ils sont de courte durée.

Pour nous rejoindre, merci d'envoyer votre dossier de candidature (sans omettre de mentionner la référence de l'annonce sur l'enveloppe et dans votre courrier) à MEDIAPA 51, avenue Jean Jaurès - 69361 LYON CEDEX 07 - qui transmettra.

ASSISTANT DU RESPONSABLE DE L'EXPLOITATION INFORMATIQUE

BASSE NORMANDIE

Vous le secondez dans la définition des conditions d'exploitation des moyens informatiques du site ainsi que dans les relations avec le sous-traitant chargé de cette exploitation : élaboration des cahiers des charges, négociations contractuelles, validation des choix techniques, contrôle du respect des normes et standards en vigueur, définition des conditions d'exploitation des nouveaux produits lors de leur préparation, en collaboration avec le Centre d'Ingénierie Logiciels.

Vous agissez dans le contexte d'un nouveau schéma directeur informatique dont l'un des objectifs est l'optimisation des coûts.

A 30/35 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieur, votre expérience de plusieurs années dans l'informatique vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des questions techniques liées à l'exploitation.

Ce poste demande à la fois des talents de négociateur et de gestionnaire. Les perspectives d'évolution au sein du Groupe sont réelles.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX, sous la référence 73.0755/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Nous sommes la filiale française d'un grand groupe mondial de télécommunications. La croissance de nos activités nous conduit à créer au sein de notre équipe à Paris un poste d'

INGENIEUR D'AFFAIRES TÉLÉCOM

Votre mission consistera à développer de nouveaux contacts commerciaux : prospection, analyse des besoins, négociation, vente de solutions adaptées à chaque client et suivi de leur mise en application.

De formation Grande École d'Ingénieurs ou de Commerce, vous justifiez d'une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans une fonction similaire, acquise impérativement dans le domaine des télécommunications.

Vous maîtrisez l'allemand et disposez de bonnes connaissances en anglais.

Votre esprit d'équipe, l'engagement professionnel, vos talents de négociateur et votre créativité seront autant de qualités pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence M/258/MD à notre Conseil, qui vous garantira une confidentialité totale.



MILO R.H.
3 avenue
des Terres
75017 Paris

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

CHARTRES

LE CRÉDIT
AGRICOLE
DE LA BEAUCÉ
ET DU PERCHE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
60 AGENCES
760 SALAIRES

Au sein de notre Direction de l'Organisation Informatique et Logistique, vous contribuez efficacement à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan organisation et informatique de notre entreprise. Vous participez ainsi activement, avec votre équipe, à nos évolutions présentes et à venir.

Agé d'environ 35 ans et de formation supérieure, vous avez assuré avec succès, pendant plusieurs années, des responsabilités organisationnelles dans une entreprise bancaire ou industrielle.

Autonomie, sens de l'analyse et goût pour l'action, capacité à gérer et à anticiper, sont des qualités qui vous assurent de réelles perspectives d'évolution dans un environnement porteur.

Merci d'adresser votre dossier complet avec photo et rémunération actuelle sous la référence : A/142G à : PIERRE CONSEIL - 62/64 Boulevard Péreire - Paris 17°.



PIERRE CONSEIL



Société de Haute Technologie, spécialisée dans la Micro Mécanique de Précision recherche son

RESPONSABLE DE QUALITE TOTALE

Rattaché au P.D.G., vous serez chargé de la mise en place d'un programme de Qualité Totale, sachant aller au-delà d'une certification ISO 9000, pour instituer un processus d'amélioration continue.

A 35 ans, de formation ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous avez après une première expérience industrielle su mener à bien une démarche Qualité Totale dans votre entreprise. Devenu un véritable professionnel de la Qualité, vous avez le sens de la rigueur, et des capacités évidentes d'animation.

Votre responsabilité européenne ainsi que les nombreux contacts nécessaires avec notre maison mère nord-américaine nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence RQT à la Direction du Personnel de MICRO CONTROLE - P.A. St-Guenault 3 bis, rue Jean Mermoz - 91006 EVRY CEDEX. Discretion assurée.

Micro-contrôle

Directeur d'usine

PHARMACIEN INDUSTRIEL

هكذا من العمل

SECTEURS DE POINTE

Borland

The upsizing company

Borland, l'un des trois plus grands éditeurs mondiaux de logiciels PC, poursuit son développement sur les marchés du Client/Serveur et des Groupes de Travail. Pour nous accompagner dans cette évolution, nous recherchons des profils à forte valeur ajoutée pour des postes de :

Ingénieurs Commerciaux Grandes Entreprises

Votre mission : promouvoir notre technologie et nos solutions Client/Serveur auprès des Directeurs Informatique des Grandes Entreprises (clients ou prospects).

A 35 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ...) ou d'une Ecole d'Ingénieurs, vous possédez impérativement une première expérience réussie de la négociation et de la vente de solutions informatiques auprès de Grandes Entreprises. Votre personnalité fera la différence : autonomie, fort engagement, réel tempérament de gagnant.

Nous vous offrons : une rémunération motivante, une technologie de pointe, de réelles perspectives au sein d'une structure souple et évolutive (70 personnes). Poste basé au siège parisien.

Adresser votre CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 Rueil Malmaison, sous la réf. 66.0688/LM (sur lettre et enveloppe).

AUJOURD'HUI RESPONSABLE POUR DEMAIN



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
recherche

Ingénieurs ou Universitaires

Génie Atomique - Physique Nucléaire - Sciences de la Terre
Département "Environnement-Sécurité-Qualité"

Interface entre les industriels et les instances ministérielles, ce Département gère et assure la sécurité des sites de stockage de déchets radio-actifs ainsi que la protection à long terme de l'environnement et des hommes.

Ingénieur Sécurité

Modélisation Environnement

Dans le cadre de votre mission, vous élaborez les documents de synthèse de connaissances et d'expériences, analysez, interprétez des données de mesures relatives à l'environnement, réalisez les dossiers de sécurité, participez à la conception de supports d'information et d'échanges. Vous êtes directement impliqué dans l'action permettant la pérennité de la surveillance de l'environnement. Réf. 2018

Chargé d'Affaires

Sûreté

Interlocuteur des autorités de contrôle, vous élaborez et justifiez les documents de sûreté et les exigences de Qualités requises. Vous participez à la définition et au suivi des études liées à la démonstration de sûreté et vous avez à mettre en place le système Assurance de la Qualité de votre unité. Réf. 201H

Vous avez au moins 35 ans, une formation scientifique supérieure et pratiquez l'anglais. Une expérience de 5 à 8 ans acquise en industrie nucléaire vous a sensibilisé au problème de sûreté et de protection de l'environnement et vous a permis d'appliquer vos connaissances en géochimie, hydrogéologie, sciences de la terre, génie atomique, physique nucléaire.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite en indiquant la référence du poste choisi à notre Conseil : Antoinette LECLERCQ, PSYNERGIE, 2 rue St Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PARIS - LYON
MARSEILLE
MONTPELLIER

PSYNERGIE

Where telecom munications count.*

NORTEL MATRA CELLULAR, joint-venture créée à l'initiative du Canadien Northern Telecom et de Matra Communication, se consacre aujourd'hui à la technologie de demain et

s'ouvre au marché résolument croissant des systèmes de télécommunication cellulaire GSM. Au sein de notre centre international de compétences, nous recherchons pour notre service Ingénierie radio électrique des Réseaux, un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Directement rattaché au chef de service de notre département Ingénierie radio électrique des réseaux, vous prenez en charge le développement informatique de l'outil de planification des réseaux cellulaires. Responsable technique de la maîtrise d'œuvre, vous coordonnez les travaux de votre équipe de développeurs et des sociétés sous-traitantes, dans un souci constant de qualité et de respect des plannings établis.

Vous êtes bien sûr à l'écoute permanente du marché. A 30/40 ans, titulaire d'un diplôme d'ingénieur option informatique, vous possédez une expérience significative de la conduite de projet et possédez de véritables qualités d'animateur d'équipe. Outre votre maîtrise de l'environnement station de travail, bases de données et graphisme, des connaissances en réseaux mobiles et en Ingénierie radio sont vivement souhaitées.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, l'anglais courant est indispensable. Pour nous rejoindre et participer à notre croissance, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. CP à NORTEL MATRA CELLULAR, A. Commenl - BP 31 rue J.P. Timbaud 78392 BOIS D'ARCY Cedex.

NORTEL MATRA
CELLULAR

Premier diffuseur de radio et de télévision, TDF, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (COGECOM - Groupe FRANCE TELECOM), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (satellites, radiomessagerie, radiotéléphone, réseaux câblés...).

Dans le cadre de notre Centre de Recherche situé à Metz et comprenant 160 personnes, nous recherchons un(e) Responsable financement de projets.

Instrument privilégié de notre développement et de notre diversification, la recherche est chez TDF, l'un des éléments stratégiques de notre politique. Ainsi, au sein du Département valorisation propriété intellectuelle, votre mission vise principalement à accroître les financements des activités de recherche afin de positionner le centre comme un véritable pôle de compétences reconnu en Europe. Chargé d'identifier, d'analyser et d'exploiter l'ensemble des opportunités de financement, en particulier communautaires, vous participez à la mise en œuvre d'une politique dynamique en matière de financement de la recherche et contribuez à la valorisation des activités du centre dans le cadre de projets nationaux et internationaux. Vous assurez également le suivi des dossiers et la coordination juridique et financière du montage des projets. Ingénieur ou diplômé Bac + 5 spécialisé en gestion, vous avez impérativement une expérience réussie de gestion financière (montage de dossiers, financements, partenariat, ...). Méthodique et rigoureux, vous avez le sens de l'analyse et de réelles qualités de négociation. La pratique de l'anglais est impérative. La connaissance des communautés européennes serait un plus.

Pour ce poste basé à Metz, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. LM/RFP à TDF, Lydia Garnier, DRH, Département Développement des Carrières, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

Responsable financement de projets

L'ESPRIT DES ONDES

TDF
Groupe France Telecom

Laboratoire pharmaceutique à vocation internationale,
basé dans une agréable ville du Sud-Est :

Pharmaceutique d'usine

PHARMACIEN INDUSTRIEL

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge la totalité des opérations de production, fabrication, logistique, stockage, conditionnement... (70 personnes).

Notre outil industriel très performant répond aux normes internationales et constitue un atout important dans l'évolution rapide du laboratoire.

Une expérience d'une dizaine d'années dans une fonction similaire et la pratique de l'anglais sont bien sûr indispensables.

Une formation complémentaire à votre diplôme de pharmacien serait un plus.

Homme de communication, vous savez diriger les hommes dans un contexte performant et qualitatif...

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous la référence G436, à NERVET PONT CONSEIL, 15 rue Cardinet, 75017 Paris.

nervet pont conseil
Paris - Hambourg - Bristol - Madrid



Nous sommes l'un des tout premiers Groupes mondiaux, spécialisés dans les Services et l'Ingénierie Informatique. Notre clientèle prestigieuse exerce dans tous les domaines d'activité. Nous souhaitons renforcer notre équipe de développement commercial dans les domaines de l'Aéronautique, de l'Electronique, du Nucléaire, de l'Informatique et des Télécommunications, et du BTP. Dans cette perspective, nous recherchons des :

INGENIEURS COMMERCIAUX

"associant l'instinct du chasseur
à la démarche de l'ingénieur"

De formation Grande Ecole (Ingénieurs et/ou Commerce), vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience de la vente de services et de solutions techniques complexes à des interlocuteurs de très haut niveau, dans les domaines précités dans lesquels nous souhaitons renforcer notre présence.

Autonome, battant, imaginatif, responsable, vous serez au cœur de grands projets passionnants, dont vous assurerez non seulement la vente, mais également l'après-vente, en vous appuyant sur des équipes techniques d'un niveau exceptionnel.

Si ce contexte vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature très documenté, référencé LM/354, à notre conseil Robert BOULET :

ORYADE
16, avenue Hoche
75008 PARIS

oryade
Conseil en Ressources Humaines

Cette société industrielle de 1 000 personnes, filiale d'un groupe international, commercialise en France et à l'étranger ses produits en amont de la grande distribution. Dans le cadre de la redéfinition du système d'information de la société, elle recherche un

Organisateur senior chef de projet

Rattaché au Directeur Organisation, il prend en charge l'ensemble du projet relatif à la gestion commerciale. Sa responsabilité s'étend de la conception à la mise en place et au suivi : étude des besoins, proposition de solutions et de schémas d'organisation, appel d'offres, supervision et coordination de la mise en œuvre, monitoring et maintenance.

Il assure l'interface nécessaire avec les autres projets (GPAO, comptabilité) et reçoit l'appui du service informatique. Avec recul, pragmatisme et écoute, il construit dans un souci d'unité et de progression.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (grande école d'ingénieurs ou de commerce), votre expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projet d'organisation en environnement commercial, vous permet d'être rapidement opérationnel et de maîtriser votre mission avec autonomie.

Merci d'envoyer lettre et CV sous réf. 13129 624 à Onoma, 26 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD

SECTEURS DE POINTE

Un poste clé dans la stratégie de Kronenbourg

BRASSERIES



Les Brasseries KRONENBOURG, situées à Strasbourg, numéro 1 français sur le marché de la bière, réalisant un CA de 5,7 MdF avec des marques solidement implantées : Kronenbourg, 1664, Kanterbrau, Gold, Tourtel, Chopp, Force 4, Oberrain Village.

Organisateur

Rattaché au Service Organisation Formation de Kronenbourg, vos missions sont à dominante industrielle. En collaboration avec le management, vous établissez les diagnostics (études d'organisation, structure, métiers, classifications...), les méthodologies, les recommandations d'actions et assurez leur mise en œuvre. Vous tenez à jour les définitions de fonction cadre et ETAM de la société. Vos missions, opérationnelles ou fonctionnelles, vous permettent d'exprimer votre dynamisme et votre capacité à remettre en cause nos modes de fonctionnement; elles se situent au cœur du double projet économique et social de BSN.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ou à un diplômé d'ESC ayant environ 3 ans d'expérience réussie d'organisation, liée à ses qualités de réflexion et de dialogue. Basé à Strasbourg, ce poste est évolutif au sein de Kronenbourg ou d'autres sociétés du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AD 53 M à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran 75381 Paris Cedex 08.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIEME EUROPEEN

Premier diffuseur de radio et de télévision, TDF, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (COGECOM - Groupe FRANCE TELECOM), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (satellites, radiomessagerie, radiotéléphone, réseaux câblés...).

Dans le cadre de nos projets internationaux, nous recherchons des Chefs de projet à vocation européenne ou internationale.

Formé à nos produits, vous serez responsable de la mise en œuvre de projets complexes et de grande envergure, dans le domaine des réseaux de télécommunications (TV, FM, radiomessagerie...) et interviendrez dans le cadre de missions spécifiques à l'étranger, de durée variable.

Vous serez ainsi chargé :

- d'organiser puis de coordonner l'exécution du projet;
- de constituer et d'animer les équipes de réalisation technique;
- de négocier avec les différents intervenants les aspects coûts et délais.

Ingénieur (X, ENST, Supélec, ENSI...), vous avez participé, au cours d'une expérience de 3 ans environ, à la conduite de projet dans un domaine high tech et démontré vos qualités de management. Autonome, vous avez le goût du challenge et de réelles qualités pour coordonner. Parfaitement bilingue anglais, vous avez en outre de grandes facilités dans la pratique des langues étrangères et bien évidemment, vous êtes totalement mobile pour effectuer des missions à l'étranger.

Pour ce poste basé à Montrouge, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. IM/CP1 à TDF, Lydia Garnier, DRH, Département Développement des Carrières, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

Chefs de projet juniors à vocation européenne ou internationale

L'ESPRIT DES ONDES TDF
Groupe France Telecom

ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Afin de faire face à nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous recherchons :

Ingénieur d'études Géomécancien

Intégré à une équipe pluridisciplinaire, vous définissez, en fonction de programmes établis, les besoins d'études, réalisez les cahiers des charges, suivez les prestataires, rédigez les synthèses et conclusions et apportez vos compétences de spécialiste aux personnes concernées tant en interne qu'en externe.

Ingénieur grande école (Mines, ESTP...), vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience d'études dans le domaine de la mécanique des roches appliquées à la construction d'ouvrages souterrains (tunnels, mines, aménagements hydro-électriques...).

En bureau d'études ou en entreprises, vous êtes en contact avec les Maîtres d'œuvres, Maîtres d'ouvrages...

Vous connaissez les codes de calcul (CESAR en particulier) et maîtrisez bien l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. C195X, à Olivier Chaumette, 3 rue E. et A. Peugeot, Tour COROSA, 92500 Rueil-Malmaison.

CONSEIL Ressources Humaines

L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, notre Direction des opérations et de la Maintenance chargée de l'élaboration des offres et de l'exécution des contrats recherche pour notre siège situé en région parisienne (92) des

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES

France (Réf. 2457) - Export (Réf. 2468)

Vous êtes responsable de l'exécution de nos contrats GSM (réseaux de radiotéléphonie numérique). Dans le cadre du planning et du budget établis, vous coordonnez l'action des différents services impliqués dans le déploiement du réseau : ingénierie, chantier, support... Vous êtes, sur tous ces aspects, l'interlocuteur privilégié de votre client.

Agé d'au moins 30 ans, vous êtes ingénieur en électronique et/ou télécom. Vous avez une expérience confirmée de la conduite d'affaires (idéalement des projets de déploiement de réseaux de télécommunications). Autonome, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée en France ou à l'étranger (et éventuellement ouvert à des opportunités d'expatriation). Bien entendu, vous parlez anglais et si possible une autre langue.

JEUNES INGENIEURS D'AFFAIRES (Réf. 2479)

Sous la responsabilité d'un ingénieur confirmé, vous prenez progressivement en charge le suivi des coûts, des délais et de la qualité d'exécution des affaires conclues.

Jeune ingénieur en électronique et/ou télécom, vous bénéficiez d'une première expérience d'ingénierie d'affaires. Au sein d'une structure matricielle, vous savez travailler en équipe et fédérer les compétences. Vos aptitudes relationnelles, votre esprit de synthèse et votre efficacité vous permettent de vous faire apprécier des clients. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. La connaissance d'une autre langue serait appréciée.

Votre réussite dans l'un de ces postes et la croissance de notre activité sur un marché très porteur sont garants de votre évolution au sein de notre filiale et du groupe Alcatel-Alsthom.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

Pour un entretien avec la société, merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence choisie à notre conseil : PREMIERE LIGNE
31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne - Fax : 41 41 00 15.

Avez-vous le génie de l'ingénierie?

Le groupe SERALP, filiale de CSD et de la Lyonnaise de Banque, développe une ingénierie de proximité sur les grands projets régionaux. Dans le cadre de sa croissance, il recherche ses futurs managers pour ses implantations du Sud et Sud-Est de la France.

Directeur d'agence

Chefs de projet seniors

Jeunes ingénieurs Grande Ecole (X, Mines, Ponts...), nous vous confierons des missions globales de maîtrise d'œuvre, incluant le développement commercial, le suivi technique, l'animation des équipes et la gestion des affaires.

Votre expérience préalable du BET sera appréciée, ainsi que l'autonomie et une bonne capacité relationnelle pour évoluer dans notre métier : l'ingénierie du Bâtiment et des Infrastructures.

Postes cadres.

Merci d'envoyer CV et prétentions au Groupe SERALP, Direction du Personnel, 3 rue des Cuirassiers, 69428 Lyon Cedex 03.

L'INGENIERIE DU BATIMENT ET DES INFRASTRUCTURES

SECTEURS DE POINTE

Production Informatique Haute Technologie

C'est tous les mardis * dans le Monde Initiatives

* daté mercredi

هكذا من الأصل